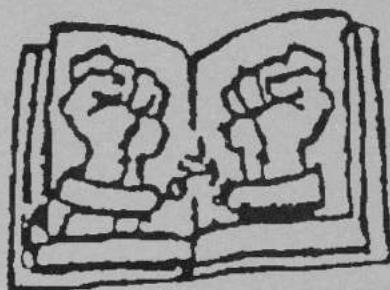


Cahiers du mouvement ouvrier



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux

N° 7 - SEPTEMBRE 1999

REVUE TRIMESTRIELLE

PRIX : 50 F

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine**

Directeur de la publication :

Jean-Jacques Marie

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

SOMMAIRE

- **Présentation** p. 5
- **L'apport de Vadim Rogovine** p. 7
(Mikhaïl Voiekov)
- **Les armées blanches en 1919 : pillage, chasse aux juifs,
terreur contre les paysans et les ouvriers** p. 17
- **Marcel Ollivier : la formation des Etudiants communistes
en 1919, en France** p. 25
- **Amadeo Bordiga : lettres de 1926** p. 41
- **Le procès des militaires de juin 1937** p. 53
(Iouri Primakov)
- **L'entourage de Staline : 1. Molotov** p. 63
(Vadim Rogovine)
- **Deux rapports de Zborowski (Etienne)
au NKVD sur Léon Sedov (1938)** p. 71
- **La répression
contre la famille Sedov** p. 77
- **Le tract du PC allemand
interdit par Staline (septembre 1939)** p. 81
- **Le PCF en 1939** p. 87
(Jean-Marc Schiappa)
- **Les archives Sneevliet à Moscou** p. 97
(Mark Goloviznine)
- **Le dossier de la police politique bulgare
sur l'anarchiste Gueorgui Konstantinov Gueorguiev** p. 103

- Pages oubliées p. 113
 - Victor Marouck : la tuerie de 1848
 - Edouard Vaillant : la répression de mai 1906
 - Jean Longuet : Lénine (1924)
 - La vie de Pantelis Pouliopoulos

- Correspondance p. 135
 - A propos de l'école d'Uriage
 - Deux lettres à Emmanuel Le Roy Ladurie
 - Une lettre de Marc Goloviznine

- Chronique des falsifications :
 le fils Beria p. 145

- Les *Cahiers du CERMTRI* :
 “*Front populaire et colonialisme*” p. 151

- Les archives du CERMTRI (suite) p. 155

Présentation

CE numéro s'ouvre sur une analyse de l'œuvre de Vadim Rogovine par l'économiste russe Mikhaïl Voïkov, qui énumère les apports les plus importants, à ses yeux, d'une œuvre de recherche historique occultée en Russie et délibérément ignorée en Occident par les historiens professionnels. Ce silence est particulièrement frappant au moment où l'on publie en France des souvenirs du fils de Sergo Beria, présentés, traduits et commentés par une universitaire, et dont les élucubrations, les affabulations et les fantaisies auraient suscité l'ironie vengeresse d'un Boris Souvarine s'il était encore de ce monde.

L'étude de Vadim Rogovine sur Molotov est la première d'une série consacrée à douze des proches collaborateurs de Staline. L'analyse du procès des huit chefs militaires soviétiques de juin 1937, présentée par le fils de l'un d'entre eux, Primakov, le bilan du sort subi par la famille de Natalia Sedova, restée en URSS, la publication de deux rapports secrets de l'agent provocateur Etienne-Zborowski sur Léon Sedov complètent la partie proprement soviétique.

Les documents d'archives sur les pillages, les meurtres, les pogromes organisés à grande échelle par la principale des armées blanches, l'armée Volontaire, illustre, de la bouche de ses responsables eux-mêmes, l'ampleur de la terreur blanche et de la corruption fantastique (déjà...) des restaurateurs de l'ordre ancien.

Echo inverse de la révolution russe : celui que retrace Marcel Ollivier, l'un des fondateurs en 1919 du groupe des Etudiants socialistes, qui se transforme bientôt en Etudiants communistes, puis en Fédération des étudiants communistes de France, dont Marcel Ollivier est le premier secrétaire. Il fait un portrait d'un certain nombre de ses membres, dont le nom surprendra plus d'un lecteur...

Les lettres d'Amadeo Bordiga, l'éphémère et "gauchiste" secrétaire du PC italien, se situent à un moment clé de la stalinisation de l'Internationale communiste et du PC italien.

Le projet de tract finalement interdit par Staline pour son caractère antifasciste, rédigé au début de septembre 1939 par un dirigeant du PC allemand pour être distribué en Allemagne, en Autriche et en Tchécoslovaquie, souligne à la fois la volonté farouche de Staline de subordonner tous les partis communistes au contenu du pacte germano-soviétique et les difficultés à faire passer cette subordination. L'étude de Jean-Marc Schiappa sur la crise du PCF à cette date, dont la politique était alors soumise à une vive critique par André Marty, qui siégeait à Moscou au secrétariat de l'Internationale communiste, en donne une illustration concrète et précise dans le parti français.

Le dossier de la police politique sur l'anarchiste bulgare Gueorgui Gueorguiev Konstantinov est le premier d'une série sur les méthodes utilisées par la filière bulgare du KGB pour diffamer, surveiller et isoler les opposants politiques.

Deux moments phares de la répression bourgeoise contre le mouvement ouvrier en France : juin 1848, mai 1906, constituent l'essentiel des pages oubliées, complétées par l'article écrit par le socialiste de gauche Jean Longuet sur Lénine à l'occasion de sa mort et la réédition d'un article de 1946 sur Pantelis Pouliopoulos.

La chronique des falsifications relève quelques perles de l'édition française des souvenirs du fils de Beria et des différences énormes qui séparent l'édition française de l'édition russe : ses souvenirs varient en fonction du public.

La correspondance publie deux lettres adressées à Emmanuel Le Roy Ladurie, à la suite de son article paru dans *Le Figaro*, du 3 juin 1999. A notre connaissance, *Le Figaro* n'a fait aucun écho à ces lettres. Notre modeste revue publiera toute réponse ou tout commentaire éventuel du destinataire.

L'apport de Vadim Rogovine

(Mikhaïl Voiekov)



La couverture de l'ouvrage de Vadim Rogovine, 1937.

A la recherche d'une conception historique alternative

1 Il y a déjà quelque temps que s'est éteint à Moscou, en septembre 1998, le philosophe et sociologue russe Vadim Rogovine, et on peut maintenant plus calmement apprécier sur le fond ce qu'il a fait pour la science sociale russe, mais aussi mondiale. Aujourd'hui encore, l'apport scientifique de Vadim Rogovine est mal compris, mal assimilé et pas du tout approfondi. Il n'est pas fortuit que ses derniers travaux soient, comme on l'entend dire, pratiquement passés sous silence dans la Russie d'aujourd'hui. En fait, ce n'est pas tout à fait exact. Les livres de Rogovine sont lus, ils sont l'objet de vives discussions. Mais, effectivement, ils ne suscitent que peu de commentaires dans la presse spécialisée ou dans les médias. Il y a à cela des raisons sérieuses, nous en parlerons.

Vadim Rogovine était déjà connu à l'époque soviétique pour ses analyses sérieuses sur les problèmes sociologiques du développement social, de la structure sociale de la société, de la politique sociale de l'Etat. Et à l'époque complexe postsoviétique, Vadim Rogovine n'a pas changé les bases de sa conception du monde, ses idéaux sociaux, il est resté un savant créateur, un novateur marxiste dans la sociologie de son pays. Mais c'est bien sûr à notre époque qu'il a accompli l'œuvre essentielle de sa vie.

L'ampleur de cette œuvre est tout simplement stupéfiante. Son histoire de

l'Union soviétique jusqu'à la Seconde Guerre mondiale dépasse de loin, par sa profondeur et son étendue, tout ce qui a pu être écrit jusqu'à ce jour en Russie. Mais le plus important est que le lecteur russe trouve dans les livres de Rogovine une histoire tout à fait différente de celle qu'il était accoutumé à lire à l'époque soviétique, comme de celle que tentent aujourd'hui d'imposer à un public crédule des idéologues prompts à tourner casaque et à hurler avec les loups.

Pour mieux comprendre le rôle et la place de Vadim Rogovine dans la science sociale contemporaine, il faut bien se représenter ce que sont les "sciences sociales russes". Un Occidental habitué au pluralisme, à la libre discussion scientifique et politique (dans les limites, bien entendu, de la démocratie bourgeoise, où toutes sortes de stupidités sont grassement payées, tandis que la diffusion des livres marxistes est entravée), aura du mal à s'y retrouver dans les transformations actuelles de la Russie. Le monopole idéologique existe aujourd'hui comme hier. Autrefois, c'était simplement le stalinisme, puis (sous Brejnev) le stalinisme "éclairé" ; aujourd'hui, c'est l'idéologie eltsinienne, qui se réduit au cynisme de l'argent. Si, autrefois, le diktat idéologique était le fait du comité central du PCUS et du KGB, aujourd'hui, il passe par le grand capital mafieux et les médias qu'il achète. Il est difficile de dire si on y a gagné.

A l'époque soviétique, et il en est de même aujourd'hui, il n'y avait que deux sortes d'ouvrages sur l'histoire russe : soit purement descriptifs, soit de circonstance. Le premier type remonte aux œuvres de Karamzine, on y décrit simplement toutes sortes d'événements historiques : tel tsar ou secrétaire général est arrivé et il s'est passé ci et ça. Et c'était bien. Ou mal, suivant l'orientation politique de l'auteur.

C'est plus compliqué avec les ouvrages de circonstance. Là, on s'efforçait de ne pas tout bonnement décrire les événements, mais de se fonder sur une conception théorique censée les expliquer. Mais toute cette conception se réduisait aux directives politiques édictées d'avance par le pouvoir central. Le substrat théorique de tels ouvrages n'allait pas très loin.

Bien sûr, de nos jours, certains historiens progressistes s'efforcent de sortir de ces ornières. C'est qu'actuellement, se borner à décrire les événements n'est pas considéré comme un travail scientifique sérieux et il est déshonorant d'écrire sur commande. D'autant plus que le pouvoir central, en Russie aujourd'hui, n'a aucune conception définie du développement de la société. Pourtant, les tentatives de certains historiens pour surmonter les idées reçues et donner une nouvelle interprétation théorique de l'histoire russe, et surtout soviétique, sont certes une réalité, mais leur résultat n'est pas très convaincant.

C'est pourquoi il n'est pas fortuit, mais au contraire légitime, que des spécialistes des sciences voisines se soient attaqués aux problèmes historiques. Dans le cas de Rogovine, nous avons l'exemple de la percée particulièrement réussie d'un philosophe et sociologue dans le domaine de l'histoire. Ce phénomène est fréquent dans l'histoire des sciences. On se souvient des recherches de mathématiciens en économie, de physiciens en biologie, etc. Mais Rogovine ne s'est pas seulement engagé dans le champ traditionnel de la recherche historique. Il a créé son propre courant de recherche, qu'on peut appeler la sociologie historique. Dans les sciences sociales occidentales, un tel courant existe depuis

déjà longtemps et se développe avec succès. Mais pour la Russie, c'est une approche tout à fait originale et novatrice. C'est d'ailleurs pourquoi il n'est pas encore compris et accepté par tous. C'est pourquoi aussi les journaux spécialisés n'ont absolument pas réagi aux travaux de Rogovine. En Russie, nous n'avons tout simplement pas de spécialistes dans ce domaine.

2 Avant d'analyser les conceptions historico-sociologiques de Rogovine, il faut, fût-ce brièvement, donner une idée de l'ensemble de ses livres consacrés à l'analyse d'une alternative au stalinisme. Ils sont au nombre de sept, unis par le thème général "*Y avait-il une alternative*" au cours social et économique stalinien de la Russie dans les années qui ont précédé la guerre ? Rappelons brièvement leur contenu.

Tome 1 : *Le "Trotskyisme", vue rétrospective*, Moscou, 1992. Pour la première fois sans doute dans la littérature russe, on y découvre de façon circonstanciée le sens de la lutte à l'intérieur du parti dans les années 1922-1927, lutte dont le cours et la signification ont été grossièrement falsifiés pendant les périodes stalinienne et brejnévienne. Aujourd'hui encore, cette période est pour de nombreux Russes une grande "tache blanche". L'auteur montre le rôle de "l'opposition de gauche" et de L. D. Trotsky, qui ont engagé une lutte réelle contre la *stalinchtchina* dès 1923. On y découvre le mécanisme du régime totalitaire en URSS, les racines de la tragédie du Parti bolchevique de l'époque de Lénine.

Tome 2 : *Le Pouvoir et l'Opposition*, Moscou, 1993. Le livre embrasse la période historique qui va de 1927 à 1933. Rogovine dresse le tableau de la lutte implacable entre les staliniens et tous les groupes légaux ou illégaux d'opposition dans le parti, montre la fausseté des mythes sur le stalinisme héritier du léninisme, sur le "monolithisme" du Parti bolchevique. Il décrit assez précisément les propositions de "l'opposition de gauche", sa lutte contre la collectivisation forcée et la dékoulakisation stali-

niennes, contre les méthodes aventuristes de l'industrialisation, le bureaucratisme de la planification, les privilèges sociaux, le régime politique totalitaire. Il montre le rôle de Trotsky comme leader de "l'opposition de gauche", décrit et explique le cours social et politique alternatif de développement du pays.

Tome 3 : *La Néo-NEP stalinienne*, Moscou, 1995. Il examine la période 1934-1936 de l'histoire soviétique, époque effectivement un peu plus douce que celles qui l'ont précédée et suivie, si ce n'était l'assassinat de Kirov et la répression qui a suivi. Et d'ailleurs, peut-on trouver chez Staline des périodes "douces" ? L'auteur développe une conception sociologique originale pour expliquer le déchaînement de la répression stalinienne, les brusques revirements de la "ligne générale" du parti.

Tome 4 : *1937*, Moscou, 1996. Le titre se suffit à lui-même, c'est l'année la plus terrible de l'histoire de la Russie. Se fondant sur de nombreux documents historiques, notamment tirés des archives, l'auteur démonte d'une façon en grande partie nouvelle le mécanisme de la grande purge, de la répression massive de la *iejovchtchina*.

Tome 5 : *Le Parti des fusillés*, Moscou, 1997. Qu'est-il resté du Parti bolchevique après 1938, en quoi s'est-il transformé ? Une question étudiée pour la première fois dans les publications russes est que les accusations portées par la clique stalinienne contre l'opposition étaient loin d'être toutes une pure invention. Les documents cités prouvent en effet que les opposants étaient bien "coupables" envers Staline de lutter contre lui.

Tome 6 : *Révolution mondiale et Guerre mondiale*, Moscou, 1998. Ce volume analyse en détail la situation économique et politique en URSS après les grandes purges de la fin des années 1930 et décrit la situation internationale qui se dessine à la veille de la guerre mondiale. Une partie est spécialement consacrée au rôle de Trotsky pour prévenir du danger que représentait le fascisme et la politique agressive d'Hitler, et à l'histoire de la naissance de la IV^e Internationale.

Tome 7 : *La fin est aussi le début*. Ce tome n'est pas encore paru. Il décrit

l'état de préparation à la guerre de l'URSS, l'histoire de la guerre elle-même, l'assassinat de Trotsky.

Tel est, brièvement résumé, le contenu des sept tomes. Mais les raconter n'aurait pas de sens, il faut les lire. D'autant qu'ils sont écrits avec clarté et simplicité. Ils se lisent, comme on dit, d'une traite. Après les avoir lus, on commence à comprendre l'histoire de ce pays, on apprend à distinguer la vérité du mensonge.

De plus, si les livres de Rogovine décrivent des événements malheureux et, plus généralement, montrent tout le tragique de l'histoire de la Russie, ils rendent néanmoins le lecteur optimiste. Après les avoir lus, on porte un regard plus gai, en quelque sorte, sur le monde, les horreurs et les grimaces du régime d'Eltsine apparaissent mesquines. Mais surtout, cette œuvre nourrit la conviction que les crimes du passé comme ceux du présent ne resteront pas impunis. C'est cette note vivifiante que la justice triomphera tôt ou tard qui est le leitmotiv de tous les livres de Rogovine. Et c'est très bien ainsi.

3 Bien sûr, un pédant des sciences sociales pourra découvrir dans les livres de Rogovine des manques, des imprécisions, des démonstrations incomplètes. Mais même ces défauts leur donnent un charme particulier. Ils permettent de voir sur quoi les sociologues et les historiens doivent encore travailler, ce qu'il faut rectifier ou compléter. Un homme seul ne peut pas faire le travail de tous les sociologues et historiens du pays.

Parfois, même des gens bien disposés disent que Rogovine n'a rien apporté de fondamentalement nouveau à la science historique. Je ne partage absolument pas ce point de vue et je m'appête à montrer ce que Rogovine a apporté de "fondamentalement nouveau". Mais auparavant, il me faut énumérer brièvement ce que Rogovine a apporté à la compréhension du passé soviétique, même si ce n'est pas "fondamentalement nouveau".

Par exemple, dans le tome *Le Pouvoir et l'Opposition*, Rogovine dévelop-

pe l'idée selon laquelle, dans les années 1920, l'Opposition de gauche était le seul courant opposant au stalinisme un programme sur toutes les questions essentielles du mouvement communiste mondial et de la construction socialiste en URSS. En prenant connaissance des documents de l'Opposition, écrit l'auteur, "*il apparaît d'évidence que tout ce qu'il y a de juste dans la critique actuelle du stalinisme a déjà été dit par les oppositions bolcheviques à la fin des années 1920 et au début des années 1930*" (1). C'est-à-dire que toutes les révélations fracassantes des publicistes de la "perestroïka" sur Staline et la *stalinchtchina*, qui ont abasourdi l'innocent lecteur russe, Trotsky et ses partisans l'avaient dit depuis longtemps. Seulement, Trotsky avait dit tout cela avec beaucoup plus d'intelligence et de profondeur.

Qui a écrit cela dans les publications historiques russes ? Personne ! Nulle part ! Bien sûr, de nombreux travaux paraissent en ce moment chez nous sur la question du stalinisme. On peut même saluer les mérites des livres de Soljenitsyne et Roy Medvedev. Mais même ces auteurs célèbres ne peuvent être comparés à Vadim Rogovine, qui les dépasse de très loin par la profondeur et le caractère achevé de l'analyse historique. De la lecture de ces auteurs célèbres, il ressort un tableau tout à fait déformé de l'histoire soviétique. Chez les uns (du type Soljenitsyne), il apparaît que tout était mauvais et faux en comparaison de la Russie des tsars. Chez les autres, le stalinisme est présenté comme un épisode désagréable surgi on ne sait pourquoi. La principale différence et le mérite de Rogovine est que pour la première fois dans une publication russe, il a mis à jour et montré l'essence du stalinisme, a montré la lutte acharnée qu'ont menée contre lui l'opposition de gauche du parti, montré l'histoire réelle de l'Union soviétique avant la guerre.

Il faut dire dire qu'à l'étranger également, on trouve assez rarement une explication scientifiquement fondée des raisons réelles de la lutte entre Trotsky et l'Opposition de gauche, d'une part, et Staline, de l'autre. Assez souvent, de

nombreux auteurs résument tout le problème à la lutte pour le pouvoir entre Trotsky et Staline. Et, ce faisant, laissent totalement dans l'ombre les questions essentielles : pourquoi le stalinisme l'a-t-il emporté, pourquoi Trotsky a-t-il été vaincu et pourquoi, enfin, le monde bourgeois tout entier a cru que Staline avait édifié le socialisme en URSS. Rogovine lui-même, analysant cette littérature étrangère, donne l'exemple du livre bien connu de R. Conquest, *La Grande Terreur*. Une seule page y est consacrée à l'activité de Trotsky, et Rogovine y a trouvé une dizaine "*d'altérations et d'erreurs factuelles grossières*". Voilà ce que vaut la science historique, même étrangère. Bien que je doive préciser que certaines œuvres publiées à l'étranger sur ce thème sont tout à fait valables. Mais malheureusement, une hirondelle ne fait pas le printemps.

Ou bien prenons le problème du fascisme, dont le premier et le plus profond analyste a été Trotsky. Mais dans quel ouvrage russe trouvera-t-on une quelconque information sur la lutte de Trotsky contre le fascisme mondial, sur son analyse de la probabilité et du caractère de la Seconde Guerre mondiale ? Toutes les prévisions de Trotsky sur la guerre à venir se sont réalisées avec une précision étonnante. Pour la première fois dans un ouvrage russe, Rogovine décrit tout cela en détail. Son dernier livre, *La fin est aussi le début*, se conclut ainsi : "*Même les politiciens et publicistes bourgeois se sont rendus à l'évidence que personne d'autre au monde ne donnait d'analyses aussi perspicaces et des prédictions aussi sûres des événements internationaux que Trotsky. C'est pourquoi ses déclarations et ses articles dans la presse mondiale — concernant le pacte Hitler-Staline, le démembrement de la Pologne, l'attaque de la Finlande etc. — étaient repris dans tous les pays du monde à des dizaines de millions d'exemplaires.*"

Encore une observation pertinente et assez profonde faite par Rogovine : décrivant les insuccès de l'armée soviétique pendant les premières années de la

(1) Vadim Rogovine, *Le Pouvoir et l'Opposition*, Moscou, 1993, p. 6.

Guerre patriotique, l'auteur fait à l'historiographie soviétique le reproche tout à fait fondé de reconnaître en fait que le fascisme était un système économique plus efficace que le socialisme. Il fonde ce reproche sur le fait que l'historiographie soviétique a tenté de trouver des raisons "objectives" aux revers des troupes soviétiques dans la première période de la guerre. Il ressort des ouvrages des historiens soviétiques que, "*en sept ans (1933-1939), la clique hitlérienne avait su préparer le pays à la guerre à fond et sur tous les plans, alors que l'Union soviétique n'y avait pas réussi sur une période bien plus longue*" (2). Les crimes de Staline n'y seraient donc pour rien.

Il y a encore un sujet qu'il est indispensable d'aborder. Vadim Rogovine, pour la première fois dans notre pays, a parlé honnêtement et véridiquement de la personnalité et de l'activité de Trotsky. Jusqu'à présent, en Russie, toutes sortes de légendes et d'inventions rôdent autour de la personne de Trotsky (3). Jusqu'à aujourd'hui, on peut répéter les paroles de George Orwell : "*A l'heure actuelle, dire de quelqu'un qu'il est trotskyste, c'est le traiter d'assassin, de provocateur, etc.*" Mais d'un autre côté, quiconque critique les communistes sur leur gauche peut être étiqueté comme trotskyste (4). Rogovine rend aux notions de "trotskysme" et de "trotskyste" leur sens premier, j'allais dire scientifique. Un trotskyste, c'est quelqu'un qui partage l'essentiel des opinions et positions de Trotsky et s'appuie sur elles d'une façon ou d'une autre dans son activité théorique et politique. C'est-à-dire qu'un trotskyste est un partisan de l'enseignement de Trotsky, comme un kantien l'est de Kant, un marxiste de Marx, un keynésien de Keynes, etc. C'est ce que Rogovine a expliqué le premier dans notre littérature. De la même façon, le trotskysme, c'est un ensemble d'opinions et de positions de Trotsky sur les principaux problèmes socioéconomiques et politiques de l'époque où il vit. On peut être d'accord ou non, l'aimer ou pas, mais il est stupide de faire semblant que cet enseignement n'existe pas. Malheureusement, il y a beaucoup de choses que

notre science sociale ne veut même pas voir.

Bien sûr, les conditions de publication chez nous, aujourd'hui, et notamment celles des œuvres historiques, sont particulières. Y dire la vérité, c'est déjà méritoire. Et dire la vérité sur Trotsky et son rôle dans l'histoire russe, c'est un exploit scientifique, il faut être courageux. Ce courage, Rogovine l'avait. C'est pourquoi il occupe une place à part non seulement dans le milieu traditionnel de la science historique postsoviétique, mais également dans les structures politiques russes en général, qu'elles soient de gauche, "communistes", ou de droite.

Certains contradicteurs de Rogovine l'accusent de faire l'apologie de la personnalité et de l'activité de Trotsky. Et effectivement, celui qui connaît très bien la littérature mondiale sur ce sujet peut avoir cette impression. Mais nous, lecteurs de Russie, qui n'avons, pour ainsi dire, appris la vérité sur Trotsky et l'Opposition de gauche que dans les livres de Rogovine, n'avons pas du tout l'impression d'une quelconque apologie. Et le thème choisi par l'auteur comme fil conducteur de toute son œuvre — "*une alternative au stalinisme*" — présuppose, selon les lois du genre, la tonalité dans laquelle l'auteur le traite. On peut remarquer, pour être juste, que dans de nombreux cas, Rogovine indique les erreurs ou les fautes de Trotsky. Dans le volume *Révolution mondiale et Guerre mondiale*, il y a même un chapitre spécial : "*En quoi et pourquoi Trotsky s'est-il trompé ?*" Mais, d'une façon générale, les livres de Rogovine ne sont pas seulement consacrés à Trotsky. Derrière les arbres, même puissants, il faudrait savoir distinguer la forêt.

Indiquons encore un élément très important, où Rogovine joue le rôle d'un

(2) Vadim Rogovine, *La Révolution mondiale et la Guerre mondiale*, Moscou, 1998, p. 132.

(3) Voir sur ce point Jean-Jacques Marie, "*Chronique des falsifications*", *Cahiers du mouvement ouvrier*, 1998, n° 1.

(4) Citation d'après Vadim Rogovine, *La Révolution mondiale et la Guerre mondiale*, Moscou, 1998, p. 328.

pionnier dans notre littérature socioéconomique. De nombreux auteurs, décrivant les victimes de la terreur stalinienne, affirment, dans l'ensemble avec raison, que ces gens étaient innocents.

Cette tendance a été particulièrement marquée dans les campagnes de réhabilitation des années 1950 et 1980, engagées respectivement par Khrouchtchev et Gorbatchev. Effectivement, de nombreuses accusations étaient absolument fantastiques et mensongères (les accusations d'espionnage, de terrorisme, de lutte contre le pouvoir soviétique, etc.). Cependant, on laissait de côté un aspect important. Consciemment ou inconsciemment, de nombreux auteurs et dirigeants, à l'époque soviétique et ultérieurement, identifiaient le pouvoir soviétique à Staline. Ils identifiaient la lutte contre Staline et le stalinisme à la lutte contre le pouvoir soviétique. Dans cette conception de l'histoire, Staline devenait un polisson qui avait accompli une belle et grande œuvre (la construction du socialisme), mais avait commis quelques frasques, quelques erreurs. Suivant cette logique, celui qui n'aimait pas Staline et luttait contre lui devenait automatiquement un adversaire du socialisme, du pouvoir soviétique et même du peuple russe. Si on ne distingue pas entre le pouvoir soviétique et le stalinisme, alors le résultat des réhabilitations mène à la conclusion que personne n'a mené sérieusement cette lutte, puisque tous sont innocents. C'est une conclusion monstrueuse, qui signifierait que le peuple russe et avant tout le Parti bolchevique ont volontiers et sans broncher accepté le dictateur.

En réalité, c'était impossible et cela n'a pas été. Jusqu'à la fin des années 1930 et même après, il y a eu dans le pays une opposition, qui a mené une lutte acharnée contre le régime stalinien, pour les idéaux socialistes et démocratiques. Rogovine note à juste titre que les campagnes de réhabilitation ont tiré des conclusions fondamentalement fausses *"sur le caractère arbitraire et fabriqué de toutes les accusations politiques portées contre les victimes de la terreur stalinienne"* (5). C'est-à-dire que toute une série d'accusations stali-

niennes étaient fondées, si étrange que soit cette affirmation. Mais quelles étaient ces accusations ? L'auteur explique de façon convaincante que les staliens accusaient à juste titre les opposants d'agir contre le comité central stalinien, contre le bureau politique stalinien, contre Staline personnellement. C'était tout à fait vrai. Mais seul un esprit déformé par le totalitarisme pouvait en tirer la conclusion stupide qu'en agissant contre Staline, les opposants agissaient contre le peuple ou le pouvoir soviétiques. C'est pourquoi Rogovine conclut justement : *"En réalité, les procès de Moscou n'étaient pas un crime sans raison, commis de sang-froid, c'était la contre-attaque de Staline dans un âpre duel politique"* (6)."

4 Je suis loin d'énumérer tous les aspects nouveaux, tous les bouleversements apportés par Rogovine à la science historique russe contemporaine. A mon avis, on ne pourra plus, après les livres de Rogovine, écrire l'histoire de la Russie en ignorant son apport. De tels écrits n'apparaîtront tout simplement pas sérieux. Rogovine a apporté à la science sociale et historique russe ce qui non seulement lui manquait, mais même lui était tout à fait étranger, je veux dire les généralisations théoriques et sociologiques. Vadim Rogovine a réussi à rassembler et à organiser d'abondants matériaux historiques, de telle sorte qu'il en résulte une conception définie du processus historique en Russie dans la première moitié du XX^e siècle. C'est là que réside la démarche historique fondamentalement nouvelle de l'auteur, son apport fondamentalement nouveau à la science. Et pas seulement à la science historique, mais aux sciences sociales dans leur ensemble.

Là, il faut préciser un peu. Tout en critiquant l'historiographie russe, il faut lui rendre ce qui lui appartient (aux meilleurs de ses représentants, s'entend) ; elle a rassemblé, et même, dans de nombreux cas,

(5) Vadim Rogovine, *La Néo-NEP stalinienne*, Moscou, 1995, p. 8.

(6) Vadim Rogovine, *1937*, Moscou, 1996 p. 78.

généralisé, une quantité énorme de sources et de faits concernant l'histoire de la Russie soviétique. Ce n'est pas la faute, mais le malheur des historiens russes, si à l'époque soviétique de nombreux documents de base étaient inaccessibles, le recours aux archives limité, les recherches sur de nombreux sujets interdites. Même dans ces conditions terribles, les historiens étaient capables de travailler à partir des faits et des documents. Ajoutons qu'aujourd'hui encore, tous les documents et fonds d'archives ne sont pas accessibles aux chercheurs.

Mais cet attachement aux documents, ce "travail d'archive" a engendré la crainte des généralisations théoriques, de l'élaboration de larges hypothèses intéressantes, de la recherche des lois historiques. Les historiens se sont littéralement plongés dans les archives, sans mettre le nez dehors.

Aujourd'hui encore, dans le milieu des historiens, il est de bon ton d'affirmer qu'on ne peut innover, faire des découvertes que sur la base de documents d'archives nouveaux, jusqu'alors ignorés de tous. Cette logique signifie que toute la conception historique de l'époque soviétique était soit totalement juste, soit totalement fautive, comme certains le pensent aujourd'hui. A les entendre, tant que les archives ne seront pas ouvertes, on ne pourra connaître les horreurs staliennes. Certains malins tentent de trouver même pour Lénine une "nouvelle" documentation d'archives.

C'est une nouvelle mode ; le problème n'est pas celui des archives. On connaît suffisamment de faits sur Lénine, sur Staline, sur notre révolution, sur les années 1930. Si respectable que soit la recherche dans les archives, il sera très difficile de trouver des faits totalement nouveaux.

Et que pourraient changer ces faits ? Ce qui nous manque terriblement, ce ne sont pas des faits ou des documents nouveaux, mais la compréhension théorique, plus exactement le réexamen théorique de faits connus depuis longtemps. Nous n'avons pas de compréhension théorique, ni, plus étroitement, de compréhension sociologique de l'histoire soviétique. Pour l'instant, personne n'a de ré-

ponse sensée à toute une série de questions de première importance concernant la nature socioéconomique du régime social de l'URSS, les lois régissant sa formation et son développement, la nature de l'état social actuel de la Russie, des processus sociaux et économiques qui déchirent littéralement le pays. C'est précisément la compréhension théorique et politique de l'histoire russe qui peut répondre à bien des questions.

Dans cet esprit, je voudrais citer les paroles de l'historien français connu, Lucien Febvre, qu'il faudrait mettre sous le nez de chaque historien russe : "*J'exige de l'historien, écrit L. Febvre, qu'il se mette au travail... avec déjà en tête une hypothèse intéressante. Qu'il ne se contente pas de collectionner les faits, les pêchant au hasard, comme un bibliophile un livre à l'étal d'un bouquiniste. Qu'il nous présente l'histoire sous son aspect problématique et non mécanique (7).*"

Vadim Rogovine a totalement et sans restriction répondu à cette exigence. Peut-être parce qu'il n'était pas un historien soviétique traditionnel.

Vadim Rogovine, par ses travaux historico-sociologiques, a également fondé une certaine conception de l'histoire soviétique. Plus généralement, je vois en lui le fondateur de la sociologie historique russe.

Cela signifie qu'il faut écrire l'histoire non comme une simple énumération et description de faits et de documents, mais en cherchant leur sens et en les reliant dans une conception unique du développement de la société. Rogovine a fait cela le premier pour les sciences sociales et l'histoire en particulier.

C'est pourquoi cela n'a pas de sens d'apprécier sa contribution à la science du point de vue de la "science des archives". Pour apprécier les travaux de Rogovine dans leur ensemble, il faut remonter des archives sur terre, monter à l'air libre et alors porter un jugement.

(7) Lucien Febvre, *Combats pour l'histoire*, Moscou, 1991 p. 47.

5 Et ainsi donc, quelle est la conception historico-sociologique de Rogovine ? Elle est contenue dans le titre même de la série d'ouvrages : "Y avait-il une alternative ?" L'auteur part de la théorie des alternatives sociales du développement historique, mais pour la première fois élabore avec profondeur et sérieux cette conception sur la base d'abondants matériaux historiques.

L'historien soviétique connu, P. Volochine, avait fait avant lui une tentative semblable, en avançant comme alternative de développement de la Russie après la révolution la voie vers le capitalisme ou vers le socialisme (8). Comme si la société féodale antérieure de la Russie monarchique avait été libre de faire ce choix.

Rogovine a eu une approche tout à fait différente. Chez lui, il ne s'agit pas d'une alternative objective du processus historique, mais d'une alternative au cours politique de développement stalinien. L'auteur démontre qu'il y avait une alternative réaliste pour atteindre les mêmes ou de meilleurs résultats de développement social, mais sur la base d'une autre orientation politique.

L'Opposition de gauche, qui s'est battue jusqu'au bout pour les idéaux socialistes, a représenté cette orientation alternative au stalinisme.

Cette conception de Rogovine a encore besoin d'être discutée et dévelop-

pée. Tout n'est pas encore clair, tout n'est pas démontré. Ainsi, il convient de mettre en discussion les buts et l'orientation de la stratégie politique de l'Opposition de gauche. Coïncidait-elle dans ses buts ultimes avec le cours stalinien et ne s'en distingue-t-elle donc que par la forme du processus historique ? Ou bien la stratégie de l'Opposition de gauche poursuivait-elle des buts complètement différents ? Ces questions et bien d'autres exigent encore une sérieuse discussion scientifique.

Néanmoins, grâce aux efforts de Rogovine, les sciences sociales disposent pour l'essentiel d'une conception historico-sociologique globale du développement de la Russie avant la guerre. C'est la contribution fondamentale, et qui restera, de Rogovine, aux sciences sociales, non seulement de Russie, mais du monde entier.

Il est seulement dommage que les livres de Rogovine n'aient pas encore été édités en français.

**Mikhaïl Voiekov,
docteur en sciences économiques,
professeur**

(8) P. Volochine, *Choix des voies de développement social : théorie, histoire, actualité*, Moscou, 1987.

Les armées blanches en 1919

Dans le mois même qui suit la révolution d'Octobre, fin novembre, se constitue dans le sud de la Russie le premier embryon des armées contre-révolutionnaires, l'armée des Volontaires, ou armée volontaire. Cette dernière ne rassemble alors que 3 000 à 4 000 hommes, dirigés par les généraux Alexeiev, Kornilov et le chef militaire cosaque Kaledine. Elle se désagrège sous les coups des détachements ouvriers et dans l'environnement hostile des Cosaques. Kornilov est tué par un obus, Kaledine se suicide. Mais l'insurrection en mai 1918 des quelque 35 000 prisonniers de guerre tchécoslovaques (soldats de l'armée autrichienne faits prisonniers par l'armée russe pendant la guerre) organisée avec les partis hostiles à la révolution et la mission militaire française relance l'armée des Volontaires, qui se reconstitue dans le Sud sous la direction du général Dénikine, qui en garde le commandement jusqu'au début de l'année 1920.

Ce général rédigera plus tard de très intéressants souvenirs sur la guerre civile, intitulés *Notes sur les grands troubles de la Russie*, dont une petite partie seulement a malheureusement été traduite en français. Dans ces notes, il indique que la "*ploutocratie de Novotcherkassak avait collecté six millions de roubles*" pour l'armée des Volontaires en gestation, mais qu'à la suite de diverses malversations (déjà... ou encore !), il n'en parvint que le tiers à cette dernière, qu'il définit comme suit : "*L'armée eut, dès sa naissance, un profond défaut organique : elle revêtit le caractère d'une armée de classe. Il ne pouvait en être autrement.*"

Les documents d'archives ci-dessous, dont certains émanent du général Dénikine lui-même, et deux autres (les 4 et 5) de "socialistes" antibolcheviques, donnent une description du comportement des armées blanches en Russie : pillage massif, dilapidation des deniers publics, trafics en tout genre, corruption gigantesque, pogroms, massacres de Juifs, terreur contre les paysans et les ouvriers. Soucieux de rétablir un Etat, Dénikine y oppose des circulaires impuissantes parce qu'elles contredisent la nature même de la contre-révolution bourgeoise : ce n'est pas un hasard si, massacres de Juifs mis à part, c'est le même tableau qu'offre aujourd'hui l'activité des nomenklaturistes reconvertis dans le capital privé.

Deux différences, néanmoins : à l'époque, il n'y avait pas de FMI pour financer et coordonner ce pillage au nom du "*rétablissement de l'économie de marché*" et le système bancaire était encore trop rudimentaire pour permettre aux pilleurs de transférer aisément le produit de leurs vols vers des paradis fiscaux gracieusement offerts par les démocraties capitalistes.

Le pillage...

Document 1

Ordre du commandant en chef des forces armées du sud de la Russie, 21 août 1919

En lisant les rapports des responsables et des institutions sociales, ainsi que les plaintes massives de la population des régions libérées, je constate que, dans les districts sur le front de toutes les armées, on assiste à un véritable pillage des biens de l'Etat et de tout ce que la population civile avait réussi à préserver.

Manifestement encouragés par la complaisance de certains membres de l'état-major et justifiant leurs actes par cette idée pernicieuse, qui s'est répandue dans les armées, que les biens publics et privés laissés par les bolcheviks sont un butin dont on peut disposer à sa guise, de nombreux régiments se livrent au pillage à une échelle inquiétante, causent ainsi des pertes gigantesques au Trésor public et achèvent de ruiner la population civile.

Afin d'étouffer dans l'œuf ces agissements criminels, qui risquent de devenir un fléau national, dans chaque armée et dans le 3^e corps d'armée, sont instituées des commissions spéciales sous la direction de généraux nommés par moi et investis de larges pouvoirs pour enquêter sur tous les cas de pillage et dilapidation, et de poursuivre en justice sur la base de mes décrets n^{os} 539 et 1632 les coupables de pillage ou de laisser-faire, quel que soit leur grade.

J'ordonne à tous les officiers de tout grade de donner toute facilité aux dites

commissions dans l'exercice des tâches qui leur incombent et de leur fournir tous les documents et autorisations nécessaires.

**Le lieutenant général Dénikine
(archives militaires de l'Etat russe,
fonds 39 660, inventaire 1,
dossier 332, feuillet 30, exemplaire
imprimé)**

Document 2

Lettre-circulaire du commandant en chef de toutes les forces armées du sud de la Russie, A. I. Dénikine, au commandant du 3^e corps d'armée, N. N. Chilling, au sujet de la lutte contre les réquisitions illégales et les pillages

N^o 156

Taganrog, le 28 août 1919

Cher Nikolai Nikolaievitch,

La direction du commandant en chef du ravitaillement reçoit de nombreux rapports des responsables des commissions de réquisition qui agissent dans la

zone du front sur le fait que de nombreux régiments et certains gradés ne font aucun cas de mes ordres et de mes dispositions, ni des mises au point répétées du commandant en chef du ravitaillement sur l'organisation de l'inventaire, de la distribution, des réquisitions et des confiscations des biens dans les localités reprises aux bolcheviks, se permettent des saisies arbitraires et des dilapidations sur les biens mentionnés et empêchent les commissions de réquisition de remplir les missions qui leur incombent.

Avec l'avancée constante des armées et l'occupation par celles-ci d'un territoire toujours plus important, on assiste à un pillage monstrueux des biens publics repris aux bolcheviks et des biens privés de la population civile. Ces pillages sont le fait de certains gradés, de petits groupes ou d'unités entières, souvent avec la complaisance, voire l'accord, des officiers.

Les biens les plus divers ont été dilapidés, emportés et revendus pour des dizaines de millions de roubles, depuis les entrepôts de l'intendance jusqu'à la lingerie féminine. On a pillé des tanneries, des entrepôts alimentaires et de produits manufacturés, des centaines de tonnes de charbon, de coke et de ferraille. Aux postes de contrôle du chemin de fer, on arrête des wagons expédiés sous couvert de convois militaires et contenant d'énormes quantités de sucre, de thé, de verre, de matériel de bureau, de cosmétiques, de produits manufacturés ; on saisit des chevaux pris à l'ennemi et expédiés au pays.

Chacun se croit autorisé à faire des réquisitions et à se constituer un butin, depuis les chefs d'unité, les commandants et les chefs de garnison jusqu'à l'état-major. De nombreuses dispositions des officiers supérieurs vont à l'encontre des règles communes concernant l'inventaire, la distribution et la réquisition du butin, ce qui cause des dommages et des pertes incalculables au Trésor et engendre la confusion dans le ravitaillement des armées. En même temps, ces dispositions arbitraires freinent ou même annulent totalement le travail des commissions de réquisition.

Tout en dilapidant le butin pris sur les bolcheviks, certaines unités n'hésitent pas à piller la population civile. Elles s'emparent de wagons transportant des produits commercialisés, elles pillent les entrepôts et les magasins, elles forcent les appartements privés, confisquent les objets précieux et autres affaires, jusqu'au linge de corps (comme le dit un document) et à la literie.

Dans ces conditions, les troupes qui investissent les territoires repris aux bolcheviks apportent non pas la tranquillité à laquelle aspire la population civile épuisée et éprouvée par le joug bolchevique, ni le rétablissement de l'ordre et de la légalité, mais de nouvelles horreurs, et elles favorisent le retour du bolchevisme en créant un terrain favorable à l'agitation ennemie.

Au bout du compte, la population cessera de voir dans l'armée le libérateur du joug et de la violence et la maudira. En outre, en dilapidant les biens de l'Etat, les troupes démantèlent définitivement l'économie et causent des pertes incalculables au Trésor.

Tout cela dresse un tableau plutôt sombre des gigantesques pillages et de la bacchanale des initiatives incontrôlées qui règnent partout sur toute la zone du front.

Avec l'avancée prochaine des armées, avec la reprise de territoires de plus en plus importants, ces exactions, si elles ne sont pas étouffées dans l'œuf, vont prendre des proportions effarantes, risquant de devenir un fléau national, de causer des pertes incalculables au Trésor, de paralyser tous les organismes du ravitaillement, de semer la panique dans une population civile sans défense et de démoraliser les troupes les plus sûres et les plus exemplaires de ce point de vue. Il est urgent de combattre ce fléau par les mesures les plus résolues. Aucun décret, menaçant des peines les plus sévères, ne servira à rien, car les menaces ne sont efficaces que lorsqu'elles peuvent être appliquées ; face à cette idée que le butin est la propriété de celui qui s'en empare, face à cette attitude plus que légère qu'on manifeste pour le bien d'autrui, public ou privé, face à cette complaisance pour le moins criminelle du corps des

officiers, tous ces décrets resteront lettre morte, comme il en a été jusqu'à présent.

Pour en finir avec ces actes criminels des troupes, j'institue dans chaque armée du 3^e corps d'armée des commissions spéciales sous la direction de généraux investis par moi des plus larges pouvoirs, afin d'enquêter sur tous les cas de pillage commis par les troupes ou les gradés, et de poursuivre en justice les coupables de dilapidation et de laisser-faire sans distinction de grade ni de fonction.

Sur la base de ces informations, je propose à Votre Excellence d'enjoindre aux officiers de tout grade de favoriser par tous les moyens le travail des commissions précitées et de leur fournir tous les documents et autorisations nécessaires.

Avec mes respects.

A. Dénikine

**(archives militaires de l'Etat russe,
fonds 39 660, inventaire 1,
dossier 332, feuillets 31-32, original)**

... le massacre des juifs...

Document 3

D'un bulletin d'information de l'état- major des forces armées du sud de la Russie sur les pogromes et les violences à l'encontre de la population juive, 21 octobre 1919

Dans la localité de Makarovo, tout le monde attendait l'arrivée des détachements de l'armée volontaire dans l'espoir d'être débarrassés des pillages perpétrés par les bandes locales déchaînées, ainsi que des enrôlements incessants du pouvoir soviétique. Lorsqu'on reçut à Makarovo des informations sur l'arrivée d'un détachement de l'armée volontaire, la population, tant chrétienne que juive, décida de l'accueillir avec le pain et le sel. La délégation de la partie chrétienne se plaça près du centre administratif et la

délégation juive se plaça en retrait, sur une hauteur. Un officier s'approcha des délégués chrétiens et se mit à s'entretenir avec eux. Lorsqu'il remarqua la délégation juive un peu plus loin, il demanda : *"Qu'est-ce que c'est que ces épouvantails ?"* (les juifs, des vieux, portaient le long caftan). Au même instant, les soldats qui s'étaient aussitôt approchés demandèrent à l'officier la permission de s'occuper des juifs. L'officier la leur accorda, et les soldats se mirent aussitôt à frapper tous les membres de la délégation à coups de sabre, au début avec le fourreau, puis à lame nue. La plupart des membres de la délégation juive furent tués, et les autres grièvement blessés. Les pillages et les violences sur la population juive de la localité se poursuivent encore à l'heure actuelle. Les paysans qui en reviennent affirment que les rues sont jonchées de cadavres. Personne ne les enterre, car les juifs ont peur de sortir de chez eux (...).

**(archives militaires de l'Etat russe,
fonds 39 540, inventaire 1,
dossier 160, feuillets 6-7, copie)**

... la terreur contre les paysans et les ouvriers

Document 4

D'une note politique du bureau de propagande du conseil spécial près le commandant en chef des forces armées du sud de la Russie au sujet de la situation sur le Don, 12 octobre 1919

Etat d'esprit de la population

1. — Les paysans

L'attitude bienveillante des paysans envers l'armée volontaire est fortement sapée par la conduite des officiers de la garde nationale, qui restreignent le droit des paysans d'appeler à des réunions pour discuter de leurs affaires. On recense de nombreux cas de châtiments corporels à l'encontre des paysans pour des fautes insignifiantes.

Le travail de propagande est totalement paralysé par la corruption cynique et illimitée des autorités, dont l'incompétence fait que des commissaires bolcheviques bien connus logent dans les localités et y font librement leur propagande. Partout les pillages, les crimes et les réquisitions terrorisent la population. Au moment où les agents de la propagande disent que l'armée volontaire rétablit l'ordre légal, le calme et la défense des intérêts, on voit se développer la cor-

ruption, les pillages et les assassinats comme jamais avant la révolution (...).

2. — Les ouvriers

Ces derniers temps, les ouvriers font l'objet d'une intense campagne d'agitation au sujet de la déclaration des délégués ouvriers de la commission pour le Code du travail ouvrier (...).

La déclaration constate en outre de nombreux cas de persécution de la classe ouvrière et de ses organisations.

Ainsi, dans le domaine de la politique intérieure, on assiste à la liquidation systématique des conquêtes démocratiques de l'époque de la révolution. Les organes démocratiques d'autogestion sont supprimés et remplacés par des municipalités nommées. Une nouvelle loi électorale pour les organes d'autogestion locale restreint les droits des travailleurs.

La campagne électorale et les élections commencent dans une atmosphère d'arbitraire politique et d'absence de liberté des débats, dans une atmosphère d'état d'exception et de terreur politique.

Les libertés de presse, de réunion et d'organisation sont supprimées. Seuls les partis réactionnaires et la presse droite jouissent d'une totale liberté. La plupart des organes du pouvoir sont aux mains d'anciens chefs de police du régime tsariste et d'autres éléments hostiles à la démocratie.

La peine de mort est devenue usuelle. Souvent, on fusille sans jugement, sous prétexte de tentative de fuite. Les arrestations et même les exécutions pour vengeance personnelle ou politique sont monnaie courante.

Dans un grand nombre de ville (Ekaterinoslav, Krementchoug, Elizavetgrad, etc.), des pogromes ont eu lieu, encouragés par la persécution des nationalités et attisés par la haine nationale.

Dans le domaine de la politique ouvrière, on assiste à la liquidation des conquêtes sociales du prolétariat ; il n'y a plus de coalitions.

La menace de passer devant le tribunal militaire rend la classe ouvrière totalement dépendante des patrons.

Les violences contre les organisations ouvrières sont incessantes, ainsi que les actes d'ingérence illégale dans leur fonctionnement, les arrestations et les répressions contre les militants du mouvement ouvrier, sous prétexte de lutte contre le bolchevisme.

Constatant tous ces faits irréfutables, la délégation ouvrière ne considère légitime sa participation à la commission qu'aux conditions suivantes :

1) liberté totale des relations de la composante ouvrière tant avec les membres du mouvement syndical qu'avec les masses ouvrières, sous forme de rapports, comptes rendus, bulletins, etc. ;

2) liberté d'action des syndicats de toutes les catégories salariales, de toutes les organisations ouvrières et liberté de la presse ouvrière ;

3) immunité pour les délégués et arrêt des répressions contre les militants syndicaux et les ouvriers (...).

**N. Lenski, chef de la section
d'information et de rédaction
Khitrovo, responsable du département
des communiqués
(archives militaires de l'Etat russe,
fonds 39 540, inventaire 1,
dossier 154, feuillets 250-251,
exemplaire imprimé)**

Document 5

Communiqué politique du bureau de propagande du conseil spécial près le commandant en chef des forces armées du sud de la Russie sur l'état d'esprit dans la population du gouvernement de Stavropol et de la région de Tver, 26 novembre 1919

Gouvernement de Stavropol

Stavropol. Ces derniers temps, l'anti-sémitisme s'est considérablement renforcé dans la ville et a gagné toutes les couches de la population. Les murs se couvrent d'inscriptions d'appel au pogrome sur, comme : *"Mort aux youpins, sauvons la Russie !"*

Les quartiers pauvres de la ville sont particulièrement montés contre les Juifs, les considérant comme les seuls responsables de l'augmentation constante des prix. Mais on entend également l'opinion qu'il faut *"faire couler le sang des youpins"* dans l'intelligentsia, qui craint seulement qu'un pogrome contre les Juifs ne se transforme en massacre des *"bourgeois et contre-révolutionnaires"*.

Dans la ville, on exprime depuis longtemps l'idée que la population bolchevique des environs pourrait participer à un pogrome antisémite dans le but de prendre le pouvoir. Ce qui peut fonder ces craintes, c'est le relâchement sensible de la discipline dans les unités de la garnison. En tout cas, les autorités locales, malgré les mesures de précautions qu'elles ont prises, ne sont pas certaines qu'un pogrome ou un soulèvement ne pourrait pas se produire (...).

District d'Alexandrovo

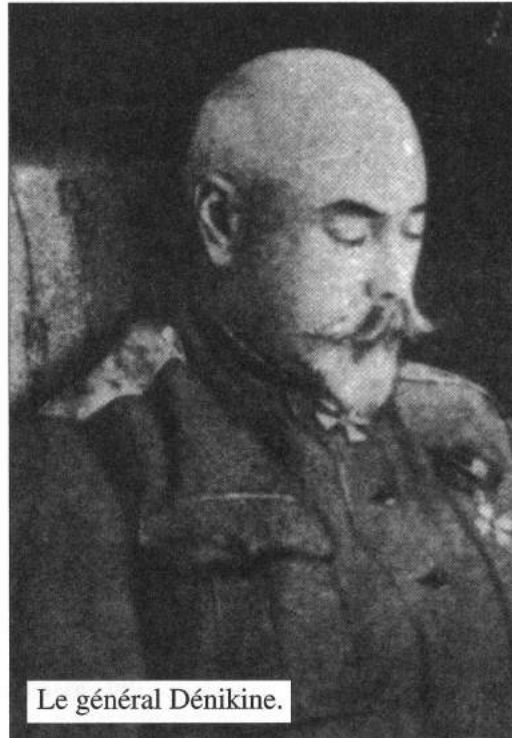
L'état d'esprit du district n'est pas tout à fait déterminé. Dans les endroits reculés continuent de se cacher des déserteurs, qui effectuent des pillages et des raids contre les habitants. Les battues ne donnent pas de résultats, car la population aide tacitement les déserteurs et les prévient en cas de danger. Ainsi, dans la forêt du bourg de Severnoïé, se cachent environ soixante déserteurs, qui entretiennent des contacts avec leurs parents du bourg. Selon les habitants de la région, les déserteurs ont installé un poste d'observation sur une hauteur, gardé par une sentinelle (...).

District de Sviatoï Krest

La population de Sviatoï Krest s'inquiète des incursions répétées des déserteurs, qui se cachent dans les roseaux de la Kouma.

(...) Les mesures prises pour combattre la désertion n'atteignent pas leur but : celle-ci menace de devenir une maladie chronique du district. En même temps, les excès de certaines unités militaires freinent considérablement la pacification de la région. En conséquence, la situation du district de Sviatoï Krest devient réellement inquiétante et exige des mesures résolues (...).

**N. Lenski, chef de la section
d'information et de rédaction
Khitrovo, responsable du département
des communiqués
(archives militaires de l'Etat russe,
fonds 39 540, inventaire 1,
dossier 154, feuillets 402-403,
exemplaire imprimé)**



Le général Dénikine.

**Marcel Ollivier :
la formation
des Etudiants
communistes en 1919,
en France**

Marcel Ollivier est le pseudonyme d'Aron Goldenberg. Né en 1896, éveillé à la vie politique par la guerre, il fonda les Etudiants socialistes en 1919, milita au sein de la 5^e section (c'est-à-dire la section du V^e arrondissement) de la SFIO, anima bientôt l'aile gauche des Etudiants socialistes, puis des Jeunesses socialistes, et fut envoyé à ce titre au Deuxième Congrès de l'Internationale communiste, en mars 1920. Partisan de l'adhésion de la SFIO à l'Internationale communiste, il se rallie à cette dernière.

Retenu en URSS, il ne peut participer au congrès de Tours, où la majorité de la SFIO décide d'adhérer à l'Internationale communiste ; il travaille pendant plusieurs années dans les services de cette dernière comme interprète et traducteur. Considérant comme "fascistes" les méthodes de lutte de la direction contre l'opposition, il quitte Moscou en 1928 et s'éloigne dès lors de l'Internationale et du PC. En juin 1935, au congrès international des écrivains, il manifeste avec Henri Poulaille pour la libération de Victor Serge, écrivain et militant de l'Opposition de gauche emprisonné en URSS.

Au cours de l'été 1936, il part en Espagne et milite activement aux côtés du POUM.

Il publie en 1937 une brochure sur le Guépéou en Espagne, consacrée surtout aux journées de mai 1937 à Barcelone.

Après la guerre, il abandonne l'activité militante et rompt avec le marxisme. Il entreprend la rédaction de souvenirs, qu'il arrête malheureusement à la date de 1921 (la lutte contre le général Wrangel, à laquelle il assiste partiellement), car il ne trouve que peu d'écho chez les éditeurs.

Il publie en 1974 un livre intitulé *Un Espion nommé Staline*, où il développe la thèse de Staline agent de l'Okhrana (police politique tsariste).

Il meurt en avril 1993.

Nous publions, avec l'autorisation de sa compagne Odette Bagno, que nous remercions vivement de nous avoir communiqué le manuscrit de ses souvenirs inachevés, l'essentiel du passage consacré aux Etudiants socialistes en 1919.

Il y retrace un épisode peu connu de l'histoire de cette époque... et y évoque en passant à la fois des militants destinés à jouer un grand rôle (le Yougoslave Vouyovitch, par exemple) et des personnages qui se distingueront dans divers domaines de la vie politique (Simone Téry, future journaliste à *L'Humanité*), culturelle (l'écrivain André Chamson et le critique Jean Prévost), journalistique (Robert Lazurick sera directeur du quotidien *L'Aurore* après la Libération...), etc.

Les notes figurant dans ce passage sont elles aussi extraites de son ouvrage.

La situation des étudiants socialistes en 1919

C'EST au cours d'une visite chez Madame de Saint-Prix que nous vint, à Jean de Saint-Prix et moi, l'idée de former un groupe d'étudiants socialistes.

Qui, de nous deux, en prit l'initiative ? Ou vint-elle d'ailleurs, au moment même où nous en discussions ? Je ne saurais le dire. Toujours est-il que c'est juste à cette époque, vers la fin de janvier 1919, que se constitua le groupe des "Etudiants révolutionnaires" (ce dernier qualificatif avait été ajouté, à ma demande, pour bien marquer notre position dans la lutte des tendances), dont je devins peu après le secrétaire. Il renouait avec une tradition interrompue depuis longtemps.

Un quart de siècle auparavant, un jeune étudiant en droit, Alexandre Zévaès, celui-là même qui devait vingt-cinq ans plus tard être l'avocat de Raoul Villain, l'assassin de Jaurès, avait fondé à Paris le groupe des étudiants collectivistes (1), mais ce dernier n'avait eu qu'une existence éphémère. Car en dépit des recherches effectuées par moi, je n'ai jamais pu retrouver une trace quelconque de son activité en dehors de la création, en 1899, par quelques-uns de ses membres, de la revue intitulée *Le Mouvement socialiste*.

Revue d'une haute tenue intellectuelle et qui fait le plus grand honneur à celui qui, tant que dura la publication, la dirigea : Hubert Lagardelle (2).

Notre groupe une fois formé, il apparut bientôt que ses effectifs resteraient faibles. Rien d'étonnant à cela. Nous avions contre nous l'Université, où dominaient les courants nationalistes, la presse, dévouée aux intérêts d'une bourgeoisie féroce, sûre d'elle-même et de ses droits, la police, dressée à pourchasser les opposants, la magistrature, dont les membres se recrutaient parmi les éléments les plus réactionnaires de la société, le gouvernement, bref les pouvoirs constitués. Et personne pour nous soutenir, car le parti, à l'égard duquel nous voulions rester indépendants, nous ignorait délibérément. Quant à nos chances de succès auprès des étudiants, elles étaient quasi nulles. Le marxisme, considéré alors comme une doctrine germanique — Marx n'était-il pas allemand, et qui dit allemand, n'est-ce pas, dit plus ou moins pangermaniste ? — suscitait chez les intellectuels de tous bords hargne et réprobation. Qui pouvait penser qu'un jour viendrait où, corrigé, il est vrai, par Lénine et Marcuse, il serait à la mode, révérent par beaucoup comme une sorte

(1) A la suite d'une scission au sein du groupe des Etudiants socialistes révolutionnaires internationalistes, fondé en 1891 par Zévaès, Breton, Thivier, Thiercelin, etc., et qui s'était rallié un ou deux ans plus tard aux thèses anarchistes, ce qui provoqua le départ des premiers fondateurs.

(2) Il devait finir comme conseiller de Mussolini, et plus tard de Pétain.

d'Évangile ? On était républicain ou monarchiste, positiviste ou bergsonien, pacifiste ou chauvin, croyant ou non croyant, mais seuls des esprits pervers, des individus louches pouvaient se réclamer d'une telle doctrine, contraire au génie latin. Aujourd'hui, où, en France, un bon tiers des professeurs, sinon plus, sont d'obédience marxiste, où il n'est lycée qui n'ait sa cellule du parti, où les étudiants socialistes ou communistes de toute observance se comptent par milliers, où la bourgeoisie, du moins ce qu'il en reste, applaudit les écrivains qui la raillent et la bafouent, où la radio et la télévision diffusent avec complaisance les moindres déclarations des leaders de la gauche, où la magistrature elle-même — qui l'eût cru ? — voit se former dans son sein toute une fraction gauchiste, on a peine à croire qu'en ces temps lointains, il fallait du courage à un étudiant pour se dire socialiste. C'est pourtant la vérité.

Bien sûr, il y avait eu avant nous des étudiants révolutionnaires, mais c'était à une époque où il était de bon ton de flirter avec l'anarchisme. En 1919, cette mode avait disparu...

Parmi ceux qui se présentèrent dès le début ou au cours des premières semaines de notre activité, je mentionnerai, au hasard, outre les deux de Saint-Prix et moi, Jean Lacombe, étudiant en lettres, qui devint plus tard professeur de philosophie ; Ernest Labrousse, étudiant d'histoire à la Sorbonne (plus tard directeur de l'École des hautes études) ; André Delaye, dont j'ai oublié quelles études il poursuivait et qui était notre aîné à tous d'une bonne dizaine d'années (il devint plus tard rédacteur au *Populaire* et autres journaux de gauche) ; Vogein, étudiant en chimie, à qui fut confié le soin de tenir notre trésorerie, et qui épousa la fille de Rappoport ; André Chamson, élève de l'École des chartes, plus tard membre de l'Académie française ; Jean Prévost, élève de khâgne au lycée Henri-IV, qui, après des débuts honorables dans la carrière littéraire, devait tomber sous les balles ennemies en 1944, en essayant de s'échapper du plateau de Vercors encerclé par l'armée allemande ; Pierre Caen, qui mourut fusillé

par les nazis pendant l'Occupation ; Georges Altman, le futur rédacteur en chef de *Franc-Tireur* ; Robert Lazurick, le futur directeur de *L'Aurore* ; Georges Rappoport, le fils de l'écrivain et militant socialiste, alors étudiant en médecine ; Jacques Kalmanovitch, étudiant en médecine lui aussi, qui devait périr comme Pierre Caen, fusillé par les Allemands ; Jean Fontaine, qui fut notre premier secrétaire et disparut quelques mois plus tard, emporté par la maladie ; René Dupuy, étudiant en sciences, et son frère Roger ; Max Bonnefous, étudiant en lettres, qui devait devenir préfet régional à Marseille et finir sa carrière comme ministre de Pétain ; Vital Gayman, plus tard directeur général des informations à la Radiodiffusion française ; Jean Painlevé, le fils de Paul Painlevé, le grand mathématicien, plusieurs fois ministre et président du Conseil ; d'autres encore, dont j'ai oublié les noms ou qui, tel Jean-Michel Renaitour, ne firent chez nous qu'une brève apparition ; et pour finir, tout un groupe d'étudiants serbes, parmi lesquels Koussovats, déjà nommé, Yovanovitch, les frères Vouyovitch, etc. (3).

Pour ce qui est de l'élément féminin, je citerai, toujours au hasard, Denise Pignol, une étudiante en philosophie, que nous ne vîmes que très peu de temps, car après avoir épousé notre camarade Jean Fontaine, elle fut emportée comme lui par la tuberculose ; Camille Mauron, une jeune étudiante en lettres, qui épousa Yovanovitch et partit avec lui en Yougoslavie ; Simone Téry, la fille du célèbre journaliste, directeur de *L'Œuvre*, Gustave Téry ; Louise et Marguerite Mouret,

(3) J'ajoute ici, pour la petite histoire, que nous reçûmes à cette époque une lettre du prince Carol de Roumanie, alors en exil à Cannes avec sa mère, lettre dans laquelle il se déclarait d'accord avec nous et nous encourageait vivement à poursuivre notre action. Qu'il ne s'agit pas là d'une histoire inventée, c'est ce dont on se convaincra en consultant la collection de *L'Humanité*, où l'on trouvera une demande d'adhésion en bonne et due forme, de ce même prince Carol, au Parti socialiste. Simple lubie ? Qui sait ? N'oublions pas qu'il était par son père le petit fils d'Elisabeth de Roumanie, la poétesse Carmen Sylva, bien connue pour ses idées libérales et son action en faveur des humbles.

les deux filles aînées du député socialiste Mouret (Louise devait épouser plus tard René Dupuy et la seconde Angelo Tosca, dit Rossi ; quant à la troisième, Jeanne, trop jeune à l'époque pour faire partie de notre groupe, elle devait mourir en déportation en 1945) ; Charlotte Caspar ; Rachelle Gayman, sœur de Vital ; Elise Moret, une jeune étudiante en pharmacie ; Fanny Rappoport, sœur de Georges, étudiante en médecine comme son frère, etc.

Nous n'étions pas nombreux, comme on le voit. Et même, lorsque, quelques mois plus tard, après avoir pris le nom d'Etudiants communistes, nous fondâmes la Fédération des étudiants communistes de France, dont je devins également le secrétaire, nous ne reçûmes qu'une seule adhésion de province, je dis bien une seule. Elle venait de Marseille et était signée Gabriel Péri (4).

De tous les membres du groupe mentionnés plus haut, je ne connaissais à cette époque, en dehors de Koussovats et des frères Jean et Pierre de Saint-Prix, que Georges Altman et Robert Lazurick.

Le premier, je l'avais rencontré quelques semaines auparavant à une réunion, au 144 de la rue du Château, dans le XIV^e, où avaient pris la parole le socialiste Le Troquer et l'anarchiste Lecoin. Arrivé en retard, je me trouvais près de la porte, dans l'espace resté libre entre le fond de la salle et le dernier rang des auditeurs assis. Il y avait là également un jeune homme au poil brun, qui vint à moi en se présentant : "Georges Altman." Nous échangeâmes nos impressions : ni l'un ni l'autre n'étions d'accord avec Le Troquer, lequel défendait le point de vue des socialistes de droite. Mais la manche vide du veston de l'orateur, amputé d'un bras pendant la guerre, imposait le respect, de sorte qu'il put parler sans être interrompu.

Il en fut autrement quand Lecoin monta à la tribune. Ses attaques véhémentes contre les socialistes, sans distinction de tendances, tous coupables, selon lui, de trahison, et les bolcheviks, qualifiés de "gouvernement d'assassins", déchaînèrent les protestations de la salle. A un moment donné, Georges Altman se tourna vers, moi, furieux : "C'est un provocateur." "Non, répondis-

je en souriant, c'est un anarchiste, il défend son point de vue. C'est son droit."

Une habitude courante à l'époque, dans les milieux d'extrême gauche, de traiter de "provocateur" ou de "salaud" quiconque pensait autrement que vous (5). En fait, et l'avenir devait le confirmer d'une façon éclatante, c'était Lecoin qui avait raison. Mais comment aurions-nous pu l'admettre sans renier du même coup nos convictions les plus chères et accepter comme véridique l'image du bolchevik au couteau entre les dents, qui, placardée en des dizaines de milliers d'exemplaires, accrochait à chaque coin de rue le regard des passants ?

Quant à Lazurick, j'avais fait sa connaissance un peu plus tôt dans les circonstances que je vais dire.

A une date qu'il m'est impossible de préciser, mais qui doit se situer vers la fin de l'année 1918, je m'étais rendu à une réunion organisée à la salle Iéna par les amis de Gustave Hervé. Quel en était l'objet ? Autant que je m'en souviens, une conférence de Bourtzev sur le bolchevisme. Comme personne, en dehors d'un petit groupe d'initiés, ne connaissait Bourtzev (6), Gustave Hervé devait le présenter. Ce dernier, en revanche, nous le connaissions, et fort bien. Socia-

(4) Rappelons, pour les jeunes qui l'ignorent, que Gabriel Péri, journaliste et orateur talentueux, fut avant la guerre le leader du groupe communiste à la Chambre des députés. Adversaire du pacte germano-soviétique et résistant de la première heure, il fut arrêté en 1940 par la Gestapo (et plus tard fusillé) dans des circonstances mystérieuses, où l'on a voulu voir la main du Parti communiste, désireux de se débarrasser d'un opposant dangereux. Comme j'ignore tout de cette affaire, je ne puis me prononcer sur ce point. Mais, étant donné les mœurs staliniennes qui régnaient alors dans le parti, il y a de fortes chances que cette accusation soit fondée.

(5) Et pourtant Georges Altman, avec qui j'ai entretenu par la suite d'étroites relations d'amitié, n'avait rien d'un sectaire. Intelligent, cultivé (il pouvait réciter des pages entières de ses auteurs favoris), il était éloigné de tout fanatisme et l'ardeur avec laquelle je défendais alors les théories marxistes l'amusait. Il m'appelait "le lion de Saint-Marx".

(6) Journaliste socialiste russe, adversaire des bolcheviks. C'était lui qui avait dénoncé Azev, chef de la section de combat du Parti socialiste-révolutionnaire et organisateur de nombreux attentats, comme un agent de l'Okhrana, la police secrète tsariste.

liste d'extrême gauche, dont l'action antimilitariste — on se rappelait sa phrase fameuse sur le drapeau "*à planter dans le fumier*" — lui avait valu, outre son exclusion de l'Université, puis du barreau, plusieurs condamnations pour un total de onze années de prison, il s'était, dès le premier jour de la guerre, mué en patriote fougueux. Comment expliquer cette volte-face ? D'une façon très simple : convaincu que la grève générale, qu'il avait, avec d'autres, longtemps préconisée comme le seul moyen d'empêcher la guerre, ne pouvait être déclenchée simultanément le même jour, à la même heure, dans tous les pays, il en avait tiré cette conclusion, pour le moins inattendue, que les socialistes, non seulement ne devaient rien faire qui fût de nature à gêner la défense nationale, mais participer activement en renonçant à ce qu'il appelait leurs "*illusions pacifistes*". Etant donné, disait-il, que ni la "*France républicaine*", ni la "*libre Angleterre*" n'ont voulu la guerre (et ç'eût été leur faire injure que de prétendre le contraire), il fallait mener jusqu'au bout celle du "*droit et de la liberté*" contre "*la barbarie et le despotisme*".

A ceux qui objectaient que parler de "*guerre du droit*" quand on avait dans son camp une puissance comme la Russie, c'était une plaisanterie de mauvais goût, il répondait que la logique des événements allait amener le despotisme tsariste à faire place à un régime plus libéral. Accueillant comme autant de faits acquis toutes les rumeurs qui couraient à ce sujet, il engageait les socialistes à se battre pour écraser le "*militarisme allemand*", seul responsable, selon lui, de la catastrophe. Certes, il affirmait ne rien renier de ses convictions "*républicaines*" et il lui arrivait de protester contre les excès d'un chauvinisme aveugle ou d'un cléricanisme envahissant, mais le spectacle de ce révolutionnaire, antimilitariste patenté, rivalisant d'ardeur avec les patriotes les plus coccardiers, criant : "*Vive le tsar*", exhortant ses amis à se battre et à mourir en toute tranquillité, car la nation reconnaissante, disait-il, prendrait en charge leurs enfants, et dénonçant avec fureur, dans un style d'une platitude et d'une vulgari-

té insoutenables, toute tentative de mettre fin au massacre par une paix négociée, ce spectacle était si répugnant qu'il avait fini par faire scandale.

La réunion promettait d'être houleuse. Elle le fut. Dès qu'il ouvrit la bouche, quelqu'un, debout au bord de la travée située derrière la mienne, cria d'une voix de stentor : "*Silence au traître !*" Comme à un signal convenu, un concert de hurlements, d'imprécations et d'injures s'éleva. "*Salaud*", "*Vendu*", "*Cannaille*", criait-on de partout. D'autres renchérisaient : "*Voyou*", "*Ordure*", "*Assassin*". Cela dura quelques minutes, pendant lesquelles l'orateur, qui ne s'attendait pas à ce déchaînement, essaya de faire bonne contenance. Quand le calme fut revenu, un calme tout relatif, il tenta de nouveau de prendre la parole, mais derrière moi la voix reprit : "*Silence au traître !*", avec exactement le même résultat que la première fois.

Je m'étais retourné pour voir quel était le possesseur de cette voix tonitrueuse. C'était un jeune homme d'assez haute taille et de forte corpulence. Vêtu avec élégance, il avait un torse puissant, moulé dans une chemise de soie et surmonté d'une tête massive, aux joues pleines. Dix fois, l'orateur essaya de se faire entendre. Sans succès. Chaque fois qu'il faisait mine d'ouvrir la bouche, la voix reprenait, impitoyable : "*Silence au traître !*"

Je m'amusais comme un fou : cela s'avérait plus drôle, beaucoup plus drôle que je ne l'espérais. De toute évidence, le pauvre Gustave Hervé, avec sa voix fluette, et auprès de qui Bourtzev, modeste et silencieux, ne faisait pas le poids, malgré leurs supporters, pour la plupart gens d'âge mûr, effarés de voir ainsi maltraiter leur idole, mais dont les protestations étaient aussitôt couvertes par nos cris, en face d'une salle hostile, bien décidée à ne pas les laisser parler et ravie d'avoir trouvé, pour déchaîner le vacarme, chef d'orchestre aussi doué. Le premier avait beau s'époumoner, faire des efforts désespérés pour dominer le tumulte, en vain. Si bien que, de guerre lasse, il finit par renoncer et leva la séance.

Tout en sortant, je m'approchai du principal artisan de cette victoire, dont

— je me rappelle nettement ce détail — la chemise de soie était trempée de sueur, et nous fîmes connaissance. C'est ainsi que j'appris qu'il était avocat, qu'il venait de passer sa licence et, tout en préparant son doctorat, travaillait comme stagiaire chez Henry Torrès, et s'appelait Robert Lazurick.

Quelle était notre activité ? Celle d'un groupe d'études plus que d'action ou seulement de propagande, à quoi nous contraignaient, au début tout au moins, la faiblesse de nos effectifs et l'hostilité du milieu ambiant.

Nous organisions des séances de travail, consacrées à l'étude du marxisme, à l'histoire du mouvement socialiste, tant en France qu'à l'étranger, et de temps en temps nous faisons des causeries, suivies de discussions (...).

Cela dit, nous étions trop peu nombreux et nous disposions de moyens trop modestes pour nous livrer à une propagande quelconque parmi les étudiants. J'ajoute que nous étions complètement indépendants du parti, qui ne devait pas nous considérer d'un bon œil du fait de nos tendances révolutionnaires et qui, par conséquent, ne nous aidait en rien.

On pourra donc penser, et c'est je crois la vérité, que notre existence ne menaçait ni le gouvernement en place ni l'équilibre social. Tel n'était point pourtant l'avis de la police, qui, dès le début, nous soumit à une surveillance constante. Non seulement nous étions suivis dans tous nos déplacements, mais nos moindres propos, au café ou ailleurs, faisaient l'objet de rapports, qui allaient grossir de volumineux dossiers à la préfecture de police ou aux Renseignements généraux.

A la sortie de chacune de nos réunions, qui se tenaient au 4 de la rue Grégoire-de-Tours, nous étions accueillis dans l'obscurité par une vingtaine d'argousins en uniforme ou en civil, qui, à la lueur de lampes de poche, vérifiaient nos papiers et notaient soigneusement nos nom, prénoms et adresse.

Et comme si cela ne suffisait pas, la police, suivant une méthode éprouvée depuis longtemps, glissa dans nos rangs des informateurs chargés de la renseigner sur les complots que nous tramions.

Jeunes et inexpérimentés comme nous l'étions, nous fumes quelque temps sans nous en apercevoir. Un jour, pourtant, une lettre me parvint, signée d'un membre du Parti socialiste que je ne connaissais pas, m'avertissant qu'à la sortie d'une réunion dans le XIV^e arrondissement, un membre de notre groupe avait été vu en compagnie de policiers, avec qui il s'entretenait de la façon la plus familière du monde, comme s'il faisait partie, lui aussi, de la maison. Je montrai la lettre à mes camarades du comité — c'était avant l'ouverture de la séance — et nous délibérâmes aussitôt sur ce qu'il convenait de faire. Qui était le personnage en question ? A quelle faculté appartenait-il ? Personne n'en savait rien (très assidu à nos réunions, il avait l'habitude de s'asseoir au premier rang, d'écouter attentivement ce qui se disait, mais sans jamais prendre la parole ni participer aux discussions).

Nous décidâmes d'en avoir le cœur net. Dès qu'il fut arrivé, je le priai de bien vouloir nous montrer sa carte, ce qu'il fit. A la rubrique "Faculté", elle portait cette mention : "Ecole technique". "*De quelle école s'agit-il ?*", lui demandai-je. "*D'une école technique de Lille.*" L'affaire, évidemment, était louche. "*Avez-vous une carte de cette école ?*", demandai-je. Non, il n'en avait pas. "*Désolé, fis-je. Nous sommes une organisation d'étudiants. Un élève d'école technique n'est pas un étudiant.*" Sur ce, je déchirai sa carte et ajoutai : "*Vous pouvez vous retirer. Vous ne faites plus partie du groupe.*" Sans rien dire, il se leva et quitta la pièce.

J'ai parlé des indicateurs. Il y eut mieux : un véritable provocateur. C'était un garçon aux épaules larges, d'aspect assez vulgaire, qui ressemblait, je dois le dire, plus à un boucher qu'à un étudiant. Il nous trompa longtemps. Ce fut Delaye, plus âgé et par conséquent plus expérimenté que nous, qui, le premier, nous fit part de ses soupçons. Car Devismes, c'était son nom, se fit remarquer tout de suite par ses propositions saugrenues, qui, si nous l'avions suivi, eussent donné à notre groupe un caractère terroriste, auquel bien entendu nous étions tous opposés (à l'exception d'un seul,

dont je parlerai plus loin). Aussi révolutionnaires que nous fussions, et que nous voulions le paraître, nous n'étions tout de même pas assez naïfs pour nous lancer dans des actions inconsidérées, dont le caractère futile ne nous échappait pas. Mais tout en rejetant les propositions plus ou moins stupides qu'il nous faisait, nous refusions d'en tirer les conclusions trop rapides quant aux fins qu'il poursuivait. Un jour que Delaye attirait notre attention sur certaines méthodes employées par la police pour combattre des organisations comme la nôtre, il nous posa brutalement la question : "*S'il y avait parmi nous un provocateur, qui désigneriez-vous ?*" Et d'une seule voix, nous répondîmes : "*Devismes, bien entendu.*"

Un jour vint où cette conviction fondée sur de simples soupçons, mais que rien de précis, à vrai dire, n'étayait, se transforma en certitude. A l'une des réunions qui suivirent, Devismes fit une proposition tellement folle (il s'agissait de sortir, avec notre drapeau déployé, et d'aller occuper un bâtiment officiel, un bureau de poste, si mes souvenirs sont exacts) qu'elle souleva immédiatement un tollé général. Au milieu du bruit, notre camarade Labrousse se dressa à son banc et, après avoir réclamé d'une voix impérieuse le silence, proposa de lever la séance sur-le-champ et de nommer une commission de trois membres : lui-même, Delaye et moi, qui examineraient sans tarder la suite à donner à cette affaire. Il n'y en avait qu'une possible : l'exclusion. Celle-ci communiquée par lettre à l'intéressé, il se le tint pour dit et ne revint plus.

Faut-il attribuer à cette action de la police les premières défections qui se produisirent parmi nous ? Je ne saurais l'affirmer, mais elle n'y fut certainement pas étrangère. La première fut celle de notre camarade Simone Téry. Elle ne fit chez nous que quelques brèves apparitions, puis disparut. Peur de la police ? Je ne sais. N'oublions pas que nous étions des étudiants, très occupés par le souci des examens à préparer. Par ailleurs, Simone Téry avait la passion de la danse, qui lui prenait une bonne partie de ses soirées. A l'un de nos camarades

— je crois que c'était Chamson — qui s'en étonnait, elle répondit sans se démonter : "*Que voulez-vous ? J'adore ça. C'est un acte sexuel sublimé.*" Je rapporte ce propos, non pour m'en offusquer — il y avait dans cet aveu dénué d'artifice quelque chose de crâne qui nous plut —, mais pour expliquer ce qui fut à nos yeux l'une des raisons de sa défection. Nul ne songea un seul instant à lui en tenir rigueur. Après tout, chacun est libre d'occuper ses loisirs comme il l'entend, et si une jeune fille préfère la danse, pour ce qu'elle a d'érotique, à toute autre distraction, qui pourrait l'en blâmer (7) ?

La deuxième défection que nous eûmes à déplorer fut justement celle de Chamson. Certains prétendirent qu'elle était liée à la première. Je ne l'avais pas remarqué, mais il paraît que Chamson éprouvait pour Simone Téry, dont la franchise, la bonne humeur et les manières agréables avaient de quoi plaire, un sentiment très tendre. Ce qui est certain, c'est que du jour où elle cessa d'assister à nos réunions, il n'y vint plus. Est-ce à dire qu'il n'y venait qu'à cause d'elle ? Les sœurs Mouret en étaient convaincues et sans doute — les femmes, en cette matière, sont de meilleurs juges que les hommes — avaient-elles raison. Mais en partie seulement. Sur ce point, il convient que je m'explique.

J'ai beaucoup connu Chamson à cette époque. C'était un garçon au visage étroit, terminé par un menton en galoche, avec de longs cheveux ramenés en arrière "*à l'embusqué*", c'est-à-dire "*loin du front*", comme on disait alors. Son teint blême trahissait soit une santé défectueuse, soit une nourriture insuffisante, car il était très pauvre et ne devait pas manger tous les jours à sa faim. D'une intelligence aiguë en même temps que d'une finesse et d'une agilité d'esprit extraordinaires, il s'imposait par une présence, une vitalité peu communes.

(7) Simone Téry, à laquelle, en dépit de sa défection, nous gardâmes toute notre estime, devait se faire connaître quelques années plus tard par une série d'articles remarquables sur l'insurrection irlandaise.

Originaire des Cévennes et de souche paysanne, on le sentait très proche de ses ancêtres huguenots, qui, pendant de longues années, s'étaient battus, avec une obstination farouche pour défendre, contre l'Eglise et le pouvoir royal conjugués, leurs convictions religieuses. Mais socialiste de sentiment plus que d'idées, il n'avait que faire des doctrines et de tout l'appareil scientifique, ou soi-disant tel, sur lequel nous fondions nos convictions. Les théories — celles que nous agitions — pouvaient le séduire un moment, non lui faire perdre la tête, qu'il avait, dois-je le dire, très solide.

Mais bien que n'assistant plus à nos réunions, André Chamson n'en restait pas moins de cœur avec nous. Je n'en veux pour preuve qu'un poème qu'il avait composé pour l'anniversaire de la Commune et me récita un jour rue de la Sorbonne, devant l'entrée de l'Ecole des chartes. Evoquant les massacres de ces journées sanglantes, il rendait hommage aux victimes, stigmatisait leurs bourreaux et, emporté par l'émotion, sa voix martelait rigoureusement ces mots, qui revenaient comme un leitmotiv à la fin de chaque strophe : *"Je vous le dis, vous êtes lâches !"* Bien que touché moi aussi, car le morceau ne manquait pas de force, je ne pouvais m'empêcher de sourire à ce mot "lâche", qu'il prononçait lache, sans accent circonflexe.

Je crois l'avoir fait comprendre, Chamson avait du socialisme et de la révolution une conception plus romantique que réaliste. Il l'envisageait, d'après le modèle que lui en offraient celles du siècle passé, sous l'aspect de combats de rues où les adversaires s'affrontent, fusil en main, des deux côtés d'une barricade faite de pavés, de meubles et de voitures renversées. Cela lui rappelait les batailles que, jeune garçon, il soutenait dans son village avec ses camarades de la "laïque" contre les élèves de l'école libre, batailles qu'il décrivait avec force détails, comme fit Homère des mêlées opposant Grecs et Troyens pour les beaux yeux d'Hélène. Seule différence : au lieu de pierres, on se lancerait des grenades. L'idée lui en plaisait tellement que, du plus loin qu'il m'apercevait — je lui avais dit qu'au front je faisais par-

tie d'une section de grenadiers (8) —, il m'appelait à haute voix pour attirer mon attention, puis, sans avancer d'un pas, d'un grand geste du bras rejeté en arrière, faisait le simulacre du lancement de la grenade. Je ne sais s'il y croyait vraiment, mais on eût dit qu'il avait hâte d'en découdre et de se baigner dans sang de l'ennemi.

Cet enthousiasme devait un jour faire place à des perspectives plus sombres. Le 1^{er} mai 1919 fut, peut-être certains s'en souviennent-ils, une journée particulièrement chaude. Chamson et moi, nous étions allés ensemble à la manifestation. Le hasard voulut que nous nous trouvâmes placés au beau milieu d'une bagarre, qui éclata au coin du boulevard de Strasbourg et de la rue du Château-d'Eau. A cet endroit, des tramways qui roulaient en dépit de l'ordre de grève lancé par la CGT furent renversés et l'échauffourée devint telle que la police chargea en tirant des coups de feu. Je perdis de vue Chamson, entraîné par le gros des manifestants, qui refluaient en désordre vers le bas du boulevard ou dans les rues adjacentes. Quant à moi, qui en avais vu bien d'autres et qu'une charge de policiers, même revolver au poing, laissait parfaitement froid, je demurai sur place, ce qui fait que ces derniers me contournaient sans me prêter la moindre attention. Le plus drôle, c'est qu'à quelques mètres de là, au troisième étage d'un immeuble situé à proximité, demeurait ma famille, laquelle, justement, contemplait la scène derrière les fenêtres de l'appartement. Mais seule ma jeune sœur m'aperçut et elle m'avoua plus tard qu'en entendant les coups de feu et me voyant soudain au milieu de la bagarre, entouré de tous côtés de policiers qui chargeaient, elle avait éprouvé une peur mortelle.

Peu après, le bruit se répandit qu'au cours de la bagarre, un manifestant avait

(8) Les sections d'assaut de la guerre de 1914, dont les membres chargés du combat rapproché à la grenade, étaient aussi appelées "nettoyeurs de tranchées" parce qu'ils avaient pour mission, en cas d'attaque, de pénétrer les premiers dans la tranchée adverse et de la nettoyer à coups de grenades. Ils subissaient à cette fin un entraînement spécial.

été tué (en réalité, nous l'apprîmes le lendemain, il y en avait plusieurs). Quand je retrouvai Chamson, tout en revenant vers le quartier Latin, nous discutâmes de l'événement. Et là, Chamson s'avoua ébranlé. "*Je me demande*, me dit-il, *si nous avons le droit de provoquer par notre action* (il voulait parler, bien sûr, de l'action ouvrière et socialiste en général) *des incidents comme celui-ci, qui entraînent mort d'homme. Le chemin que nous suivons ne serait-il pas le bon ?*"

Cette question qu'il se posait révélait certes un homme de cœur, pour qui toute vie humaine est sacrée et qui n'accepte pas qu'on la sacrifie au nom d'un idéal, si haut soit-il. On connaît le mot de Lénine, selon lequel le passage du capitalisme au socialisme suppose toute une série de guerres civiles ou impérialistes, que les révolutionnaires ont le devoir d'utiliser et au besoin de provoquer. Ce mot (d'ailleurs stupide, car si les révolutionnaires peuvent provoquer des conflits armés entre citoyens d'un même pays, comment pourraient-ils en provoquer entre nations différentes, impérialistes ou non ?) m'a toujours paru horrible par ce qu'il révèle d'inconscience et de cruauté. J'avais trop présentes à l'esprit les images de la guerre et les souffrances qu'elle entraîne pour admettre qu'on puisse les provoquer de gaieté de cœur, serait-ce pour la meilleure des causes. Car qu'est-ce qu'un idéal qui exige le sacrifice de millions et de millions d'êtres humains ? Un Moloch aux dimensions de la planète, auquel on sacrifie, non plus cette fois des dizaines d'enfants vivants, mais des dizaines et des centaines de milliers, jetés avec leurs parents dans la fournaise d'où surgira, espère-t-on, la société future. Cela dit, je ne partageais pas les illusions de Jaurès, pour qui la victoire du socialisme ne saurait justifier le sacrifice d'une seule vie. Je me doutais bien qu'un mouvement comme le nôtre, où se trouvaient impliquées des masses de population énormes luttant pour des conditions de vie meilleures, ne pouvait pas ne pas s'accompagner de violences, au cours desquelles les morts se compteraient, hélas, par centaines et par milliers... On pouvait le regretter, s'abstenir, par respect de

la vie humaine, d'y prendre part, mais quoi qu'on en pensât, il ne dépendait pas de la volonté d'un seul ni même de plusieurs, qu'il en fût autrement. Car ce mouvement, qui était né avant nous et se poursuivrait même sans nous, obéissait à des lois qui dépassaient les volontés individuelles.

Ce raisonnement parut convaincre Chamson, mais ne put dissiper le trouble qui s'empara de lui ce jour-là. Au fond, et je devais m'en rendre compte par la suite, en dépit des allures révolutionnaires qu'il se donnait et qui tenaient davantage à l'exubérance de la jeunesse qu'à des convictions bien établies, c'était un "homme de gauche" plus qu'un véritable socialiste. Ses origines paysannes, son enfance pauvre le rattachaient au peuple, compris dans le sens large, plus qu'au prolétariat, tel que nous le concevions, avec lequel il ne se sentait à vrai dire aucune affinité. Et c'est ce qui explique non seulement son éloignement progressif à notre égard, mais aussi la direction dans laquelle il s'engagea quelques années plus tard et l'impasse où, avec Guéhenno, il se fourvoya en s'alliant (9) avec les partisans du plus effroyable despote qu'ait jamais connu l'histoire de l'humanité, j'ai nommé Joseph Staline.

La troisième défection qui se produisit dans nos rangs fut celle de Jean Prévost. Il avait adhéré à notre groupe avec un certain nombre de ses camarades de khâgne du lycée Henri-IV, qui ne durent faire chez nous qu'un séjour assez bref, car je n'ai gardé le souvenir d'aucun d'eux. La raison en est que, de l'aveu de Jean Prévost lui-même (voir le livre qu'il consacra à cette période de sa vie : *Dix-Huitième année*, paru chez Gallimard), ces jeunes gens, qui n'avaient pas d'idées bien nettes, n'étaient en fait ni socialistes ni révolutionnaires. "Wilsoniens" ou "rollandistes" (10) peut-être.

(9) A l'hebdomadaire *Vendredi*, créé à l'aide de fonds dont personne n'ignorait la provenance. Il y avait, bien sûr, autre chose encore, moins reluisant, mais en raison de l'amitié qui nous a liés dans le passé, je préfère n'en pas parler.

(10) Partisans de Romain Rolland, qui défendait alors des théories pacifistes, avant de finir comme un authentique stalinien.

On voit la différence. Dudit ouvrage, il appert que Jean Prévost, patriote et même chauvin quelques mois auparavant, puis membre d'un groupe d'étudiants chrétiens, n'était venu à nous que par forfanterie, pour se prouver à lui-même son courage et parce qu'il tenait rigueur à Clemenceau de violer ses promesses touchant les droits des combattants. Par ailleurs, il détestait les riches, ou plus exactement les enviait, mais la haine des riches, sentiment vulgaire à mon sens, ne suffit pas à faire de vous un révolutionnaire, ou un socialiste. Tout au plus un révolté, attitude qu'un homme se destinant au professorat, par le truchement de l'Ecole normale, ne saurait garder longtemps (11). Il était évident, dans ces conditions, que Jean Prévost devait nous quitter tôt ou tard. D'autant plus que, selon son propre aveu, il n'aimait pas se trouver dans le camp des vaincus. Ce que nous étions, d'après lui, puisque les circonstances qui avaient permis la révolution en Russie n'existaient pas en France.

Reste à dire comment il nous quitta, car ce détail manque dans son livre. Le premier dimanche d'avril, il y eut une manifestation contre l'acquittement de Villain, l'assassin de Jaurès, à laquelle nous participâmes. J'en parlerai plus loin. Au cours des bagarres qui s'ensuivirent, Jean Prévost fut arrêté, ainsi que quelques autres, qu'on relâcha le lendemain.

A quelque temps de là, j'étais assis à la terrasse du Luxembourg, près de la balustrade qui domine le bassin, lorsque je le vis venir. Il me raconta, l'air penaud, qu'ayant été inculpé, à la suite de son arrestation, de menées anarchistes (!), provocation de militaires à la désobéissance (!) et je ne sais quoi encore, son père, petit fonctionnaire d'esprit étroit, mis au courant par la police, lui avait fait une scène terrible et arraché la promesse, sous peine de se voir couper les vivres, de ne plus s'occuper de politique et de nous donner sa démission. Ce qu'il venait m'annoncer. Je considérai en souriant ce grand garçon solide, au corps d'athlète — il pratiquait le football et la boxe, où il était, paraît-il, de première force — et répondis qu'il était libre de

quitter le groupe comme il l'avait été d'y adhérer, que je transmettrais sa décision à mes camarades et qu'il n'avait pas à se faire de bile, car personne ne lui tiendrait rigueur d'avoir cédé à une telle pression.

Je ne devais le revoir qu'à deux reprises. La première, ce fut au retour de mon premier voyage en Russie. M'apercevant un jour sur le boulevard Saint-Michel, il me suivit quelque temps sans m'aborder — il se sentait gêné, je présume, puis, arrivé rue Saint-Jacques, brusquement il se décida. Pressant le pas, il me dépassa et, faisant mine de m'apercevoir tout à coup, se retourna : *"Bonjour ! Comment vas-tu ?"* — *"Très bien, et toi ?"* — *"Ça va. Je suis en deuxième année de Normale Sup."* — *"Félicitations."* — *"Et toi, qu'est-ce que tu deviens ?"* — *"Rien de particulier."* — *"Tu es allé en Russie ?"* — *"Oui."* Il m'interrogea longuement sur ce que j'y avais vu. On le sentait curieux, avide de détails. Nous restâmes un moment à bavarder sur le trottoir, puis nous nous quittâmes.

Je le revis encore une fois, quelques années plus tard, en 1927 ou 1928. Il avait commencé entre-temps une carrière de romancier et d'essayiste, que sa mort tragique devait interrompre. Entrant un jour au café de la Coupole, sur le boulevard du Montparnasse, je le vis aux côtés d'une belle fille, brune, au teint mat et au type exotique, qu'il me présenta, avec une visible satisfaction, comme sa femme. C'était Marcelle Auclair, un nom aujourd'hui bien connu dans la presse féminine.

La quatrième défection fut celle de Jean Painlevé. Fils du grand mathématicien Paul Painlevé, qui fut, comme chacun sait, un des personnages éminents de la III^e République, plusieurs fois ministre et président du Conseil, Jean Painlevé était parmi nous un cas à part. Non à cause de son père, que nous respections en tant que savant, tout en le combattant sur le plan politique, mais parce que, contrairement aux autres membres du groupe, il était anarchiste. Pourquoi,

(11) Sans doute n'est-ce plus vrai aujourd'hui, mais ce l'était à l'époque.

dans ces conditions, vint-il chez nous ? Espérait-il y faire des adeptes ? Si oui, il dut se rendre compte qu'il n'y parviendrait pas, car bien qu'il continuât à assister à nos réunions, où il était le seul à soutenir les propositions du personnage dont j'ai parlé plus haut, il eut vite fait d'adopter à notre égard une attitude de méfiance et même d'hostilité.

Il venait à nos réunions presque toujours accompagné d'un jeune homme — un étudiant espagnol, si mes souvenirs sont exacts —, qui ne prenait jamais la parole, s'asseyait avec lui au fond de la salle et n'intervenait dans nos discussions que pour défendre son point de vue anarchiste. Comme il ne réussissait jamais à nous convaincre et que ses harangues semblaient tomber dans le vide, il se rasseyait d'un air furieux, puis, la réunion terminée, s'en allait tout seul avec son compagnon. Il devait nous tenir pour des petits-bourgeois timorés, plutôt méprisables, car jamais je ne le vis frayer avec aucun d'entre nous.

Cette hargne qu'il nous montrait devait se manifester un jour d'une façon éclatante. Au début de cette année 1919, au mois d'avril exactement, un jeune anarchiste, Emile Cottin, tira un coup de revolver sur Clemenceau, alors président du Conseil, lequel s'en tira avec une légère blessure. Comme il est de coutume en pareil cas, la police se mit à la recherche des complices présumés et se livra à des arrestations et à des perquisitions dans les milieux anarchistes. Jean Painlevé, dont les attaches politiques ne pouvaient pas ne pas être connues de la police, fut-il inquiété, lui aussi, peut-être même arrêté ? Je l'ignore. S'il le fut, en tout cas, il dut être rapidement relâché (son père occupait dans les hautes sphères du régime une position trop éminente pour qu'on n'en tint pas compte), car quelques jours plus tard nous le rencontrâmes, Vogein et moi, rue de l'Ecole-de-Médecine. Cette rue, on le sait, est fort étroite, et à moins de faire preuve de mauvaise volonté, on ne peut s'y croiser sans se voir. Ce jour-là, pourtant, Jean Painlevé passa, sur l'autre trottoir il est vrai, sans faire plus attention à nous que si nous eussions été transparents. Comme je m'en étonnais auprès

de Vogein, celui-ci dit en riant, comme s'il s'agissait d'une excellente plaisanterie, que Jean Painlevé faisait courir le bruit que si l'attentat avait échoué, la raison en était celle-ci : nous aurions prévenu la police qu'il allait avoir lieu. Je crois même qu'il ajouta que cette accusation me visait personnellement. Quelle fut ma stupeur en entendant cela, on le comprendra facilement. *"Il est complètement cinglé !"*, fis-je.

En effet, qu'elle fût dirigée contre moi ou le groupe dont j'assumais le secrétariat, l'accusation était à la fois imbécile et odieuse. Car non seulement nous ne fréquentions pas les milieux anarchistes, qui nous étaient totalement étrangers, nous n'y connaissions personne — et dès lors, comment aurions-nous su qu'un complot s'y préparait contre le président du Conseil, à supposer que l'auteur de l'attentat eût fait part de son projet à qui que ce fût ? —, mais même en aurions-nous eu connaissance par je ne sais quelle voie mystérieuse, c'était nous faire injure que de nous croire capables d'une telle dénonciation. Certes, comme tous les socialistes, nous nous affirmions hostiles au crime politique en tant que moyen d'action, mais nous ne nourrissions pour Clemenceau aucune tendresse particulière, c'est le moins qu'on puisse dire, et nul d'entre nous, en aurait-il eu la possibilité, n'eût songé à intervenir, surtout de cette façon, pour sauver sa précieuse vie.

Je me suis toujours demandé si Vogein ne m'avait pas ce jour-là purement et simplement mystifié. Il avait en effet pour le canular, fût-ce sous sa forme la plus stupide, un goût immodéré, jusqu'à prêter aux gens des propos injurieux, inventés par lui de toutes pièces sur le compte de leurs amis, au risque de provoquer entre eux une brouille mortelle. Cette effarante accusation qu'il attribuait à Jean Painlevé, l'avait-il inventée, comme cela, pour s'amuser ? C'est possible. J'incline à penser pourtant qu'il y avait quelque chose de vrai dans ce qu'il me confia ce jour-là, car c'est juste à ce moment que Jean Painlevé cessa d'assister à nos réunions. Inutile de dire que s'il y était venu, nous n'aurions pas manqué de lui demander des comptes au sujet de

cette affaire, et si accusation il y avait, sur quoi il la fondait. Mais jamais plus nous ne le revîmes.

Mentionnerai-je une dernière défection, celle de Georges Rappoport ? Ce n'en fut pas une, à vrai dire. Car bien qu'il eût adhéré dès le début à notre groupe, il serait exagéré de prétendre qu'il en fit réellement partie. Fils de Charles Rappoport, l'écrivain et militant socialiste bien connu, Georges Rappoport avait dès sa plus tendre enfance respiré une atmosphère qui ne pouvait pas ne pas le marquer, car sa mère, la doctresse Rappoport, ancienne militante du Bund (12), était elle aussi une socialiste convaincue. Dans leur appartement du boulevard de Port-Royal se rencontraient socialistes français et révolutionnaires étrangers. Ce fut donc tout naturellement, par tradition familiale, pourrais-je dire, que le jeune Rappoport devint socialiste. Rien n'autorise à penser qu'il ne le fut pas vraiment. Ce dont toutefois on peut douter, c'est de la fermeté de ses convictions ainsi héritées de son milieu, passivement, plus qu'elles ne furent le fruit d'un effort de réflexion personnelle. Il ne fallait donc pas s'attendre qu'il leur sacrifiât quoi que ce fût, surtout ses distractions et ses plaisirs, auxquels, tout en poursuivant ses études de médecine, il consacrait la plus grande partie de son temps libre.

Ce que nous eûmes vite fait de comprendre. Aussi nul ne s'étonna quand, après avoir adhéré à notre groupe et fait parmi nous quelques rares apparitions, il ne vint plus à nos réunions (...).

Bien que très lié avec son père, avec qui je devais fonder quelques mois plus tard la *Revue communiste*, dont une dizaine de numéros seulement sortirent des presses, la plus grande partie d'ailleurs après mon départ à l'étranger, je n'ai guère fréquenté Georges Rappoport, que je jugeais bon garçon, mais léger et superficiel.

Ce qui m'étonne — mais à la réflexion pas tellement —, c'est qu'il resta membre du parti. Il se présenta même à la députation dans la localité de la banlieue parisienne où il s'était installé comme médecin. Je ne sais si l'idée vint de lui ou, ce qui est plus probable, s'il ne

fit qu'obéir à un ordre de son parti. Cela ne manquait pas d'astuce ; candidat communiste, le docteur Rappoport pouvait compter réunir sur son nom les suffrages les plus divers : ceux des membres du parti qui voteraient pour lui par discipline, des électeurs qui, bien que non communistes, le confondraient avec son père, personnage respecté dans de larges cercles de l'opinion, socialistes notamment, enfin ceux d'une partie tout au moins de ses patients. Pourtant, le calcul se révéla faux, car il ne fut pas élu.

Il me reste maintenant à parler des Yougoslaves, ou plus exactement des Serbes, car à cette époque la Yougoslavie en tant que telle n'existait pas encore. Pour autant qu'il m'en souvienne, ils ne vinrent au groupe que plusieurs mois après sa fondation. S'étaient-ils tenus à l'écart en attendant que nos positions fussent définies (le terme de "*socialistes révolutionnaires*" que nous avons adopté pouvant en effet prêter à confusion) (13) ou par mesure de prudence, pour ne pas attirer sur eux l'attention de la police ? Les deux explications me paraissent vraies.

Un jour vint, cependant, où cette précaution s'avéra superflue. Ce fut au lendemain de la manifestation organisée par le Parti socialiste et la CGT pour protester contre l'acquittement de Raoul Villain, l'assassin de Jaurès, manifestation à laquelle un certain nombre de personnalités appartenant aux milieux les plus divers, parmi lesquelles Anatole France, apportèrent leur appui. Nous décidâmes de nous y rendre, non pas individuellement, mais en groupe et drapeau déployé. Nos camarades Louise et Marguerite Mouret nous en avaient confectionné un, splendide, portant en lettres d'or sur fond pourpre l'inscription : "*Etudiants socialistes révolutionnaires*".

Personnellement, j'étais d'avis que, pour une pareille sortie, il eût fallu at-

(12) Union des travailleurs juifs de Russie, de tendance socialiste.

(13) On sait qu'il existait en Russie un Parti socialiste-révolutionnaire, dont les théories et les méthodes d'action étaient opposées à celles des socialistes marxistes, et qui pratiquait notamment le terrorisme individuel. Inutile de dire que nous n'avions rien de commun avec lui.

tendre que nous fussions plus nombreux : notre première apparition en public, à trente ou quarante derrière une bannière, risquait de faire miteux. Par ailleurs, si la police, qui en cette matière n'entendait pas la plaisanterie, nous enjoignait de la replier, ne serions-nous pas contraints d'obtempérer ? Nous aurions bonne mine ! Mais je gardai ces réflexions pour moi, pour ne pas gâcher l'enthousiasme de mes camarades, surtout les filles, que paraissait emballer ce que je considérais, à tort ou à raison, comme une mascarade enfantine.

Sur le boulevard Saint-Germain, nous fumes rejoints fort heureusement par tout un groupe de "khâgneux" du lycée Henri-IV, amenés par Jean Prévost. La plupart nous étions inconnus, mais comme ils désiraient manifester à nos côtés, nous accueillîmes ce renfort avec joie. Combien étions-nous ? Soixante, affirme Jean Prévost, qui, dans le livre dont j'ai parlé plus haut, décrit cette manifestation. C'est possible, quoique, sur le moment, je n'aie pas eu l'impression que nous fussions si nombreux. Nous nous mîmes en rangs, deux par deux, déployâmes notre drapeau, et par le boulevard et les quais de la Seine, nous nous dirigeâmes vers le Trocadéro, où devait prendre son départ la manifestation. Nous marchions en silence, suivis, paraît-il — mais sur l'heure, ce détail m'échappa — par des policiers en civil. Sur notre passage, les gens regardaient, sidérés, ce qu'il y avait inscrit sur notre drapeau. Cet accouplement, pour eux inattendu, ces mots étudiants et révolutionnaires semblait les frapper de stupeur.

Tout se passa bien, jusqu'au moment où nous atteignîmes le lieu de rassemblement et prîmes place dans le cortège. Mais à peine s'était-il ébranlé en direction de l'Etoile que la vue de notre étendard, dressé fièrement au-dessus des têtes, fit sur les policiers, massés sur le trottoir d'en face, l'effet de la muleta sur le taureau. Brusquement, un groupe se détacha et, traversant la chaussée, se rua vers nous dans l'intention évidente de s'en emparer. Je criai : "Vite ! Foncez !" Il y eut une bousculade confuse, dont nous ne vîmes qu'une partie. Ceux d'entre nous qui se trouvaient en tête,

parmi lesquels le porteur du drapeau, Jean Lacombe, et moi-même, se lancèrent dans une course éperdue pour essayer de distancer ceux qui nous poursuivaient. Pour moi, qui avais subi à l'armée un entraînement sérieux et dont les chaussures basses, très légères, constituaient un avantage certain, ce ne fut qu'un jeu. Mais les deux sœurs Mouret, pas plus que notre camarade Camille Mauron, qui se trouvait avec elles dans le groupe de tête, n'étaient préparées à ce genre d'exercice, et l'on pouvait craindre qu'elles ne se montrassent pas à la hauteur des circonstances. Il n'en fut rien cependant. De toute la vitesse de leurs jambes, qui frappaient le sol en cadence, elles couraient derrière l'étendard, dont la toile, narquoise, claquait au vent. Ce fut un sprint de toute beauté, qu'elles gagnèrent. Mais ce brusque assaut avait coupé notre groupe en deux : ceux des nôtres qui étaient en queue et qui, surpris par notre mouvement, n'avaient pas eu le temps de nous rejoindre, furent entourés par la police, et conduits au poste. Parmi eux, un groupe d'étudiants serbes, qui s'étaient joints à nous et qu'on ne relâcha que le lendemain, après un sérieux passage à tabac, selon la charmante coutume de l'époque.

Quelques jours plus tard, ils vinrent en bloc nous apporter leur adhésion. C'étaient pour la plupart de grands garçons calmes, peu loquaces, mais dont on sentait les convictions solides, inébranlables. Je n'ai gardé le souvenir que de quatre d'entre eux : Koussovats, que je connaissais déjà ; Yovanovitch, qui étudiait la médecine et épousa notre camarade Camille Mauron ; et les frères Rado et Voya Vouyovitch.

J'ai peu connu le premier, pour ne l'avoir vu qu'une fois ou deux, mais j'entendis parler de lui quelques années plus tard. De retour dans son pays, il fut arrêté et condamné à trois ans de prison pour activité révolutionnaire. A l'expiration de sa peine, il se rendit en Russie, où se trouvaient son frère Voya et un autre frère, plus jeune, Grégoire. Puis la nouvelle me parvint qu'il s'était suicidé. Pourquoi ? Comment ? Mystère. En réalité, je l'ai su depuis, il aurait été, à l'époque des grandes purges stalinien-

(1934-1940), arrêté en même temps que ses deux frères et expédié dans un camp, d'où, comme eux, il ne revint jamais.

Quant à Voya, je l'ai mieux connu. C'était un garçon calme et souriant, très sûr de lui, bien que d'allure modeste, et qui cachait sous cette apparence paisible un courage une fermeté d'âme peu commune. Secrétaire du groupe des étudiants communistes serbes de Paris, envoyé à Moscou à une date que je ne saurais préciser, il fut nommé en 1922 président de l'Internationale communiste des jeunes, une organisation comptant plusieurs millions d'adhérents et qui était le pendant, pour les jeunes, de l'Internationale communiste. A ce poste, où il succédait à Chatzkine, qui en avait été le premier président, il joua pendant quelque temps un rôle considérable dans le mouvement communiste mondial. Je ne devais le rencontrer que deux fois par la suite : la première à Paris, où il était venu en mission, vers 1923 ; la seconde à Moscou, en décembre 1927. A cette époque, sans avoir rompu avec le mouvement, je me tenais déjà en marge. Après ce qu'on a appelé la "bolchevisation" (14) du Parti communiste français et la transformation de sa structure intérieure, je m'étais abstenu d'adhérer à une cellule, et ce, d'autant plus facilement que je passais le plus clair de mon temps à l'étranger ; j'avais refusé d'adhérer au parti russe, ainsi que l'obligation en était faite aux communistes étrangers résidant à Moscou, et je n'exerçais plus au Kremlin, où je travaillais, que des fonctions techniques : traducteur d'allemand à l'Institut Marx-Engels.

Un jour que je m'apprêtais à quitter le bâtiment pour rentrer à l'hôtel Lux, où j'habitais, je rencontrai Vouyovitch. C'était l'époque où la lutte qui, depuis la mort de Lénine, opposait entre eux les dirigeants bolcheviques pour la domination dans le parti prenait une tournure de plus en plus violente. Déjà s'affirmait la dictature de Staline. Brimée, insultée, bâillonnée, l'opposition, au sein de laquelle se trouvaient un grand nombre des membres les plus éminents du parti et la plupart de artisans de la révolution d'Octobre, se voyait interdire toute possibilité d'expression, et chaque fois

qu'un de ses représentants, fût-ce le plus prestigieux, tentait de prendre la parole dans une cellule du parti pour défendre son point de vue, il se heurtait à des commandos, envoyés tout exprès pour l'empêcher de parler, ponctuer d'injures grossières chaque mot sorti de sa bouche et même se livrer à des violences contre lui. Le régime, qui, bien sûr, n'avait jamais été démocratique (il s'en fallait de beaucoup), mais du moins admettait une certaine tolérance dans les rangs du parti, prenait un caractère nettement totalitaire. La première mesure dans ce sens avait été, quelques semaines auparavant, l'envoi en exil de Trotsky, le créateur de l'Armée rouge et le principal artisan, avec Lénine, de la prise du pouvoir par les bolcheviks. Cela donnait à penser. Quant à moi, mon opinion était faite depuis longtemps, et je l'avais exprimée à maintes reprises, ce qui, dans les conditions de l'époque, n'allait pas sans danger. C'est ainsi que je disais à qui voulait l'entendre que le Parti communiste russe, adoptant les méthodes du fascisme, s'alignait sur ce dernier (15), que l'Internationale, mise au service de la politique des soviets, trahissait sa mission et que, pour protester contre la campagne imbécile menée contre Trotsky et Rosa Luxemburg (le premier pour son opposition aux méthodes en usage dans le parti, la seconde pour les critiques qu'elle avait adressées, quelques années plus tôt, à Lénine et aux bolcheviks), j'arborais leurs effigies aux boutonnières de mon veston, à l'ébahissement de tous ceux qui me croisaient, stupéfaits d'une telle audace.

(14) Politique qui tendait à lui donner un caractère purement ouvrier en privilégiant à tous les échelons les manuels par rapport aux intellectuels, considérés, à tort du reste, comme moins dociles.

(15) Je l'avais dit, entre autres, à Crémet, délégué du parti français auprès de l'IC, lequel, à l'audition d'un tel propos tenu chez lui devant témoins, avait failli en faire une crise d'apoplexie. Le malheureux ne se doutait pas qu'un an plus tard, Staline donnerait l'ordre de le liquider pour s'être abstenu lors d'un vote contre Trotsky. On le jeta par-dessus bord, comme un paquet de linge sale, sur le navire qui le transportait en Chine, où il se rendait en mission spéciale.

Je demandai à Vouyovitch ce qu'il pensait des événements. Et c'est alors qu'il me fit cette réponse : *"Je viens d'écrire au comité central pour lui faire savoir que je suis en complet désaccord avec lui et que j'emploierai tous les moyens à ma disposition pour le combattre."*

Je le regardai, abasourdi. *"Mais tu es complètement fou ! C'est une véritable déclaration de guerre, t'en rends-tu compte ? Nous ne sommes pas à Paris, ici, mais à Moscou ! Et bien que président de l'Internationale communiste des jeunes, tu es membre du parti russe et, comme tel, soumis à sa discipline !"*

Avec son sourire tranquille, Vouyovitch reprit : *"Qu'il arrive ce qu'il voudra, je ferai comme je l'ai dit."* — *"Tu ne pourras rien faire du tout, on t'arrêtera."* — *"Eh bien, qu'on m'arrête !"*

Je le quittai, très alarmé, et passablement inquiet. Quelque temps après, de

retour en France, j'appris qu'on l'avait arrêté. Puis ce fut le silence. Un silence total, absolu, comme si on l'avait rayé de la surface de la terre. Qu'était-il devenu ? Personne ne pouvait le dire. J'ai su, bien plus tard, qu'il était mort en déportation en 1930, c'est-à-dire deux ans après son arrestation.

Comme il n'avait à l'époque guère plus de trente ans et que, pas plus que son frère Rado, il ne souffrait d'aucune maladie, cette mort ressemble à une liquidation pure et simple. A moins que, comme des millions d'autres, il n'ait pu résister aux conditions affreuses régnant dans ces camps.

Ainsi périt Vouyovitch, combattant intrépide du communisme d'avant Staline, victime de son courage et de sa sincérité. Il laissait un garçon qui devait faire une carrière honorable dans le cinéma et le théâtre français sous le nom de Michel Auclair.



**Amadeo Bordiga :
lettres de 1926**

Amadeo Bordiga fut le premier secrétaire du PC italien. Dans l'Internationale communiste, en 1921, il se prononça nettement contre la politique de "front unique", qu'il considéra comme une capitulation devant la social-démocratie. Arrêté par la police mussolinienne en 1923 et alors mis sur la touche, il fut définitivement écarté de la direction en 1926. Les deux lettres ci-après publiées sont extraites d'un numéro spécial des Cahiers Pietro Tresso (1), intitulé "Lettres à Bruno Bibbi, Piero Corradi, Eugenio Moruzzo, Michelangelo Pappalardi e Lodovico Rossi (1925-1926)". Ce numéro spécial a été rassemblé et rédigé par Fausto Bucci (dont les archives personnelles ont fourni les lettres publiées) et Paolo Casciola. Nous reproduisons ci-contre l'introduction des deux auteurs, qui replace ces lettres dans leur cadre historique. Les notes sont de la rédaction.

(1) Parmi les publications récentes des Cahiers Pietro Tresso, signalons :

- Paolo Casciola : *Paris, 1956 : la naissance du Comité pour la révision des procès staliniens* (avec deux textes inédits d'André Breton), 24 pages, 5 000 lire.
- Arturo Peregalli, Sandro Saggio : *Amadeo Bordiga. Gli anni oscuri (1926-1945)* (avec un appendice documentaire), 72 pages, 12 000 lire.
- Jacques Ramboz : *Contribution à l'histoire de l'Union communiste (trotskyste), 1940-1950*, 60 pages, 12 000 lire.
- Charles Dumas, Christian Racovsky : *Les socialistes et la guerre. Discussion entre socialistes français et socialistes roumains (1915)*, reprint, 28 pages, 6 000 lire.
- David Korner (Barta), Victor Mares : *La lutte des trotskystes contre le capitalisme et le stalinisme en Roumanie. Textes (1933-1936)* (sous la responsabilité de Paolo Casciola), 36 pages, 8 000 lire.
- Riccardo Tacchinardi : *Amadeo Bordiga : intellettuali e socialismo (1912-1926)*, 32 pages, 7 000 lire.
- Donatella Matteoni : *George Orwell e la guerra civile spagnola* (en appendice, un article inédit d'Orwell sur les journées de mai 1937), 36 pages, 8 000 lire.

Commander et demander le catalogue complet à *I Quaderni Pietro Tresso*, Paolo Casciola, CP 154 50100, Firenze, Italie.

Amadeo Bordiga face à la “bolchevisation” de l’Internationale communiste

LES lettres rassemblées dans ce numéro des *Cahiers Pietro Tresso* ont été écrites dans une période qui se situa à cheval sur la période du III^e Congrès du Parti communiste d’Italie (PCdI). Ce congrès, qui se déroula à Lyon en janvier 1926, sanctionne la victoire définitive de la fraction “centriste”, dirigée par Gramsci, sur l’aile gauche, dirigée par Bordiga, qui avait assuré la direction du parti jusqu’à la cruciale année 1923.

Il est probable que l’Internationale communiste, à Moscou, avait commencé à percevoir la nécessité de doter le PCdI d’une nouvelle direction depuis 1921, au lendemain de la fondation du parti lui-même, à cause des positions ultragauches défendues par la direction bordiguiste. En accord avec leur conception du parti, vu comme le détenteur de la “pureté” doctrinale essentiellement externe/étranger à la classe ouvrière, et non comme parti de cette dernière, comme sa section d’avant-garde, les dirigeants du PCdI méprisaient la nécessité de conquérir les masses et de mettre en œuvre à cette fin la tactique du front unique prolétarien, tactique autour de laquelle se produisit le choc entre la direction du PCdI, représentée par Terracini, et Lénine au III^e Congrès mondial de l’Internationale, en juin-juillet de la même année.

Les divergences entre les bolcheviks russes et le parti italien ne se limitaient pourtant pas au domaine de la tactique,

mais concernaient aussi l’analyse politique de la situation dans son ensemble. Le reflux de la vague révolutionnaire représentée par “les deux années rouges” de l’Europe — reflux souligné ensuite par l’échec de “l’action de mars” (1) en Allemagne et par l’adoption de la Nouvelle Politique économique (NEP) en Russie — faisait apparaître moins velléitaires les perspectives politiques tracées par le parti italien, qui, en ce sens, pouvaient être assimilées à la catégorie des fauteurs de la “théorie de l’offensive”, qui avait fait faillite (2). Il apparut clairement au II^e Congrès du PCdI, en mars 1922, que la majorité du parti (y compris Gramsci et Togliatti, encore fortement influencés par Bordiga) apparaissait convaincue que le capitalisme était arrivé au point le plus élevé de sa parabole historique : toute stabilisation ne pouvait être que partielle et transitoire, et un éventuel coup d’Etat fasciste n’entamerait pas la force organisationnelle du PCdI.

(1) Du 22 au 31 mars 1921, le PC allemand, sous la pression de l’envoyé de l’Internationale, Bela Kun, lance une grève générale très minoritaire, accompagnée de coups de main, qui échouent tous.

(2) La théorie de l’offensive est avancée par les éléments de “gauche” de l’Internationale (dont le Hongrois Bela Kun, Amadeo Bordiga, etc.) : elle affirme que, la crise du capitalisme ne cessant de s’approfondir, les partis communistes doivent se lancer à l’offensive de la bourgeoisie.

A cette époque, la ligne politique de l'Internationale communiste pour l'Italie ne trouve un écho positif en Italie que dans la "droite" du PCdI, représentée par Angelo Tasca, Antonio Graziadei et une partie considérable des anciens adhérents du groupe turinois de l'Ordine Nuovo, qui soutenait la nécessité d'établir un rapport différent avec le Parti socialiste italien (PSI), destinataire naturel d'éventuelles propositions d'action commune pour s'opposer aux progrès du mouvement fasciste, avec la perspective ultérieure de parvenir à une fusion entre le PCdI et un PSI épuré de son aile droite. Une telle perspective avait effectivement commencé à se dessiner lorsque, au III^e Congrès de l'Internationale communiste, le représentant de la gauche socialiste, Costantino Lazzari, s'était engagé à mener jusqu'au bout la lutte contre la droite du PSI dirigée par Filippo Turati.

Lors des derniers mois de l'année suivante, à l'occasion du IV^e Congrès mondial de l'Internationale, la majorité bordiguiste se battit contre le mot d'ordre de "gouvernement ouvrier" (3) et s'opposa fermement à l'éventualité d'une fusion avec le PSI, qui, en octobre 1922, avait fini par se débarrasser de son aile droite — éventualité qu'il finit par accepter par respect de la discipline internationale.

L'arrestation de Bordiga et d'autres représentants des sommets du PCdI, effectuée en février 1923, exigea la désignation d'une nouvelle direction du parti italien. Gramsci, qui se trouvait à Moscou depuis juillet 1922 comme délégué du PCdI auprès de l'Internationale et qui avait au cours de cette période mûri sa rupture avec les positions bordiguistes, proposa alors une réorganisation du parti à l'étranger, à partir d'une nouvelle direction choisie autoritairement par l'Internationale. Deux mois plus tard, en avril 1923, le comité exécutif de l'Internationale nomme un nouveau comité exécutif du PCdI, formé essentiellement d'adversaires de Bordiga, ce qui va de pair avec l'aiguïsement de la lutte qui, en Union soviétique, oppose alors la gauche trotskyste au "centre" bureaucratique représenté jusqu'en 1925 par la troïka Staline-Zinoviev-Kamenev, et

avec la victoire de la réaction thermidorienne contre Octobre. Il faut toujours avoir bien présente en tête cette lutte, conditionnée à son tour par les développements de la situation politique dans certains pays clés, au premier chef l'Allemagne, pour comprendre l'évolution du PCdI au cours de ces années.

L'élimination forcée de Bordiga de la tête du parti suscita d'abord un accroissement de l'influence de la droite (qui, en juin 1923, revendiqua la direction du parti), même si les idées de Bordiga continuaient à prévaloir chez la majeure partie des cadres intermédiaires et dans l'écrasante majorité des militants de base. Dans cette situation, Gramsci décide d'engager la bataille pour construire sa propre fraction, visant à liquider la gauche du PCdI. A cette fin, il noue à partir de mai 1923, de Moscou d'abord, puis de Vienne, une correspondance nourrie avec de nombreux dirigeants du parti. A la lutte politique ouverte, il préfère donc, dans un premier moment, une série de "manœuvres épistolaires" au sommet.

Lorsqu'en octobre 1923 les dirigeants communistes arrêtés furent remis en liberté, le vieux comité exécutif du parti ne fut pas restauré. Se berçant de la perspective déterministe qui était la sienne, Bordiga ne fait rien pour revenir à la tête du parti ; il préfère attendre que l'échec de l'application de la tactique du front unique mine le prestige de la nouvelle direction. Ce fatalisme attentiste et renonciateur allait marquer une grande partie des choix de Bordiga jusqu'en juin 1925, lorsqu'une série d'événements imprévus le contraindront à descendre dans le champ de bataille et à livrer combat, quoique de façon confuse, tardive et limitée au cadre national.

A la conférence de Come du PCdI, qui se tint en mai 1924 après le retour de Gramsci en Italie, la gauche pouvait encore enregistrer une majorité écrasante d'accords parmi les cadres dirigeants du parti, mais elle refusa d'être représentée

(3) Le gouvernement ouvrier est un gouvernement de front unique reposant sur l'unité entre communistes et sociaux-démocrates, et s'appuyant sur la mobilisation des masses.

dans ses organes dirigeants. Toutefois, quelques semaines plus tard, au V^e Congrès de l'Internationale (juin-juillet 1924), Bordiga accepta d'entrer au comité exécutif de l'Internationale en cours de stalinisation. Dans ces assises mondiales, qui passèrent à l'histoire comme le "congrès de la bolchevisation" (4), il met l'accent sur la nécessité d'appliquer fermement la discipline. Un tel choix visait à démontrer que la gauche italienne ne nourrissait aucune velléité fractionnelle.

Et pourtant, c'est justement une fraction qui était nécessaire pour combattre efficacement la tendance de Gramsci, qui se fit la promotrice de la "bolchevisation" du parti italien et prévoyait une majorité politiquement subordonnable aux avis du Kremlin, une majorité apte à répondre aux zigzags des tendances prédominantes au sein de l'appareil du parti russe et de l'Internationale, une majorité adhérant au modèle ultracentraliste bureaucratique qui se forma en Union soviétique à partir de l'automne 1923, au début de la lutte contre Trotsky et l'Opposition de gauche.

C'est précisément une fraction qui était nécessaire pour défaire politiquement l'orientation suivie pendant ces semaines par Gramsci, qui conjuguaient l'opportunisme sur le plan politique — la participation à l'Aventin (5), la théorisation d'un anti-Parlement qui restaurerait pleinement la démocratie bourgeoise et, plus tard, la très célèbre "Assemblée républicaine sur la base des comités ouvriers et paysans" — avec les "escamotages" au niveau de l'organisation et, au premier chef, l'augmentation artificielle des effectifs du parti au cours d'une année (après avril 1924), qui avaient été multipliés par trois d'une manière analogue à la "promotion Lénine" mise en œuvre en Union soviétique par la troïka entre février et mai 1924, visant à marginaliser et à défaire politiquement la gauche avec l'aide de l'aile droite de Tasca et de la tendance "troisièmeinternationaliste" du PSI dirigée par Giacinto Menotti Serrati et Fabrizio Maffi, et qui fusionna avec le PCdI en août 1924.

Pourtant, en automne, Gramsci tente de "récupérer" Bordiga en parvenant à

lui offrir, à l'occasion du congrès fédéral de Naples de septembre 1924, de "*re-construire le centre dirigeant sur les bases sur lesquelles il avait été construit à Livourne, pour travailler conformément aux directives de l'Internationale*". L'objectif poursuivi par cette ouverture était évident : détacher Bordiga de sa propre "base" au sein du parti.

Et même après le cinquième comité exécutif élargi de l'Internationale de mars-avril 1925 — qui affirme l'équation "bordiguisme égale trotskysme" (Bordiga avait pris la défense de Trotsky dans un article de février 1925, qui ne fut publié qu'en juillet de la même année pour des motifs fractionnels) et défend une intensification de la campagne de "bolchevisation" des divers partis communistes —, Gramsci, intervenant en mai au comité central du PCdI pour soutenir la "bolchevisation", d'un côté, envisagea la possibilité de retrouver un accord avec Bordiga, tandis que, de l'autre côté, il soutenait que le danger représenté par l'extrême gauche était un obstacle au développement du parti et devait être activement combattu, dans la mesure où il menait "*à la désagrégation de l'unité encore formelle de notre organisation*" et "*tendait à créer un parti dans le parti, une discipline contre la discipline du parti*".

Un saut qualitatif dans la lutte interne au PCdI se produisit enfin en avril 1925, avec la formation du "comité d'entente" au moyen duquel la gauche — sans tenter de se définir comme une fraction particulière et spécifique afin de ne pas courir des risques d'expulsion — cherchait à se préparer au choc politique en vue du troisième congrès national du

(4) Le V^e Congrès de l'Internationale (juin-juillet 1924), ou "congrès de la bolchevisation", met en place les mesures visant à subordonner totalement les différents partis communistes à la direction de l'Internationale présidée par Zinoviev, en fait du Parti bolchevique à Moscou (à l'époque, la troïka Staline-Zinoviev-Kamenev), en éliminant tous les dirigeants qui n'acceptent pas cette subordination et la discipline aveugle que veut dicter Moscou.

(5) En juin 1926, après l'assassinat du socialiste Matteoti par les fascistes, les députés socialistes et catholiques quittèrent le Parlement dominé par les fascistes, se "retirèrent sur l'Aventin" et ne décidèrent rien ; la direction du PCdI soutint cette initiative, qui ne déboucha sur aucun appel à aucune action.

parti. Les initiateurs du comité d'entente — parmi lesquels ne figurait pas le nom de Bordiga — étaient Onorato Damen, Bruno Fortichiari, Mario Lanfranchi, Mario Manfredi, Luigi Repossi (qui, en mars, avait été autoritairement chassé de son poste de secrétaire de la fédération de Milan du parti) et Carlo Venegoni. Ils informèrent le comité exécutif du parti de la création effectuée du comité d'entente seulement au début de juin, et leur révélation eut comme résultat de déchaîner immédiatement une offensive politique massive contre l'opposition. Au cours de cette offensive, les secrétaires interrégionaux devaient mener à bien une entreprise de "police du parti" : les émissaires du comité d'entente qu'ils pouvaient être amenés à rencontrer devaient être "soumis à une perquisition soigneuse sur leur personne et à leur domicile", à la recherche de "matériaux fractionnels".

Au cours des jours suivants, Gramsci ouvrit personnellement le feu contre la tentative fractionniste du comité d'entente, dans les colonnes de *L'Unité*. Pour mieux combattre le comité d'entente, il s'installa à Milan. Selon lui, "*l'initiative du comité d'entente porte en elle le germe d'une scission du parti*", "*c'est un acte délictueux, qui mérite les sanctions les plus graves et le blâme le plus sévère*", "*les germes de l'infection fractionnelle seront inexorablement écrasés et éliminés*".

Ce n'est qu'après cette très brutale attaque que Bordiga proclama publiquement son appartenance au comité d'entente. Cependant, les historiens de tendance bordiguiste eux-mêmes soulignent qu'il fit un tel choix "*à contre-cœur*" et dans le but de freiner la dégénérescence du comité d'entente en une "*pseudo-fraction velléitaire*", contribuant ainsi en fait à ce que les artisans du comité d'entente renoncent à "*maintenir le projet*". A la fin de juin 1925, le comité exécutif du PCdI exhorta les dissidents à dissoudre le comité d'entente sous peine d'expulsion. Soutenu par le comité central du parti et par le présidium de l'Internationale, cet ultimatum aboutit à l'autodissolution du comité d'entente en juillet.

La préparation du III^e Congrès national du PCdI se déroula dans un climat de chasse aux sorcières contre la gauche ; la direction de Gramsci eut recours une nouvelle fois à des méthodes bureaucratiques-administratives pour combattre la gauche. Conformément aux indications fournies par l'Internationale stalinisée, dont le présidium avait recommandé en août 1925 de fixer la date du congrès "*seulement quand sera obtenue la garantie absolue que l'écrasante majorité du parti (...) est contre Bordiga*", la direction fit en sorte que toutes les assemblées préparatoires au congrès se tiennent sous son contrôle direct et interdit aux opposants de se réunir, même dans le seul but de fixer par écrit les motifs de leur opposition ; la direction employa alors l'intimidation politique et des mesures punitives : les représentants les plus combattifs de la gauche, comme Repossi, furent suspendus du parti.

Dans cette atmosphère pesante d'attaques politiques et disciplinaires contre la gauche, aggravée par la répression policière qui s'abattait avec une âpreté sans cesse croissante sur le PCdI, la déroute annoncée de Bordiga et de ses partisans en janvier 1926, au congrès de Lyon, marqua en réalité un point de non-retour, dont les victimes politiques prédestinées ne semblent pas avoir été tout à fait conscientes. Ainsi, Bordiga lui-même accepta d'entrer, ainsi que Vegoni, dans le nouveau comité central élu à Lyon et, en septembre, il repoussa la proposition de ses partisans milanais, l'inévitable Repossi en tête, de prendre publiquement ses distances avec le groupe dirigeant "centriste" et de se mettre à la tête d'une authentique fraction de gauche, qui se battraient pour reconquérir le parti.

Comme il apparaît clairement à la lecture de nombre de lettres que nous publions, après la déroute de Lyon, Bordiga continua à nourrir l'espoir de pouvoir retourner tôt ou tard à la tête du PCdI, "*en évitant aussi bien la rupture que la mise en bouteille*", c'est-à-dire en attendant de façon plus ou moins fataliste, même en payant le prix de "*devoir avaler des couleuvres*", un redressement graduel et indolore — non mieux défini

— du parti. Cette même orientation, qui s'avéra irrémédiablement perdante, fut adoptée par Bordiga aussi au niveau international, où son action ne fut liée à aucune perspective organique de lutte offensive contre le stalinisme en tant que phénomène mondial et non spécifiquement russe. Ainsi, s'il est vrai qu'au VI^e plénum du comité exécutif de l'Internationale, réuni à Moscou en février-mars 1926, Bordiga avait engagé un duel verbal velléitaire avec Staline en personne, il est tout aussi vrai que, dans sa célèbre réponse du 28 octobre 1926 à Karl Korsch, il défend une ligne d' "opposi-

tion idéologique et politique" pour l'essentiel passive au sein du mouvement communiste stalinisé, basée sur un respect toujours plus coûteux des règles du jeu imposées par la bureaucratie soviétique :

"Il ne faut pas vouloir la scission des partis et de l'Internationale. Il faut laisser s'achever l'expérience de la discipline artificielle et mécanique, en l'accompagnant dans ses absurdités procéduraires aussi longtemps qu'il sera possible."

Fausto Bucci et Paolo Casciola

Lettre d'Amadeo Bordiga aux camarades (8 février 1926)

TRÈS CHERS, vous saurez les raisons pour lesquelles je n'ai pas écrit. J'ai parlé longuement à Milan avec Lanfranchi (1) sur les problèmes qui vous intéressent et il a dû vous écrire une longue lettre. S'il ne l'a pas fait, j'apprends que Vercesi le fera en réponse à de nombreuses communications en provenance de France. Vercesi (2) est allé au congrès italien et nous avons parlé avec lui des affaires françaises, en sorte que tout ce qu'il écrira correspond à ma pensée.

Nous devons certainement profiter des possibilités actuelles de parler en France. La partie générale de nos thèses, amplement complétées au congrès, et que je vous ferai passer, peut vous être utile. Il faut ensuite prendre position sur les problèmes français. J'espère avoir le moyen de travailler un peu avec vous en ce sens. Sur les affaires internes du parti français, les critiques de la droite, de la *Révolution prolétarienne*, du *Bulletin communiste* sont justes, mais ces groupes ont le tort d'en faire la question de base, alors que nous devons éviter de

mettre à la base des questions de caractère moral ou procédural. Du reste, les critiques faites aux bolchevisateurs français, à leur stupidité lamentable et à leur haine digne de tyranneaux au petit pied, c'est la critique même à adresser aux centristes de tous les partis et, en dernière analyse, à la méthode de travail artificielle et erronée de l'Internationale communiste, que nous avons évoquée ouvertement au congrès.

Quant aux bases politiques de ces groupes, nous ne pouvons que combattre ouvertement celles de la *Révolution prolétarienne* pour son erreur syndicaliste théorique et celles de la droite, parce

(1) Lanfranchi, né en 1902, crée de nombreux cercles de jeunes socialistes, qu'il persuade d'adhérer au PCdI ; il est suspendu en juin 1925, puis exclu.

(2) Vercesi : pseudonyme d'Ottorino Perrone, né en 1897, responsable de la fédération de Vénétie du PCdI, puis de la rédaction de *L'Unita*. Il participe au V^e Congrès de l'Internationale, puis au congrès de Lyon du PCdI, en janvier 1926, où il défend les positions de Bordiga. Refusant de reconnaître la validité des décisions du congrès de Lyon, il est suspendu, puis exclu du PCdI.

qu'ils préconisent une tactique de front unique de type brandlérien (3) avec les opportunistes. Mais nous devons dire qu'une telle thèse en elle-même est logique, comme est logique notre opposition à toute manœuvre avec les sociaux-démocrates et leurs partis, alors que la position la plus absurde est la position officielle, qui reste non définie et couvre le véritable péril opportuniste de phrases extrémistes. Souvarine (4) et les droitiers ajoutent ensuite l'erreur de faire comprendre clairement qu'ils sont prêts à s'aligner sur l'exécutif de Moscou et à proclamer que ses membres sont les vrais léninistes, les vrais bolcheviks, pourvu que Moscou châtie quelques personnes et offre quelques garanties : nous ne pouvons nous contenter de cela, et nous soutenons que la critique doit toucher et frapper Moscou et ses méthodes. Les gens de la *Révolution prolétarienne* sont plus corrects sur ce plan, mais leur plate-forme est complètement erronée.

Il faut lutter en visant à ce que la solution de la question du parti français ne soit plus cherchée dans le cadre du problème "des postes", comme toujours, ni dans l'alternance d'individus, de groupes... et de couples à la direction. On doit la poser comme une question d'élévation de la capacité politique du parti, qui en est resté au zéro initial d'il y a quatre ou cinq ans pour ce qui est de la conscience théorique comme de la capacité d'action, et en tout. Ce n'est possible que si, sur le plan international, on brise le paravent de l'immobilisme bolchevisateur. Cela ne se réduit pas à la demande faite par la droite d'un congrès pleinement démocratique. Cela signifie que Moscou permette à un nouveau petit groupe de secouer les puces aux autres, qui sont déjà tombés en disgrâce, avec leurs systèmes.

Bien entendu, nous devons définir quelques thèses sur la situation française et sur les tâches du prolétariat et du parti communiste, surtout dans les questions syndicales. Un parti communiste doit se préparer aussi bien à lutter contre la tactique fasciste que contre celle de la bourgeoisie. En France, la seconde est plus dangereuse, tant à cause de la situation

objective qu'à cause des défauts traditionnels du parti. Le parti doit être rééduqué théoriquement en ce sens. L'indépendance la plus absolue à l'égard des partis du cartel (5) et des sociaux-démocrates doit être assurée.

Les questions syndicales doivent être vues comme des questions concernant le parti, qui y intervient sans garde-fous. La situation permet la formation d'un encadrement syndical sérieux du parti, bien plus important que les cellules, alors que la base organisationnelle devrait être la base territoriale, mais pas à des fins électoralistes. Les Italiens doivent être contre les comités antifascistes mixtes. Contre le fascisme français, le parti communiste doit viser à assumer la direction exclusive de la lutte sur son terrain et avec des moyens directs, en dénonçant dans le pacifisme de tout autre parti un vrai ballon d'oxygène pour le fascisme naissant. Il me paraît juste de dire que le fascisme en France n'est pas encore mûr, parce qu'il a manqué une véritable grande menace révolutionnaire au lendemain de la guerre. Il faut rendre clair pour la France le jeu démocratie-fascisme joué en Italie, que nous voyons non comme un antagonisme, mais comme une préparation nécessaire et une succession dialectique de l'un vers l'autre. Voyez nos thèses. Le reste à une autre fois. Saluts très chers à vous tous.

(3) *La Révolution prolétarienne*, revue syndicaliste révolutionnaire (dont le CERMTRI possède une collection complète) dirigée par Pierre Monatte. Heinrich Brandler (1881-1967), président du PC allemand (KPD) en 1921, membre du présidium de l'Internationale communiste en 1921, jugé par ce dernier responsable de l'échec de l'insurrection de 1923 en Allemagne, exclu en 1929, forme un courant d'opposition dit de droite, proche des conceptions de Boukharine.

(4) Boris Souvarine (1895-1984), animateur du Comité pour la III^e Internationale constitué en France en 1917. Membre, à dater de 1920, du comité exécutif et du présidium de l'Internationale communiste, exclu en 1924, édite le *Bulletin communiste*, qui critique la politique de la direction de l'Internationale et du Parti bolchevique, d'abord pour l'absence de démocratie et de libre discussion.

(5) Cartel : union de partis socialistes et bourgeois hostiles au fascisme.

Lettre aux camarades de la centrale (5 juillet 1926) (6)

CHERS camarades de la centrale, je ne vois pas la nécessité, suite à votre invitation, de développer mon propre rapport — opposé à celui du camarade Grieco, que je ne peux naturellement pas partager, du dernier exécutif élargi de l'Internationale communiste. Et en fait, un rapport polémique ne peut être que la répétition quelquefois malheureuse du débat lui-même qui s'est déroulé dans la réunion, et dès lors le meilleur moyen de donner une idée de la polémique est d'en reproduire les documents essentiels : je vous proposerai donc, pour cette partie, de publier le texte de mon discours dans la discussion politique générale et des répliques de mes contradicteurs.

Je n'aperçois pas de nouveaux arguments dans le rapport de Grieco et je ne pense pas même bon d'y opposer un contre-texte pour la partie qui constitue, disons, des impressions de voyage. Il ne me reste qu'à m'arrêter un instant sur ce qui y relève de la chronique, et dont on aurait pu augurer qu'il pourrait toujours rester un document impartial. Il n'en est pas même ainsi cette fois ; abandonnant les affaires de moindre importance, je m'arrête sur un seul point : sur la fameuse dernière séance, dans laquelle se discuta le rapport de la commission allemande. Après avoir fait allusion à un changement de position de certains membres, qui, après avoir voté les thèses politiques générales, se prononcèrent contre la résolution allemande reconnaissant le danger de droite, l'auteur de votre rapport affirmait :

“Le mystère de ces changements a été dévoilé par l'intervention de Bordiga. Bordiga a affirmé (af-fir-mé) que le coup de théâtre provoqué, c'est-à-dire la situation qui se créait avec la délimitation d'une opposition formée par Fi-

scher-Scholem-Hansen-Bordiga, dépendait du fait que l'exécutif élargi n'avait pas mis en discussion la question russe” (7).

J'ai le regret de déclarer que celui qui affirme que j'ai affirmé cela, ou bien a des oreilles et une mémoire très déficientes, ou est un menteur.

Au contraire — et le sténogramme en fait foi —, j'ai parlé après que l'intervention de Hansen eut provoqué une levée de boucliers de la majorité, j'ai déclaré : le danger de droite dans l'Internationale existe, et c'est prouvé entre autres par le fait que l'Internationale n'avait pas discuté la question russe, parce qu'*il n'était pas possible de le faire*, fait que je constatais (et c'est pourquoi je n'en réclamai pas de façon formelle la discussion), mais à partir de là j'ai le droit d'en *faire reposer la lourde respon-*

(6) Cette lettre au comité central du PCdI ne fut pas publiée dans l'organe du PCdI, *L'Unita*, entre autres parce que, selon la direction du parti, elle maintenait “une position de critique idéologique des principes et de la tactique de l'IC”.

(7) Ruth Fischer (1895-1961) : dirigeante du PC autrichien dès 1919, elle prend avec Maslow la direction du PC allemand en 1924, mais, jugée gauchiste, elle en est écartée en 1925 par la direction de l'Internationale, au profit d'Ernest Thälmann.

Arvid Hansen (1894-1966) : dirigeant du PC norvégien.

Scholem Werner (1895-1940) adhère au PC allemand avec la gauche du Parti social-démocrate indépendant en octobre 1920. Membre du bureau politique, il s'affirme partisan de l'indépendance du parti allemand à l'égard de Moscou, et donc de la direction du Comintern, et est exclu du comité central en 1925, du PC en 1926. Meurt en déportation à Buchenwald, en 1940.

La “question russe”, c'est la lutte interne dans le Parti bolchevique, marquée par la défaite de la Nouvelle Opposition de Zinoviev-Kamenev au XIV^e Congrès du Parti bolchevique, en décembre 1925, et la constitution de l'Opposition unifiée entre eux et Trotsky, proclamée le 6 mars 1926.

sabilité sur la méthode erronée que j'ai toujours combattue, méthode dont les déviations de droite, justement, montraient la fausseté.

Que cela ait été la méthode la pire pour combattre ce danger, à savoir voter des résolutions politiques générales, puis passer à l'opposition seulement quand on n'obtenait pas certaines concessions en ce qui concerne les personnes et groupes aspirant à la direction de leur parti, et quand des éléments identiques se désolidarisaient ouvertement ; et en disant cela, je me référais clairement à Fischer et compagnie. J'ajoutai aussitôt après qu'avec ce désaveu, je n'avais pas l'intention de m'associer même indirectement à la majorité, en ce que les traits négatifs et perniciose de la méthode dont Fischer a donné l'exemple sont ceux-là mêmes de la procédure enracinée comme habituelle et normale parmi nous pour notre travail interne et pour le choix des cadres de nos partis, de sorte que l'hérésie de Fischer se place sur le même plan que les conversions de nombreux anciens opposants devenus orthodoxes.

Hier, j'ai combattu avec la gauche italienne la formule du V^e Congrès : toute la faute incombe à Brandler (8) ; avec la même logique, j'ai combattu la formule actuelle tout aussi malheureuse : toute la faute est à Fischer. Je ne fais certainement pas ainsi une faveur à Brandler ou à Fischer, vis-à-vis de qui j'ai toujours gardé la même distance constante, comme le savent ceux-là mêmes qui répètent de ridicules fadaïses.

Pour rester dans le domaine du récit trafiqué et démenti par les faits, j'affirme qu'aucune entente n'a jamais été passée entre les opposants de la onzième heure cités ci-dessus et moi, et que j'ignorais ce qu'avait dit Hansen quand je suis monté à la tribune : je savais que Fischer et Scholem avaient déclaré qu'ils voteraient contre parce qu'ils l'avaient dit à la commission allemande, où je leur avais reproché la contradiction entre cette position et leur vote favorable à la thèse politique générale.

Et de toute façon, il ne s'agit même pas de déductions sur les propos tenus dans les couloirs — ce qui est précisément une partie essentielle du système de travail dont nous avons si souvent critiqué le “ca-

ractère parlementaire” ; on a simplement rapporté de façon complètement fausse ce que j'ai dit à la tribune, et contre cela je ne pouvais pas ne pas protester. De plus, toute l'explication du “changement” de position est de la fantaisie, car je n'ai en rien changé de position ; il n'est pas vrai non plus que Fischer, Scholem et compagnie en aient changé pour non-discussion de la question russe — car cette non-discussion était déjà certaine lorsqu'ils ont voté en faveur des thèses politiques ; ils en ont changé pour d'autres motifs, déjà indiqués dans leur façon lamentable de régler les problèmes de leur pays, et c'est en cela que l'on peut leur faire des reproches à eux, mais certainement pas à moi.

Quant à mon attitude sur la question russe, j'ai déjà montré comment se pose la question de la responsabilité. J'ai reconnu que l'exécutif élargi n'était pas en mesure de discuter la question russe et je n'ai donc pas avancé la demande formelle d'ouvrir cette discussion, mais j'ai dit clairement à la fin de mon premier discours qu'il fallait mettre l'Internationale en état d'intervenir directement dans les questions de la politique russe si l'on voulait remédier aux erreurs et déficiences graves que j'avais déjà dénoncées à l'occasion des positions critiques bien connues de la gauche italienne.

Cela ne m'enlevait pas le droit de déduire toutes les conséquences de cette impossibilité et de l'incapacité de discuter, dont l'une est l'existence du danger de droite qui menace l'Internationale.

Du reste, ma position était si solide que je n'ai qu'à me référer au compte rendu de la dernière séance, duquel, dans le texte de l'*Inprecor* (9), on a cru bon d'enlever tout ce qui a été dit sur la question russe, par moi d'abord et par Lominadzé et Boukharine en réponse à mon intervention, c'est-à-dire des auteurs des fameux arguments contre le

(8) La direction zinoviéviste de l'Internationale communiste affirma que l'échec de la révolution allemande en octobre 1923 était dû à Brandler, qui, chargé de toutes les responsabilités, fut donc démis de ses fonctions et remplacé par l'équipe Fischer-Maslow.

(9) L'*Inprecor* est le bulletin d'information en plusieurs langues de l'Internationale communiste.

manque de responsabilité de Bordiga. Et je ne crois pas que cette suppression ait été faite pour faire faire jouer un sale rôle de plus au même Bordiga.

Je n'ai pas "*insinué qu'il y aurait eu quelqu'un qui aurait empêché une discussion de la question russe*". J'assure que je ne me serais pas laissé empêcher de le faire par personne. Mais j'ai seulement souligné que tout le monde était d'accord pour constater une situation de fait, qui faisait que l'organe suprême de l'Internationale ne pouvait pas aborder sans graves inconvénients le débat sur les problèmes de la section russe.

Or constater cela est un premier point, le second est de soutenir qu'une telle situation ne peut être ni régulière ni tolérable, que l'on n'a pu y aboutir qu'à travers de graves erreurs et qu'il faut changer de voie pour la corriger. La si-

tuation dans laquelle les organes internationaux seraient à la hauteur de cette tâche, mais un empêchement mécanique les en empêcherait, quoi que ce soit qui pourrait ressembler à l'imbécillité bavarde des bourgeois serait pour les communistes sérieux moins déplaisant que la situation effective dans laquelle nous nous trouvons.

Quant à la discussion ou même à l'exposition de la question russe, on lui accorde en parole dans le rapport une certaine place. Nous ne sommes pas évidemment dans le thème du rapport sur l'exécutif élargi. Mais, sur un tel argument, je suis prêt à exposer mes vues dans le lieu qui s'avérera approprié, en souhaitant que ce puisse être la presse du parti.

Avec mes salutations communistes.

Amadeo Bordiga

LETTERE
A BRUNO BIBBI, PIERO CORRADI,
EUGENIO MORUZZO, MICHELANGELO
PAPPALARDI E LODOVICO ROSSI
(1925-1926)

A cura di
Fausto Bucci e Paolo Casciola



Le procès des militaires de juin 1937

(Iouri Primakov)

Le 11 juin 1937, un communiqué de presse annonce l'ouverture d'un procès à huis clos pour haute trahison contre huit des principaux chefs de l'Armée rouge : le maréchal Toukhatchevski, les généraux Feldman, Kork, Eideman, Iakir, Ouborevitch, Poutna, Primakov. Ces deux derniers avaient, en 1923, soutenu l'Opposition de gauche. Primakov l'avait soutenue jusqu'en 1928. Ces généraux finissent par avouer les "crimes" qui leur sont imputés (complot pour renverser le pouvoir soviétique en liaison avec l'état-major allemand et la Gestapo), après avoir été longuement torturés (il y a des traces de sang sur les procès-verbaux d'interrogatoire de Toukhatchevski). Leur condamnation à mort est le prélude à une gigantesque purge, qui décime une très grande partie du corps des officiers, fusillés ou déportés. Seuls, du corps des officiers supérieurs, échapperont à l'exécution ou au Goulag les deux vieux complices de Staline, Vorochilov et Boudionny, pour qui la guerre se résume, en gros, comme à l'époque de la guerre civile, en furieuses charges de cavalerie sabre au clair et qui démontreront tragiquement leur incompétence et leur nullité lors de l'invasion allemande de l'été 1941. L'article de Iouri Primakov, fils du général Primakov, propose une interprétation de ce procès.

Une auréole qui a coûté cher...

ON a beaucoup écrit sur ce procès, dont les documents ont été partiellement publiés (à l'exception des documents des archives de Staline et du bureau politique à ce sujet), et pourtant on n'a pas encore établi très clairement en quoi il était nécessaire à Staline, en quoi il était naturel, à quel point ce qui s'est produit était inévitable. Était-ce un coup préventif contre des comploteurs ou bien une étape supplémentaire de la lutte de Staline contre les peuples de l'URSS, indispensable pour le renforcement de son pouvoir personnel ?

Pourquoi Staline prit-il cette décision au moment même où le surarmement de l'Allemagne devenait un fait établi et où les plans que Hitler avait exprimés dans *Mein Kampf* se réalisaient rapidement dans la vie (et le plus important de ces plans était la liquidation de l'URSS et l'extermination totale du bolchevisme), au moment où l'armée japonaise s'était emparée de la Mandchourie et s'installait sur la frontière sino-soviétique, alors que les pays occidentaux ne se pressaient pas d'abandonner leur politique d'isolement de l'URSS ? Du point de vue d'un homme normal, cette décision était une folie, mais on ne peut juger les Grands Souverains à l'aune normale (je rappelle que les héros préférés de Staline étaient des autocrates du type d'Ivan le Terrible).

Le mythe du Grand Autocrate

En passant du siège de secrétaire général au trône d'autocrate, Staline devait

naturellement observer les règles du jeu établies précisément pour les autocrates. Le mythe du Grand Autocrate se compose de quelques ingrédients, dont chacun est, selon la tradition, obligatoire.

L'Autocrate doit être sage et cultivé. Staline était un spécialiste universel dans tous les domaines de la connaissance, sans exception. Chacune de ses brochures, de ses remarques, chacun de ses articles représentaient un apport très précieux dans la science à laquelle il avait accordé son regard miséricordieux.

"Lénine, dit-il dans sa réponse à Razine, *comprendait faiblement, comme on sait, la science militaire*", mais Staline n'avait dans ce domaine aucun problème. Dans d'autres circonstances, cela aurait fourni un bon sujet de comédie, mais, malheureusement, les conséquences de son "universalisme" se manifestent aujourd'hui encore. Notre agriculture ne peut se redresser après la liquidation de Vavilov (1) et de son école, la cybernétique ne peut atteindre le niveau qu'elle connaît dans les anciens pays coloniaux, la philosophie se balance entre la religion et le marxisme, l'armée a montré la portée actuelle des traditions staliniennes en Afghanistan et en Tchétchénie.

L'Autocrate doit être un sage législateur. Staline s'attribua les travaux de la

Notes de la rédaction :

(1) Vavilov : grand biologiste, arrêté en 1940, inculpé de complot monarcho-trotskyiste, mort en camp en 1943 ; ses disciples furent liquidés à la suite de la campagne ouverte par le charlatan Trofime Lyssenko, en 1948, avec le soutien de Staline.

commission Radek sur l'élaboration d'une nouvelle Constitution (2) et cette dernière porta le nom de "stalinienne".

L'Autocrate doit être un grand constructeur, et tous les chantiers dans le pays portèrent le nom de "staliniens". Simple, mais efficace.

L'Autocrate doit être l'instructeur de son peuple, et tous les écrits de Staline devinrent objet d'études obligatoires dans les écoles et les instituts ; ils firent partie des programmes.

L'Autocrate doit être le Chef tout-puissant, et tout l'appareil du parti qui dirige la vie du pays et la contrôle remplit tous ses désirs. Les membres du parti suspects ou indésirables sont soit exclus honteusement, soit déportés dans des camps, soit fusillés. Tous ceux qui ont fait la révolution ou qui ont combattu pour elle dans la guerre civile étaient suspects et peu sûrs, car ils connaissaient trop bien l'histoire, et ceux qui croyaient naïvement que leur ancien camarade Koba et le maître actuel étaient une seule et même personne payèrent leur erreur de leur sang. On les dressait l'un contre l'autre, puis on les jugeait pour divers péchés politiques, et d'abord pour contacts avec Trotsky (et qui n'en avait pas eu au cours de la révolution et de la guerre civile ?). C'est ainsi que se constitua le fondement de l'unité du parti et de sa totale subordination au Guide.

Cependant, pour un véritable autocrate, la partie la plus importante du mythe est celle qui touche le Grand Guerrier. Elle est plus importante à elle seule que toutes les autres réunies. Dans un pays qui avait connu deux guerres perdues par le tsar (3) et une guerre civile victorieuse, cet emploi revêtait une importance toute particulière. Le peuple aimait l'Armée rouge, il en était fier, il se rappelait et il connaissait ses héros. Mais par malheur, Staline n'était pas militaire. Il n'avait pas fait son service militaire (4), il n'avait jamais commandé au combat, ses actions sur les fronts s'étaient conclues soit par des échecs, soit par de modestes succès. Il n'avait écrit aucun travail sérieux sur des thèmes militaires et ne comprenait pas grand-chose à la technique militaire. Par rapport à son principal concurrent et à son antipode,

Trotsky, Staline, sur le plan militaire, n'était vraiment pas présentable. Et on le savait parfaitement tant dans l'armée que dans le peuple.

Les vains efforts et les écrits de ses suppôts et de ses lèche-bottes, parmi lesquels son protégé, Vorochilov, occupait une place de choix, suscitaient doutes et moqueries. Ni son habit à demi militaire ni ses bottes hautes n'y changeaient rien. L'autocrate privé de l'auréole de la gloire militaire a une allure peu convaincante, il lui manque un élément très important, dont l'absence frapperait de nullité tous ses efforts pour liquider les vieux spécialistes, les cadres militaires, les cadres du parti, et des années d'intrigues et de combinaisons. Or il n'était déjà plus très jeune. Il lui était impossible de perdre du temps, de risquer de perdre ce qui avait été obtenu.

Il ne suffisait pas d'avoir un appareil du parti pleinement docile, le NKVD, les syndicats, etc., il lui fallait une armée absolument docile, soumise, pour écraser les révoltes et les désordres possibles. L'expérience de la lutte contre les insurrections paysannes, contre la révolte de Cronstadt montrait que de telles tâches ne peuvent être résolues sans armée.

Le pouvoir absolu sur l'armée

Ainsi, la lutte pour obtenir le pouvoir absolu sur l'armée était indispensable pour les raisons suivantes :

1. — Après l'appareil du parti, l'armée était la structure la plus forte, la mieux organisée dans le pays, avec sa propre hiérarchie et une forte discipline.

2. — Après ses victoires indiscutables dans la guerre civile, l'armée était aimée et respectée par le peuple ; elle était la force qui avait défendu le pays contre l'intervention étrangère et les

(2) Il s'agit de la Constitution de l'URSS promulguée en décembre 1936.

(3) La guerre contre le Japon, en 1904-1905, et la Première Guerre mondiale.

(4) Staline fut réformé pour malformation du bras gauche.

troubles internes, elle avait garanti l'intégrité territoriale du pays et sa sécurité. Des millions de gens avaient servi dans l'armée ; elle unissait les peuples d'un pays multinational, elle contribuait à une meilleure connaissance mutuelle. Dans l'armée, les gens réalisaient une œuvre commune, compréhensible à tous.

3. — Dans le pays, on nourrissait en permanence la peur et la défiance vis-à-vis des voisins ; l'attente d'une nouvelle guerre, liée à des provocations à la frontière et à l'isolement politique du pays, était générale.

Le chef de l'armée, Vorochilov, figurait constamment sur les photographies et les portraits aux côtés de Staline, ce qui suggérait l'idée que le guide et l'armée étaient unis.

4. — Le régime stalinien organisait systématiquement des répressions massives, à l'instar de la dékoulakisation ; il lui fallait une armée de réserve sûre pour les mener à bien.

5. — Pour figurer en bonne place dans l'histoire du pays du début du siècle, il fallait non seulement avoir la réputation d'être un bolchevik enflammé, un proche ami et compagnon de Lénine, il fallait aussi passer pour un homme de guerre, pour un héros de la guerre civile, ce que l'armée devait elle-même confirmer.

6. — La promotion de Vorochilov au poste de commissaire du peuple à la Défense exigeait l'agrément de l'armée, qui connaissait Klim Vorochilov seulement comme commandant d'un détachement, puis comme commissaire près de Boudionny. Personne ne connaissait Vorochilov comme capitaine, comme chef de guerre, comme théoricien.

7. — Le fondateur de l'Armée rouge et le coauteur de ses victoires avait indiscutablement été Léon Trotsky, l'antagoniste et le rival de Staline. La liquidation de son influence, de son souvenir, était d'abord nécessaire pour préserver l'Autocrate et le mythe qui le représentait comme fondateur de l'Armée rouge et comme stratège.

8. — La militarisation de l'économie et de toute la société n'avait de sens que si l'armée était transformée en un instrument absolument sûr et irréprochable entre les mains du dirigeant.

9. — Le commandement de l'armée comprenait un trop grand nombre de gens qui avaient participé à la guerre civile, qui connaissaient et se rappelaient les erreurs et les crimes de Staline, ce qui gâtait l'image du héros nouvellement formée.

10. — Staline n'avait pas de formation sérieuse, en particulier sur le plan militaire ; son expérience du combat était celle d'un terroriste, d'un expropriateur (5) et d'un commandant temporaire sur divers secteurs du front, où il n'avait ni la responsabilité des hommes ni celle de l'arrêt d'une opération, comme l'avait rappelé l'arrêt de l'offensive de Toukhatchevski sur Varsovie. La réorganisation de l'armée, son réarmement plaçaient Staline dans une position difficile. Il lui était beaucoup plus simple d'avoir affaire avec le routinier Vorochilov qu'avec des réformateurs du type de Toukhatchevski, Iakir, Eideman et autres.

11. — Le renouvellement de la composition de l'armée et du parti lui donna la possibilité de promouvoir des gens qui lui étaient personnellement débiteurs de leur élévation et seraient donc plus dépendants de lui.

12. — La thèse inventée par lui de l'aggravation de la lutte de classes au fur et à mesure de la marche au socialisme permettait de mettre beaucoup de choses sur le compte de cette "aggravation", de créer à l'intérieur du pays une atmosphère de peur, de défiance à l'égard de l'entourage de chacun (n'importe qui pouvait, dans ce processus "d'exacerbation de la lutte des classes", se retrouver de l'autre côté de la barricade).

Staline déclencha donc la lutte pour le pouvoir absolu sur l'armée. Ou, plus exactement, il continua l'entreprise commencée sur les fronts de la guerre civile. Déjà, à Tsaritsyne, il commença à mettre à l'écart les vieux officiers de l'armée russe qui servaient chez les rouges ; cette politique suscita l'accord total du futur

(5) Lors du reflux de la révolution de 1905, Staline prit une part, d'ailleurs difficile à mesurer et à prouver, aux attaques de banques et du trésor public dites "expropriations", pour renflouer les caisses du parti.

commissaire du peuple à la Défense, Vorochilov, et l'indignation de Lénine et de Trotsky, qui comprenaient la nécessité d'utiliser les connaissances de cadres expérimentés à la guerre.

La lutte engagée alors contre Lénine et Trotsky, qui s'efforçaient d'éliminer les pires traits et traditions de la guerre de partisans et de transformer les troupes rouges en une armée contemporaine, fut alors considérée comme une bizarrerie, une expression de l'emportement propre aux Caucasiens et d'un révolutionnarisme extrême.

L'idée ne vint pas aux naïfs chefs de la révolution que Staline façonnait déjà un entourage adéquat, où tout dépend de la volonté et des caprices du chef et où rien ne peut être contrôlé par personne. Vorochilov et Boudionny jugèrent mieux que personne la situation en 1919 : ils firent cadeau au futur chef d'un sabre orné d'une touchante inscription.

Cette perspicacité se justifia pleinement. Dans une étude sur l'affaire de la prétendue *"organisation militaire trotskyste antisoviétique dans l'Armée rouge"*, on peut lire les lignes suivantes :

"Les répressions avaient auparavant déjà plus d'une fois ébranlé l'Armée rouge, mais jusqu'alors, elles n'avaient pas touché des chefs militaires d'un si haut rang. Au milieu des années 1920, avait été effectuée une purge du corps des officiers et des instructeurs politiques soupçonnés de sympathie à l'égard de l'opposition trotskyste."

Quelques années plus tard, à la fin des années 1920 et au début des années 1930, de nouvelles purges nettoyaient l'Armée rouge des anciens officiers de la vieille armée. Et là, l'affaire ne se limita pas au renvoi dans le civil. Des accusations trafiquées permirent de monter un complot d'anciens officiers. Ces affaires aboutirent à la condamnation de plus de 3 000 commandants de l'Armée rouge."

Ces commandants, qui avaient une grande expérience de la conduite de combats défensifs, auraient été tout à fait nécessaires en 1941, mais *"le plus grand capitaine de tous les temps et de tous les peuples"* en avait à temps débarrassé l'armée, condamnant ainsi cette dernière à la défaite et à de lourdes pertes.

Qui fut donc arrêté en 1936 pour préparer l'écrasement futur de l'armée ? L'un des premiers arrêtés fut V. M. Primakov, le 14 août 1936. Ce n'était pas la première fois dans sa vie. Il avait déjà été arrêté à l'automne 1915, à l'âge de 17 ans, parce qu'il collait des tracts imprimés par ses soins contre la guerre et contre les outrages infligés aux soldats dans les casernes et sur le front. Le tribunal tsariste le condamna alors à l'exil à vie en Sibérie, où il fut envoyé avec les fers aux pieds, tout au long du transfert.

Il ne pouvait plus, en 1936, s'en tirer aussi légèrement. Il était membre du parti depuis 1914, participant de la prise du Palais d'Hiver, membre du Comité exécutif central des soviets, organisateur et commandant de la cavalerie cosaque rouge, qui, pendant les années de la guerre civile, passa du rang de régiment de cosaques au rang de corps d'armée cosaque et accomplit 14 raids sur les arrières de l'ennemi.

Il fut accusé d'avoir rencontré Trotsky exilé, alors qu'il se rendait en Afghanistan en 1928. Primakov répondit qu'il n'avait pu le faire, puisqu'il s'était rendu en Afghanistan par avion, par vol direct, pour y remplir des instructions spéciales, et qu'il ne pouvait au cours de son voyage entrer en contact avec personne. Ces réponses ne convainquirent pas les enquêteurs. Il fut roué de coups, torturé jusqu'en juin 1937. Primakov avait bien été membre de l'opposition trotskyste jusqu'en 1928, mais ce n'était pas un crime de droit commun ! Dans sa naïveté, il pensait que la lettre détaillée qu'il avait écrite sur les conséquences inévitables de l'écrasement de l'armée empêcherait Staline de réaliser son plan.

Les autres victimes de "l'affaire Toukhatchevski" furent elles aussi soumises aux tortures, aux coups et au chantage. Ils étaient coupables d'avoir tenté de renforcer le potentiel défensif du pays malgré la politique de Staline et de Vorochilov ; ils étaient coupables d'avoir confiance dans le peuple et d'avoir formé des commandants de groupes de partisans, des saboteurs, des spécialistes radio pour un développement immédiat de la guerre de partisans sur les arrières de l'ennemi, au cas où il pénétrerait sur

notre territoire. Ils ne pouvaient pas imaginer que l'une des premières décisions de Staline au début de la guerre serait l'ordre à la population de remettre immédiatement toutes les armes (y compris les armes de chasse) et tous les postes de radio aux postes de police. Staline craignait le peuple en armes, il lui fallait un peuple soumis, sans initiative ni réflexion.

Les perfectionnements audacieux introduits sous la direction de Toukhatchevski, Ouborevitch, Eideman, Kork et Primakov rendaient plus difficile la direction de la guerre par les moyens primitifs de l'époque de la Première Guerre mondiale, qui lui étaient compréhensibles.

Staline dirigea personnellement l'instruction de l'affaire et ordonna de torturer et de frapper les accusés. Tout le procès des militaires fut mis en scène par lui et réalisé selon son scénario. Dans son rapport au commissariat du peuple à la Défense, le 2 juin 1937, Staline cita la liste des huit chefs militaires arrêtés et ajouta négligemment que, outre ces huit-là, il avait encore une liste de 300 à 400 individus en train de rédiger leurs dépositions, et dont l'arrestation était imminente. Il raconta aux chefs de l'Armée rouge et aux membres du bureau politique, estomaqués :

"Il y a une espionne expérimentée en Allemagne, à Berlin, Josefina Genzi. Quand vous aurez la possibilité, peut-être, d'aller à Berlin, peut-être l'un de vous la rencontrera-t-il. C'est une belle femme. Une espionne de longue date. Elle a contribué au recrutement de Toukhatchevski. Elle tient en mains Roudzoutak (6). Josefina Guenzi est une espionne très expérimentée."

Un tel délire ne pourrait que faire sourire, s'il ne signifiait pas la condamnation à mort de huit officiers supérieurs de l'Armée rouge, qui allaient être suivis, selon l'aveu de Vorochilov, de 47 000 officiers. Par bonheur, tous ne seraient pas liquidés et d'anciens détenus des camps, Rokossovski, Gorbatov, Meretzkov et bien d'autres pourront participer à la Deuxième Guerre mondiale et concourir à l'écrasement des Etats fascistes. Aucun de ceux qui avaient connu

les tortures et les camps staliniens ne trahit et ne chercha à se venger de ses offenses.

Mais peut-être y eut-il quand même effectivement dans l'armée un complot, et peut-être les décisions de Staline sauvèrent-elles le pays d'un effroyable malheur, et peut-être la trahison de tout le haut commandement n'est-elle pas une plaisanterie ? Un tel complot put-il avoir lieu ?

Les documents de l'instruction montrent que les chefs militaires étaient mécontents et soucieux de ce que la collectivisation forcée envoyait à l'armée des contingents d'appelés démoralisés et irrités, de la détérioration de l'approvisionnement de l'armée en produits et de la dégradation de la qualité de ces produits. Staline et son entourage ne pouvaient pas ne pas percevoir l'irritation suscitée par la promotion incompréhensible de Vorochilov, les retouches constamment apportées à l'histoire, le ralentissement des rythmes du réarmement et de l'adoption de nouvelles théories et de nouveaux perfectionnements. Cette réaction se refléta dans le vote des délégués militaires au XVII^e Congrès du parti en janvier 1934 (6), mais il ne put y avoir de complot pour les raisons suivantes :

Les impossibilités d'un complot

1. — Le refus de Kirov d'utiliser les résultats du vote au congrès pour occuper le poste suprême dans le parti privait le parti, et entre autres les militaires, de la possibilité d'un choix. Staline apparaissait d'un coup sans concurrent. Après les purges et la campagne de discrédit public organisée, il n'y avait plus d'autre leader potentiel, et il était impossible d'en faire surgir un dans un bref laps de temps et de le convaincre d'entrer en lutte contre Staline.

(6) Au congrès de janvier 1934, il est à peu près certain — malgré la destruction des bulletins de vote et la liquidation physique de la quasi-totalité des membres de la commission de dépouillement des votes — que 292 voix se sont portées contre Staline, élu en dernier au comité central, pour lequel, par bonheur pour lui, il y avait autant de places que de candidats.

2. — Le meurtre de Kirov et la vague de terreur qui s'ensuivit démontra que Staline était prêt à se battre pour le pouvoir par tous les moyens. On ne pouvait trouver dans le pays un homme capable de s'opposer à lui, possédant les mêmes qualités de combattant, de telles capacités organisationnelles et disposant d'un tel appareil de propagande.

3. — L'hystérie qui accompagna les procès de Moscou, le système de surveillance et de dénonciation totales excluaient la possibilité de créer des groupes clandestins autour d'un tel leader et de former des groupes de combattants capables d'agir pour la rénovation du pays.

Il aurait été tout aussi difficile, dans les conditions de la clandestinité, d'élaborer un programme politique et économique, qu'ils pourraient opposer à ce que faisaient Staline et son entourage.

4. — Le conformisme et l'abattement du peuple, son isolement politique et informatif du monde extérieur, la difficulté de recevoir des renseignements dignes de foi sur n'importe quel événement condamnaient de potentiels conspirateurs à l'absence de soutien organisé du côté des masses populaires.

5. — Tous les liens avec les organisations étrangères et les individus sympathisants avec la cause de la construction du socialisme en URSS étaient entièrement contrôlés par les services du parti, par le NKVD, par le Comintern, etc. Les comploteurs n'auraient pu compter sur le soutien même d'une partie de l'opinion publique à l'étranger, les militants progressistes de l'Occident, soumis à la puissante propagande soviétique, ne connaissant pas assez bien les conditions de vie dans le pays ; de plus, séduits par l'image de Staline présenté comme un combattant conséquent et décidé contre la menace sans cesse grandissante du fascisme, ils ne les auraient probablement pas compris.

6. — Les militaires connaissaient parfaitement la situation dans le monde (beaucoup avaient été envoyés en mission en Allemagne et dans d'autres pays) comme dans le pays et dans l'armée, et ils ne pouvaient affaiblir le pays en y suscitant des troubles intérieurs.

7. — Il était difficile de compter sur le soutien des soldats du rang, car ceux qui connaissaient les généraux du temps de la guerre civile avaient été démobilisés et les "comploteurs" servaient, en règle générale, dans des endroits éloignés de ceux où ils s'étaient illustrés pendant la guerre civile.

8. — En cas de succès, des comploteurs se seraient heurtés à la vive résistance d'un grand groupe de promus staliens, menacés de perdre beaucoup en cas de changement de pouvoir.

9. — Le principal obstacle à un complot visant à tuer et à renverser Staline et son groupe était la barrière morale intangible qui interdisait de lever la main sur les siens. Cette barrière interdisait de considérer ses camarades de parti et de la guerre civile comme ses ennemis. Les militaires pouvaient critiquer la direction à huis clos, en cercle fermé, mais ils défendaient vigoureusement leurs dirigeants face aux sans-parti, à tous ceux qui avaient quitté le parti et en avaient été exclus. C'est pourquoi, lors de leur arrestation, ces gens fort bien armés et qui avaient plusieurs fois affronté la mort n'opposèrent aucune résistance.

Staline, lui, n'avait pas ce genre de complexe et savait bien que la fin justifie toujours les moyens, et la fin était l'essentiel : s'affermir solidement sur le trône de Moscou, devenir un Autocrate de fait disposant d'un pouvoir absolu, libre d'agir à sa guise et sans le moindre contrôle, comme aucun tsar et aucun chah n'en avait jamais rêvé.

En fait, Staline n'avait jamais rien eu à craindre. L'Okhrana le protégeait lors de ses évasions de ses lieux d'exil, il ne se montrait pas au cours des événements révolutionnaires, il ne se trimbait pas dans les trains sur les lignes de front, il était protégé par ceux dont il était l'unique garantie de leur impunité, de leur prospérité et de leur réussite.

La seule force qui aurait pu lui opposer une résistance était l'armée, et il la détruisit. Que cela ait signifié un renforcement incroyable d'Hitler et rendu inéluctable la réalisation de ses plans, c'est-à-dire la guerre mondiale, n'avait aucune importance. Il obtint alors l'essentiel. Sa situation sur le trône était affermie, le jeu

de la démocratie dans le parti était liquidé à jamais.

Quels furent les résultats du procès de 1937, le seul procès publiquement annoncé de ces huit militaires, sur 47 000 réprimés ? Staline obtint-il ce qu'il voulait ? Les exigences élémentaires de l'Autocrate furent-elles satisfaites ?

Oui. Il renforça son pouvoir absolu et régna sans tempêtes ni secousses jusqu'à sa mort. Je veux parler de tempêtes et de secousses internes, de la lutte pour le pouvoir et de la légitimité de sa couronne. Sur ce plan, tout était en ordre. Le but essentiel avait été atteint. Sa grandeur comme capitaine était attestée par les millions de médailles embellies par son profil, par des milliers de livres, de tableaux, de statues. Nombre d'entre eux ont bien entendu été détruits, mais il en est resté assez pour les futurs archéologues et les amoureux de légendes et de

mythes. L'auréole de Grand Capitaine, si nécessaire à Staline, a coûté des dizaines de millions de cadavres : sans les exécutions de 1937, il n'y aurait pas eu le pacte de 1939 ni la guerre qui a éclaté deux semaines après l'accord signé avec notre pire ennemi. Ce n'est pas un hasard si, dans le calendrier, deux dates se tiennent rapprochées : le 12 juin, date de l'exécution des chefs de l'Armée rouge, et le 22 juin, date où l'ennemi, utilisant la liquidation du haut commandement, a envahi l'URSS, menaçant l'existence même des peuples de notre pays et soumettant tous les peuples de la terre aux pires épreuves.

Le 16 juin 1998

N. B. : les sous-titres sont de la rédaction.



La sentence du Tribunal suprême est mise à exécution

Moscou, 14 juin.

Le 12 juin, la sentence de la session spéciale du Tribunal suprême de l'U. R. S. S. frappant les accusés Toukhatchevski, Iakir, Ouborévitch, Kork, Erdemann, Feldmann, Primakoy et Poutna, de la peine suprême -- condamnation à être passés par les armes -- a été exécutée.

Le C.C. du P.C. d'Italie approuve le verdict contre les traîtres

Les communistes italiens s'unissent à tout le peuple de l'U.R.S.S. dans son indignation contre le traître Toukhatchevski et ses complices, qui ont tenté de poignarder dans le dos la patrie socialiste des travailleurs du monde entier, ils s'unissent à lui pour applaudir la justice populaire soviétique qui a frappé inexorablement les criminels qui, liés à Hitler et à Trotski, ont poussé leur rebutant cynisme jusqu'à vouloir provoquer les horreurs d'une nouvelle conflagration mondiale et la défaite de l'Union soviétique, puissant rempart de la paix, du progrès et du socialisme.

Les communistes italiens trouvent dans la vigilance avec laquelle le parti bolchévique et son grand chef, le camarade Staline, ont mis fin aux menées criminelles des ennemis du peuple, un stimulant à renforcer, dans leurs propres rangs, la vigilance révolutionnaire contre toutes les infiltrations fascistes et trotskistes et ils s'engagent à multiplier leurs propres efforts et à améliorer leur action pour combattre avec une efficacité toujours plus grande, sur tous les terrains, le fascisme assassin et son avant-garde trotskiste et bordighiste qui, en Italie comme en Espagne, comme en U.R.S.S. et comme partout, se sert de toutes les armes les plus honteuses, de tous les moyens les plus ignobles, pour tenter de maintenir ou de restaurer la domination des magnats du capital, pour affamer et opprimer le peuple, pour égorger ses meilleurs fils et pour semer dans le monde les horreurs et les ruines.

Le 12 juin 1937.

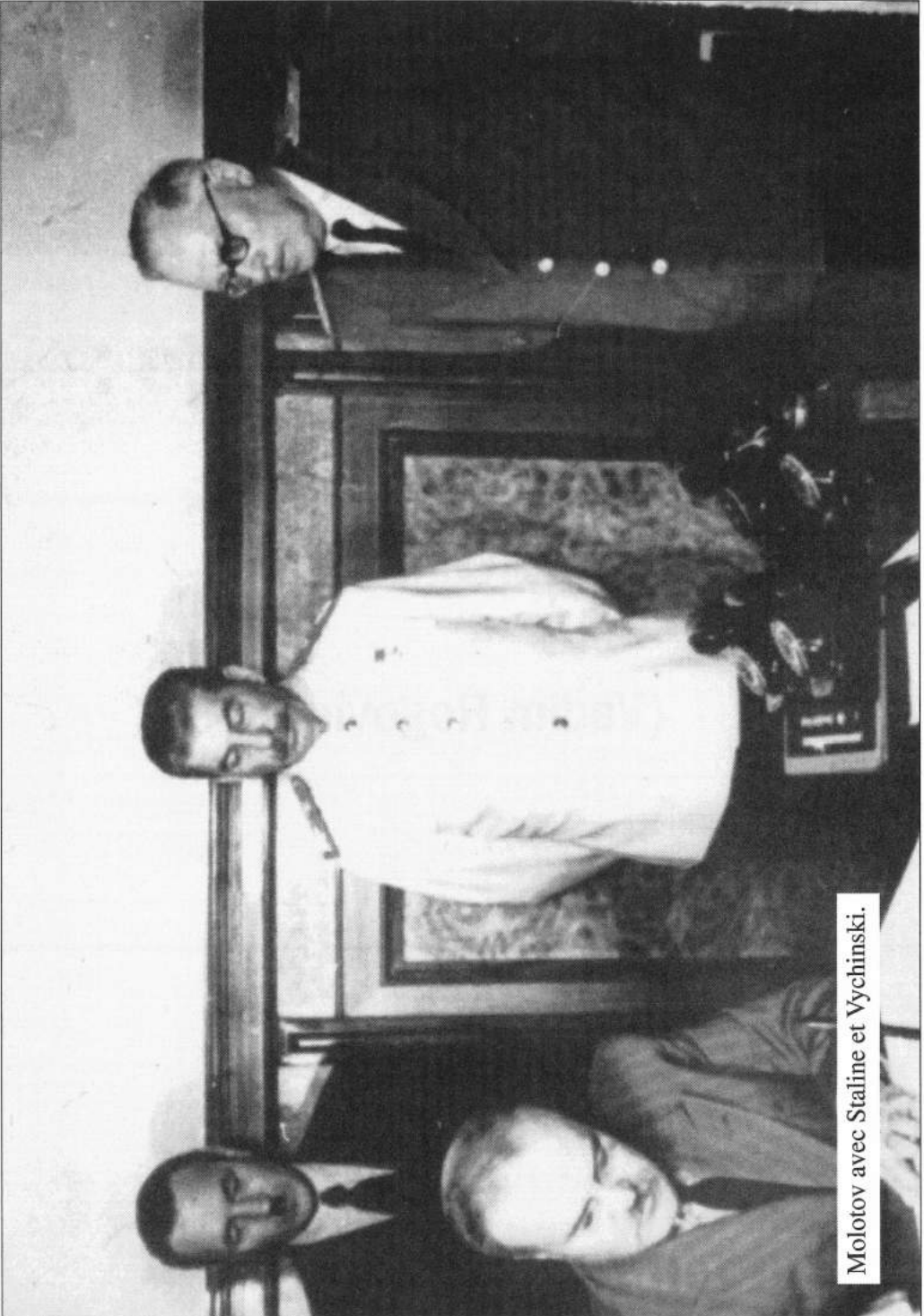
LE C.C. DU P.C. ITALIEN.

Le 12 juin 1937, le comité central du PC italien approuve la condamnation à mort des huit principaux chefs de l'Armée rouge. Le même jour, la sentence est exécutée...

L'entourage de Staline à l'époque de la grande purge :

1. Molotov

(Vadim Rogovine)



Molotov avec Staline et Vychinski.

Molotov : le premier adjoint de Staline dans la grande purge

APRÈS avoir subi une courte période de disgrâce auprès de Staline en 1936 (ce dont témoigne l'absence de son nom dans la liste des dirigeants contre lesquels les accusés du premier procès de Moscou étaient censés avoir préparé des attentats), Molotov redevint rapidement le bras droit de Staline, son homme de confiance le plus proche et son premier adjoint dans la réalisation de la grande purge.

Dans de nombreux cas, Staline se tournait vers Molotov pour un "conseil" sur la façon de réagir à telle ou telle dénonciation. Il transmet par exemple à Molotov une déclaration où le vieux-bolchevik Lomov, membre du comité central de 1917, était seulement accusé d'avoir eu des rapports personnels avec Boukharine et Rykov. Après avoir lu la note que Staline y avait porté : "Au cam. Molotov. Quelle attitude adopter ?", Molotov ajouta sa propre annotation : "Pour arrêter immédiatement cette ordure de Lomov" (1).

Fusiller

Khrouchtchev, dans ses *Mémoires*, évoque une note de Iejov proposant de chasser de Moscou quelques femmes d' "ennemis du peuple". Sur cette note, Molotov ajouta en face d'un nom de famille : "Fusiller" (2). Ce fait fut rappor-

té dans le rapport présenté par Souslov au plénum du comité central du PCUS de février 1964. Souslov y rappelait que Molotov avait remplacé la condamnation de la femme d'un important dirigeant du parti à dix ans de prison par la peine capitale (3).

Dix ans plus tard, Molotov donna de sa décision (qualifiée par lui de "militaire") l'explication suivante :

"Il y a bien eu un tel incident. On avait décidé de me communiquer la liste et je l'ai amendée. J'y ai ajouté un amendement.

— Et de quelle femme s'agissait-il ? Qui était-ce ?

— Cela n'a pas d'importance.

— Pourquoi étendre la répression aux épouses, aux enfants ?

— Qu'est-ce que ça signifie, pourquoi ? Il fallait bien, dans une certaine mesure, les isoler. Et alors, bien entendu, ils auraient répandu toutes sortes de plaintes (4)."

C'est par ce genre d'arguments que Molotov prétendit fonder la légitimité des crimes les plus monstrueux du régime stalinien, auxquels il prit une part active.

(1) XXII^e Congrès du PCUS, tome II, p. 404.

(2) *Voprossy Istorii* (Questions d'histoire), 1992, n° 2-3, p. 82.

(3) Plénum du comité central du PCUS des 10-15 février 1964, compte rendu sténographique, Moscou, 1964, p. 548.

(4) Tchouïev, *140 conversations avec Molotov*, Moscou, p. 415.

Selon Tchouïev, la question des répressions stalinienne fut soulevée presque à chacune de leurs rencontres. Molotov, loin d'esquiver la question, évoquait au contraire en détail les motifs pour lesquels tel ou tel dirigeant du parti avait été réprimé. Ces récits soulignent l'insouciance avec laquelle Staline et ses acolytes décidaient de liquider leurs récents collaborateurs. Ainsi, Molotov se rappelle que, lors d'un plénum du comité central, il cita les aveux de Roukhimovitch sur son activité de sabotage, et pourtant, dit-il, "je le connaissais personnellement très bien, et c'était un très brave type (...). Il est possible que les dépositions aient été inventées, mais tous n'allaient pas jusqu'à s'avouer coupables. Roudzoutak ne s'est en rien reconnu (coupable). On l'a fusillé (5)."

Quant à Roudzoutak, qui raconta à Molotov lors d'une confrontation la manière dont on l'avait torturé dans les geôles du NKVD, voici la façon dont Molotov évoque sa faute :

"Je pense qu'il n'était pas un membre conscient (du complot, V. R.). C'était un ancien bagnard, il avait été au bagné pendant quatre ans (sous Nicolas II, NDLR). Mais à la fin de sa vie, quand il était mon adjoint, j'avais l'impression qu'il se dorlotait (...). Cette petite propension au repos et à des occupations liées au repos (...). Il aimait la vie petite-bourgeoise, rester assis à table, manger un morceau avec des amis, être en compagnie, c'était un assez bon compagnon (...). Il est difficile de dire ce qui l'a grillé, mais je pense que ce qui l'a fait tomber; c'est la compagnie avec qui il vivait, où il y avait des raclures sans parti (6)."

Ce fatras de phrases creuses ne permet pas de comprendre pourquoi la "propension de Roudzoutak au repos" méritait d'être sanctionnée par l'arrestation et la peine capitale.

Les pages à mon sens les plus frappantes dans le livre de Tchouïev sont sans doute celles où il raconte le sort d'Arossev, son vieux camarade de clandestinité, dont Molotov garda les lettres toute sa vie (deux de ces lettres amicales sont reproduites dans le livre). Tout en évoquant Arossev avec une indiscutable

chaleur, voici la façon dont il explique son arrestation et sa mort :

"Il a disparu en 1937. Un homme absolument fidèle. Avec apparemment des fréquentations douteuses. Impossible de l'impliquer dans des entreprises antisoviétiques. Mais ses relations... La révolution est une chose difficile.

— *Vous ne saviez pas ce qui lui était arrivé ?*

— *Bien sûr que je savais !*

— *Il n'était pas possible de le tirer d'affaire ?*

— *Impossible.*

— *Pourquoi donc ?*

— *A cause de ses aveux. Vous me voyez proposant de conduire des interrogatoires ? Impossible !*

— *Mais quelle était la faute d'Arossev ?*

— *Il n'a pu être coupable que d'une chose : avoir lâché en présence de quelqu'un une phrase libérale (7)."*

"On a arrêté tout mon appareil"

Comme tous les autres proches compagnons de Staline, Molotov vit arrêter presque tous ses adjoints et collaborateurs. Il rappela qu'on leur extorquait des dépositions contre lui. Dans les années 1970, il raconta à Tchouïev :

"On a arrêté mon premier secrétaire, on a arrêté mon deuxième secrétaire. Je vois tout autour de moi.

— *Et on écrit sur vous, on a fait des rapports sur vous.*

— *Et comment ! Mais on ne me le disait pas !*

— *Et Staline n'acceptait pas ça ?*

— *Comment, il n'acceptait pas ça ? On a arrêté mon premier secrétaire. Un Ukrainien. Un ancien ouvrier... Manifestement, on a fait sur lui une forte pression, il n'a rien voulu dire et il s'est jeté dans la cage d'ascenseur du NKVD. Et on a arrêté tout mon appareil" (8).*

(5) *Ibid.*, p. 410.

(6) *Ibid.*, pp. 410-411.

(7) *Ibid.*, pp. 422-423.

(8) *Ibid.*, pp. 414-415.

Après la mort de Staline, Molotov, comme Kaganovitch, se révéla un homme politique de second ordre. A la différence de Khrouchtchev, Malenkov et même Beria, ils s'avèrent tous deux incapables d'avancer la moindre idée réformatrice sérieuse. Molotov n'en mit que plus d'acharnement à s'opposer à toute tentative de découronner Staline et de jeter la lumière sur ses crimes les plus graves.

En 1955, Molotov fut nommé président de la commission chargée du réexamen des procès publics et du procès à huis clos des militaires (9). A cette fonction, il fit tout ce qu'il put pour empêcher la réhabilitation des condamnés. Il s'opposa même par tous les moyens au retour d'exil des parents d'anciens opposants importants. Ainsi, en 1954, la veuve de Tanski, E. M. Efremova, adressa au comité central une demande de réhabilitation. Au comité central, on la reçut chaleureusement, on lui promit de la réintégrer dans le parti et de lui fournir un appartement à Moscou, et on lui remit un bon de séjour dans un sanatorium. A son retour du sanatorium, elle apprit que Molotov s'était arrangé pour la renvoyer en exil. Lorsque Khrouchtchev l'apprit, il envoya un télégramme à Efremova pour lui annoncer sa réintégration dans le parti et l'autorisation de revenir à Moscou. Mais le télégramme arriva trop tard : le cœur d'Efremova n'avait pas supporté le coup que lui avait porté Molotov (10).

Lors du plénum du comité central de juin 1957, où furent rendus publics les documents sur l'activité déployée par Molotov dans la Grande Terreur, Molotov ne put faire autrement que de reconnaître ses "erreurs", selon le terme qu'il utilisait pour désigner les crimes de la clique stalinienne :

"Je ne peux rejeter la responsabilité et je n'ai jamais rejeté ma responsabilité politique pour les erreurs et les fautes qui ont été condamnées par le parti, déclara-t-il. J'en porte la responsabilité, comme les autres membres du bureau politique (11)."

Pour se justifier, Molotov rappela son rapport sur le vingtième anniversaire de la révolution d'Octobre, où il avait avan-

cé la thèse de l'unité morale et politique du peuple soviétique. A l'en croire, ce slogan visait à *"passer à une méthode morale, à passer aux méthodes de la conviction"* (12). En réalité, la formule inventée par Molotov paraissait particulièrement sacrilège pendant les années de la Grande Terreur. Molotov passe sous silence le fait que cette thèse était formulée dans un contexte où elle devait aider à accroître encore l'exaltation de Staline :

"L'unité morale et politique du peuple dans notre pays a son incarnation vivante, déclara-t-il. Nous avons un nom, qui est devenu le symbole de la victoire du socialisme. Ce nom est en même temps le symbole de l'unité morale et politique du peuple soviétique. Vous le savez, ce nom, c'est Staline (13)."

"M'exclure du parti ?"

Après son exclusion du parti, Molotov ne cessa pendant deux décennies d'adresser au comité central et aux congrès du parti des demandes de réintégration, où il défendait invariablement la politique de terreur de masse. Jusqu'à sa mort, il ne proféra pas un mot indiquant un remords de conscience pour sa participation aux crimes de Staline. Il affirmait que la politique de terreur *"était la seule qui pouvait sauver le peuple, la révolution, et la seule qui correspondait au léninisme et à ses principes fondamentaux"* (14), il répétait inlassablement qu'il était prêt à en assumer la responsabilité, ce à quoi il ne fut jamais appelé, à la seule exception de son exclusion du parti, châtement sans proportion avec sa faute. Et pourtant, ce châtement lui-même parut à Molotov excessivement sévère :

"On devait me sanctionner, c'est juste, mais m'exclure du parti ? déclara-t-il. Me sanctionner parce qu'on a taillé dans le

(9) *Istoricheskii Arkhiv*, 1994, n° 1, p. 67.

(10) A. M. Larina, *Inoublié*, Moscou, 1989, p. 300.

(11) *Istoricheskii Arkhiv*, 1993, n° 3, p. 85.

(12) *Ibid.*, p. 87.

(13) Molotov, rapport à la séance solennelle au Bolchoi Teatr, 6 novembre 1937, Moscou, 1937, p. 38.

(14) Tchouïev, *op cit.*, p. 428.

vif sans toujours faire toute la lumière. Mais je considère que nous devons passer par une période de terreur, je ne crains pas ce mot, parce qu'alors on n'avait pas le temps, on n'avait pas la possibilité de faire toute la lumière (15)."

Cette idée de la "hâte" inévitable au cours de laquelle "il est difficile de distinguer toujours qui est qui" a été souvent reprise, avec des variations, par Molotov, même lorsqu'il a expliqué les "fautes" mêmes reconnues par lui dans la conduite de la purge. Ainsi, dans les extraits de son manuscrit *Devant des tâches nouvelles* (sur l'achèvement de la construction du socialisme), reproduits par Tchouïev, on peut lire :

"Dans les années 20 et plus encore dans les années 30, le groupe des trotskystes extrêmement hostile au léninisme a passé toutes les bornes et s'est déchaîné (après quoi, il répète tout le fatras des accusations des procès de Moscou (...). Le parti, l'Etat soviétique ne pouvaient admettre lenteur ou retenue dans la mise en œuvre des mesures punitives devenues absolument nécessaires (16)."

Les déclarations de Molotov illustrent la mécanique de la Grande Terreur et l'atmosphère qui régnait au cours de ces années dans l'état-major du totalitarisme stalinien :

"Je signalais pour Beria tout ce que Staline m'envoyait revêtu de sa signature. Je mettais aussi ma signature, même là où le comité central ne pouvait pas faire toute la lumière et il y avait indubitablement aussi une partie de gens honnêtes, braves, dévoués (...). En fait, tout se faisait sur la base de la confiance dans les organes (de la Sécurité d'Etat, NDLR). Autrement, impossible de vérifier soi-même tout le monde (17)."

Dans ses conversations sur les procès publics de Moscou, Molotov n'a pas une seule fois répété les propos délirants sur la volonté des opposants de renverser le pouvoir soviétique et de restaurer le capitalisme. A propos des accusations d'"entente" entre les accusés et les gouvernements allemand et japonais pour le démembrement de l'URSS, il déclara :

"Je ne suppose pas que Rykov ait accepté, que Boukharine ait accepté ou même Trotsky, qu'ils aient accepté de li-

vrer l'Extrême-Orient et l'Ukraine, voire le Caucase, je l'exclus totalement, mais des propos ont été tenus à ce sujet et les enquêteurs ont simplifié (18)."

A une autre occasion, Molotov, en totale contradiction avec ces jugements, déclara que l'accusation portée contre Trotsky et Boukharine d'avoir mené des négociations avec les impérialistes "a été incontestablement prouvée. C'est ainsi que cela apparaissait en réalité. Peut-être bien que ce que j'ai lu, c'était des documents fabriqués, qu'il ne faut pas y croire, mais il n'y a pas d'autres documents qui réfutent ceux-là (19)."

Affirmant que Lejov et ses subordonnés avaient "tout embrouillé" à un point que les héritiers ne pourront jamais parvenir à la vérité, Molotov commenta ainsi les accusations des procès de Moscou :

"Il y a quelque chose de correct et quelque chose d'incorrect. Bien sûr, il était impossible de faire toute la lumière. Je ne pouvais rien dire ni pour ni contre, bien que je n'aie accusé personne (ici, Molotov "oublie" ses innombrables discours emplis de philippiques furieuses contre les "traîtres", V. R.). Les tchékistes avaient des documents, ils menaient des enquêtes (...). Il y avait une exagération manifeste. Mais il y avait aussi quelque chose de sérieux, mais insuffisamment éclairci, et on pouvait supposer infiniment pire (20)."

"Pour faire croire que ces accusations étaient incongrues"

Invoquant les procès-verbaux des procès comme documents dignes de foi, Molotov signala que "*Boukharine, Rykov, Rosengoltz, Krestinski, Racovski, Iagoda ont avoué des choses qui paraissent incongrues*". Il y vit avec impudence "un moyen de poursuivre la lutte contre le parti dans un procès public :

(15) *Ibid.*, p. 356.

(16) *Ibid.*, pp. 428-430.

(17) *Ibid.*, p. 440.

(18) *Ibid.*, p. 401.

(19) *Ibid.*, pp. 206-207.

(20) *Ibid.*, pp. 301-302.

prendre un tas de méfaits sur soi pour rendre invraisemblables les autres accusations (...). Ils se sont délibérément chargés de tant de forfaits pour faire croire que toutes ces accusations étaient incongrues (21)."

Ces réflexions de Molotov confirment la justesse de la pensée de Nikita Khrouchtchev quand il affirme :

"Les abus de pouvoir de Staline apparaissaient du vivant de Staline comme une manifestation de sagesse (...). Il existe encore aujourd'hui des gens butés, qui restent sur ces positions, qui prient l'idole, cet assassin de la fleur de tout le peuple soviétique. C'est Molotov qui a reflété avec le plus de relief le point de vue de l'époque stalinienne (22)."

Molotov conservait cette position dans les années 1980, quand il affirmait :

"Bien sûr, il y aurait eu moins de victimes si on avait agi avec plus de prudence, mais Staline avait pris le maximum d'assurance : n'épargner personne, mais garantir des positions solides pendant et après la guerre, une longue période (...). A mon avis, Staline a suivi une ligne très juste : que tombent des têtes innocentes, au moins évitera-t-on toute faiblesse pendant la guerre et après la guerre (23)."

On croit entendre dans ces raisonnements de cannibale la voix même de Staline, bien que ce dernier ne se soit jamais exprimé avec une telle franchise sur les raisons de la grande purge. Une chose ressort clairement de ces propos de Molotov : la principale raison de la terreur de masse était la peur de la clique dirigeante à l'idée que les forces d'opposition puissent se réactiver pendant la guerre. En répétant inlassablement que, sans la purge, *"les discussions auraient pu continuer"* au sein de la direction du parti, Molotov déclare par là même que l'existence même de ces discussions était indésirable et dangereuse :

"Je considère, dit-il, que nous avons agi justement, en commettant certaines exagérations, inévitables, quoique sérieuses, dans la répression, mais dans cette période nous n'avons pas d'autre issue. Et si les opportunistes (c'est-à-dire les opposants de Staline, V. R.) l'avaient emporté, ils se seraient enga-

gés dans cette voie (de la terreur massive, V. R.), et alors, pendant la guerre, nous aurions eu une bagarre intérieure, qui se serait reflétée sur tout le travail, sur l'existence même du pouvoir soviétique (24)."

Tout en assimilant, à son habitude, "nous" — c'est-à-dire la clique stalinienne — à l'Union soviétique, Molotov avouait confusément : pour la clique dirigeante, le danger le plus sérieux était la perpétuation dans la direction du parti de "discussions" et la présence d'esprits indépendants susceptibles d'avoir leur propre avis. Molotov, par mégarde, laisse échapper dans la phrase suivante les véritables motifs de Staline et de ses acolytes :

"Bien sûr, les exigences venaient de Staline ; bien sûr, on a forcé la note, mais je considère que tout cela était admissible en vue de l'essentiel : conserver le pouvoir (25)."

La réhabilitation

La réhabilitation rampante de Staline dans les années 1970 déboucha sur une sorte de réhabilitation artistique de Molotov, représenté avec une sympathie non déguisée dans le cycle cinématographique épique *La Libération* et dans les épais romans de Tchakovski et de Stadniouk. En même temps, la direction brejnévienne ne se décida pas à aller jusqu'à réhabiliter Molotov politiquement en le réintégrant dans le parti, par crainte de soulever l'indignation de l'opinion publique soviétique et étrangère. Néanmoins, des signaux montaient des entrailles de l'appareil du parti vers les sommets en faveur de cette réhabilitation. L'un des apparatchiks idéologues dirigeants de la "période de stagnation", Richard Kossolapov, évoque aujourd'hui avec fierté ses propres mérites dans cette entreprise. Il rappelle qu'en 1977, le co-

(21) *Ibid.*, p. 401.

(22) *Voprossy Istorii*, 1993, n° 8, p. 80.

(23) Tchouïev, *op cit.*, p. 416.

(24) *Ibid.*, p. 407.

(25) *Ibid.*, p. 402.

mité de rédaction de la revue *Kommunist*, dont il assumait alors la direction, reçut une lettre "théorique" de Molotov. Kossolapov la lut, puis convoqua Molotov. Une conversation confiante s'engagea entre les deux hommes. Molotov se lamenta sur "le caractère limité de ses contacts et de ses possibilités d'échanger avec compétence des opinions sur les problèmes théoriques actuels". Sentant la bienveillance chez son interlocuteur, Molotov revint à son thème préféré et "souligna d'un air sévère" :

"Comme auparavant, je considère comme juste la politique des années 1930. Sans elle, nous aurions perdu la guerre."

A la suite de cette conversation, Kossolapov adressa aux "sommets" une lettre dans laquelle, "de sa propre initiative, il attirait l'attention (...) sur le fait qu'on laissait en souffrance l'intellect et

l'expérience de Molotov (...) et sur la nécessité de le faire ressortir du néant politique (...). Ma décision de faire réintégrer Molotov dans le parti ne fit que se renforcer maintenant que j'avais compris tout son intérêt."

Kossolapov ajoute avec satisfaction que son désir fut réalisé quelques années plus tard, lorsque Tchernenko, devenu secrétaire général, transmit lui-même à Molotov sa carte du parti. Kossolapov qualifie cet événement "d'acte de justice historique", dans la mesure où il concernait "le dernier chevalier de la garde léniniste" (sic !) (26).

N. B. : les sous-titres sont de la rédaction.

(26) *Marxist*, 1994, n° 2, pp. 113-115.

**Les deux rapports
de Zborowski (Etienne)
au NKVD
des 11 et 19 février
1938
à propos
de Léon Sedov**

Les deux rapports publiés ici dans leur intégralité (sauf une demi-ligne, qui a sauté dans la photocopie du second) appartiennent aux archives des Services de renseignements extérieurs de Russie, dossier 7 714, tome 2.

Des extraits du premier ont été publiés dans le n° 6 des *Cahiers du mouvement ouvrier* (p. 87), tels qu'ils sont cités par Dmitri Volkogonov dans son *Trotsky*, publié en Russie. Puisque nous disposons désormais du texte original complet, nous le republions en entier. On verra, en comparant les deux textes, que les extraits reproduits par Volkogonov... sont cités avec des adjonctions fantaisistes et des erreurs, bref que Volkogonov — ancien chef adjoint de la direction politique de l'armée soviétique sous Andropov et Gorbatchev — brode abondamment, selon la bonne habitude stalinienne du trafic des textes. Il les cite et les reproduit en les modifiant à son gré, sans que l'on comprenne toujours très bien à quelle fin : sans doute recopiait-il en hâte et sans aller vérifier à la source des fragments copiés par des "nègres", eux-mêmes peu soucieux de l'exactitude.

Le Fiston, c'est bien entendu Sedov, et le Vieux, Trotsky. Le premier rapport est signé "Mak", le second "La Tulipe", deux des pseudonymes de Zborowski, dit Etienne, au NKVD. On remarquera que, dans le second rapport daté du 19 février, il parle de lui-même sous le nom d'Etienne à la troisième personne. On remarquera aussi qu'évoquant l'interview de Trotsky sur le meurtre de Léon Sedov, La Tulipe ne met pas le meurtre entre guillemets et n'éprouve pas le besoin de préciser "prétendu" ou "soi-disant"...

Le rapport du 11 février :

“Sur le terrorisme”

D EPUIS 1936, le “Fiston” n’avait pas eu avec moi de conversation sur le terrorisme. Il y a seulement deux ou trois semaines après la réunion du groupe, le “Fiston” a renouvelé avec moi la conversation sur ce thème. La première fois, il s’est seulement efforcé de démontrer “théoriquement” que le terrorisme ne contredit pas le marxisme.

Selon les mots du “Fiston”, le marxisme rejette le terrorisme pour autant que les conditions de la lutte des classes ne sont pas favorables au terrorisme, mais il y a des situations dans lesquelles le terrorisme (1) est nécessaire.

La fois suivante, le “Fiston” me parla du terrorisme lorsque je vins le retrouver dans son appartement pour travailler. Pendant la lecture des journaux, le “Fiston” me déclara que, dans la mesure où le régime en URSS reposait sur Staline, il suffisait de tuer Staline pour que tout s’effondre

Il avait déjà exprimé cette idée plus tôt, mais il ne l’avait jusqu’alors jamais exprimée avec autant de netteté. Cette dernière fois, il revint constamment à cette idée et soulignait soigneusement la nécessité de tuer le cam. Staline.

Suite à cette conversation, le “Fiston” me demanda si je craignais la mort en général et si j’étais capable de commettre un attentat.

A ma réponse que tout cela dépendait de la nécessité et de la rationalité de l’acte, le “Fiston” me déclara que je ne comprenais pas tout à fait bien ce qu’était un “véritable” terroriste et il se mit à m’expliquer ce que devaient être les gens aptes à la réalisation d’un attentat.

Passant à la tactique du terrorisme, il insista sur les cadres en considérant que là était la question essentielle.

Le terroriste, selon les mots du “Fiston”, doit toujours être prêt à mourir. Pour le terroriste, la mort doit être une réalité quotidienne, et il illustra cette thèse par l’exemple des membres de la Volonté du peuple...

Puis il me déclara qu’à son avis, j’étais un homme trop doux pour ce genre d’affaires (2).

La conversation sur ce thème fut soudainement interrompue par l’arrivée de la Voisine (3) et ne reprit pas ensuite.

Notes de la rédaction :

(1) Le texte comporte une faute de frappe évidente : “trotskysme” à la place de “terrorisme”.

(2) On remarquera que, ce faisant, Etienne, qui fabrique un Sedov partisan du terrorisme et justifie ainsi à l’avance son élimination comme un acte d’autodéfense, dégage en même temps sa responsabilité du meurtre futur de Sedov... puisque ce dernier le trouve lui-même “trop doux” pour ce genre de pratique !

(3) Lola Estrine.

Note du 8^e secteur de la 7^e section du GOUGB

1) Le rapport est rédigé de la main même de "Mak" et signé de son vrai nom de famille. Le rapport se trouve dans le dossier "Les traîtres".

2) Sur la conversation du "Fiston" avec "Mak" sur le terrorisme, nous avons rédigé la note suivante (n° 68) le 1^{er} février 1938 (4) :

"Sedov, après un long intervalle, est revenu sur la question du terrorisme. Au cours de plusieurs conversations, il a tenté de fonder pour son assistant Zborowski la nécessité du terrorisme et a souligné la question du meurtre du cam. Staline."

(4) Faute de frappe évidente : le GOUGB (direction principale de la Sécurité d'Etat) ne peut avoir rédigé le 1^{er} février une note — par ailleurs écrite en charabia ! — sur un rapport du 11 février.

Rapport du 19 février :

"Les funérailles du Fiston, l'héritage et l'état d'esprit dans les groupes"

1.— Après la publication de l'interview du Vieux sur le meurtre du Fiston, un télégramme signé Jeanne (1) a été envoyé au Vieux, demandant la permission d'incinérer le cadavre. Assistaient à la discussion sur l'envoi de ce télégramme Jeanne, les frères Molinier, Rous, Etienne, la Voisine.

Le 22 a été reçue la réponse du Vieux, dans laquelle il propose de ne pas incinérer et ne pas enterrer le corps, mais de faire procéder à une seconde autopsie. En accord avec les autorités, il a été procédé à une seconde autopsie, fixée au 24 février, puis reportée au 25.

2. — Le Fiston laissait trois dossiers d'archives : de vieilles archives conservées dans un coffre bancaire, dont Jeanne a la clef ; les secondes — archives courantes — ont été cachées par la Voisine chez des amis mencheviks à elle. La Voisine y a accès. Ces archives consistent en deux valises comprenant douze

dossiers, avec la correspondance du Fiston plus quelques enveloppes recouvertes de la signature du Fiston *"laisser pour moi"*. La Voisine affirme que l'une des enveloppes contient la liste des *"adresses russes du Fiston"* en liaison avec l'Union (soviétique). Les troisièmes archives se trouvent entre les mains d'Etienne. Etienne y a accès.

La veille du départ à l'hôpital, le Fiston a rédigé sur un petit bout de papier un testament, selon lequel il transmet tous ses biens et ses documents à Jeanne. Ce testament a été rédigé sur les instances de Molinier pour que Jeanne puisse légaliser son statut d'héritière (... *ici manque une ligne, NDLR*) au minimum. Jeanne a exprimé la crainte que la fem-

Notes de la rédaction :

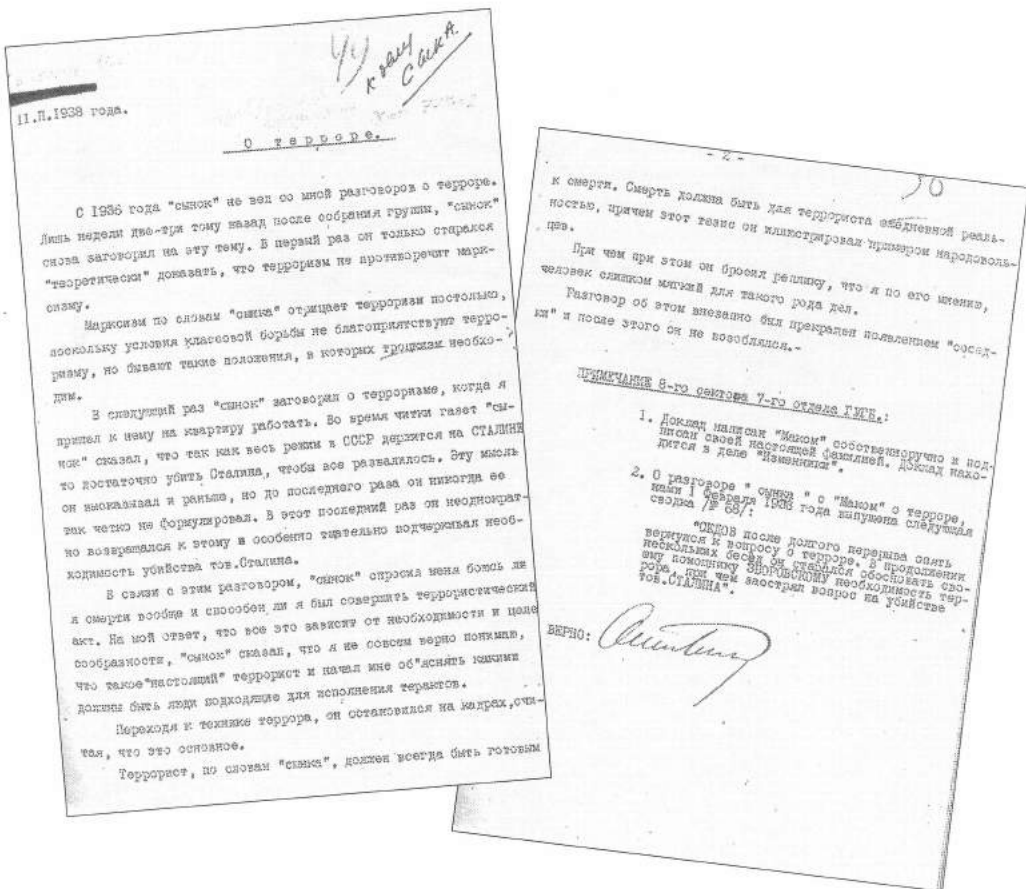
(1) La compagne de Léon Sedov, Jeanne Martin des Pallières.

me légale du Fiston, c'est-à-dire sa femme et son enfant, qui se trouvent en URSS, puissent prétendre aux biens laissés par le Fiston, ce qui complique sérieusement la situation.

La Voisine a déclaré que, sans indication du Vieux, elle ne veut livrer à personne les archives qui lui ont été confiées et dont elle a dressé un inventaire joint à la lettre qu'elle a envoyée avec Etienne au Vieux. Selon elle, les personnes chez qui sont cachées les archives ne connaissaient pas le Fiston.

3. — Après la mort du Fiston, la police a mis sous scellés les archives qui se trouvaient dans le coffre de la banque et elle a ramassé tous les dossiers et papiers qui se trouvaient dans l'appartement du Fiston, à l'exception des coupures de journaux, des listes d'adresses du Fiston et des procès-verbaux sur l'affaire de Lausanne (2).

(2) Le meurtre d'Ignace Reiss par le NKVD.



Ci-dessus et page suivante : la reproduction des deux rapports en russe.

22-01-69

19. II. 38 года.

Похороны Сынка, наследство и настроения в группах.

1. После появления интервью Старика об убийстве Сынка в субботу была послана телеграмма за подписью Манин Старику с просьбой на разрешение сжечь труп. При обсуждении вопроса о посланке этой телеграммы присутствовали Манин, братья Молянье, Русс, Штвен и Соседка. 22-го был получен ответ Старика, в котором он предлагает труп не сжигать и не хоронить, а произвести вторичное вскрытие. По согласию с властями будет произведено вскрытие, которое назначено на 24 февраля, потом оно было перенесено на 25-ое.

2. После Сынка остались 3 архива: один старый, находится на хранении в банке, ключ от сейфа находится у Манин; второй - текущий архив - Соседка хранит у своих друзей меньшевиков. Доступ к нему имеет Соседка, архив состоит из двух чемоданов, в которых имеется 12 досок с переноской Сынка и, кроме того, несколько конвертов с надписью Сынка "оставить для меня". Соседка говорит, что в одном конверте имеется список - "русских адресов Сынка" по связи с Союзом. Третий архив находится у Штвена, доступ к нему имеет Штвен.

В самый последний день перед отъездом в больницу Сынок на небольшом куске бумаги написал завещание, по которому он все свое имущество и документы передает в собственность Манин. Завещание это было написано по указанию Молянье для того, чтобы Манин мог вступить в права наследования, как минимум. Манин высказывала опасение, что завещание сына Сынка, т.е. сына его и Губелок, находящееся в Союзе, могут претендовать на имущество, оставленное Сынком, и это очень осложняет положение.

Соседка заявила, что без распоряжения Старика она не хочет никак сдать архива, список материалов, находящихся в архиве, она представила к списку, которое отправил вместе с Штвенком Старику. Но ее заявление, лице, у которых обратил Сынка - не явил.

3. После смерти Сынка полиция опечатала архив, находящийся в банке и в квартире Сынка забрали все папки и бумаги, за исключением газетных вырезок, списков адресов Сынка и продолжил по домашнему делу.

3 0 9 1 0:

2.

3.

**La répression
contre la famille
Sedov
(documents du KGB)**

Lors de l'expulsion de Trotsky d'Union soviétique, en janvier 1929, la famille de sa seconde femme, Natalia Sedova, resta en URSS. On évoque souvent à juste titre le sort de leur fils aîné Serge, qui fut arrêté en 1937, accusé d'avoir empoisonné des ouvriers de l'usine où il travaillait comme ingénieur et exécuté.

Le reste de la famille de Natalia Sedova fut aussi liquidé. Nous publions ci-après un document établi par le KGB le 13 février 1956. A cette époque, une vaste opération de réhabilitation de nombreuses victimes du stalinisme avait été entreprise à la suite du véritable bouillonnement que la mort de Staline avait suscité en URSS, de l'effondrement du système des camps, etc. Les révolutions hongroise et polonaise de 1956 terroriseront l'appareil et l'amèneront à interrompre ce processus. Ainsi, les réhabilitations pénales engagées ne trouveront pas d'expression politique, sauf celles des généraux liquidés en 1937-1938, exigées par l'état-major.

D'un coup, le NKVD arrête et condamne à mort une famille tout entière, qui se tenait éloignée de toute activité politique (la fille de Serge Sedov [1] est membre des Komsomols, ou Jeunesses communistes, son fils a appartenu un moment à ce mouvement), pour simple lien de famille, réalité tragique, quoique tristement banale dans la chronique des répressions stalinienne à cette époque.

Tel qu'il est présenté par le lieutenant du KGB, Linkov, le dossier de la famille Sedov est bien étrange : à l'en croire, il ne contient aucun acte d'accusation, aucun verdict. Est-ce lié à la "modicité" (relative, certes...) de leur condamnation — sauf celle de Valentina — prononcée après le plénum du comité central de février 1937, qui déclenche une chasse hystérique aux trotskystes (2) et se traduit par une aggravation brutale des peines prononcées (souvent la mort) ?

S'il nous informe que Valentina Sedova sera fusillée à Orel en septembre 1941 (en même temps que Christian Racovski, Olga Bronstein-Kameneva, Maria Spiridonova, etc.), il reste muet sur le sort de son frère Lev et de sa mère Klavdia. On remarquera que le seul reproche présenté aux accusés est d'avoir dissimulé leur lien de parenté avec Trotsky.

Seule la fille, Valentina, se voit reprocher, en plus, des rapports avec des militants trotskystes dûment cités. C'est pourquoi elle reçoit une condamnation pour "*activité trotskyste contre-révolutionnaire*" (KRTD) et sera plus tard fusillée.

La condamnation des autres comme "*éléments socialement dangereux*" est moins lourde. On peut, en revanche, s'interroger sur la mort de Serge Sedov un an après son envoi au Goulag. Il a dû payer pour son nom auprès d'un chef de camp particulièrement vigilant et attentif.

Le document reproduit ci-après fait partie d'un ensemble, toujours fermé aux historiens, concernant deux des secrétaires de Trotsky, Ser mouks et Poznanski, et l'un des responsables de l'édition de ses œuvres en URSS jusqu'en 1929, Vermel. Une photocopie de cet ensemble a été achetée par nos soins à un gradé du KGB. C'est la raison pour laquelle ne figure aucune cote.

(1) Serge, le frère de Natalia Sedova, a le même prénom que le fils aîné de cette dernière. Ne pas les confondre.

(2) Voir l'article de Vadim Rogovine sur ce plénum dans le n° 1 des *Cahiers du mouvement ouvrier*.

“Dossier sur l’affaire n° 259 886”

LE 25 mars 1937, le NKVD de l’URSS a arrêté :

— Sedov Serguei Ivanovitch, né en 1877 à Romna, Russe, citoyen de l’URSS, sans-parti, frère de la femme de l’ennemi du peuple Trotsky, professeur de mathématiques à la faculté ouvrière près l’usine Elektrozavod, vivant à Moscou, rue Marx, au n° 15, appartement n° 16.

Sa femme :

— Sedova Klavdia Petrovna, née en 1882 dans le village de Vychny Reoputetz, du district d’Oboianski, Russe, citoyenne de l’URSS, sans-parti, bibliothécaire adjointe à la bibliothèque du commissariat du peuple à l’Industrie lourde.

Sa fille :

— Sedova Valentina Sergueievna, née en 1908 à Moscou, Russe, citoyenne de l’URSS, membre de l’Union des Jeunes communistes, étudiante à l’Institut de construction mécanique chimique.

Son fils :

— Sedov Lev Sergueievitch, né en 1916 à Kharkov, Russe, citoyen de l’URSS, sans-parti, ancien membre de l’Union des Jeunes communistes, étudiant à la faculté ouvrière Gorki, près l’Institut polygraphique.

Le dossier de ces personnes ne contient pas d’arrêtés indiquant la détermination de la sanction et les accusations présentées aux inculpés.

Serge Ivanovitch Sedov a indiqué qu’il était venu de Karkhov à Moscou en 1920 et qu’il s’était installé chez sa sœur, Sedova. A Moscou, il a rencontré aussi son autre sœur, Natalia Nikolaïevna Sedova, la femme de Trotsky. Sur la proposition de cette dernière, il donna des leçons à son fils, Serge Sedov.

Après son arrivée à Moscou, Serge Ivanovitch Sedov, de 1921 à 1930, travailla comme professeur de mathématiques à l’école du comité exécutif central des soviets. Il fut admis à ce poste sur recommandation d’Hélène Sedova et d’un certain Chatounovski. Serge Ivanovitch Sedov déclara qu’à l’école, “*bien sûr, on savait*” qu’il était un parent de Trotsky.

Après son licenciement, en 1930, de l’école du comité exécutif, Sedov enseigna à la faculté ouvrière Lénine jusqu’en 1934. En 1934, il quitta la faculté ouvrière pour raisons de santé et donna des leçons particulières. En 1935-1936, il enseigna dans une école et dirigea un groupe d’études pour la préparation à l’Institut technique supérieur dans l’usine de Kotlomstroï.

Sedov déclara qu’il n’avait eu et n’avait aucun lien avec les trotskystes.

Il déclara qu’il dissimulait ses liens de parenté avec Trotsky.

Klavdia Sedova indiqua que toute leur famille dissimulait ses liens de parenté avec Trotsky et qu’ils l’avaient caché lors de l’adhésion de leur fille Valentina et de leur fils Lev aux Jeunes communistes.

Klavdia Sedova déclara qu'elle ne connaissait aucun trotskyste ; elle indiqua en même temps que sa fille Valentina avait rencontré en 1935 Ivan Avtokratov, condamné pour activité trotskyste. S. I. Sedov évoqua aussi les relations de sa fille avec cette personne.

Valentina Sedova indiqua qu'elle avait dissimulé son lien de parenté avec Trotsky, en particulier lors de son adhésion aux Jeunesses communistes. Elle signala qu'elle connaissait les trotskystes Doudoukine-Avtokratov, Khroustalev et Chiroian. Elle indiqua que Doudoukine-Avtokratov lui avait exprimé des opinions trotskystes.

Valentina Sedova déclara qu'elle n'avait mené *"aucune activité pratique contre le parti et le pouvoir soviétique"*.

Valentina Sedova fut interrogée à propos d'un document manuscrit saisi chez elle lors de la perquisition qui y fut effectuée. On y lit en particulier : *"Je ne peux comprendre où mène le pouvoir soviétique... Pourquoi l'existence est-elle si morne et si pesante en Union soviétique malgré ma jeunesse ?"* Valentina déclara qu'elle considérait ce document comme antisoviétique, mais ne donna aucun autre renseignement sur lui.

Lev Sedov indiqua qu'il était entré aux Jeunesses communistes par ruse en dissimulant sa parenté avec Trotsky, que

leur famille dissimulait sa parenté avec Trotsky. Il affirma qu'il n'avait pas de lien personnel avec les trotskystes.

Le 16 juillet 1937, la conférence spéciale près le NKVD de l'URSS condamna Valentina Sedova à huit ans de réclusion pour *"activité trotskyste contre-révolutionnaire"*. Les autres membres de la famille furent condamnés à cinq ans de camp de travaux correctifs chacun, comme éléments socialement dangereux.

En 1940, le secrétariat de la conférence spéciale, en réponse aux plaintes de Klavdia Sedova et de F. P. Vassilieva, refusa aux plaignantes de réexaminer leur affaire.

Le dossier contient un document du Sevvostlag (camp du Nord-Est) attestant que Serge Sedov mourut le 19 juillet 1938.

Le dossier contient aussi une fiche affirmant que Valentina Sedova fut fusillée à Orel, le 11 septembre 1941.

Vermel, Poznanski et Sermouks ne figurent pas dans le dossier de cette affaire.

**Le juge d'instruction
de la section d'instruction
de la direction du KGB
(division de Moscou),
le lieutenant Linkov,
le 13 février 1956**



Natalia Sedova, seconde femme de Léon Trotsky.

**Le tract
du PC allemand
de septembre 1939
interdit
par Staline**

Le projet de tract qu'on va lire, rédigé à Moscou par Wilhelm Pieck, membre du bureau politique du PC allemand et membre du secrétariat du Comintern, au milieu de septembre 1939, comporte cinq éléments assez distincts, quoique mélangés dans le corps du tract :

- une analyse de la guerre, de ses origines et de ses auteurs, reprise dans les mots d'ordre généraux de la fin, qui fait reposer la responsabilité à parts égales sur les "impérialistes anglo-français" et sur le grand capital allemand et le fascisme hitlérien ;
- une évocation des conséquences de la guerre pour le peuple allemand ;
- une mise en garde répétée contre les dirigeants sociaux-démocrates ;
- un ensemble de revendications et d'invitations à lutter pour elles ; on remarquera que, dans cette partie, jamais le tract n'explique ou ne suggère comment les travailleurs et les soldats allemands auxquels il s'adresse peuvent faire pour y parvenir ;
- enfin, une invitation à renverser le fascisme, à mettre fin à la guerre et à réaliser la révolution socialiste en Allemagne ; le tract est tout aussi muet sur les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir ; il évoque, certes, des "*actions révolutionnaires des masses travailleuses dans les entreprises et des soldats sur le front*", mais ne dit pas aux travailleurs et aux soldats concernés comment ils peuvent préparer et réaliser ces "*actions révolutionnaires*" ; à eux de se débrouiller, sans doute, pour les découvrir.

Les auteurs du volume *Le Comintern et la Deuxième Guerre mondiale* (Lebedeva et Narinski, tome I, Moscou, 1994, tome II, Moscou, 1998), qui reproduisent ce document, précisent à son propos qu'il a été soumis à un travail de rédaction qui en fait disparaître les mots "*fascisme*" et "*hitlérisme*" dans une version adoptée par le secrétariat du comité exécutif du Comintern, le 23 octobre, où restait seulement l'expression "*grand capital allemand*". Les auteurs soulignent enfin que finalement — et bien évidemment sur instruction du Kremlin, car Manouïlski, l'adjoint de Dimitrov, et Dimitrov lui-même soumettaient tout à Staline —, le secrétariat du Comintern, par lettre du 5 décembre aux trois partis communistes concernés (allemand, tchécoslovaque et autrichien), en a interdit la diffusion, même dans sa version édulcorée.

Le projet, rédigé pourtant par un fidèle stalinien, installé à Moscou comme toute la direction de son parti, est en tout cas révélateur des grandes difficultés que Moscou a rencontrées dans sa volonté de subordonner l'activité des divers partis communistes du monde entier au respect intégral par eux du pacte de non-agression signé entre l'Etat soviétique et l'Etat fasciste allemand.

“Ouvriers, paysans et soldats allemands ! Peuple travailleur allemand !”

LES gros magnats capitalistes de l'impérialisme allemand, Krupp, Thyssen, Fiegler et compagnie vous ont entraînés dans la guerre. Hitler a accompli ce crime. Des milliers de soldats allemands périssent sur les champs de bataille en Pologne et sur le front occidental. Dans le pays, les hommes et les femmes, les enfants et les vieillards éprouvent des souffrances inexprimables.

Les cercles impérialistes d'Angleterre et de France mènent la guerre contre l'Allemagne, contre le peuple allemand. Bientôt, ils ordonneront de bombarder les grandes villes et les centres industriels à l'intérieur de l'Allemagne. Les hommes et les femmes, les enfants et les vieillards seront déchiquetés par les bombes. Des centaines de milliers de soldats allemands, français et anglais deviendront les victimes d'un effroyable massacre sur les fronts de la guerre.

Pourquoi ce crime insensé a-t-il été commis ?

Hitler, Chamberlain et Daladier s'efforcent de tromper les masses sur les causes et les buts de la guerre.

Hitler voulait, dit-il, défendre quelques dizaines de milliers d'Allemands contre la terreur déchaînée par la réaction polonaise. En réalité, il s'agit de réaliser les plans impérialistes de pillage du grand capital allemand. C'est pourquoi Hitler a plongé le peuple allemand

dans une guerre qui met en jeu l'existence même de la nation allemande.

Chamberlain et Daladier veulent, disent-ils, par cette guerre, anéantir le fascisme hitlérien. Mais ne l'ont-ils pas soutenu jusqu'à ce jour et ne l'ont-ils pas poussé aux agressions guerrières ? Ils voulaient utiliser Hitler pour entraîner le peuple allemand dans la guerre contre l'Union soviétique. Dans la mesure où ils n'y sont pas parvenus ils lancent aujourd'hui les masses d'Angleterre et de France contre le peuple allemand.

La guerre se mène pour un nouveau partage de l'Europe et des colonies, pour la domination de l'Europe. Il s'agit d'une guerre de pillage impérialiste menée par les puissances capitalistes.

Peuple travailleur allemand !

Tu peux mettre fin à cette guerre criminelle, te libérer des criminels de guerre dans ton propre pays et anéantir le pouvoir des grands capitalistes et du fascisme allemand.

Renverse le fascisme hitlérien, qui est ton ennemi juré.

Renverse le pouvoir du capital financier impérialiste allemand, sur l'ordre duquel le fascisme hitlérien réalise ses provocations guerrières incessantes ! Termine-en avec la domination des richards et des spéculateurs, qui tirent profit de la guerre, prive-les des fondements de leur pouvoir, la possession des grandes entreprises industrielles et

commerciales, des banques et des grands domaines fonciers.

Les masses populaires anglaises et françaises, dans cette guerre, seront du côté du peuple allemand. Elles en viendront à comprendre clairement les buts militaires impérialistes de Chamberlain et de Daladier, et les empêcheront de poursuivre leurs crimes militaires contre le peuple allemand.

Seul ce combat épargnera au peuple allemand la lourde défaite où l'entraîne le fascisme hitlérien. C'est seulement ainsi que le peuple travailleur se libérera de ses ennemis les plus acharnés dans son propre pays, garantira son existence et obtiendra la possibilité de vivre dans la paix et l'amitié avec les autres peuples.

La guerre impose aux masses travailleuses d'Allemagne une énorme tâche : **libérer l'Allemagne du fascisme hitlérien et de la domination du capital financier par la voie de la révolution socialiste.**

Les masses travailleuses définiront elles-mêmes la future organisation de l'Etat. C'est précisément cela qui effraie l'impérialisme anglais et c'est pourquoi il s'efforce, par la voie de la guerre, d'empêcher le peuple allemand de réaliser cette tâche. Il veut sauver les magnats capitalistes allemands de la révolution pour les utiliser dans la guerre contre l'Union soviétique.

Peuple travailleur d'Allemagne !

Sache reconnaître tes ennemis ! Tu vaincras dans cette lutte difficile si tu unis toutes tes forces. Ne permets pas aux chefs de la social-démocratie et du catholicisme allemands de t'empêcher de livrer ce combat. Ils s'efforceront de maintenir la division politique et idéologique du peuple travailleur, qui permet au capital financier d'installer sa dictature fasciste et par là même d'empêcher son émancipation.

Ils organisent la traque des communistes parce que ces derniers se battent pour l'émancipation du peuple travailleur, pour le socialisme. En se mettant au service des capitalistes, ils les aident à maintenir leur domination, l'exploitation et l'asservissement du peuple travailleur.

Ils veulent empêcher la révolution socialiste en Allemagne. C'est pourquoi ils s'unissent avec les puissances impérialistes étrangères et sont prêts à toute trahison nationale vis-à-vis du peuple allemand.

Ouvriers, paysans et soldats allemands !

L'unité d'action de la classe ouvrière et son union avec la paysannerie travailleuse, la constitution d'organes pour diriger la lutte clandestine : tels sont les préalables essentiels pour réaliser votre énorme tâche.

C'est dans la lutte commune des masses ouvrières social-démocrates et communistes, entraînant les autres couches de travailleurs dans cette lutte contre le fascisme hitlérien et le capital financier, que se constituera cette unité d'action. Elle constitue la force qui vous permettra de réduire en miettes vos ennemis dans le pays.

Dans votre lutte pour l'émancipation, **la solidarité internationale des masses travailleuses** des autres pays, le mouvement international contre le fascisme et la guerre, et surtout les peuples du vigoureux pays du socialisme, formeront votre puissant soutien.

L'Union soviétique est votre meilleur ami !

Elle a tenté de protéger la paix et de vous protéger de cette guerre. Par le pacte de non-agression qu'elle a signé avec l'Allemagne, elle a renversé les plans criminels de l'impérialisme anglais, qui s'efforce de vous entraîner dans la guerre contre l'Union soviétique. Votre sympathie à l'égard du vigoureux Etat soviétique croît de jour en jour.

C'est précisément pour cela que les gouvernements capitalistes d'Angleterre et de France, et les chefs sociaux-démocrates des partis de la Deuxième Internationale ont déchaîné une campagne effrénée contre l'Union soviétique.

Ils haïssent l'Union soviétique parce que, sous la direction du glorieux Parti bolchevique et de son sage guide, Staline, elle a effectué l'édification du socialisme, établi une démocratie authentique et hissé le bien-être et la culture du peuple entier à un niveau plus élevé. Cet

exemple brillant, qui éveille de plus en plus les masses des pays capitalistes à la lutte pour le socialisme, les effraie et ils veulent l'effacer de la mémoire. C'est pourquoi ils veulent déclencher la guerre contre l'Union soviétique.

**Peuple travailleur d'Allemagne !
Ouvriers, paysans et soldats !**

La guerre impérialiste fait peser sur vos épaules un énorme fardeau et elle exige de vous des sacrifices inouïs. Plus encore qu'avant la guerre, les produits alimentaires essentiels vous manqueront. Vos moyens de subsistance déjà bien modestes seront encore plus réduits.

Dans cette guerre, les grands capitalistes allemands font leurs affaires en s'engraissant avec les fournitures militaires. Plus longue sera la guerre, plus importants seront les millions de profit qu'ils en tireront. On vous force à sacrifier vos vies pour que les capitalistes accroissent leurs richesses et étendent leur domination. **Vous devez mettre fin au plus vite à cette entreprise criminelle.**

Démasquez partout les criminels de guerre, rendez-leur impossibles leurs persécutions chauvines.

Luttez contre toutes les restrictions et les dégradations dans le ravitaillement et l'habillement ! **Luttez pour qu'il y ait plus de pain, de beurre, de viande pour vous et pour vos enfants.**

Luttez contre les cadences infernales de travail et les baisses de salaires ! **Luttez pour des augmentations de salaires et pour la réduction de la journée de travail !** Luttez pour la journée de travail de huit heures !

Luttez pour obtenir les allocations convenables aux familles des soldats appelés sous les drapeaux.

Soldats sur le front ! Exigez l'amélioration du ravitaillement et l'augmentation de votre solde.

Ne croyez pas aux mensonges sur la guerre, qui sont diffusés par les radios des gouvernements capitalistes.

Ne vous laissez pas désorienter par les dirigeants sociaux-démocrates, qui crachent sur les communistes et sur l'Union soviétique. Ils veulent vous vendre à l'impérialisme anglais, qui vous rabaissera à l'état de peuple colonial et transformera l'Allemagne en son état vassal.

Soutenez les peuples tchécoslovaque et autrichien dans leur lutte pour se libérer de la domination fasciste de l'impérialisme allemand, pour l'indépendance et la liberté nationales.

Seules les actions révolutionnaires des masses travailleuses dans les entreprises et des soldats sur le front renverseront le fascisme et mettront fin à la guerre. Ne vous laissez pas détourner de la résolution de cette tâche par une agitation provocatrice en faveur d'actions individuelles de sabotage et de désertion. La guerre contre l'ennemi dans son propre pays et la fraternisation des soldats sur les fronts mettront fin à cette entreprise criminelle.

Vive l'unité d'action du peuple travailleur d'Allemagne dans sa lutte contre le fascisme hitlérien et contre l'impérialisme allemand !

Guerre à la guerre impérialiste et à ses fauteurs !

Vive l'amitié du peuple allemand et du puissant peuple soviétique !

A bas les excitateurs à la guerre contre l'Union soviétique !

Vive la solidarité internationale des travailleurs de tous les pays ! Vive l'union fraternelle des peuples dans la lutte contre le fascisme et l'impérialisme !

Vive la révolution socialiste !
Gloire au socialisme !

**Comité central
du Parti communiste d'Allemagne
(section de l'Internationale
communiste)**

*(Source : fonds 495, inventaire 18,
dossier 1 307, feuillets 96-102.)*



Ernst Thaelmann, secrétaire du PC allemand, au milieu d'un cortège de manifestants.

Le PCF en 1939

(Jean-Marc Schiappa)



Jacques Duclos (1896-1975), secrétaire et numéro 2 du PCF (photographié ici avec Maurice Thorez en 1921).

Sur la crise du PCF en 1939-1940

Les conséquences du pacte pour le PCF

La signature du pacte Ribbentrop-Molotov, fin août 1939, coïncide, à quelques jours près, avec la mobilisation générale, prélude à la guerre : les militants du PCF sont désorientés. On a estimé à cent mille le nombre de militants communistes mobilisés ; comme l'écrivent, non sans une facile ironie, R. Handourtzel et C. Buffet, "*les militants ne sont pas seulement mobilisés, mais aussi politiquement démobilisés*" (1). Pendant un temps, l'orientation précédente ne semble pas changer : les députés PCF votent tous les crédits de guerre le 3 septembre et le PCF applique une stricte ligne de défense nationale ; *La Vie ouvrière*, journal syndical qui sera le porte-parole officieux du PCF dans cette période, publie le 14 septembre un article intitulé "*Les organisations ouvrières au service de la défense nationale*" ; c'est explicitement l'Union sacrée.

C'est avec l'invasion de la Pologne et son partage entre Allemagne et URSS, puis l'entrée en guerre de la France contre l'Allemagne, que les choses changent : Staline demande aux partis communistes d'appliquer un nouveau tournant et de protéger le pacte. Raymond Guyot, un des responsables du Comintern, de retour de Moscou, transmet les

dernières consignes ; jusqu'à ce moment, les défections sont limitées ; seuls quatre députés sur les soixante-douze élus en 1936 avaient quitté le parti ; les nouvelles directives de l'Internationale vont faire éclater le groupe parlementaire : une partie non négligeable de celui-ci va rester fidèle à la bourgeoisie nationale et l'autre à une "*politique patriotique à son propre compte*" (Trotsky). Ceux qui rompent à cette occasion et qui ne deviendront pas des collaborateurs se comportent comme des patriotes sociaux-démocrates classiques ; ainsi, des députés comme Langumier ou Nicoud rejoindront le Parti socialiste. Le PCF est dissous le 27 septembre, ainsi que toutes les organisations liées à lui. Pour tourner cette interdiction, une cinquantaine de députés créent le Groupe ouvrier et paysan français afin de maintenir une expression parlementaire de la politique stalinienne en France. La cinquantaine de députés qui approuvent le pacte, au moins dans un premier temps, seront jugés et condamnés, début avril, à plusieurs années de prison. Une cinquantaine de députés sur soixante-douze, puisque, déjà, de nombreuses défections apparaissent : en gros, le tiers du groupe parlementaire quitte le parti à cette occasion.

(1) R. Handourtzel et C. Buffet, *La Collaboration... à gauche aussi*, Perrin, 1989, p. 170.

Encore faut-il préciser les modalités de ces ruptures : un certain nombre de défections apparaît dans la première phase ; pour l'essentiel, malgré des déchirements et des interrogations, le groupe parlementaire soutient le pacte.

La répression

La répression s'abat sur tout le mouvement ouvrier, toutes tendances confondues, sous prétexte de soutien à la III^e Internationale. Le stalinisme avait ainsi fourni une occasion en or à l'impérialisme français, qui n'en demandait pas tant. Cette répression eut aussi pour conséquence de souder les rangs des dirigeants et des cadres du PCF. A ce propos, Léon Blum, réagissant du point de vue de la défense de l'ordre et non du point de vue des libertés démocratiques, note dans *Le Populaire*, quotidien de la SFIO, du 27 septembre 1939 : "Je tiens la dissolution (du PCF) pour une faute. Alors que le Parti communiste restait accablé sous le poids de ses erreurs insensées, il va pouvoir transporter le débat sur un autre terrain. La décomposition n'en sera pas précipitée, mais enrayée."

La répression n'en est pas moins réelle et dépasse très largement les rangs du PCF : le ministre de l'Intérieur pourra annoncer à la tribune de la Chambre le 19 mars 1940 (il s'agit donc d'un bilan partiel), 2 718 élus déchus, 3 400 arrestations, 1 500 condamnations, des centaines de syndicats ou d'organisations syndicales dissoutes.

Plusieurs milliers de militants étrangers sont internés, y compris les Allemands antinazis (Arthur Koestler donne son témoignage romancé dans *La Lie de la terre*), les combattants espagnols, parmi lesquels les anarchistes et les membres du POUM, ou d'autres militants comme le trotskyste italien Fosco enfermés dans des camps avec de très dures conditions de vie ; le trotskyste Beaufrère est emprisonné en 1939, comme d'autres militants, tel Rigaudias ; une dizaine de militants du groupe trotskyste formé autour de Molinier, parmi lesquels Charles Margnet et Pierre Boussel, sont

arrêtés en février 1940 pour leur action contre la guerre et lourdement condamnés. La direction du Parti socialiste ouvrier et paysan est arrêtée dans ses locaux légaux et inculpée de "reconstitution du PCF" (!). Des syndicalistes, des anarchistes ou des pacifistes sont également arrêtés, emprisonnés, internés, révoqués (2).

De très nombreux cadres staliniens résistent à la répression, non seulement les cadres de haut niveau directement liés au Kremlin, mais aussi les militants ouvriers. Trotsky écrit à cette occasion : "En France, les staliniens manifestent du courage contre le gouvernement. C'est Octobre qui les inspire encore. C'est une sélection de révolutionnaires abusés par Moscou, mais honnêtes (3)." Une question essentielle est de savoir pourquoi l'appareil stalinien tient. Fidélité absolue, c'est le terme qui revient dans les rapports et les témoignages ; on peut en citer quelques-uns, parmi beaucoup : Allard-Ceretti, membre du comité central, affirme : "Voilà un de ces tournants où notre foi, notre confiance aveugle dans le socialisme, dans le premier pays socialiste, devenait un élément décisif (...). En ce tournant décisif, le facteur URSS devenait l'aune de toute chose : tout pour l'Union soviétique (4)." R. Codou, ancien combattant de la guerre d'Espagne et responsable du PCF, écrit : "Nous étions à ce point conditionnés que nous acceptions aveuglément comme juste toute initiative soviétique (5)." A. Lecœur, qui deviendra le bras droit de Thorez après-guerre, témoigne bien longtemps après les faits : "J'étais un membre de la section française de l'Internationale communiste. Nous n'étions pas là pour élaborer une politique, mais pour appliquer celle de l'Internationale. Si Staline avait jugé bon de signer un pacte avec Hitler, c'est

(2) Sur la répression contre les trotskystes, R. Prager, *Les Congrès de la IV^e Internationale*, La Brèche, 1981, tome 2, pp. 470 à 473.

(3) Léon Trotsky, *Œuvres*, tome 24, p. 166.

(4) Giulio Ceretti, *A l'ombre des deux T. 40 ans avec Palmiro Togliatti et Maurice Thorez*, Juliard, 1973, p. 196.

(5) R. Codou, *Le Cabochard*, Maspero, 1982, p. 127.

que Staline avait raison. Ceux qui dou-
taient s'étaient trompés de parti (6)."

Nous pourrions multiplier les
exemples. C'est cette fidélité à l'URSS
stalinienne identifiée à la révolution
d'Octobre qui permet de résister, avec
cynisme pour une poignée de dirigeants,
avec appréhension pour de nombreux
autres.

Mais même des dirigeants qui avaient
approuvé le pacte quittent ultérieurement
le PCF : Capron, député de Paris, démis-
sionne le 8 octobre "pour protester
contre la désertion de Thorez" (7) et
donc, nullement à cause du pacte. Ca-
pron sera un des piliers des organisations
corporatistes de Vichy ; condamné à la
Libération, il sera rapidement amnistié
et deviendra un des dirigeants des grou-
puscules d'extrême droite de la IV^e Ré-
publique avec d'autres anciens dirigeants
du PCF, Dewez et Parsal (8).

Parsal, justement, et d'autres députés,
parmi lesquels Honel et Le Corre, ne
rompent qu'en janvier 1940, quand la
Chambre des députés, rendant hommage
à l'armée française, se dresse, sauf une
partie des députés ex-PCF, alors que
d'autres s'associent à cet hommage. A
nouveau, le groupe stalinien a explosé
entre patriotes de la bourgeoisie françai-
se et patriotes du Kremlin.

Dans les dirigeants staliniens ayant
quitté le parti, il faut faire une mention
particulière pour Marcel Gitton, qui est
le numéro 3 du parti après Maurice Tho-
rez et Jacques Duclos ; il est le secrétaire
national à l'organisation. Au moment de
l'annonce du pacte, "il fait front sur la
ligne officielle avec l'ensemble de la di-
rection" (9), avant de rompre avec frac-
cas. Les raisons profondes sont toujours
inconnues : l'appartenance à la police a
été affirmée dès septembre 1939 par
Jacques Duclos, mais sans preuves défi-
nitives (et Duclos est toujours éminem-
ment suspect dans ce genre d'affaires),
même si des recoupements semblent la
confirmer. Devenu un collaborateur par-
ticulièrement actif, il sera abattu par un
groupe spécialisé du PCF en 1941.

Mais les choses n'en restaient pas là :
il n'y a pas, d'un côté, les patriotes quit-
tant le PCF pour rejoindre l'Union sa-
crée et, de l'autre, les dirigeants attachés

à la bureaucratie dont ils tirent leurs pri-
vilèges, pour qui le pacte constituerait
une parenthèse. La branche restée liée au
Kremlin va suivre celui-ci dans son
cours politique à l'été 1940 et perdre en-
core, à cette occasion, une partie de ses
membres.

La demande de parution légale de *L'Humanité*

Le 14 juin 1940, l'armée nazie victo-
rieuse rentre dans Paris ; c'est le lende-
main même, venant de Bruxelles, sur les
traces des nazis, donc, si ce n'est avec leur
expresse permission, que Jacques Duclos,
secrétaire et numéro 2 du parti, accompa-
gné de Maurice Tréand, le responsable
aux cadres, arrive à Paris ; le pouvoir hit-
lérien cherche à associer à sa politique un
certain nombre de forces et, afin d'obtenir
la parution légale de *L'Humanité*, les
pourparlers entre nazis et responsables sta-
liniens commencent dès le 18.

Relevons ici qu'il ne s'agit nullement
d'une négociation dans le cadre d'une
république parlementaire garantissant
(au moins dans les termes) les libertés
démocratiques, y compris la liberté de la
presse ; il ne s'agit pas non plus de pour-
parlers avec un régime bonapartiste et
d'utilisation par les militants ouvriers
des contradictions de celui-ci. Ces pour-
parlers se mènent avec un régime fondé
explicitement (et qui l'avait prouvé sans
aucune contestation depuis de nom-
breuses années en Allemagne et dans les
pays occupés ultérieurement) sur l'exter-
mination du mouvement ouvrier et la
destruction des libertés élémentaires.

Surtout, le secret qui entoure ces né-
gociations révèle nettement leur caractè-
re réactionnaire. Même parmi les cadres

(6) Cité dans *Mémoires d'ex*, Ramsay, 1991,
p. 103.

(7) R. Handourtzel et C. Buffet, *op. cit.*, p. 179.

(8) *Ibidem*, p. 191. Voir J.-P. Le Crom, *Syndicats !
nous voilà*, Éditions de l'Atelier, 1999, sur la poli-
tique corporatiste de Vichy.

(9) Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du
Parti communiste*, Fayard, tome 4, 1984,
p. 264.

ayant participé à cette opération (Catelas, par exemple) les réticences ont été grandes. D'autres dirigeants, parmi lesquels le futur fusillé Gabriel Péri, ont sourdement lutté contre cette orientation. Quant aux militants de base du PCF, ceux d'avant 1940 comme ceux ayant adhéré pendant la guerre, spontanément antinazis, longtemps, ils n'ont pas cru que de telles manœuvres aient simplement existé. Rarement, contradiction a été aussi grande entre la volonté anti-nazie, révolutionnaire, des militants et la politique des dirigeants. Contradiction nullement évidente, puisqu'elle se mouvait dans le secret total à l'époque et, ensuite, dans les négations éperdues de Duclos et consorts, notamment dans ses incroyables *Mémoires* (10)...

Une militante de confiance est envoyée demander l'autorisation de la censure allemande auprès de l'ambassade ; il faut trois rencontres pour que l'autorisation de réparation légale soit accordée, à condition que les textes en soient soumis avant publication (11). Que disent les autorités nazies ? Dans un rapport, il est écrit : "*Il faut gagner les communistes. C'est aujourd'hui possible. Les communistes sont en train de devenir antisémites et antimarxistes. Dès lors, le jour où ils franchiront le pas vers le national-socialisme n'est plus éloigné*" (12)." La première tentative échoue à cause de l'arrestation des négociateurs du PCF par des policiers français trop zélés, le 20 juin au soir. Libérés sur intervention directe des nazis, Tréand et J. Catelas, membre du comité central, accompagnés de l'avocat Foissin, avocat de l'ambassade soviétique, sont reçus dans les jardins de l'ambassade d'Allemagne par Otto Abetz, c'est-à-dire l'ambassadeur en personne.

Soulignons ceci : les négociations ont lieu au plus haut niveau, l'ambassadeur d'un côté, le responsable aux cadres de l'autre. L'appareil stalinien se présente comme le meilleur parti de l'ordre : dans les arguments donnés aux nazis, il est affirmé que, "*par ce moyen, des initiatives non contrôlées venant en particulier des trotskystes ne pourraient trouver de terrain*" (13) ; et ce sont les mêmes qui parleront des hitléro-trotskyistes pendant et après la guerre ! Ainsi, les staliniens

veulent être les interlocuteurs privilégiés de l'occupant : ils éditent un tract, un des deux tracts de l'été 1940, "*contre la bande à Doriot, afin de la rendre inutilisable par les Allemands*" (14). La concurrence est rude !

L'Humanité clandestine continue jusqu'au début août à demander la légalisation de la presse du PCF. Mais le centre de Moscou estime qu'on va trop loin et multiplie les avertissements : le 5 août, l'Internationale, en demandant aux responsables du PCF d'être vigilants, recommande cependant de "*poursuivre les efforts pour obtenir la légalisation de la presse ouvrière*" (15). Les pourparlers s'arrêtent définitivement le 22 août. L'avocat Foissin sera exclu comme agent allemand (16). Certes, il a joué un double jeu, mais qui lui a permis un tel rôle ? Catelas, stalinien discipliné, honnête et courageux, entrera dans la Résistance et sera guillotiné par les nazis. Tréand sera écarté comme bouc émissaire de l'opération et mourra isolé en 1949. Oublié ? Non : Duclos et Thorez seront présents à ses obsèques (17).

Il ne s'agit en rien d'une initiative limitée à la seule *Humanité* : il faut mentionner la tentative de publier d'autres journaux comme *Ce soir*, autre quotidien du PCF, voire un journal pour la jeunesse. Ces négociations avaient continué en juillet ; les nazis essayent de "*savoir lesquels d'entre eux (dans les cadres du PCF) pourraient être gagnés à des objectifs politiques différents*" (18).

(10) Jacques Duclos, *Mémoires*, Fayard, 1970, tome 3.

(11) Numéro 32-33-34 (1993) de la revue *Communisme*, p. 88. Ce numéro publie d'importants textes d'archives sur le PCF de 1939 à 1941 ; on n'est pas obligé d'en suivre les commentaires.

(12) *Ibid.*

(13) *Ibid.*, p. 94. Pendant ce temps, les trotskystes éditaient dans la clandestinité *La Vérité*, voir reprint.

(14) *Ibid.*, p. 105.

(15) *Ibid.*, p. 124.

(16) *Ibid.*, p. 38.

(17) Philippe Robrieux, *op. cit.*, tome 4, note sur Tréand ; de manière générale, sur les militants cités ici, on peut se reporter avec grand profit aux notices du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier* ("Maitron"), troisième série, 1919-1939.

(18) *Communisme*, p. 99.

Un certain nombre de journalistes liés au PCF collaborent — sans jeu de mots — au journal légal *La France au travail*, créé par les nazis pour chasser sur les terres du PCF et qui, sur un certain nombre de points, défend l'orientation stalinienne ; on peut citer Pierre Bénédict, Elie Richard, anciens journalistes du PCF, et l'ex-conseiller général de la Seine, Delval, qui sera un membre très actif des organes corporatistes de Vichy (19).

Le Cri du peuple, le journal du pro-nazi Jacques Doriot, lui-même ancien membre du bureau politique du PCF jusqu'en 1934, accompagné pendant longtemps par Barbé, autre ancien dirigeant de premier plan du PCF, et de Marion, ancien responsable du PCF, lui aussi passé "d'un extrême à l'autre" (20), voit la participation du dessinateur Dubosc, ancien caricaturiste de *L'Humanité* jusqu'en 1939, et surtout d'Albert Clément, rédacteur en chef de *La Vie ouvrière*, la vitrine syndicale du PCF, cadre de très haut niveau du PCF jusqu'à son arrestation en septembre 1940 après avoir soutenu tous les tournants staliniens, y compris le pacte ; emprisonné en septembre 1940, puis libéré ensuite, il se rallie alors à Doriot (21).

Dans le Nord, Martha Desrumeaux, une fidèle de l'Internationale communiste, membre du comité central, essaye de faire publier légalement *L'Enchaîné*, journal régional du PCF (22), à l'été 1940. Il est aussi demandé aux maires PCF de reprendre légalement leur mairie et un certain nombre d'entre eux a été arrêté (23).

"La demande de réparation de *L'Humanité* représente-t-elle de la part du PCF une tentative de collaboration ? Sans hésitation, une réponse négative s'impose" (24) écrivent certains historiens. Il est vrai que des dirigeants du PCF comme Charles Tillon à Bordeaux, Havez dans l'Ouest et Guingoin dans le Limousin produisent des documents à tonalité antinazie prononcée, soit par ignorance du tournant du Comintern, soit par manœuvre politique. Il faut remarquer qu'ils seront tous écartés du PCF dans les années 1950. Nos auteurs affirment : "Il n'y a pas un, mais des partis communistes, qui cohabitent plus

ou moins (25)." Ce serait confondre à bon compte les militants et la direction du PCF, reconnue par le centre international du Kremlin. Par la bande, cela pose une autre question : qu'est-ce que le PCF en tant qu'appareil ? Un appareil au service exclusif de la bureaucratie du Kremlin et, à ce titre, Duclos et Tréand, en ligne directe avec le Kremlin, sont le PCF, bien plus, par exemple, que Guingoin, isolé dans le Limousin. Cette politique de la direction du PCF est réfléchie, mûrie, elle est tout sauf "une folle initiative" (26).

Les relations avec Pétain

On peut noter que certains auteurs, pourtant, voulant être critiques vis-à-vis du PCF, aboutissent à des affirmations discutables. Ainsi, on ne peut pas écrire que "les communistes n'ont pas pris part au vote (des pleins pouvoirs à Pétain), puisqu'ils ont été déçus par la III^e République" (27). En effet, douze députés élus sur les listes PCF en 1936 sont à Bordeaux en 1940 quand le vote doit intervenir (il s'agit évidemment de députés ayant désavoué le pacte), soit 17 %, ce qui n'est pas négligeable — alors que 180 parlementaires de tous bords ne peuvent assister à la séance — et sept de ces députés votent les pleins pouvoirs à Pétain. Seuls, trois votent contre (28), puisque deux autres députés s'abstiennent (il est vrai que l'écrasante majorité de la Chambre élue en 1936, et

(19) R. Handourtzel et C. Buffet, *op. cit.*, p. 176.

(20) R. O. Paxton, *La France de Vichy*, Points-Histoire, 1974, p. 260.

(21) Page 177.

(22) Philippe Robrieux, *op. cit.*, tome 4, p. 163.

(23) *Communisme*, p. 21.

(24) R. Handourtzel et C. Buffet, *op. cit.*, p. 175.

(25) *Ibid.*, p. 177.

(26) Stéphane Courtois, *Le PCF dans la guerre*, Ramsay, 1980. La même formule est reprise par Stéphane Courtois et M. Lazar, *Histoire du Parti communiste français*, PUF, 1995 : "Les illusions des folles semaines de juin et juillet 1940" (p. 176).

(27) Philippe Robrieux, *op. cit.*, tome 2, p.487.

(28) R. Handourtzel et C. Buffet, *op. cit.*, p. 185.

plus particulièrement la majorité du groupe SFIO, vote les pleins pouvoirs). La majorité vote pour...

Est-ce à dire que les députés toujours staliniens et empêchés, par leur déchéance et leur procès, de participer au vote aient été hostiles à la politique de Vichy ? Ce serait aller un peu vite en besogne : la politique de Staline implique d'aider les occupants ; on connaît le célèbre épisode de la lettre de François Billoux, membre du bureau politique et emprisonné, qui écrit à Pétain le 19 décembre 1940 pour témoigner à charge au procès que Vichy prépare contre Léon Blum (29). Il n'est pas le seul : J. Berlioz, député et membre du comité central, comme plusieurs autres députés déchus, s'adresse à plusieurs reprises en termes "déférents et respectueux à l'égard du pouvoir pétainiste" (30) pour participer au même procès. D'ailleurs, Vichy et Moscou vont conserver des relations diplomatiques jusqu'en juin 1941 (31).

Nature des défections

Il ne s'agit pas de renégats pris individuellement tant la proportion est grande, il s'agit de responsables importants et, pour beaucoup, spécialisés dans la lutte antitrotskyte, comme Gitton, particulièrement vindicatif en ce sens : un exemple parmi beaucoup d'autres, il écrivait dans *L'Humanité*, du 7 septembre 1936, quelques jours après l'exécution de Zinoviev, Kamenev, etc. : "Défendre les terroristes trotskystes, c'est attaquer le socialisme." On peut citer le journaliste Pierre Laurent, dit Darnar, lié à Thorez depuis 1929, responsable de la parution de *L'Humanité* en 1939-1940 et auteur d'articles particulièrement violents contre Trotsky lors du séjour en France de celui-ci (32). On peut nommer aussi Victorien Barne, instituteur qui s'était distingué au congrès syndical de Reims en 1933 pour avoir "lacéré des exemplaires de La Vérité et un portrait de Trotsky (...). Sous l'Occupation, il fut secrétaire général adjoint de l'Union de l'enseignement, d'esprit RNP (Marcel Déat) (33)."

Mais il y en eut d'autres, que l'appareil stalinien utilisa après la guerre sans aucune réticence, qui eurent une attitude très prudente (c'est un euphémisme), mais qui représentaient la continuité du PCF de l'avant-guerre. Marcel Cachin, dirigeant de la SFIO, actif partisan de l'Union sacrée en 1914, avait rejoint la III^e Internationale en 1920 par opportunisme ; il occupe un rôle symbolique de représentation de la tradition socialiste et, de ce point de vue, il était irremplaçable pour l'appareil ; Cachin prit ses distances avec la politique du PCF pendant la guerre, avant d'être réintégré dans ses fonctions à la Libération (34). Julien Racamond, secrétaire adjoint de la CGT réunifiée, adopte une attitude ambiguë pendant la guerre, redevint ensuite secrétaire de la CGT jusqu'à sa retraite. Renaud Jean, député depuis 1919, rapidement partisan de la III^e Internationale, vite marginalisé au sein du PCF, principale figure du travail paysan, désavoue le pacte ; il sera conservé à la tête de ses responsabilités (35).

Fort peu de ceux qui rompent vont jusqu'à défendre une politique indépendante. Parmi ces militants, qui, ayant rompu avec le stalinisme, ont mené une politique révolutionnaire, il faut mentionner Pierre Gueguin (dont le nom est presque toujours orthographié Guegen), enseignant, adhérent du PCF dès sa création, élu maire de Concarneau en 1935 ; il rompt avec le stalinisme à l'occasion du pacte. Il entre en contact avec les trotskystes, parmi lesquels Marc Bourhis, ancien du PCF. Emprisonnés avec d'autres militants, "alors que Bourhis avait l'occasion de s'évader grâce à des complicités, ce dernier va refuser. Pourquoi ? En raison de son indéfectible ami-

(29) Philippe Robrieux, *op. cit.*, tome 2, p. 521, sur Billoux.

(30) Philippe Robrieux, *op. cit.*, tome 4, p. 94.

(31) R. O. Paxton, *op. cit.*, p. 214.

(32) Voir Léon Trotsky, *Œuvres*, tome 2, p. 44, note 5 ; p. 46, note 3 ; p. 47, note 4.

(33) Notice biographique du "Maitron", troisième série.

(34) Philippe Robrieux, *op. cit.*, tome 4, note sur Cachin.

(35) G. Belloin, *Renaud Jean, le tribun des paysans*, Editions de l'Atelier, 1993.

tié pour Guegen, qui resterait seul alors face à la vindicte stalinienne. Les deux hommes sont obligés de se protéger mutuellement, la nuit, des staliniens” (36). Le 22 octobre 1941, avec d’autres otages, pour l’essentiel membres du PCF, Bourhis et Guegen sont fusillés par les nazis à Châteaubriant.

La proportion importante d’élus municipaux et de députés, et celle, bien plus faible, des membres du comité central ayant quitté le PCF indique bien qu’il s’agit d’un problème politique (voire social) et non de déceptions individuelles. On compte 44 % des maires du PCF de la région parisienne et 37 % de députés qui rompent. Ceux qui tiennent leur poste de manière légale et occupent une place dans l’appareil d’Etat bourgeois sont plus enclins à passer du côté de leur bourgeoisie. A l’inverse, les bureaucrates qui tiennent leur place de l’appareil international restent pour l’essentiel fidèles : seulement 3 sur 31 membres du comité central d’avant-guerre (10 %), Soupé,

Vassart et Gitton, quittent le parti et deviennent d’actifs collaborateurs hitlériens. Notons-le : il n’y a pas, au sein du haut appareil, de nuances : c’est Staline ou Hitler, tout crûment. Soupé et Gitton furent exécutés pendant la guerre, mais Vassart continua une action anti-ouvrière de haut niveau après-guerre. Dans les renégats, citons Clamamus, un des deux sénateurs du PCF, membre de la commission de contrôle politique, maire de Bobigny, “personnalité éminente du parti (...), (qui) transforme Bobigny en un fief géré d’une façon autoritaire et personnalisée ; il place ses fidèles, ainsi que son fils Gaston, aux postes clés de l’administration” (37).

Jean-Marc Schiappa

(36) J.-P. Cassard, *Les Trotskystes en France pendant la Deuxième Guerre mondiale*, p. 78.

(37) R. Handourzel et C. Buffet, *op. cit.*, p. 182.

Notes de la rédaction :

• Depuis la rédaction de cet article, la revue *Communisme* a publié un n° 55-56, qui comprend en particulier de longs extraits des *Carnets* de Renaud Jean, du 22 octobre 1939 au 11 juin 1941. Renaud Jean avait été arrêté avec les autres membres du Groupe ouvrier et paysan. Pages 128-129, figure le texte d’une lettre au maréchal Pétain par Renaud Jean, en date du 12 décembre 1940. On y lit :

“L’adhésion à un groupe parlementaire, créé après consultation de la présidence de la Chambre des députés, n’avait, dans mon esprit, rien de commun avec la reconstitution d’un parti. Mes juges étaient d’ailleurs si peu certains de ma culpabilité qu’ils m’accordèrent pour la prison le bénéfice du sursis.”

Or, loin d’être libéré, il a été déplacé de prison en prison, pour finir à celle de Fontevault, dans le Maine-et-Loire. Il demande sa libération, en affirmant :

“Monsieur le Maréchal, je suis un honnête homme. J’affirme sur mon honneur mon innocence de tout acte contraire aux intérêts de notre pays ou à ses lois. Depuis le début de la guerre désastreuse commencée le 3 septembre, je n’eus et ne voulus avoir que des préoccupations françaises (...). Je fais appel à votre justice” pour être remis “en liberté et au minimum en résidence surveillée”. Et pour finir, il assure le maréchal Pétain de “ses sentiments français”.

On trouve dans ses *Carnets* plusieurs notations éclairantes, dont deux particulièrement significatives :

— 5 août 1940 :

“Le système politique et économique du national-socialisme est-il, comme nous l’avons répété pendant des années, une nouvelle forme, mieux adaptée aux conditions nouvelles, du capitalisme, ou bien un système révolutionnaire s’apparentant, en dépit des formules, au bolchevisme ?” (p. 126).

— 30 avril 1941 :

“J’ai rompu en fait avec le PC le 3 octobre 1939, lorsque, ayant condamné la fameuse lettre, j’informai les camarades que je n’acceptais plus la discipline collective (...). J’ai renouvelé ma rupture avec motifs, début de janvier 1940, par la lettre par laquelle j’informai M^e Willard que je ne pouvais plus le garder comme avocat. Je la renouvelai encore au procès en refusant de signer la déclaration collective. Or la défense de la France en accord avec le PC constituait à peu près toute ma vie depuis vingt ans” (p. 130).

• Dans un rapport du 29 octobre 1939 adressé à Dimitrov, André Marty adresse quatre critiques aux PC français, américain, anglais et accessoirement canadien, qu’il résume ainsi : *“En septembre, les partis français et canadien avaient la même position : guerre impérialiste antifasciste. Cette position était très proche de celle du parti anglais : la guerre sur deux fronts contre Hitler et contre Chamberlain (...). En ce qui concerne le PC français, il faut remarquer qu’à en juger par les documents connus aujourd’hui, les dirigeants communistes dans les syndicats ont occupé une position nette et ferme bien avant la direction du parti, qui, de son côté, ne manifeste pas encore une ligne de classe pleinement distincte.”*

Dans un rapport préparé quelques jours plus tard, il reproche à la direction du parti français de ne pas avoir appelé les masses à une opposition résolue à la politique du gouvernement Daladier, et ajoute : *“La position de toute la direction du parti (...) est très embrouillée et erronée”* (*Le Comintern, op. cit., tome I, pp. 182-183*).

**Le fonds
d'archives
Sneevliet
à Moscou**

(Mark Goloviznine)



Henricus Sneevliet (1883-1942).

L'une des plus importantes concentrations de documents sur l'histoire de l'Opposition de gauche internationale

LE fonds d'archives Sneevliet, qui se trouve dans les anciennes archives centrales du parti, à Moscou (Institut du marxisme-léninisme), porte le nom officiel de "Collection de documents des organisations trotskystes internationales". Ce fonds a été pour la première fois évoqué par Dmitri Volkogonov dans son livre *Trotsky*, dont la première édition date de 1992. L'histoire de ce fonds d'archives, qui, à l'époque, n'avaient pas encore été ouvertes, est assez énigmatique. Comme le dit Volkogonov (tome 2, page 185) :

"Ces archives parvinrent d'abord à l'Institut d'histoire du Parti ouvrier unifié polonais (POUP). Ces documents restèrent entre les mains des communistes polonais parce qu'ils avaient, dit-on, été abandonnés par les hitlériens sur le territoire polonais en 1944-1945."

Et de fait, sur la couverture du premier inventaire qui n'avait pas été examiné avant 1999, figurait le cachet des archives centrales du POUP. Dans le deuxième tome de son *Trotsky*, Volkogonov renvoie plusieurs fois à ces documents, jusqu'alors inaccessibles aux historiens.

Mais la comparaison de l'index bibliographique du livre de Volkogonov et du catalogue des inventaires d'archives réserve bien des surprises : les références faites par Volkogonov aux dossiers et aux pages ne correspondent que rare-

ment au contenu des documents cités. Ainsi, les extraits des documents programmatiques rédigés par Trotsky en 1938 à l'occasion du congrès de fondation de la IV^e Internationale sont attribués par Volkogonov au dossier n° 1 de l'inventaire n° 2, qui, en réalité, contient des lettres de l'année 1922 consacrées à la situation des anarchistes arrêtés en URSS. Certains renvois au fonds concerné sont de plus privés de toute indication du numéro du dossier et de la page.

La manière arbitraire dont Volkogonov traite le contenu des documents d'archives ne suscite pas moins d'étonnement. Ainsi, page 315 du tome 2, il affirme :

« Les archives de Sneevliet contiennent nombre de documents qui attestent que, dans l'entourage de Trotsky, on sentait bien que les préparatifs de l'élimination physique de Trotsky allaient à pleine vitesse. L'un des proches de l'exilé, Crux, écrit ainsi à son camarade Keller : "Le Guépéou faisait peser un danger mortel sur le camarade C. (Trotsky, note Dmitri Volkogonov) : il est nécessaire de prendre toutes les mesures pour sauver le camarade C". »

En réalité, Crux est le pseudonyme de Trotsky lui-même, J. Keller était membre d'un groupe anarcho-syndicaliste allemand et le "camarade C." que menaçait le Guépéou était probablement le Yougoslave Giliga, qui avait pu fuir l'URSS et dont les opinions étaient

proches de celles des anarcho-syndicalistes.

Il faut d'ailleurs remarquer que, dans les listes d'utilisation qui sont jointes aux dossiers d'archives, je n'ai rencontré ni de notification d'un travail effectué sur ces dossiers par Volkogonov lui-même ni d'indications que tel ou tel document ait été consulté à sa demande. A l'exception d'une ou deux signatures, ces listes n'ont d'ailleurs à ce jour été remplies par personne.

Bref, un travail scientifique sur les archives de Sneevliet attend toujours son heure.

Cette collection de documents, formée de deux inventaires comptant environ 20 000 pages, constitue l'un des fonds les plus importants et les plus imposants en Russie de documents sur l'histoire de l'Opposition de gauche internationale et d'autres mouvements anti-staliniens. Les documents, rédigés en anglais, français, allemand, hollandais, espagnol, russe et autres langues, couvrent une période qui va de 1921 à 1940. On peut donner la brève description suivante de ces dossiers :

1. — Une bonne part de la première partie est formée par la correspondance personnelle de Sneevliet avec Trotsky, Léon Sedov, Victor Serge, Rosmer, Nin, des militants de groupes allemands opposants au Comintern : Brandler, Talheimer, Maslov, Vollenberg, Ruth Fischer, des représentants des organisations de gauche d'Angleterre, de France, de Belgique, d'Espagne, de Chine, d'Afrique du Sud, d'Indonésie.

2. — Le deuxième inventaire rassemble des documents qui donnent une image assez complète de l'histoire de l'opposition au stalinisme dans le mouvement ouvrier international à la fin des années 1920. Les documents de 1929 (inventaire n° 2, dossier 12) informent de la formation de comités d'aide à Trotsky en Allemagne, qui se fixent comme tâche d'organiser le soutien financier à Trotsky et d'autres opposants exilés. La correspondance de Sneevliet, alors secrétaire du Secrétariat national ouvrier de Hollande, avec les syndicats allemands et tchécoslovaques qui rompaient avec le Profintern (1) indique la

manière dont cette tâche fut menée à bien. Les comités de soutien à Trotsky avaient un lien avec leurs partisans en URSS. L'inventaire des archives contient aussi la correspondance de Léon Sedov avec Sneevliet, qui montre que les liens clandestins de l'Opposition de gauche avec ses partisans en URSS ne s'est pas interrompue au cours des années 1930.

Les documents de ces archives reflètent de façon détaillée l'histoire de la constitution de l'Opposition de gauche internationale, qui recrutait ses cadres tant parmi les anciens membres des partis communistes exclus pour leur opposition que dans les partis socialistes et unions de la jeunesse, qui se radicalisaient et évoluaient vers la gauche et rejetaient tant la Deuxième Internationale réformiste que l'Internationale communiste stalinisée.

L'une des conséquences les plus importantes de l'évolution à gauche de la social-démocratie européenne fut la scission dans le Parti socialiste ouvrier de Hollande. Sur la base de son aile gauche, se constitua le Parti socialiste indépendant, qui fusionna par la suite avec le groupe de Sneevliet (le RSP) pour former le Parti socialiste révolutionnaire unifié de Hollande (RSAP), qui se tenait sur les positions de l'Opposition de gauche.

A la fin d'août 1933, ces deux partis hollandais, le RSP et l'OSP, le Parti socialiste ouvrier allemand (le SAP) et l'Opposition de gauche internationale signèrent la "*Déclaration des Quatre*" et des documents programmatiques qui posaient le fondement de la future Quatrième Internationale (inventaire 2, dossier 62-a).

Les archives de Sneevliet contiennent des centaines de pages de documents, de correspondance, portant sur le développement du RSAP. Ils éclairent tant la vie interne du parti (réunions du bureau politique, correspondance avec les comités régionaux, avec les unions de jeunes) que les liens internationaux de ce parti.

Dans cette correspondance, les documents de la Ligue internationale des bolcheviks-léninistes et du Secrétariat international pour la IV^e Internationale, au sein duquel Léon Sedov déployait une

grande activité, occupent une place particulière. Les dossiers n^{os} 166, 167 et 168 contiennent des documents programmatiques écrits par Léon Trotsky. La correspondance du Secrétariat international, représenté par Léon Sedov et Rudolf Klement, avec leurs camarades en Belgique, en France, aux États-Unis, en Espagne, en Grèce, en Afrique du Sud, au Brésil, en Argentine, à Cuba, au Chili, en Chine et d'autres pays encore, éclaire les aspects organisationnels de cette activité. Les procès-verbaux secrets des réunions du Secrétariat international de 1933 à 1936 constituent un carton particulier.

La révolution espagnole et le début de la "Grande Purgé" en URSS ont ouvert une nouvelle page tragique dans l'opposition entre le stalinisme et l'internationalisme révolutionnaire. Les documents des archives Sneevliet éclairent l'existence de deux tendances dans le mouvement antistalinien en dehors des frontières de l'URSS : un courant radical, représenté au premier chef par Trotsky et ses partisans de l'Opposition de gauche internationale, et une tendance plus modérée représentée par les partis socialistes de ce que l'on appelait le "Bureau de Londres" (le SAP allemand, l'Independent Labour Party anglais, le POUM espagnol et quelques autres). Ces deux courants reconnaissaient la nécessité de fonder une nouvelle Internationale, mais la position inconséquente et hésitante du "Bureau de Londres" à l'égard du Comintern et de la politique du Front populaire suscitait une vive critique de Trotsky, posant la question du centrisme dans le mouvement révolutionnaire.

Le RSAP et Sneevliet lui-même pendant longtemps s'efforcèrent d'occuper une position originale de tampon entre les "bolcheviks-léninistes orthodoxes" et les "centristes". Tout en portant dans l'ensemble un jugement peu flatteur sur l'activité du "Bureau de Londres", Sneevliet se refusa catégoriquement à qualifier le rôle du POUM en Espagne comme une trahison des intérêts de la révolution. Et au moment où les partisans espagnols de Staline, soutenus par le NKVD, déclenchèrent contre le POUM une campagne effrénée de calomnies et de répression, il protesta catégorique-

ment contre la condamnation du POUM par le Secrétariat international.

Le point de vue de Victor Serge était proche de la position de Sneevliet. Il écrivit à maintes reprises à Trotsky pour critiquer "*la ligne profondément erronée des camarades-sectaires, qui pensent que de petits groupes d'étrangers à l'idéologie orthodoxe pure peuvent implanter cette idéologie de l'extérieur, doivent effectuer un travail fractionnel dans le POUM et s'orienter vers la fondation d'un nouveau parti*" (Vadim Rogovine, *La Révolution mondiale et la Guerre mondiale*, Moscou, 1998, p. 166).

Des idées analogues se trouvent exprimées dans la correspondance de Serge avec Sneevliet (inventaire n^o 2, dossier 199).

On peut dès lors être d'accord avec Vadim Rogovine, selon qui nombre d'opinions de Serge et de Sneevliet (ainsi que les points de vue des dirigeants du POUM) étaient discutables, "*mais ils touchaient manifestement des problèmes politiques importants, qui exigeaient une étude sérieuse et une discussion fraternelle sans insultes ni offenses mutuelles*" (pp. 341-342).

Malheureusement, les désaccords entre Sneevliet et Trotsky s'aggravèrent du début de 1936 à la fin de 1937, se muèrent en rupture ouverte et aboutirent au départ du RSAP de la IV^e Internationale (inventaire n^o 2, dossiers 185, 203 et 210).

Malgré les désaccords croissants, Sneevliet et le RSAP prirent une part active à la préparation du contre-procès de Trotsky en 1937 et à la diffusion du verdict d'acquiescement, connu sous le nom de "*Conclusions de la commission Dewey*". Sneevliet intervint aussi comme témoin pour réfuter les aveux des accusés du deuxième procès de Moscou (janvier 1937) sur les "directives terroristes" que Trotsky leur aurait fait parvenir (Sneevliet avait rencontré personnellement Trotsky en 1932, à Copenhague, et en 1933, dans le sud de la France) ; il fut aussi l'organisateur du comité hollandais de défense de Trotsky destiné à s'opposer à la propagande stalinienne.

Les documents les plus tardifs des archives Sneevliet portent sur les années

1939-1940 et reflètent l'attitude du RSAP vis-à-vis du début de la Deuxième Guerre mondiale, du pacte Molotov-Ribbentrop et du conflit soviéto-finlandais. Dans le *Manifeste du RSAP* (inventaire n° 2, dossier 241) publié juste après la signature du pacte de non-agression germano-soviétique, on peut lire :

« *Ce que fait Staline est pire que Munich. Des centaines des meilleurs compagnons de Lénine ont été anéantis par le sanglant Staline, qui leur a collé sur le dos l'étiquette d'agents hitlériens. Aujourd'hui, Staline fait le front unique avec Hitler. Nous, qui avons averti que cet accord pouvait se réaliser, nous avons été aussi qualifiés d'agents du fascisme. Pour la même chose, nos camarades en Espagne ont péri des mains du Guépéou stalinien. Aujourd'hui, Staline peut "épurer" tous les autres qui ont conservé la conviction qu'il voyait dans le fascisme le pire des ennemis. Le destin de Litvinov le confirme* » (2).

Les annexions effectuées en Pologne et dans les pays Baltes, et le conflit avec la Finlande, qui suivirent le pacte, poussèrent de nombreux militants de gauche à parler de la nature impérialiste originale de l'URSS, de "*l'invasion bolchevique de la Finlande*", etc. Le parti de Sneevliet, tout en condamnant sans appel l'invasion elle-même et les annexions effectuées au profit de l'URSS, affirma que l'agression stalinienne n'avait rien de commun avec la guerre révolutionnaire menée par l'Armée rouge dans les années 1918-1921, qui s'appuyait sur la sympathie manifestée par le prolétariat mondial.

Les archives Sneevliet, dont les documents sont devenus accessibles à l'étude, constituent l'une des plus importantes concentrations de documents sur l'histoire de l'Opposition de gauche internationale, de l'internationalisme révolutionnaire et de la résistance antistalinienne. Elles sont comparables aux archives Trotsky à Houston et à la collection de documents de Nicolaievski. L'étude détaillée des documents qui s'y trouvent rassemblés permettra de préciser et d'expliquer bien des points en discussion de l'histoire d'avant-guerre, des victoires et des défaites du mouvement révolutionnaire dans les années 1930.

Nous exprimons aussi l'espoir que les conclusions établies sur cette base ne seront pas intéressantes seulement pour les historiens, mais donneront aussi matière à réflexion sur la manière dont doivent se définir les relations entre les forces de gauche révolutionnaires dans les conditions de la lutte des classes contemporaine.

Notes de la rédaction :

- (1) Profintern, ou Internationale syndicale rouge, formé en 1921 contre l'Internationale syndicale "réformiste", dite d'Amsterdam, dissous en 1937.
 (2) Maxime Litvinov, commissaire du peuple aux Affaires étrangères, partisan de l'alliance avec les démocraties contre l'Allemagne nazie — et par ailleurs juif —, fut limogé en mai 1939 et remplacé par le docile et très aryen Molotov à la veille de la signature du pacte Molotov-Ribbentrop (dit aussi Hitler-Staline, bien que seules y figurent les signatures des deux ministres des Affaires étrangères).

**Le dossier
de la police politique
bulgare
sur l'anarchiste
Gueorgui Konstantinov
Gueorguiev**

La chute du Mur de Berlin a permis l'ouverture plus ou moins grande des archives dans les pays de l'Est. C'est ainsi que le militant anarchiste bulgare Gueorgui Konstantinov Gueorguiev a pu obtenir l'accès à son dossier à la police politique. Il nous en a remis plusieurs pièces. Nous publions ci-après l'une d'entre elles, qui sera suivie de plusieurs autres dans les prochains numéros de la revue.

La lecture, parfois malaisée, de ce document exige quelques commentaires préalables :

- 1. — Les individus qualifiés de fascistes dans ce document (à commencer par les blessés soignés par le père de Gueorguiev) ne le sont pas ; la police politique leur colle cette étiquette suivant le bon vieux procédé stalinien consistant à disqualifier l'ennemi par l'usage généralisé de ce qualificatif à l'encontre de tous ceux qui lui déplaisent. Il est assez remarquable que, même dans les documents ultra-confidentiels rédigés à l'intention de leurs propres services, les responsables de la Sécurité jugent nécessaire d'utiliser ce vocabulaire, dont ils connaissent tous parfaitement le caractère mensonger.**
- 2. — Gueorgui Gueorguiev a effectivement, avec un jeune camarade social-démocrate, déposé le 3 mars 1953, au cœur de Sofia, un explosif au pied de la statue de Staline, qui, par une coïncidence remarquable, se trouvait alors plongé dans le coma depuis son attaque de congestion cérébrale dans la nuit du 28 février au 1^{er} mars.**
- 3. — Gueorgui Gueorguiev avait constitué en émigration une petite organisation anarchiste ; le nombre d'agents de la Sécurité d'Etat lancés à ses basques énumérés dans ce seul document (plus d'une vingtaine) pour tenter de neutraliser et de discréditer une unique personne donne une idée du déploiement fantastique de la police politique et du coût énorme qu'elle représentait dans le budget de l'Etat.**

“Top secret !”

(note sur Gueorgui Konstantinov Gueorguiev, objet du dossier “Terroriste”)

Ministère de l'Intérieur
Sixième département
de la Sécurité d'Etat,
réf. N 8713, n° 2,
15.V.1985

GUEORGUI KONSTANTINOV GUEORGUIEV est né le 15 mai 1933, à Blagoevgrad, Bulgarie, de nationalité bulgare, diplômé d'études supérieures de mathématiques, divorcé sans enfants, condamné, sans-parti, traître à la patrie depuis 1973, vit en France, à Paris, au 13, rue Etienne-Deforges, 92320 Châtillon.

Provient d'une famille ennemie.

Son père, Konstantin Gueorguiev, né en 1901, est un ancien médecin, partisan du pouvoir fasciste. Au lendemain du 9 septembre 1944, il a porté secours à des groupes de bandits en leur fournissant de la nourriture et des médicaments, suite à quoi il est déporté dans un camp de concentration. Décédé en 1976.

Sa mère, Radka Gueorguieva, née en 1908, femme au foyer, ne s'est jamais départie de son animosité pour la démocratie populaire. A présent, elle vit à Blagoevgrad et entretient une correspondance par courrier avec Konstantinov.

Son frère, Ognian Konstantinov, né en 1936, est titulaire d'un diplôme d'études supérieures de génie civil. Il

travaille comme expert en chef de la direction de l'architecture et des voiries du conseil départemental de Blagoevgrad. Sans-parti et indifférent à la politique. Un dossier d'observation opérationnelle est ouvert sur lui en 1974, après l'évasion de son frère. Il n'y a pas de données témoignant d'actes ennemis qu'il aurait commis. Vu la situation qu'il occupe, il évite d'entretenir des relations avec son frère, de peur qu'elles ne lui portent préjudice.

En 1952, Gueorgui Konstantinov, aidé de huit autres personnes, crée une organisation contre-révolutionnaire clandestine et anarchiste, qui s'assigne comme objectif la lutte armée contre la démocratie populaire. Ils essaient d'entrer en contact avec des diplomates de pays occidentaux accrédités à Sofia, afin de bénéficier d'aides sous forme d'armes, de stations de radio et de moyens financiers. A cet effet, Konstantinov rédige un courrier aux ambassades d'Angleterre, de Belgique et de la République fédérative de Yougoslavie. N'ayant pas reçu de réponses, les membres de l'organisation décident de passer aux actes terroristes.

Le 20 août 1952, ils installent un explosif artisanal devant l'appartement de l'attaché commercial de l'Allemagne de l'Est à Sofia, en croyant que c'était le logement d'un diplomate anglais. Par cet acte, ils souhaitent provoquer une détérioration des relations entre la Répu-

blique populaire de Bulgarie et l'Angleterre, ainsi que des désordres. Le 3 mars 1953, ils mettent un explosif au pied du monument de Staline dans le parc de la Liberté, à Sofia. Ils conçoivent d'autres actions terroristes également.

Ces actes lui valent une peine de mort prononcée en 1953, la sentence étant remplacée par une peine de réclusion de vingt ans. Il purge sa peine dans des prisons différentes, en manifestant partout un comportement hostile au régime établi en Bulgarie. Il reste en contact avec des prisonniers hostiles au pouvoir du peuple, sans cesser de prêcher les idées de l'anarchisme et d'adresser des injures et des invectives au pouvoir "du peuple" (1). En 1963, il est libéré avant terme.

En 1969, il termine ses études supérieures de mathématiques à l'université de Sofia, Clément d'Okhrid. Il est embauché par le Centre de calculs électroniques du ministère du Commerce intérieur. Il y occupe un poste de spécialiste. Remplit bien ses obligations. En 1971, il est nommé chef de département dans le même centre.

C'est grâce à son épouse, Klementina Ivanova, que Konstantinov réussit à adhérer au groupe de Catherine Lvov (2) et de Vladimir Makarov, en participant de façon active aux actions subversives de ces derniers. Il propage de la littérature incriminée, accable de médisances la politique du parti et du gouvernement, prépare son évasion avec l'aide de C. Lvov, à la suite de quoi, en 1972, il est choisi comme cible du DOR "Terroriste" (3). En mai 1973, Gueorgui Konstantinov est averti du travail que les organes de la Sécurité d'Etat déploient à son égard. Le 14 juillet 1973, Miltcho Simov Prissadachki, Nicolas Petkov Valov et lui s'enfuient clandestinement en Yougoslavie. Konstantinov passe en Italie, qu'il quitte par la suite pour s'établir en France, à Paris. En novembre 1973, Prissadachki retourne en Bulgarie de son propre gré. Nicolas Valov est pris en charge par le deuxième département de la Sécurité d'Etat.

A présent, Konstantinov travaillerait pour le Centre de calculs électroniques à Paris, en suivant un stage de formation

au logiciel. Il vit, paraît-il, seul dans un trois-pièces. Tout porte à croire que l'état de sa santé et l'état de ses finances sont satisfaisants.

Un nouveau DOR "Terroriste" (4) est ouvert sur lui en 1975 à la section 2, direction 5 (5). A partir de 1984, le premier département de la Sécurité d'Etat se charge également de lui.

Dès son arrivée en France, Konstantinov rejoint les actions subversives de l'immigration ennemie bulgare. Il lance des menaces d'actes terroristes à l'endroit de fonctionnaires des ambassades de la République populaire de Bulgarie en Europe occidentale, et en France en particulier. Il devient le proche compagnon du traître à la patrie Gueorgui Khadjiev, un des leaders du centre anarchiste bulgare en France. Konstantinov le considère comme son maître à penser, car il est un adepte fanatique des idées de l'anarchisme. Il s'est également rapproché du traître à la patrie Milka Guevadieva et du traître à la patrie Tsenko Barev, qui l'utilisent dans leur actions subversives contre la R. P. de Bulgarie. Konstantinov publie des articles dans diverses publications de l'émigration ennemie, où il part de positions ennemies pour se livrer à des commentaires sur la situation sociale, économique et politique en R. P. de Bulgarie et dans les pays de la communauté socialiste, il ne manque pas de faire la propagande des idées anarchistes. En 1976, il organise à Paris la sortie d'un faux numéro du journal *Rabotnitchesko delo* (6), dont le contenu est hostile à la Bulgarie. Dans un but de provocation, il en envoie des exemplaires à diverses adresses en Bulgarie.

Vers la fin des années 1970, Konstantinov se lie graduellement avec l'organisation de l'émigration ennemie Mouve-

(1) Les guillemets sont mis par Gueorgui Konstantinov.

(2) De nationalité française.

(3) Première version du DOR, document de police contre Gueorguiev.

(4) Sous une deuxième version.

(5) De la police politique.

(6) Organe du comité central du Parti communiste bulgare.

ment de libération bulgare et avec ses leaders, les traîtres à la patrie Tsenko Barev et Bl. Slavenov. A présent, il serait membre du comité exécutif de l'organisation et dirigerait des "groupes répressifs" de celle-ci. Il serait également responsable des actions terroristes et subversives du MLB susceptibles d'être menées contre la Bulgarie. Il serait considéré comme "le bras droit" de Tsenko Barev.

Manifestement, il continue à prendre une part active au travail de l'imprimerie du MLB, car il considère que seule la littérature de propagande imprimée là aurait un certain effet. Selon lui, les papiers publiés auraient un caractère moins politique qu'économique, prêtant à réflexion et suggérant des jugements négatifs sur la Bulgarie. Ils s'adressent essentiellement aux milieux intellectuels bulgares.

Au cours des entretiens qu'il eut en 1984, à Paris, avec les agents "Grekov" et "Todorov" aux ordres de la cinquième direction, et avec l'agent "Svetlov" aux ordres de la troisième direction du département (7), Konstantinov a manifesté sa propension pour des formes drastiques et virulentes de "lutte". Il n'a pas caché qu'il se félicitait des attentats faits en 1984 à Plovdiv et à Varna, qui, selon lui, seraient l'œuvre de jeunes gens et témoigneraient de l'existence d'une opposition en Bulgarie. Il a divulgué des conseils sur l'accomplissement d'actions terroristes, sur l'approvisionnement en armes, sur le respect de la conspiration etc. Il a tenté d'enrôler pour "la cause" les agents "Grekov" et "Todorov". Il a agi sciemment, en restant fidèle au but des préparatifs, en se livrant aux vérifications nécessaires, en recourant au chantage et aux menaces, il a insisté pour que les agents remplissent des formulaires de la part de ladite "Fédération des anarchistes-communistes", il convenait des liaisons et des mots de passe. Au cours des entretiens, il a évoqué avec force détails les diverses organisations de l'émigration bulgare, en réservant une place de choix au Mouvement de libération bulgare et aux anarchistes, en exposant les programmes idéologiques de ces derniers. Il gardait chez lui des pistolets et des armes automatiques. **Il attendait**

avec impatience de partir en retraite pour s'adonner activement à son activité "parallèle". Il a juré de venger son père, soumis à des "répressions" ayant provoqué sa mort.

A la fin de 1984, Konstantinov recourt au dit "Comité international de lutte contre la répression", ayant son siège à Paris, pour lancer une campagne "*en défense de Dimitar Gatchev, de la ville de Plovdiv, réprimé de longue date en Bulgarie*". Gatchev est trotskyste, proche ami de Konstantinov depuis la prison. A la suite de cette campagne de diffamation contre la Bulgarie, Gatchev est autorisé à faire un voyage en France.

Selon des données émanant du premier département de la Sécurité d'Etat, datées du début de 1985, devant des membres du MLB, Gueorgui Konstantinov aurait fait part de sa conviction qu'il était grand temps que l'émigration ennemie se livre à ses actes en R. P. de Bulgarie afin de rehausser le moral de la résistance intérieure. **Il se serait même déclaré prêt à faire sauter une grande entreprise ou établissement en Bulgarie. Il posait comme condition à cela la livraison, sur le territoire bulgare, d'un explosif de petit volume, mais de forte puissance.** Konstantinov jouit de la réputation de quelqu'un de résolu, capable d'actes extrêmes.

En dehors des leaders du MLB Tsenko Barev et Bl. Slavenov (pris en charge par le premier département de la Sécurité d'Etat), Gueorgui Konstantinov entretient des rapports très étroits avec certains leaders du Centre anarchiste bulgare à Paris, tels les traîtres à la patrie Gueorgui Khadjiev, Todor Mitev, Ivan Drandov, etc. Khadjiev et Mitev font l'objet d'un DOR mené par la section 2 de la cinquième direction du départe-

(7) Le sixième département de la Sécurité d'Etat. Les agents dont se sert la Sécurité d'Etat pour "travailler" sur Konstantinov (pour le "traiter") sont envoyés en France par la police politique bulgare, qui leur assigne des "tâches" à accomplir vis-à-vis de l'objet du DOR "Terroriste" ou font partie du contingent local dont disposent les services secrets bulgares en France et dans les autres "Etats ennemis" de l'Europe occidentale.

ment, alors que Drandov est suivi par la direction départementale du ministère de l'Intérieur de Kustendil, le dossier étant supervisé par la cinquième direction. Konstantinov collabore de façon active au journal *Nach pèt* ("Notre route"), édité par le traître à la patrie Khadjiev. Ainsi publie-t-il, dans le n° 10 de 1984, un vaste article sur les explosions de Plovdiv et de Vama, où il ne manque pas de saluer cette "*initiative de la jeunesse révolutionnaire de Bulgarie*". **Il y prodigue également quelques conseils quant au juste choix des cibles, etc.** Dans le n° 1 de 1985 du même journal, il publie un autre article consacré, lui, à la situation politique dans les Balkans, où il adresse des injures et des calomnies à l'égard de la politique extérieure de la Bulgarie.

Nous ne disposons pas de données selon lesquelles Konstantinov aurait été en contact, ces dernières années, avec Milka Guenadieva, présidente du sous-comité du Comité national bulgare, traître à la patrie, l'Organisation de l'émigration ennemie bulgare en France, objet du DOR de la section 2 de la cinquième direction. En présence de l'agent "Todorov", Konstantinov a fait part de son avis que les gens de Guenadieva "*faisaient du sur-place*", ce qui ne profitait ni à la lutte ni à l'agent lui-même. Il lui a donc vivement recommandé de faire la connaissance de Tsenko Barev **au cours de son futur voyage en France** (8).

Konstantinov entretiendrait de proches relations avec **Ekaterina Gulemetova, citoyenne bulgare, habitant, avec autorisation, Paris depuis 1970**, et avec qui il a travaillé au Centre de calculs électroniques du ministère du Commerce intérieur. **C'est Gulemetova qui a mis en contact l'agent "Todorov" avec Konstantinov**, bien qu'elle (9) ait des relations très proches avec Milka Guenadieva.

Gueorgui Konstantinov serait également en relations proches avec les frères Alexandre et Vesselin Alexiev, dont la mère a émigré en Allemagne de l'Ouest et qui cohabite avec le traître à la patrie Borislav Baitchev, membre du comité exécutif du MLB et "expert" des "ques-

tions militaires de l'organisation". Alexandre Alexiev a émigré aux Etats-Unis, il a travaillé au Pentagone en tant que conseiller sur les questions balkaniques. Vesselin Alexiev est émigré en Suède. Selon Konstantinov, il serait un **"anarchiste de droite", "un fasciste"** (10). Les deux frères ne sont pas suivis.

Konstantinov aurait aussi des contacts très proches avec Alfred Foscolo et Raïna Aracheva, qui habitent à Paris. **Foscolo et Aracheva ont été condamnés en 1968 en R. P. de Bulgarie en tant qu'espions aux services de renseignement français**, ils ne sont pas suivis. Nous ne disposons pas de données attestant de leur participation aux activités du MLB et à celles de Konstantinov.

Par l'intermédiaire du traître à la patrie Khadjiev, Gueorgui Konstantinov entretiendrait de proches relations avec des anarchistes espagnols.

Les relations suivantes de Gueorgui Konstantinov vivant en R. P. de Bulgarie méritent une attention opérationnelle :

Membres de la famille

1. — Radka Gueorguieva, mère de Konstantinov ;
2. — Ognian Gueorguiev, frère de l'objet du DOR "Terroriste" ;
3. — Todor Al. Penkov, né en 1906, vit à Sofia, retraité, membre du Parti communiste bulgare, ancien combattant, oncle de l'objet du DOR, n'est pas suivi ;
4. — Dimitar Penkov, né en 1939, ingénieur, membre du Parti communiste bulgare, neveu de l'objet du DOR. **Il est abordé en vue d'être inclus dans un projet d'enrôlement d'agents.**

Membres de l'organisation contre-révolutionnaire clandestine de 1952. Nous n'avons pas constaté des contacts entre Konstantinov et ces personnes-là.

(8) Manifestement, l'agent Todorov souhaitait avoir un autre déplacement en France au cours de l'année suivante et être pris en charge par les fonds secrets des services spéciaux bulgares.

(9) Pourquoi "bien que", peut-être à cause de cela, précisément.

(10) L'agent Todorov n'y va pas de main morte.

Les personnes suivantes, parmi ces dernières, méritent une attention opérationnelle :

1. — Peter Peev fait l'objet d'un dossier de traitement opérationnel pour actes terroristes à la troisième préfecture de police, Sofia ;

2. — Evgueni Zouropalov figure sur la liste des personnes suivies par la direction départementale du ministère de l'Intérieur de Pazardjik ;

3. — Peter Patron (11) ;

4. — Vassil Ditchev fait l'objet d'un dossier d'observation opérationnelle (DON) (12) par la direction départementale du ministère de l'Intérieur de Plovdiv. **Un contact opérationnel est établi avec Peter Peev et avec Vassil Ditchev (13).**

Personnes rencontrées en prison :

1. — Stefan Iv. Valkov, né en 1925, fait l'objet d'un dossier d'observation opérationnelle (DON) par la direction départementale du ministère de l'Intérieur de Plovdiv.

2. — Dimitar M. Gatchev, **né en 1899, trotskyste**, fait l'objet d'un dossier d'observation opérationnelle (DON) par la direction départementale du ministère de l'Intérieur de Plovdiv.

3. — Ivan D. Davtchev, né en 1925, fait l'objet d'un dossier d'observation opérationnelle (DON) par la direction départementale du ministère de l'Intérieur de Plovdiv.

4. — Vassil I. Todorov /"Le Peuple"/, né en 1903, fait l'objet d'un dossier d'observation opérationnelle (DON) par la direction départementale du ministère de l'Intérieur de VelikoTarnovo.

5. — Vassil Iv. Yotsov, né en 1938, agent de la sécurité d'Etat, aux ordres de la cinquième direction (14).

Autres :

1. — Lazar Iv. Tsvetkov, né en 1932, fait l'objet du DOR par la cinquième direction.

2. — Le Métropolitain Pymen figure sur la liste de la direction départementale du ministère de l'Intérieur de Blagoevgrad.

Le travail fourni à présent cherche à établir la liaison nouvellement interceptée entre Konstantinov et Olga St. Carra, de Sofia. Conjointement avec la deuxième direction du département, faire toutes les lumières sur la nature des contacts de Konstantinov avec le professeur Ivan Slavov, à qui l'objet du DOR "Terroriste" a envoyé le journal *Nach pat*, n° 10, de 1984.

L'alibi de toutes les personnes a été vérifié à propos des actes terroristes perpétrés en 1984 et en 1985. Les mesures actives appliquées dans le cadre des dossiers font l'objet de concertation avec la cinquième direction (15).

Gueorgui Konstantinov entretient une correspondance irrégulière avec sa famille et ses connaissances de la prison. **Il essaie de se faire procurer à travers eux de la littérature historique et des renseignements sur leur vie**, dont il fait un usage intéressé. Ses lettres sont truffées d'ambiguïtés et de remarques sarcastiques faites pour attiser des haines envers l'ordre socialiste en Bulgarie.

Sept agents sont sur le dossier, dont les agents "Grekov", "Todorov" et "Guenadi", qui sont soumis à la cinquième direction, l'agent "Svetlov", soumis à la troisième direction du département, l'agent "Vladimirov", soumis au deuxième département de la Sécurité d'Etat, l'agent "Andreï", soumis à la direction départementale du ministère de l'Intérieur de Blagoevgrad et l'agent "Stroumski" à la direction départementale de Kustendil. **Les agents suivants sont susceptibles de travailler sur Konstantinov à l'étranger : "Grekov", "Todorov", "Svetlov", "Andreï"**. Les agents suivants sont susceptibles de travailler sur les relations de

(11) Barré dans l'original : « Agent de la Sécurité d'Etat dans la ville de Panagurichté, répondant au faux nom d'"Alexandre" ».

(12) DON dans le texte bulgare. Cette abréviation signifie "dossier d'observation opérationnelle".

(13) Cela signifie que, tout en étant des "objets de DON", ils sont aussi agents de la Sécurité d'Etat.

(14) Répondant au faux nom de Kaloyan.

(15) De la police politique.

l'objet du DOR en Bulgarie : "Andreï", "Vladimirov", "Guenadi", "Stroumski". **Tous les agents possèdent de bonnes capacités subjectives de travail**, ils sont bien placés auprès de Konstantinov et auprès de ses relations en Bulgarie. Le travail fourni conjointement par le premier département de la Sécurité d'Etat et par les directions départementales respectives du ministère de l'Intérieur vise à préparer le terrain pour *développer* (16) plus les contacts avec Konstantinov et ses relations.

Le premier département de la Sécurité d'Etat (quatrième direction) bénéficie de possibilités concrètes de travail sur Konstantinov à l'étranger, ce qui permet de concerter la mise en œuvre de mesures actives à son endroit.

Compte tenu de la conjoncture internationale compliquée et des difficultés du travail opérationnel, étant donné que les services spéciaux de l'ennemi se servent de l'émigration ennemie bulgare dans le cadre d'actions subversives contre la République populaire de Bulgarie, sans oublier les convictions idéologiques et les qualités personnelles de Gueorgui Konstantinov, il est opportun d'appliquer les mesures complémentaires suivantes :

1. — Procéder à une revue et à une analyse du matériel disponible au sujet de Konstantinov **conjointement avec le premier département de la Sécurité d'Etat, en définissant les grands axes du travail sur lui et en répartissant la tâche entre le premier et le sixième département de la Sécurité d'Etat. Réfléchir à des possibilités pour appliquer des mesures actives visant sa neutralisation physique si la situation internationale s'y prête.**

Apporter une attention particulière au fait que Konstantinov est en possession d'armes à feu, qu'il n'hésite pas à inciter à des actes terroristes sur les pages de diverses publications de l'émigration ennemie bulgare. **C'est une raison valable pour entreprendre des démarches pour le compromettre auprès des autorités officielles françaises en se servant du ministère des Affaires étrangères de la Bulgarie.**

2. — **Conjointement avec le premier et le deuxième départements de la Sécurité d'Etat, entreprendre des mesures pour tirer au clair l'attitude des leaders des diverses organisations d'émigrés ennemies à l'endroit de Konstantinov et les véritables relations que l'objet d'observation entretient avec eux. Après analyse, prévoir des mesures pour l'opposer à l'émigration ennemie. Utiliser à cet effet les relations et les contradictions entre M. Guenadieva, G. Konstantinov et Tsenko Barev.**

3. — Dynamiser le travail sur les relations que Konstantinov entretient **en Bulgarie en vue de l'usage opérationnel de certaines parmi elles, en recherchant une personne susceptible d'être enrôlée et éjectée à l'étranger pour une période plus prolongée.**

4. — Accélérer le travail sur le candidat-agent "Penkov" et sur le candidat-agent "Helga" afin qu'ils soient enrôlés et utilisés à l'endroit de Konstantinov.

5. — **Dépêcher en France en 1985, pour qu'ils soient mis sur le dossier Konstantinov, les agents "Svetlov", "Todorov" et "Andreï", leurs tâches et leurs stratégies ayant fait l'objet de concertation avec le premier département de la Sécurité d'Etat.**

6. — **Conjointement avec le deuxième département de la Sécurité d'Etat et la seizième direction, étudier les possibilités de l'agent "Vladimirov" de travailler sur l'objet du DOR "Terroriste" et prévoir des mesures pour activer le travail.**

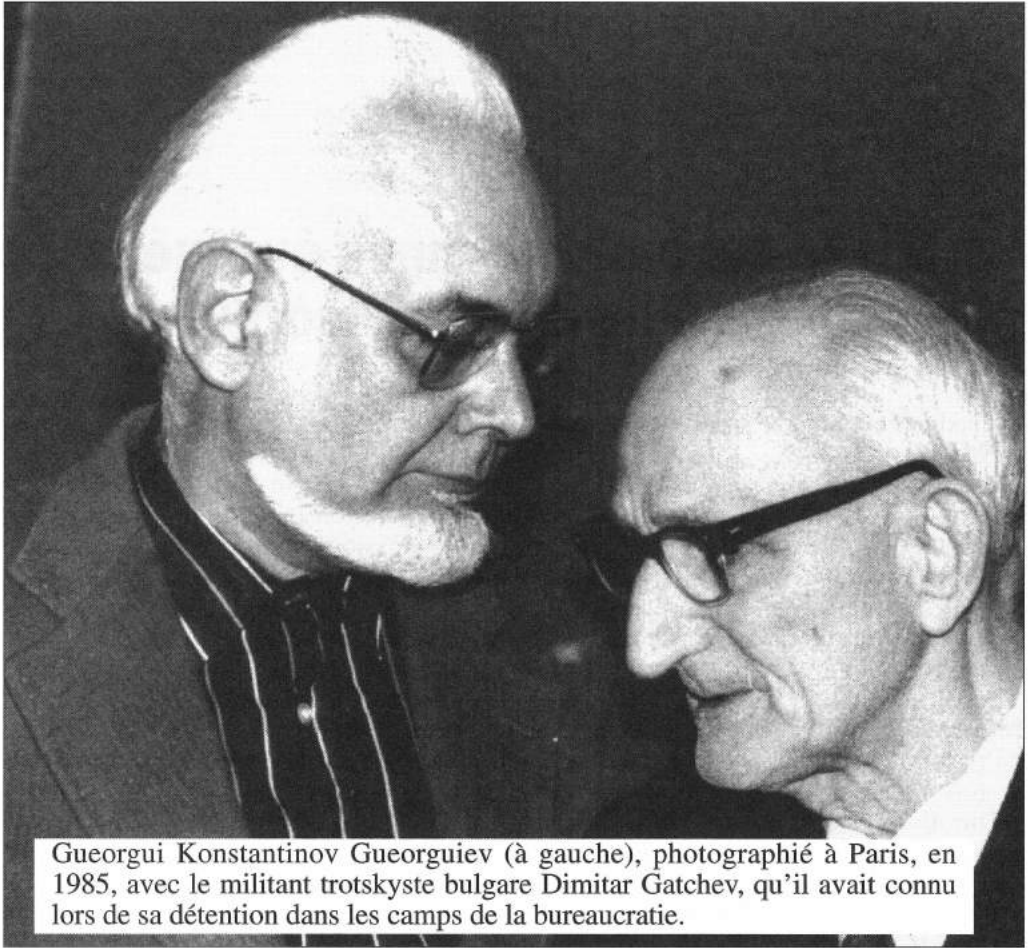
7. — Analyser, conjointement avec le premier département de la Sécurité d'Etat, les informations disponibles sur Alfred Foscolo et, après avoir avisé, proposer un plan de travail à son égard.

**Le chef de la cinquième direction,
sixième département,
le colonel At. Atanassov**

(16) L'idée, ici, c'est de faciliter les contacts des sept agents en question avec Konstantinov et les gens avec qui il est en relation.

Notes sur les personnes évoquées dans le dossier sur Gueorguiev

- Khadjiev est un anarchiste bulgare, né en 1906, réfugié en France en 1948, mort en 1996.
- Tsenko Barev, membre du Parti agrarien bulgare, réfugié à Paris en 1948, y a constitué le Comité national bulgare, qui a subi une scission en 1970. Il a dirigé la plus importante des deux organisations issues de cette scission. Barev était partisan d'une république parlementaire de type occidental. Il n'était nullement terroriste. Mais les services secrets bulgares prétendaient utiliser son amitié avec Gueorguiev pour l'accuser de terrorisme auprès des autorités françaises.
- Blago Slavenov, représentant du Mouvement de libération bulgare en Italie, à Trieste, servit, au lendemain de la guerre, de traducteur de bulgare dans les camps de réfugiés près de Trieste pour le compte des autorités italiennes.
- Prissadachki et Petkov étaient des militants du Parti agrarien, condamnés à trois ans de prison, qui, en détention, firent la connaissance de Gueorguiev.
- Dimitar Gatchev, né en 1899, dirigeant du PC bulgare, puis de l'Opposition de gauche. Passa 22 ans en prison et en camp, sous le régime fasciste puis sous le régime de Staline. En 1985, une campagne du Comité international contre la répression aboutit à sa venue en France pour trois mois. Mort en 1994.
- Le texte fait allusion à une série d'attentats commis en Bulgarie en 1984. De fait, le 9 septembre 1984, des bombes éclatèrent dans plusieurs villes et endroits de Bulgarie. La police secrète élabora huit versions différentes sur la responsabilité de ces attentats. La deuxième version les attribuait à Gueorguiev. Lors du procès organisé contre les "coupables" présumés, trois membres de la minorité turque furent condamnés ; l'un des trois était un ancien officier de la police secrète, qui fut condamné à mort et exécuté en 1987.
- Milka Guenadieva, née en 1906, réfugiée en France à la suite du coup d'Etat fasciste de 1934.
- Les frères Alexiev étaient les fils d'une grande caricaturiste bulgare, liquidée en 1944.
- Foscolo était un citoyen français, professeur à l'Alliance française, à Sofia, qui se lia avec M^{lle} Aracheva. Ces deux personnes distribuèrent des tracts antigouvernementaux qui leur avaient été donnés par Gueorgui Kostov, ancien de la Légion bulgare (réactionnaire), devenu agent des services secrets français. Arrêtés en août 1968 comme espions français, ils furent condamnés l'année suivante à 15 ans de prison, puis libérés en 1972. En 1975, ils s'enfuirent à travers la Turquie, puis se marièrent.
- Peter Peev fut le dernier de la liste des neuf condamnés du procès de 1953, au cours duquel Gueorguiev fut condamné à mort (peine ensuite commuée en 20 ans de prison).
- Vassil Ditchev, social-démocrate, avait collaboré avec Gueorguiev pour le dynamitage de la statue de Staline, le 3 mars 1953. Il était le troisième sur la liste du procès des neuf "terroristes".
- Ivan Drandov, militant anarcho-syndicaliste, réfugié en France en 1950.
- Borislav Baïtchev était un ancien aviateur.



Gueorgui Konstantinov Gueorguiev (à gauche), photographié à Paris, en 1985, avec le militant trotskyste bulgare Dimitar Gatchev, qu'il avait connu lors de sa détention dans les camps de la bureaucratie.



Pages oubliées

Les 22, 23 et 24 février 1848, un soulèvement populaire renverse la monarchie de Louis-Philippe. Le gouvernement républicain bourgeois, qui s'installe sur les ruines de la monarchie, tente de calmer l'agitation ouvrière, qui réclame l'abolition du "marchandage" (1), la journée de travail de 10 heures et la création d'un ministère du Travail en ouvrant à Paris les Ateliers nationaux, où, vu le chômage régnant, 117 000 ouvriers sont bientôt inscrits et affectés à des travaux de terrassement et d'entretien. Ils touchent deux francs par jour de travail, un franc les jours d'inactivité.

La bourgeoisie régnante prépare en même temps la contre-offensive.

Au lendemain des élections du 16 avril, qui, grâce aux campagnes, donne une majorité réactionnaire à la Chambre des députés, une insurrection ouvrière spontanée éclate à Limoges et à Rouen, où plus de 30 000 ouvriers sont au chômage. Une centaine d'ouvriers trouvent la mort dans la répression à Rouen. Le 15 mai, une manifestation en faveur des Polonais insurgés, massacrés par les troupes autrichiennes et prussiennes dans la partie de la Pologne occupée par elles, envahit la Chambre des députés et suscite en retour une répression brutale, et en particulier l'arrestation de Blanqui, Leroux, Raspail, Sobrier, Flotte, Lacambre.

Le 21 juin, enfin, l'Assemblée nationale dissout les Ateliers nationaux et ordonne aux hommes entre 17 et 25 ans de s'engager dans l'armée : les autres seraient envoyés comme terrassiers en province, bref exilés. Le 22 juin, les ouvriers parisiens, ainsi acculés au désespoir, se soulèvent spontanément. Leur insurrection dure quatre jours ; elle est impitoyablement écrasée.

En 1880, Victor Marouck, alors militant socialiste de tendance guesdiste, publie un ouvrage, *Juin 1848*, qui constitue une remarquable histoire de la révolution de février et surtout de la réaction bourgeoise qui suit sa victoire.

C'est un ouvrage peu connu : Samuel Bernstein lui-même ne le cite jamais dans son *Auguste Blanqui* (Maspéro, 1969) ; Maurice Paz est tout aussi muet dans son *Auguste Blanqui* (Fayard, 1984). *Les Amis de Spartacus* ont eu l'excellente idée de rééditer l'an dernier cet ouvrage.

Nous reproduisons les passages essentiels du chapitre consacré à la répression des journées de juin.

Le livre de Victor Marouck, qui fut ensuite militant de la Fédération des travailleurs socialistes de France et mourut à l'âge de 39 ans, mérite d'être lu en entier.

(1) Pratique par laquelle un intermédiaire, ou "marchandeur", recrute une main-d'œuvre et la sous-traite à un entrepreneur, qui le rémunère en prélevant une partie du salaire dû aux ouvriers.

Le "marchandeur" n'a aucune activité productive, il ne fait que placer de la main-d'œuvre.

“La tuerie de juin 1848” (Victor Marouck)

LA semaine sanglante de mai 1871 a laissé loin derrière elle, en fait d'horreurs, juin 1848. C'est qu'en matière de répression, comme en toute autre matière, on a singulièrement progressé. Les massacreurs de Juin ignoraient la mitrailleuse et ses qualités expéditives. Mais ils firent en conscience leur sanglante besogne. — *On fait ce qu'on peut.* Et, en somme, ils méritaient bien de la société bourgeoise.

Les gardes mobiles, entre tous, se distinguèrent par leur sauvagerie ; c'est qu'ils étaient ignoblement saouls.

“*Quelques régiments, a écrit M^{me} Daniel Stern, familiarisés avec les cruelles représailles de la guerre d'Afrique, exaspérés en voyant tomber leurs officiers, dont la valeur ne s'était jamais montrée si brillante, fusillèrent dans un premier mouvement de rage leurs prisonniers ; mais ce furent surtout les enfants de la mobile qui parurent avides de sang, emportés par l'enthousiasme du carnage (...).*”

Dans les intervalles du combat, ils furent, ils boivent du vin frelaté, de l'eau-de-vie, à laquelle, par bravade, ils mêlent de la poudre. Ces boissons, ces excès de toutes sortes les jettent dans une allégresse farouche. Quand ils apprennent que l'état de siège est proclamé, ils s'imaginent qu'ils ont le droit de tirer sans merci. Sourds à la voix de leurs chefs, ils n'écoutent plus qu'un instinct sauvage. Les cris, les supplications

de leurs prisonniers les excitent à des rires affreux ; la face humaine ne leur impose plus ; ils deviennent plus semblables à des animaux de proie qu'à des hommes.”

Les gardes nationaux, rendus furieux par la crainte du pillage, massacrèrent, eux aussi, sans pitié.

“*La peine de mort étant abolie en matière politique, a écrit M. Alexandre Weill (Dix mois de révolution), les vainqueurs, au lieu de faire des prisonniers, fusillaient à qui mieux mieux. J'ai sauvé deux de ces malheureux de la fureur des gardes nationaux, bonnetiers, chaussetiers, papetiers et autres gens de la même farine, des sauvages !*”

Des gardes nationaux qui, pendant le danger, s'étaient éclipsés, du moins furent-ils invisibles, tiraient maintenant à droite et à gauche sur les malheureux vaincus. Ils arrêtaient tout, hommes, bêtes et choses.”

Les gardes nationaux des départements, véritables chouans qui étaient venus à Paris, les curés en tête, fusillaient stupidement tous les porte-blouses. Ils tuèrent ainsi beaucoup de pauvres diables qui s'étaient battus contre l'insurrection. Ces dernières victimes devaient, sans doute, alors qu'elles tombaient, regretter amèrement d'avoir abandonné leurs compagnons insurgés. Ces traîtres étaient terriblement châtiés par leurs alliés d'un moment ; nous ne les plaindrons pas (...).

Dès la première nuit de la bataille, le massacre fut organisé au Luxembourg. Les insurgés prisonniers étaient amenés par vingt. On les faisait mettre à genoux, puis on les fusillait. Après ces exécutions, le jardin resta fermé pendant quinze jours. Il fallait bien cacher les nombreuses mares de sang qui témoignaient de l'hécatombe.

Le 23, les barricades du parvis Notre-Dame prises, un forcené se précipitait sur les civières où se trouvaient les blessés dirigés sur l'Hôtel-Dieu. Il achevait les ouvriers à coups de sabre.

Rue de Vaugirard, sur l'emplacement de l'ancienne prison politique, trente-neuf prisonniers furent fusillés.

Après la prise du Panthéon, nous l'avons déjà dit, on fusilla beaucoup de prisonniers, sur place. Plusieurs insurgés trouvèrent un refuge dans une maison. Un étudiant qu'on voulait forcer à indiquer leur retraite fut pendant une demi-heure percé à coups de baïonnette. Place de l'Estrapade, un prisonnier fut assommé à coups de crosse de fusil.

Rue des Noyers, les mobiles suspendent par les pieds, à un réverbère, un malheureux insurgé, qu'ils s'amuse à tirer à la cible. Ces mêmes mobiles pillent le marché des Carmes, et, place Maubert, ils violent des femmes sur les cadavres de leurs maris. Cette hideuse orgie dans le sang eut lieu, en plein jour... dans le Paris du Moyen Age, sans doute ?... Eh ! non, dans le Paris du XIX^e siècle !

Les ouvriers pris rue des Noyers et rue Saint-Jacques furent conduits au poste de l'hôtel de Cluny, pour y être fusillés. Un de ces malheureux fut atteint, place du Cloître-Saint-Benoît, par dix coups de fusil. Comme il restait debout, on lui envoie une seconde décharge. Il tombe, puis se relevant : "*Je ne suis pas mort, allez !*" Un coup de fusil à bout portant fait voler sa cervelle en éclats.

Un vieillard blessé, que l'on allait fusiller devant l'hôtel de Clurry, demande grâce aux assassins. Un sergent de la ligne tente de le sauver. Il est fusillé avec le vieillard. Un *gamin de douze ans*, pauvre petite créature affolée, ne voulait pas mourir : "*Oh ! ne me tuez pas, ne me tuez pas !*" Il ne peut achever et tombe mort.

(...) Rue de Tournon, à la caserne des gardes républicains, beaucoup de prisonniers étaient enfermés. De temps en temps, les gardes nationaux survenaient, en prenaient quelques-uns et les fusillaient. La terreur et l'épouvante gagnèrent les prisonniers qui se cachaient où ils pouvaient. A la fin, les gardes républicains, écœurés, s'opposèrent à ces lâches exécutions. Ils refusèrent de livrer les prisonniers. Les gardes nationaux voulaient fusiller encore ; une lutte faillit s'engager entre ces féroces boutiquiers et les gardes républicains.

Quand les massacreurs étaient las de fusiller, ils jetaient les prisonniers à la Seine. Au pont Louis-Philippe, plus de quarante insurgés furent noyés, pieds et poings liés.

Au quai de l'Hôtel de Ville, les mobiles jetaient les prisonniers à l'eau, puis tiraient dessus. Mais les victimes tombaient souvent sur la berge ; d'autres mobiles, postés là, les recevaient à coups de fusil. Un prisonnier, homme d'une grande vigueur musculaire, se met à résister ; un mobile lui plonge sa baïonnette dans la nuque. Aux hurlements poussés par ce malheureux, les mobiles qui assistaient du quai à cette horrible scène, pris de pitié, demandent grâce pour lui. Vingt-sept forcenés s'acharnent sur son corps à coups de crosse de fusil et de baïonnette.

Deux représentants se trouvaient sur la place de l'Hôtel de Ville.

Passe un convoi de prisonniers.

"*Que faut-il en faire ?*", demande l'escorte.

— "*Fusillez ! fusillez !*", répondent ces bons législateurs. Et l'on fusilla.

Beaucoup de prisonniers furent amenés à l'Hôtel de Ville, où on les jetait dans les caveaux.

Violemment poussés, ils roulaient jusqu'au bas d'un escalier de trente-deux marches. Là, dans les ténèbres, ils étaient dans l'eau jusqu'aux genoux.

Aucune nourriture ; plusieurs restèrent soixante heures sans manger. Comme ils réclamaient, on tira au hasard, par les soupiraux. Le sang mêlé à l'eau bourbeuse, la puanteur des cadavres ajoutait

au supplice des survivants. Souvent, des prisonniers retirés de cet enfer étaient amenés devant un tribunal d'officiers. Tous ceux qui avaient les mains noires étaient condamnés. — *"Faites-les passer par là"* ou *"Donnez-leur de l'air"*, disait le tribunal ; et les insurgés ainsi désignés pour le massacre, on les poussait dehors et on les fusillait. La cour et la salle Saint-Jean regorgeaient de monticules de cadavres. Des ruisseaux de sang coulaient sur le quai.

A la barrière Fontainebleau, neuf insurgés s'étaient réfugiés chez un marchand de vin ; on les fusilla. Le marchand de vin coupable de leur avoir donné asile fut dépecé à coups de sabre.

Rue Culture-Sainte-Catherine, des gardes nationaux de la 1^{re} légion s'amusaient à tirer sur les passants. Ils tuèrent une femme qui portait un enfant dans ses bras.

Dans un angle de la place Saint-Jean, quarante-neuf prisonniers étaient gardés par des soldats. Survient un officier de mobiles. Il reconnaît, prétend-il, un homme qui a tué son capitaine. Il prend le fusil d'un soldat ; celui-ci se refuse à le livrer, mais il promet de tirer au commandement de l'officier. *"Feu !"* Deux feux de peloton retentissent. Les assassins, pour achever les victimes, tirèrent ensuite plus de deux cents coups de fusil. Le digne et vaillant officier courut se vanter de son courageux exploit auprès d'un représentant.

Des femmes, pendant ce massacre, avaient applaudi, penchées aux fenêtres des maisons voisines. Douces et charmantes personnes, élevées sans doute à l'ombre du confessionnal...

Rue Saint-Séverin, les gardes mobiles envahirent une maison d'où l'on avait tiré sur eux. Ils jetèrent les prisonniers par les fenêtres, en disant : *"Les malheureux ! ils ne valent pas un coup de fusil."*

Les ouvriers faits prisonniers au clos Saint-Lazare furent conduits soit à la caserne Poissonnière, soit à la caserne Saint-Martin. À la caserne Poissonnière, on les fusillait. À la caserne Saint-Martin, qui se trouvait dans un quartier déjà *"pacifié"*, on jugea que le bruit de la fusillade pourrait effrayer les bons bour-

geois et troubler leur digestion. Donc, on se mit à dépecer les prisonniers à coups de sabre et de hache. Touchante sollicitude à l'égard de la bourgeoisie.

Impasse Ménilmontant, devant le n° 16, un insurgé blessé fut fusillé par les gardes nationaux. Ces enragés s'acharnèrent sur le cadavre. Ils l'étendirent sur de la paille et le grillèrent ! Paris eut ses cannibales.

"D'autres gardes nationaux — M. H. Castille a vu ce spectacle fait pour déguster de l'espèce humaine — passaient une corde au coup de leur victime, et, marchant à grands pas, l'entraînaient comme un bœuf qu'on mène à l'abattoir."

Place de la Bastille, on fusilla de nombreux prisonniers. Un enfant de quatorze ans demandait grâce. Un mobile moins féroce que ses camarades veut le sauver. Mais les autres tuent le gamin à coups de baïonnette : *"Tiens, voilà ta grâce !"*

Rue Racine, un capitaine de la garde nationale voulut sauver deux prisonniers et les prit par le bras. Des gardes nationaux les lui arrachèrent et lui-même fut assommé par derrière d'un coup de crosse de fusil.

Rue des Mathurins, deux gardes nationaux emmenaient un prisonnier : *"Vous êtes bien bons de prendre cette peine, leur crie un camarade, fusillez donc ça !"* Le conseil fut entendu par un mobile, qui déchargea à bout portant son fusil entre les deux épaules du prisonnier.

La bourgeoisie était tout entière prise d'une sauvage fureur. Un vieillard, portant un parapluie, suivait une compagnie de gardes nationaux. Chaque fois qu'il passait à côté d'un insurgé, mort ou blessé, il tombait dessus et le frappait à coups de parapluie. Enfin, un garde national, indigné de tant de férocité, tua l'ignoble vieillard d'un coup de fusil dans les reins.

Les vainqueurs, dans leur rage de tuer, massacrèrent beaucoup de gens qui n'avaient pris aucune part à l'insurrection. Dans une maison de la rue Saint-Paul, un vieillard fut fusillé dans

son lit. Rue Saint-Antoine, on fusilla un autre vieillard impotent, employé à la colonne de Juillet. Rue des Amandiers-Popincourt, on fusilla un père de quatre enfants qui demandait grâce ; rue Culture-Sainte-Catherine, un garçon de café, un portier, rue Cloche-Perce ; un autre portier, rue du Faubourg-du-Temple. Les mobiles trouvèrent que ce dernier malheureux "était assez vieux pour faire un mort".

Dans cette même rue, ils fusillèrent un garde national "ami de l'ordre" qui rentrait chez lui, et qui avait peut-être, lui aussi, assassiné des prisonniers. Sa mort ne saurait nous toucher.

Les gardes nationaux de province voyaient un insurgé dans tout individu vêtu d'une blouse. Au faubourg Saint-Denis, la garde nationale de Pontoise tira sur une compagnie de gardes nationaux de Paris. Ils étaient en blouse !

Quai des Tuileries, des gardes nationaux de la banlieue voulurent fusiller un ouvrier en blouse. Un représentant l'arracha à ces brutes. Mais, plus loin, l'homme fut repris et fusillé. Rue des Mathurins-Saint-Jacques, on tirait sur tous les passants vêtus d'une blouse. Le docteur Deville voulut sauver un vieillard et manqua lui-même d'être tué. Le vieillard en blouse tomba à ses pieds, foudroyé par une décharge.

Tamisier, le célèbre voyageur, fut arrêté parce qu'on avait construit des barricades devant sa maison, au faubourg Saint-Martin. Il fut, avec plusieurs autres prisonniers, conduit à l'ancienne caserne de la garde municipale. Pendant le trajet, on voulait les fusiller.

Un officier de la ligne réclamait la faveur de passer son épée au travers du corps de Tamisier, "le chef de la bande". Un officier supérieur de la garde nationale parvint à sauver Tamisier. Les autres furent fusillés dans la cour de la caserne.

On fusilla trente-cinq prisonniers dans une cour de la rue Vieille-du-Temple ; vingt, rue Cloche-Perce ; quatre-vingts, rue de la Roquette ; soixante-quinze, rue de l'Hôtel de Ville ; trente-neuf, rue de Vaugirard ; dix-sept, en face la caserne Popincourt ; neuf, au

pont d'Austerlitz ; dix-neuf, sur l'esplanade voisine ; dix, à la barrière de Fontainebleau ; quarante, à la caserne de Reuilly ; cent, à la prison Saint-Lazare.

Au fort de l'Est, les prisonniers furent transférés dans la nuit sous une pluie battante. Ils ne purent pendant vingt-quatre heures avoir, même avec de l'argent, le pain et l'eau. A leurs plaintes, on répondait par les menaces et les rires. On chargeait les canons sous leurs yeux ; on les braquait sur eux. Délicieux passe-temps.

Au fort de Bicêtre, le massacre dura huit jours. Comme les prisonniers entassés dans une cave se plaignaient du manque d'air : "On va vous donner de l'air", leur fut-il répondu. On les fait descendre dans une autre cave, aux murs épais et sourds, et ils sont fusillés, ou plutôt "on leur donne de l'air", comme disaient leurs aimables assassins.

On fusilla notamment rue Saint-Antoine, rue des Amandiers, avenue Parmentier, rue de Jouy, à l'Arsenal, à la caserne de l'Ave-Maria, place Lafayette, à la caserne Poissonnière, au Luxembourg, au Panthéon, à la place de l'Estrapade, à la place Saint-Michel, au pont Louis-Philippe, au pont d'Arcole, à l'Hôtel de Ville, rue des Mathurins-Saint-Jacques, à la caserne du Foin, au coin des rues Ménilmontant et Saint-Louis, faubourg du Temple, carrière Montmartre, avenue de Reuilly, aux glacis de Vincennes, au buttes Piat, à Belleville, etc.

Au cimetière du Père-Lachaise, les gardes mobiles fusillaient des femmes et des enfants qui s'y étaient réfugiés. Ils voulaient aussi tuer un fossoyeur. Dans le petit bois voisin du passage Ronce, on fusilla des hommes sans armes. Leurs mains avaient le tort de sentir la poudre.

La caserne de la rue des Grès fut un des principaux lieux de massacre. Un habitant de la rue causait avec le commandant de la caserne. Il entendit une décharge. "Voilà les insurgés qui reviennent", fit-il au commandant. "Ceux-là ne sont plus à craindre", répondit celui-ci. Dans la nuit, on entendit plusieurs autres détonations.

Les soldats, ces glorieux sauveurs de la civilisation, bien que fort occupés à

fusiller des prisonniers désarmés, n'oubliaient ni le viol ni le pillage.

Admirable armée ! Le faubourg Saint-Jacques fut mis à sac ; des femmes furent violées. Au faubourg Saint-Antoine, les mêmes scènes se répétèrent. Les gardes mobiles y violaient les femmes, en leur promettant le salut des maris. Tout forban est doublé d'un jésuite. Dans une maison de la rue de Charenton, les mobiles violèrent trois femmes et les jetèrent ensuite par la fenêtre.

Des gardes nationaux de province se trouvaient aux Tuileries. Dans le jardin, au caveau de la terrasse du bord de l'eau, quinze cents prisonniers étaient entassés. Par une chaleur accablante, dans une boue infecte, sans pain et sans eau, ces malheureux éprouvaient les plus horribles tortures. Plusieurs burent leur urine. Ces prisonniers, avides d'air et de lumière, se disputaient les places voisines des soupiraux. Les factionnaires tiraient sur eux, à bout portant. Un insurgé, qui avait laissé sa femme près d'accoucher, accoudé sur la lucarne, songeait à son infortune. Etre séparé de sa femme en pareil moment ! *"Mon Dieu ! mon Dieu !"*, s'écrie-t-il. Une balle, qui l'atteint à la tête, l'étend raide mort.

Un autre malheureux demandait du pain. *"En voilà"*, répond un garde national, et il lui loge une balle dans la tête.

Pendant deux nuits, on entendit à intervalles réguliers des roulements de tambour ; puis des feux de peloton. Les cris et les plaintes des victimes parvenaient jusqu'aux prisonniers. Plusieurs d'entre eux, épouvantés, se pendirent, d'autres devinrent fous, beaucoup eurent les cheveux blanchis en une nuit.

Que les gardes nationaux aient tiré par les soupiraux sur les prisonniers, cela fut attesté par M. de Guise, chirurgien en chef de la garde nationale, dans sa déposition devant la commission d'enquête : *"J'ai examiné le caveau dans lequel étaient placés les insurgés aux Tuileries et j'ai reconnu les dangers de l'état sanitaire de cette agglomération d'individus et de morts, par suite de l'ordre qu'avaient les gardes nationaux de tirer sur ceux qui ébranlaient les barreaux des fenêtres."*

On amène aux Tuileries un vieillard tremblant et pleurant. Il n'était pas un insurgé, lui ; il était venu *"à Paris pour voir son fils. Qu'est-ce qu'on lui voulait donc ?"* Un garde national lui décharge son fusil sur l'épaule ; un deuxième le renverse d'un coup de fusil, un troisième l'achève d'une balle : *"Je pourrai au moins dire, s'exclame ce vaillant boutiquier, que j'ai tué un oiseau dans sa cage."*

Mais les massacreurs avaient compté sans la peste, qui les força, malgré eux, à tirer de là les prisonniers. L'infection était telle que, par crainte du typhus, une commission fut nommée pour prévenir toute épidémie. Il eût fait beau voir le châtimement des vainqueurs naître des souffrances des vaincus. Quand M. de Cormenin, le président de cette commission, eut descendu quelques marches, il ne put aller plus loin. L'asphyxie le prenait à la gorge. Les prisonniers furent transférés à l'Ecole-Militaire ; les fous furent fusillés.

A l'Ecole-Militaire, les prisonniers n'étaient pas mieux traités. Un officier reçoit deux cent cinquante prisonniers. Il dit que *"le lendemain, il n'en sera plus question"*. Pendant plusieurs nuits, les habitants du quartier entendirent de nombreux feux de peloton.

Dans une cave de l'Ecole, des prisonniers étaient entassés. Ils n'avaient ni pain ni eau. Ces malheureux se plaignent. Un officier entend.

"Qui se plaint ?"

— *Nous avons faim, du pain !*

— *Attendez !"*

Et le misérable prend le fusil du factionnaire.

Il tire, un prisonnier tombe.

"Qui a encore faim ? je vais le servir", ricane cette brute.

Les prisons étaient encombrées ; on transféra des prisonniers aux forts. Les soldats avaient ordre de faire feu, pendant le trajet, au moindre cri poussé par les prisonniers. Ceux-ci, enchaînés comme des forçats, souvent sans chaussures, faisaient la route à pied, poursuivis par les injures des habitants de la banlieue qui excitaient les soldats à fusiller sur le champ.

Au fort de Romainville, un prisonnier, un vieillard, priait Dieu (pauvre homme !). Le factionnaire tira sur lui, et le vieillard tomba en criant : *"Mon Dieu ! ma fille !"* On récompensa l'assassin en le faisant passer dans une compagnie d'élite. Certes, il le méritait. Au même fort, un prisonnier se tenait devant les barreaux, pour prendre l'air. On ordonne au factionnaire de faire feu. Il refuse. Il est puni de quatre jours de cachot. Il faut de la discipline...

Dans une casemate, des enfants étaient renfermés. Il y eut des prisonniers de moins de treize ans.

Un de ces petits respirait, cramponné à la grille d'un soupirail. Un coup de fusil l'abat. Dans une autre casemate, deux coups de fusil tuent un prisonnier.

Au fort d'Ivry, on jeta les prisonniers dans les carrières, où ils étaient dans l'eau jusqu'aux genoux. Cette eau, dont les chevaux ne voulaient pas, leur fut donnée à boire. Plusieurs moururent.

Au fort de Rosay, les prisonniers étaient forcés aux corvées. Pour se nourrir, ils avaient un peu de soupe, une boule de son. Leur lit ? Un quart de botte de paille.

La fureur de la répression poursuivit les vaincus jusque dans les hôpitaux et les ambulances. Des forcenés se présentèrent à l'ambulance de l'hôtel de Cluny. Ils voulaient fusiller tous les insurgés blessés qui s'y trouvaient. Le médecin refusa de les livrer et manqua d'être fusillé lui-même.

Dans les hôpitaux, les gens de service gardaient tous leurs soins pour les blessés de la garde nationale. Les ouvriers pouvaient bien "crever" comme ils voudraient. Plusieurs de ces malheureux furent attachés sur leur lit avec des cordes. Une sentinelle, baïonnette en avant, parcourait les couloirs. On juge de l'effrayante mortalité qui résulta de ce singulier mode de traitement. À l'hôpital Saint-Louis, par exemple, parmi les insurgés il mourut un *blessé sur six*.

Partout, les prisonniers étaient en butte aux railleries, aux sarcasmes des vainqueurs ; les beaux esprits de corps de garde les harcelaient de leurs lâches quo-

libets. Le 3 juillet, on retira des caves de l'Ecole-Militaire des prisonniers pour les conduire à la préfecture ; ces hommes étaient liés quatre à quatre par les mains. Ils avaient faim ; on leur apporta de la soupe dans des écuelles. Manger les mains liées est peu facile ; ces obscurs martyrs furent obligés de se mettre à plat ventre et de se traîner jusqu'à leur "pâtée". Et MM. les officiers d'éclater de rire à ce réjouissant spectacle. *"C'est le socialisme mis en pratique"*, raillaient ces goguenards (...).

Pendant la bataille, soldats et gardes nationaux tiraient sur toutes les fenêtres, fermées ou non. Un rideau remuait-il à une croisée, un volet s'entrouvait-il, la maison était aussitôt criblée de balles. Nombreuses furent les victimes de cette sauvage tactique. Ecoutez plutôt : *"Un des nôtres, qui a fouillé deux ou trois de ces maisons, y a trouvé de pauvres familles couchées à plat ventre sous les lits et les meubles, presque folles de terreur, et qui se croyaient au moment d'être massacrées. Dans une de ces maisons, on a compté jusqu'à sept cadavres d'insurgés !"* (relation d'un garde national).

Pendant plusieurs jours, des tombeaux et des tapisseries furent occupés à charrier les cadavres dans les cimetières. Des traces de sang marquaient la route de ces sinistres corbillards. Aux cimetières, les morts étaient jetés dans des tranchées profondes, mais vite comblées ; sur les cadavres entassés pêle-mêle, quelques pelletées de terre, et tout était dit. Des femmes, des mères, des filles d'ouvriers étaient là, qui tremblaient de reconnaître les "aimés" absents, depuis le 23.

La morgue regorgeait de cadavres recueillis dans la Seine. Une foule anxieuse allait visiter cette navrante exposition d'épaves humaines.

Les journaux anglais évaluèrent à *cinquante mille* le nombre total des morts parmi les insurgés et les répressés ; ce chiffre semble exagéré. Le préfet de police, Trouvé-Chauvel, dans sa déposition devant la commission d'enquête, porta à *trois mille trente-cinq* le nombre des tués et des blessés de l'insurrection. *"Les évaluations les plus impartiales"*, dit M. H. Castille, *le font mon-*

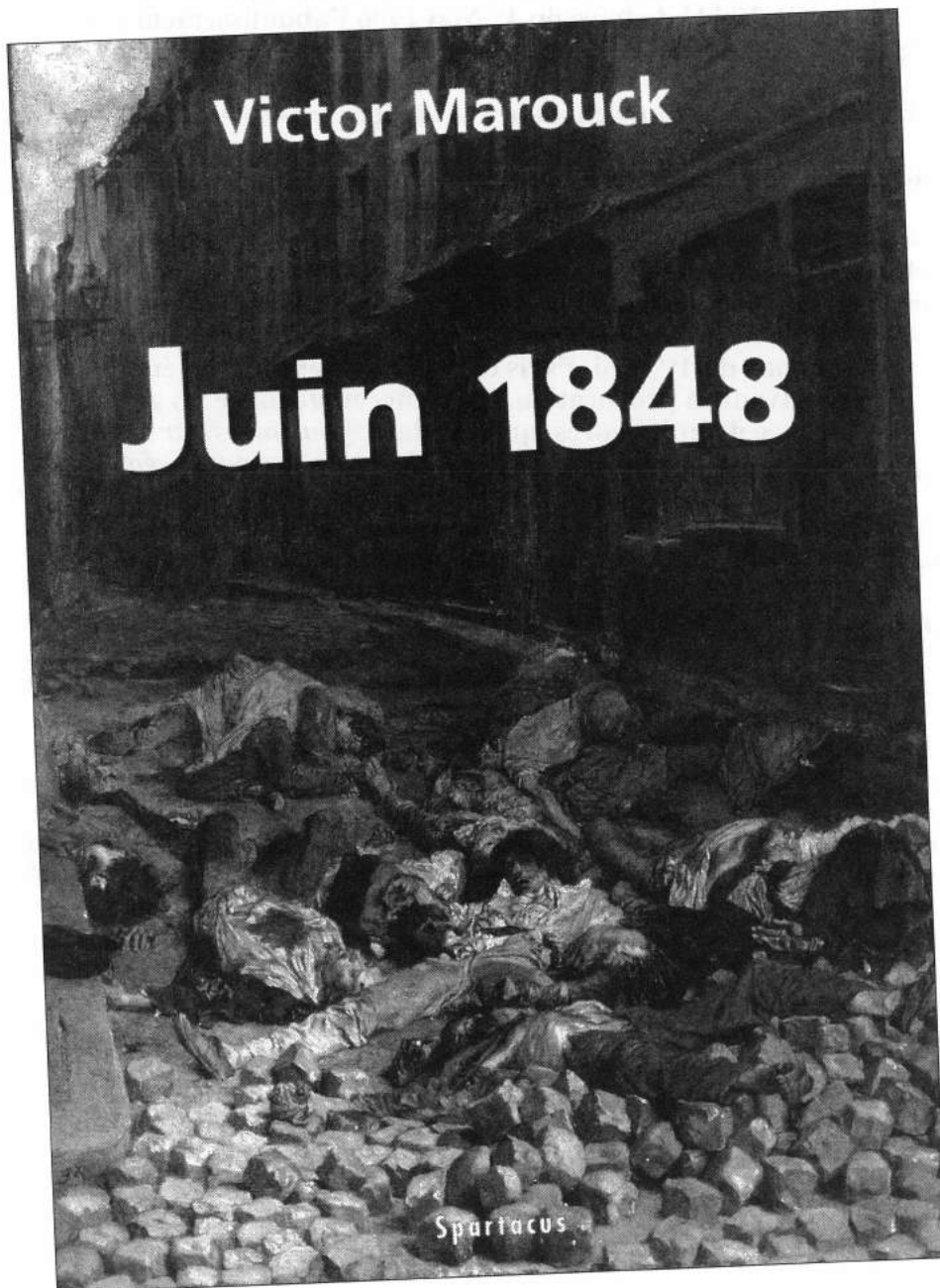
ter à douze mille.” M. Louis Ménard, d’autre part, nous apprend que *quatre à cinq cents* insurgés seulement furent tués sur les barricades. *Onze mille cinq cents* insurgés — des prisonniers — avaient donc été lâchement assassinés. C’était l’extermination préméditée et systématique de toute une classe (...).

Quatre prisonniers, qui étaient parvenus à s’échapper, se réfugièrent dans des

chantiers de bois voisins du Louvre. Le jour venu, des femmes les y découvrirent et les dénoncèrent à des gardes nationaux.

Toujours généreux, ces boutiquiers les lardèrent à coups de baïonnette durant une demi-heure.

Les quatre pauvres diables étaient morts... et leurs assassins les frappaient encore.



Le 13 mars 1906, Georges Clemenceau accède au pouvoir en devenant ministre de l'Intérieur dans l'éphémère cabinet Sarrien, puis comme président du Conseil le 23 octobre 1906, poste qu'il occupera pendant plus de deux ans.

Dès son accession au ministère de l'intérieur, Clemenceau déchaîne une politique violemment anti-ouvrière. Lors de son congrès de 1904, la CGT avait décidé de faire du 1^{er} Mai 1906 l'aboutissement d'une vaste campagne de deux années pour la journée de huit heures. Clemenceau est bien décidé à se mettre en travers.

La direction de la CGT lui demande une audience quelques jours avant le 1^{er} Mai. Au cours de cette audience, Clemenceau déclare aux dirigeants syndicaux : *"Vous êtes derrière une barricade, moi je suis devant."* La veille du 1^{er} Mai, il fait arrêter pêle-mêle le secrétaire général de la CGT, Victor Griffuelhes, Pierre Monatte, le rédacteur en chef du journal de la CGT, et quelques journalistes monarchistes, *"inaugurant,"* écrivait Jacques Julliard dans son volume *Clemenceau briseur de grèves, "une tactique de l'amalgame qui n'allait pas manquer de resservir dans les années suivantes"* (1).

Le jour du 1^{er} Mai, Paris est littéralement mis en état de siège et, poursuivant sa provocation, Clemenceau dénonce les grèves pour la journée de huit heures, qu'il déclare *"fomentées par des agitateurs politiques excités dans l'ombre par la démence des partis réactionnaires, dans l'espérance de faire renverser la République"*.

Le lendemain du 1^{er} Mai, les travailleurs du bâtiment se mettent en grève pour la journée de huit heures, les maçons font grève 42 jours, les tailleurs de pierre 68 jours. Les uns et les autres n'obtiennent rien, sauf l'arrestation de 1 200 grévistes, dont près d'un tiers sont condamnés à des peines de prison.

Clemenceau va poursuivre avec acharnement cette politique anti-ouvrière, dirigée en particulier contre la CGT, dont les dirigeants sont systématiquement arrêtés et emprisonnés. Cette politique répressive va aboutir en mai, puis en juillet 1908, à deux fusillades sanglantes, à Vigneux puis Draveil, à l'occasion d'une grève de carriers.

Au lendemain du 1^{er} Mai 1906, Edouard Vaillant prononça à la Chambre un acte d'accusation contre la répression déchaînée par Clemenceau. Nous reproduisons ci-dessous toute la partie de son discours consacrée à cet événement.

(1) Jacques Julliard, *Clemenceau briseur de grèves*, collection Archives, éditions Julliard, Paris, 1965.

“Il ne restera que l’issue de la solution socialiste” **(discours prononcé à la Chambre des députés, à la séance du 18 juin 1906, par Edouard Vaillant)**

EDOUARD VAILLANT. — Nous pensions, quand M. Clemenceau est arrivé au pouvoir, non pas que sa politique et la politique du gouvernement pouvaient différer de la politique des gouvernements antérieurs, mais que ses actes pouvaient cependant être différents et meilleurs.

Nous avons, nous, socialistes, un intérêt plus considérable que tout autre parti au progrès de la République, au développement des libertés publiques : c’est qu’en effet, chaque liberté publique, par son accroissement, par sa durée, fournit une arme nouvelle au prolétariat pour la revendication de ses droits. (*Applaudissements à l’extrême gauche.*) Elle lui donne un moyen nouveau de conquérir quelque peu de cette liberté sociale qui lui importe avant tout et dont il est encore complètement privé.

Nous nous rappelons les déclarations de M. Clemenceau, les critiques qu’il avait faites à tout propos des actes des gouvernements antérieurs. Il s’était toujours placé au point de vue de la défense de la liberté individuelle et il avait critiqué l’emploi de la force armée dans les grèves.

M. LE MINISTRE DE L’INTÉRIEUR. — L’emploi préventif !

EDOUARD VAILLANT. — Je crois que vous alliez plus loin.

M. LE MINISTRE DE L’INTÉRIEUR. — Je connais beaucoup mieux que vous ce que j’ai écrit. Je vous défie de trouver un article de moi, une phrase, une parole qui n’ait pas limité cette critique à l’emploi préventif de la force armée dans les grèves.

Il serait absurde de dire que, dans les grèves, les ouvriers peuvent voler, piller, tuer, et qu’on les laissera faire. (*Applaudissements à gauche et au centre.*)

Hors de Charenton, vous ne trouverez pas un homme pour soutenir une pareille thèse ! (*Vifs applaudissements à gauche, au centre et à droite. — Bruit à l’extrême gauche.*)

EDOUARD VAILLANT. — Ces paroles de M. Clemenceau et le jugement qu’il porte sur les actes des ouvriers montrent bien la différence absolue qui existe entre nos conceptions et les siennes.

Nous nous rappelions que M. Clemenceau avait été autrefois l’un des fondateurs de l’alliance républicaine socialiste, dont le programme contenait une quantité de réformes dont l’application aurait certainement favorisé le développement des libertés publiques, et nous espérons que, venu au pouvoir, il tente-

rait de les réaliser. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

Je disais que nous avions, comme socialistes, le besoin et le devoir de réclamer de la part des partis au pouvoir l'application de leurs programmes, dans toute la mesure où ce programme peut avancer cette conquête des libertés publiques.

Nous avons le devoir, vis-à-vis du parti radical, arrivant au pouvoir — et mon collègue Jaurès le disait dernièrement — de le mettre en demeure de réaliser les promesses, au point de vue des libertés publiques, qu'il a inscrites dans son programme, et plus encore celles qu'il a exposées dans ses divers programmes électoraux. Si le gouvernement est en arrière du parti radical, le parti radical a le devoir de pousser le gouvernement, avec nous, à l'accomplissement de son propre programme, de ce premier pas dans la voie où nous devons aller toujours plus loin. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Je ne veux pas dire que les intentions mêmes des membres du gouvernement n'étaient pas supérieures, dans une certaine mesure, à la politique qui a dicté leurs actes une fois qu'ils sont arrivés au pouvoir. C'est ainsi que M. Clemenceau, arrivant à Lens, au début de la grève des mineurs, déclarait — et cela se rapporte à ce qu'il disait tout à l'heure — que s'il ne s'y croyait pas obligé, il ne ferait pas intervenir la troupe dans la grève du Pas-de-Calais, si ce n'est pour la protection des mines.

Eh bien ! je trouve là justement une indication de son illusion. Comment pouvait-il imaginer, comment peut-on imaginer que le lendemain de la tuerie de Courrières, le lendemain du jour où ces mineurs se soulevaient non pas seulement pour faire valoir leurs revendications, mais aussi et surtout par suite de cette cruauté, de cette provocation, de ce véritable massacre capitaliste (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche*), comment pouvait-on imaginer que ce mouvement ouvrier serait un mouvement de suppliants devant la domination des compagnies ? Evidemment, il n'en pouvait pas être ainsi, et évidemment aussi

la pensée de M. Clemenceau répondait à une illusion. A ce moment encore, il n'avait pas suffisamment le sens de l'obligation stricte où il se trouvait, à laquelle il ne pouvait échapper, comme membre du gouvernement, dans la situation actuelle, sous le régime actuel, pour le maintien de l'ordre actuel, d'accomplir la volonté de faire et de suivre la politique de la classe au nom de laquelle il gouvernait.

Et cependant, il avait eu auparavant une première leçon de ces obligations gouvernementales. Auparavant déjà, ses collègues et lui s'étaient trouvés en présence de la grève des facteurs. Le gouvernement avait traité cette grève comme une révolte, alors que nous demandons pour tous les travailleurs, aussi bien pour les travailleurs de l'Etat, des départements ou des communes que pour tous autres, la liberté syndicale entière, comportant la liberté de coalition ; c'était le refus de la liberté, la négation du droit syndical, c'était le refus du droit de coalition que le gouvernement opposait aux revendications des facteurs. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche. — Mouvements divers.*)

Mais ce n'est pas seulement dans le Pas-de-Calais, dont notre collègue Basly vient de parler et où il a montré l'ardeur répressive du gouvernement, qui, pendant des semaines, en mettant ses troupes au service des compagnies, a en réalité empêché les grévistes de pouvoir faire prévaloir leurs revendications et assuré la victoire des compagnies, comme l'avaient fait tous les précédents gouvernements, ce n'est pas seulement, dis-je, dans le Pas-de-Calais, c'est partout, c'est dans toute la France que l'action anti-ouvrière et antisocialiste du gouvernement s'est manifestée. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

JULES COUTANT. — Notamment dans la banlieue de Paris.

EDOUARD VAILLANT. — D'ailleurs, M. le Ministre de l'Intérieur le déclarait lui-même, car dans son discours de Lyon, au plein cours de ces événements, il dirigeait des pointes de son esprit tout spécialement contre ceux qu'il appelle les "unifiés", contre le parti so-

cialiste et aussi contre les grévistes et syndicalistes.

Je dis que partout cette action réactionnaire contre la classe ouvrière et contre les socialistes devait se montrer. Je ne veux prendre que quelques exemples.

Notre collègue Paul Constans a cité l'exemple de Montluçon. A Brest, la Bourse du travail était envahie, et non seulement elle était envahie, mais ses archives étaient enlevées ; et de toutes les façons le gouvernement agissait contre le Parti socialiste et les ouvriers ; ses troupes intervenaient, et le préfet du Finistère devenait le grand électeur du "jaune" qui était en concurrence avec notre ami Goude. (*Interruption au centre.*)

JULES COUTANT. — C'est vrai ! Il y avait même des soldats à la sortie des réunions.

EDOUARD VAILLANT. — Je pourrais montrer que, dans toutes les villes, dans toutes les communes où il y avait une action ouvrière, on a employé tous les moyens d'intimidation pour la combattre ; partout le gouvernement est intervenu plus que ne l'avait fait aucun des ministères précédents.

Mais c'est à Paris surtout que cette action anti-ouvrière et antisocialiste s'est manifestée. On avait envahi le Pas-de-Calais en grève avec 25 000 hommes, c'est avec 50 000 hommes que le gouvernement radical occupa Paris et chercha à combattre par tous les efforts de ses troupes et de sa police le mouvement ouvrier.

DEJEANTE. — Cela coûtera 5 millions !

EDOUARD VAILLANT. — Au 1^{er} mai, et dans les jours de grève qui ont suivi, toute la police était sur pied en même temps que les troupes contre les grévistes, et les violences de la police ont été égales et supérieures peut-être à ce qu'elles ont été dans nombre de journées antérieures, par le fait même de ce déploiement considérable de forces contre ce grand mouvement de revendications ouvrières et de grèves.

Sans entrer dans les détails, je rappellerai les faits principaux qui se sont pro-

duits et renouvelés sur tous les points de Paris et aussi de sa banlieue.

Le 1^{er} mai, autour de la place de la République et dans les rues adjacentes, il y eut des charges violentes de police. Ce ne sont pas seulement les ouvriers qui sortaient des réunions, ce ne sont pas seulement les grévistes qui ont été chargés ; la foule, les spectateurs, ceux qui étaient venus attirés par la manifestation du jour ont été chargés et frappés avec une violence inouïe. Et les policiers étaient tellement encouragés, on peut le dire, par leurs chefs, qu'ils ne dissimulaient en aucune façon la violence à laquelle ils étaient autorisés. Partout des charges de police ont eu lieu, des coups ont été portés, et cela sans aucun prétexte.

Je pourrais citer des faits au hasard. C'est ainsi qu'un agent cycliste, pour se venger des rires de la foule au moment où, à l'angle du quai de Valmy et de la rue du Faubourg-du-Temple, il tombait de bicyclette, tirait sur la foule. (*Mouvements divers.*)

Combien d'autres faits pourrais-je citer ! Ce qu'il y a de certain, c'est que la police parisienne, célèbre dans le monde entier pour ses provocations et ses violences, s'est surpassée le 1^{er} mai et dans les jours suivants (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Or, les jours suivants, ce n'était plus la manifestation du 1^{er} mai, c'était la suite du mouvement grandiose de la classe ouvrière pour la journée de huit heures et le mouvement des grévistes cherchant à organiser leur résistance aux prétentions patronales soutenues par le gouvernement, par sa force armée, à Paris absolument comme dans le Pas-de-Calais et comme partout.

Eh bien ! les patrouilles de grévistes qui n'ont rien de contraire à la loi, qui accompagnent et doivent accompagner nécessairement le droit de coalition, tel qu'il est pratiqué très insuffisamment, mais quelque peu en France, étaient pourchassées et dispersées par la force. Partout où une troupe de grévistes venait pour soutenir la grève, partout où un poste était établi pour indiquer aux ouvriers qui se rendaient au chantier qu'il y avait grève et dans quelles conditions se

trouvaient les ouvriers en grève et combien il était nécessaire que tous se solidarissent avec eux pour le succès de leurs revendications, partout la police chargeait ces grévistes ; ils étaient emprisonnés et livrés aux juges...

A l'extrême gauche. — Et passés à tabac !

EDOUARD VAILLANT. — Ils étaient passés à tabac, comme on le dit, jugés, condamnés et ensuite maltraités dans leur prison, puisque l'*Humanité* témoigne, aujourd'hui encore, que, contrairement à ce qui se passait pour les personnes arrêtées au moment des inventaires, les prisonniers grévistes étaient particulièrement maltraités en prison (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Le traitement des grévistes était tout différent du traitement réservé aux révoltés des inventaires. En effet, dans une interpellation au conseil municipal, le préfet de police exposait tous les ménagements dont sa police avait usé vis-à-vis des révoltés des inventaires (...) (1).

M. GAYRAUD — La plaisanterie est un peu forte !

EDOUARD VAILLANT. — ... et nous savons par expérience que le contraire s'est produit tant au 1er mai que dans les jours de grèves antérieurs et ultérieurs.

C'est, en effet, par la violence que la police s'est distinguée dans ces circonstances.

JULES COUTANT. — Le préfet de police est un homme dangereux. (*Mouvements divers.*) Le ministre de l'Intérieur n'aurait jamais dû lui confier 50 000 hommes.

EDOUARD VAILLANT. — Evidemment.

Je n'entre pas dans les détails ; ils ont été publiés par la presse. Les journaux les plus modérés ont félicité le gouvernement de sa fermeté, entendez de la façon dont il a réprimé le mouvement du 1er mai et le mouvement gréviste, ce mouvement grandiose, je le répète, qui, cette année-ci plus qu'en toute autre, a manifesté dans leur force croissante les revendications du prolétariat. Ce n'est pas seulement dans la rue que cette ac-

tion anti-ouvrière et antisocialiste du gouvernement s'est fait jour. Il fallait, surtout à la veille des élections, compromettre ceux contre lesquels agissait le gouvernement ; il fallait faire supposer que l'impossible était possible et que des représentants de syndicats, bien mieux, des hommes représentant l'unité syndicale de la classe ouvrière organisée économiquement, des membres de la Confédération générale du travail, pouvaient prendre part à un complot réactionnaire.

On a fait des perquisitions qui ne pouvaient aboutir à rien, si ce n'est à la manœuvre de suspicion préméditée. On a arrêté ces citoyens, on les a accusés d'avoir participé à ce complot, ce qui, on peut le dire, était non seulement de la perfidie, mais le comble de l'absurdité.

C'était non seulement une impossibilité, mais encore plus une absurdité évidente, vu la personnalité de ceux auxquels s'adressait cette accusation : ils sont connus de nous tous ici ; ils étaient à l'abri de tout soupçon de cet ordre.

Ce qui montre bien la perfidie de la manœuvre, c'est que, ainsi que le dit un article du citoyen Griffuelhes paru dans la *Voix du Peuple* d'avant-hier, le juge lui-même a été obligé de reconnaître l'inanité de l'accusation ; il y aurait déjà eu non-lieu, ce non lieu que réclament nos amis, si l'on ne voulait pas, pour ne pas paraître avoir fait de vaines arrestations, prétexter que la Confédération du travail avait participé directement à des faits incriminés des grèves du Pas-de-Calais. C'est pourquoi est maintenue, sous une autre forme — la première étant abandonnée —, l'accusation dirigée contre nos amis.

Il ne s'agit plus de participation à un complot, dans lequel, je le répète, nos amis ne pouvaient jamais être impliqués, puisqu'il venait de la réaction politique des partis du passé. Le prétexte invoqué pour maintenir l'accusation n'a absolument aucune valeur. La Confédération

(1) Suite à la loi de séparation des Eglises et de l'Etat, du 9 décembre 1905, un inventaire des biens ecclésiastiques destinés à être transmis aux associations culturelles fut ordonné, et vite abandonné face aux réactions violentes organisées par le clergé (NDLR).

du travail comprend la plus grande partie des syndicats ouvriers, lesquels, une fois affiliés, restent cependant autonomes localement. Ce ne sont pas les actes de tels ou tels de leurs membres ou de grévistes quelconques qui peuvent entraîner en quoi que ce soit la responsabilité du syndicat et surtout de la Confédération du travail, c'est-à-dire de l'ensemble des syndicats reliés en elle.

Je n'en dirai pas davantage à ce sujet ; j'ai suffisamment indiqué, en les groupant, les faits que je n'ai pas voulu exposer en détail, quoique je l'eusse pu, et qui ont été publiés par les journaux, et tout aussi bien par les journaux d'informations que par l'*Humanité* socialiste et la *Voix du Peuple* syndicaliste. Il en résulte que le gouvernement radical a accompli contre la classe ouvrière, contre les grévistes socialistes et syndicalistes, avec une violence plus méthodique, avec un déploiement de forces d'armée et de police plus exagéré qu'aucun des ministères précédents, l'œuvre de réaction ayant pour objet de faire avorter, de réprimer le mouvement de revendication ouvrière et de grève pour les huit heures. (*Mouvements divers.*)

Vous me permettrez de revenir un instant sur ce que je disais. Le Parti radical au pouvoir et le gouvernement radical verront s'établir de plus en plus la contradiction entre les promesses qu'ils ont faites avant d'y arriver et leurs actes gouvernementaux. En arrivant au pouvoir, le Parti radical y devient, par la force des choses et de la situation, par nécessité économique et politique, le représentant de la classe dominante et de l'ordre actuel, et il devra en poursuivre bon gré mal gré la politique. Tous les partis bourgeois qui se sont succédé au pouvoir ont eu exactement cette politique, y ont été de même obligés. Leur programme a certes été quelque peu différé, allant plus ou moins loin dans le

développement des libertés publiques, mais quelles que fussent les promesses faites, trouvant bientôt une limitation prochaine dans les intérêts de la classe régnante et possédante qu'ils ne voulaient et ne pouvaient compromettre.

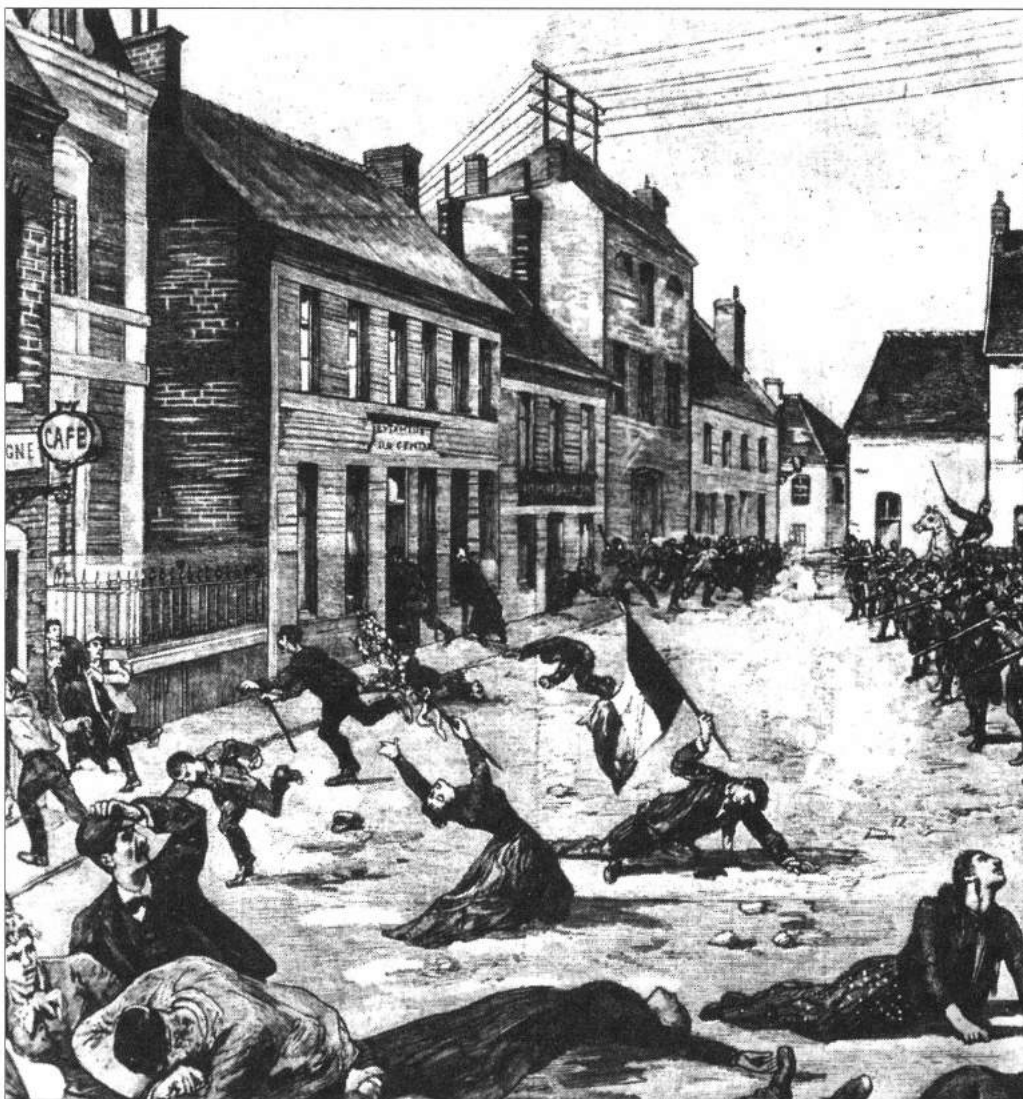
Et tandis que nous voulons sans limites le développement de la République et de ses institutions démocratiques, et d'autant plus que les conséquences sociales d'affranchissement ouvrier se produiront, le gouvernement et le Parti radical trouveront, eux aussi, une limite prochaine à leurs réformes dans les intérêts fondamentaux de la classe qu'ils représentent. Ils seront obligés de s'arrêter, et leur action gouvernementale devenant ainsi réactionnaire, ils réagiront contre les revendications qu'ils avaient acceptées avant d'arriver au pouvoir.

C'est cette politique qui se développera nécessairement. Pour nous, nous le répétons, nous entendons mettre en demeure le pouvoir et le Parti radical d'exécuter tout ce qu'on pourra leur faire exécuter de leur programme, aidés que nous serons, à cet effet, surtout par la force de l'opinion publique.

Mais nous ne nous illusionnons pas : nous pouvons dire que nous avons recu du gouvernement radical actuel déjà une leçon de choses qui se reproduira de plus en plus fortement.

Une contradiction s'est établie entre les désirs et les dires antérieurs des membres du gouvernement et les actes du gouvernement ; pour la même raison, il s'établira ultérieurement une contradiction semblable entre les désirs, le programme et les actes, la politique du Parti radical et de ceux qui la représentent au pouvoir. Ainsi et par là, en même temps que sa victoire, commencera la décadence du Parti radical. (*Mouvements divers.*)

Il ne restera que l'issue de la solution socialiste.



A Fourmies, le 1^{er} Mai 1891, la troupe tire sans sommation sur les manifestants. Bilan : 10 tués, 70 blessés. Le 4 mai, plus de 30 000 personnes suivent les cercueils, derrière le drapeau rouge...

Un article de Jean Longuet sur Lénine

Jean Longuet (1876-1938), fils de Charles Longuet et de l'une des filles de Marx, Jenny, membre de la SFIO, avocat de profession, milite dans le mouvement socialiste dès 1894, devient journaliste à *L'Humanité*.

Député de 1914 à 1924, il dirige à dater de 1915 la minorité pacifiste, dite "centriste", contre laquelle Lénine polémique avec beaucoup de vigueur. Hostile à l'adhésion à la Troisième Internationale, il est pendant quelque temps l'un des principaux rédacteurs du *Populaire*, fondé à Limoges en 1916, devenu en 1921 le quotidien de la SFIO après la perte de *L'Humanité*, devenue le quotidien du Parti communiste.

Il manifeste son hostilité à l'intervention étrangère contre la Russie soviétique. Il cesse à partir de 1924 de jouer un rôle politique national. En 1936, il se prononcera contre la politique de non-intervention en Espagne.

"Un grand soldat de la révolution"

L n'est pas un militant socialiste dans le monde entier, quelles que soient ses tendances, ses animosités ou ses rancœurs, qui n'ait éprouvé une profonde émotion lorsqu'il a appris que s'était en allé ce grand combattant de la révolution universelle, ce créateur génial de la République des soviets de Russie, Vladimir Ilitch Oulianov Lénine. C'est incontestablement dans notre panthéon prolétarien une des figures les plus grandes et les plus nobles. Il y prend place dans l'immortalité, aux côtés de Marx, de Blanqui, de Liebknecht, de Jaurès, de tous les grands lutteurs et penseurs qui ont bâti le socialisme moderne, jeté les fondements de la civilisation nouvelle, basée sur la souveraineté du travail.

Certes, on peut différer d'opinion sur ses méthodes, on peut amèrement regretter que la raideur doctrinale de sa pensée

l'ait conduit à une méthode intolérante, qui condamnait avec plus de rigueur le camarade, le frère de lutte dont il était séparé seulement par quelques détails de tactique, que l'ennemi de classe fondamental. Mais on ne peut nier l'admirable unité de sa vie militante, le dévouement total qu'il apporta à la cause des travailleurs, pendant toute sa vie, son absolue indifférence à toutes considérations d'intérêt personnel ou d'amour propre particulier.

C'était un formidable meneur d'hommes, doué d'une volonté de fer, poursuivant sa route avec une prodigieuse ténacité, à travers tous les obstacles. Et cependant, c'était en même temps une intelligence souple, si souple qu'il était capable de "s'adapter", lui aussi, aux circonstances — non pas comme tel politicien sans conscience de nos partis bourgeois, pour la satisfaction de ses petites

ambitions — mais dans l'intérêt suprême de la révolution.

En deux grandes circonstances historiques, il le démontra.

En mars 1918, lorsqu'il signait le traité de Brest-Litovsk, comportant des concessions, qui lui furent bien cruelles, à l'impérialisme allemand, afin de pouvoir vivre — vivre d'abord, dit le proverbe latin — et faire vivre la frêle plante qu'était encore la République russe menacée d'être anéantie par la tempête guerrière qui soufflait autour d'elle. Mais c'était simplement pour obtenir une trêve en attendant de pouvoir reprendre la lutte.

En 1922, lorsque le "communisme de guerre" menaçait d'aboutir à la catastrophe finale, il opérait dans le domaine social une autre grande "retraite stratégique", par l'établissement de la Nouvelle Politique économique — la Nep, comme on l'appela —, qui, pour sauvegarder l'essentiel des conquêtes de la révolution et par-dessus tout la possession du pouvoir par le prolétariat, faisait au capitalisme et à la propriété privée de larges concessions.

Dans ces deux grandes circonstances, le puissant réalisme de Lénine lui permit, par l'observation des faits eux-mêmes, avec lesquels il était en contact direct, de faire à l'absolutisme de ses formules doctrinales de nécessaires corrections. Dans le domaine international, lorsqu'il s'agit, dans les autres pays, de résoudre d'une manière positive les problèmes que la vie pose tous les jours au prolétariat de France, d'Angleterre, d'Allemagne et des autres grandes nations modernes, Lénine ne pouvait pas, si grand que fût son génie, en comprendre les conditions concrètes et les résoudre avec la sagacité dont il fit maintes fois preuve en Russie. D'où les erreurs déplorables de la Troisième Internationale, au sein de laquelle des lieutenants étroits et orgueilleux, tels que Zinoviev, Boukharine et Radek appliquèrent souvent sans aucune compréhension de la réalité les règles fixées par le maître de plus en plus écarté de la scène politique par la maladie.

Mais dans ses erreurs les plus grandes, les plus néfastes, Lénine fut tou-

jours animé d'un amour profond de la classe ouvrière. Alors qu'il était le tout-puissant dictateur d'un Etat de cent vingt millions d'êtres humains, il continuait à vivre dans une petite chambre du Kremlin, entouré de ses livres favoris, demeuré, ainsi que me le racontait encore il y a un an le bon et si intelligent Martoff — qu'il aimait en dépit de son menchevisme —, demeuré le même Lénine qui, dans son étroit appartement du XIV^e, rue Marie-Rose, vivait de la vie austère d'un étudiant russe et d'un exilé.

Et c'est pourquoi toute la classe ouvrière organisée politiquement et économiquement, tous les révolutionnaires et tous les socialistes du monde entier s'inclinent bien bas devant la tombe entrouverte de ce grand "soldat de la révolution" — comme le vieux Liebknecht, il aurait pu, de préférence à tout autre, se donner ce simple titre. Ils prendront à leur compte l'hommage que l'Internationale ouvrière et socialiste envoie de Londres, sous la plume de Fritz Adler et de Tom Shaw, saluant en Lénine l'homme qui, *"poursuivant sa voie, suivant sa conscience, honnêtement et fortement, fut dévoué tout entier à la cause des ouvriers de tous les pays"*.

Et c'est pourquoi, suivant la belle formule de Marx, parlant des combattants de la Commune, le souvenir de Oulianov Lénine *"demeurera éternellement comme en un sanctuaire dans le grand cœur de la classe ouvrière"*.

Jean Longuet
(éditorial de l'hebdomadaire
Le Bloc des Rouges (1),
semaine du 26 janvier au 2 février 1924)

(1) *Le Bloc des Rouges* succéda à *La Vague*, le 12 mai 1923. Pierre Brizon resta directeur du *Bloc des Rouges*, après l'avoir été de *La Vague*, jusqu'à sa mort, qui survint début août 1923 (et non le 1^{er} avril, comme il est indiqué dans "Le Maïtron"). Après la mort de son directeur-fondateur, *Le Bloc des Rouges* continua, avant de reprendre le titre de *La Vague*, le 11 octobre 1924. Le journal semble avoir été le porte-parole, sinon l'organe officiel, de l'Union socialiste-communiste (USC), qui regroupa des militants venus soit de la SFIO, soit du PC. Brizon avait choisi le PC au Congrès de Tours de 1920, mais l'avait quitté (exclu ?) l'année suivante.

Pantelis Pouliopoulos : secrétaire du PC grec, puis dirigeant de l'organisation trotskyste grecque, fusillé par les officiers fascistes italiens...

LE mouvement révolutionnaire ouvrier grec a perdu, en la personne de Pantelis Pouliopoulos, fusillé en juin 1943 à Nezcro par les impérialistes italiens qui occupaient conjointement avec les Allemands, à cette époque, la Grèce, sa plus grande physionomie.

Le nom de Pantelis Pouliopoulos est lié au développement du mouvement communiste en Grèce, qui commence aussitôt après la victoire de la révolution russe de 1917.

Pouliopoulos a commencé sa carrière révolutionnaire dans les rangs de l'armée grecque, qui combattait entre 1920-1922 contre les Turcs en Asie-Mineure.

Influencé par les idées de la révolution russe, il dénonce le caractère impérialiste de cette guerre, prêche la fraternisation avec les soldats turcs et organise les premiers groupes communistes dans l'armée.

Il devient membre dirigeant du jeune Parti communiste grec fondé en 1920, entre au comité central et au bureau politique. Après la défaite de l'armée grecque en 1922, il organise le mouve-

ment des anciens combattants, auquel il imprime une orientation révolutionnaire.

Pouliopoulos représente le Parti communiste grec au V^e Congrès de l'Internationale communiste.

En 1925, il devient secrétaire général du Parti communiste et garde ce poste jusqu'en 1927. En 1927, éclate la crise dans le Parti bolchevique russe entre la fraction stalinienne et l'opposition communiste guidée par Trotsky, crise qui ébranle toute l'Internationale communiste. Pouliopoulos prend, en Grèce, résolument position pour la plate-forme de l'opposition, ce qui amène son exclusion du Parti communiste grec.

Il fonde un organe : *Le Spartacus*, qui seul a publié en grec tous les documents fondamentaux de l'opposition de gauche, et continue sa lutte avec plusieurs centaines d'ouvriers anciens membres du Parti communiste, qui restent fidèles à la ligne léniniste.

Pouliopoulos considérait être durant toute sa vie en parfait accord idéologique avec Trotsky, excepté la position prise par l'opposition de gauche en 1930 de reconnaître en Grèce comme sa section

officielle l'organisation archéomarxiste. Pouliopoulos considérait cette organisation comme centriste et opportuniste, et il a demandé des garanties politiques supplémentaires avant que l'opposition de gauche ne la reconnaisse.

Pouliopoulos a adhéré sans réserve depuis 1934 au mouvement pour la formation de la IV^e Internationale et son organisation a été représentée au congrès de fondation de la IV^e Internationale en 1938, dont il a accepté toutes les décisions, y compris les modalités d'unification du mouvement trotskyste en Grèce.

En 1936, s'instaure en Grèce la dictature la plus féroce que ce pays ait connue. Le général Aletaxas, agent du roi Georges II, abolit le régime parlementaire et déclenche une guerre à mort contre le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière grecque.

Toutes les organisations révolutionnaires passent à la clandestinité la plus stricte.

Pouliopoulos est l'animateur politique et pratique de notre mouvement. La police le recherche depuis août 1936 activement et le gouvernement publie dans tous les journaux l'annonce d'une offre importante d'argent à tous ceux qui faciliteraient son arrestation. Pouliopoulos, se déplaçant de maison en maison, ne circulant que pendant la nuit pour assister aux réunions des camarades, arrive à échapper à tous les pièges de la police jusqu'en 1939.

Dénoncé à cette époque, il est arrêté et emprisonné dans la prison de l'île d'Aigina. La guerre survient, les années passent, et Pouliopoulos, qui voit sa santé décliner rapidement dans les geôles du capitalisme grec, ne pense qu'au réarmement idéologique de notre mouvement en face de nouveaux problèmes posés par la guerre impérialiste.

Transporté en 1940, ainsi que d'autres camarades, à la forteresse moyenâgeuse d'Acronauplie, il organise une grande discussion politique qui a duré plusieurs mois autour de notre tactique vis-à-vis de la guerre impérialiste, et à laquelle ont pris part plusieurs dizaines de camarades trotskystes enfermés dans cette forteresse.

Pouliopoulos a magistralement défendu la position trotskyste sur la question de l'URSS, et des camarades qui ont survécu à ces terribles années et ont eu après l'occasion de lire le livre de Trotsky : *In defense of Marxism*, ont été frappés par la ressemblance de l'argumentation marxiste des deux révolutionnaires. En 1943, Pouliopoulos, déjà très malade (il est devenu tuberculeux en prison), quitte la forteresse d'Acronauplie pour entrer dans un hôpital de la ville du Pirée. Les camarades avaient préparé son évasion, mais qui, paraît-il, a échoué.

En mai 1943, les partisans grecs ont fait sauter le grand pont de Bralos, près de la ville de Lamia, sur la ligne du chemin de fer Athènes-Salonique. En guise de représailles, les autorités militaires italiennes et allemandes ont décidé de fusiller cent otages parmi les prisonniers politiques.

Pouliopoulos, probablement indiqué par la police grecque, a été choisi avec trois autres dirigeants trotskystes, les camarades J. Makris, J. Xypolytos et Costas Yannakos.

Il a gardé son sang-froid, sa dignité et son courage révolutionnaire jusqu'au dernier moment, donnant par sa mort un exemple qui inspira l'action des jeunes militants révolutionnaires.

Amené devant le peloton d'exécution composé de soldats italiens, il s'adressa à eux en italien dans son langage fougueux, les appelant à ne pas commettre le crime d'assassiner des frères de classe et de servir ainsi l'impérialisme bestial.

Les soldats ont répondu à l'appel révolutionnaire de Pouliopoulos et ont refusé de tirer sur les cent otages politiques.

Une lutte s'ensuivit entre les soldats et les officiers qui les commandaient, et les quelques témoins de ces scènes atroces relatent que Pouliopoulos a été finalement abattu par les officiers.

Ces faits sont connus maintenant universellement en Grèce et la mort héroïque de Pouliopoulos est vénérée par toute l'avant-garde révolutionnaire du pays.

Pouliopoulos ne fut pas seulement un grand militant révolutionnaire qui a servi

le mouvement ouvrier uniquement par son activité politique.

Pouliopoulos, ayant une vaste culture générale et marxiste, parlant parfaitement plusieurs langues, entre autres l'allemand, le français, l'anglais, l'italien, a traduit en grec la plupart des œuvres fondamentales du marxisme, comme *Le Capital*, *L'Anti-Düring*, *La Critique de l'économie politique*, etc.

Plusieurs ouvrages de L. Trotsky ont été traduits par lui, parmi lesquels *La Révolution trahie*, éditée dernièrement par nos camarades grecs.

Pouliopoulos est d'autre part l'auteur de plusieurs articles, brochures, livres traitant soit des questions générales de la théorie marxiste, soit des problèmes politiques de la réalité grecque.

Parmi ses écrits, la réponse magistrale qu'il a faite aux thèses opportunistes, front-populistes, du Parti communiste grec en 1935, qui remplaçaient la perspective de la révolution socialiste en Grèce par la perspective d'une "Démocratie populaire", occupe une place importante.

Cette étude porte le titre : "*Royauté, République, Communisme*", et constitue la plate-forme théorique qui différencie en Grèce notre mouvement, en tant que mouvement du prolétariat révolutionnaire, du parti de la "démocratie petite-bourgeoise" vers lequel le Parti communiste grec a dégénéré sous l'influence stalinienne.

**Juin 1946, Sp.,
dans la revue
*Quatrième Internationale***

Correspondance

VÉRITÉS SUR LE GÉNOCIDE VENDÉEN

Sur ce qu'on appelle aujourd'hui couramment le « génocide vendéen » (et il n'y a plus aucun inconvénient sémantique à accepter ce terme, puisque le mot « Shoah » individualise dorénavant l'indéchiffrable tragédie majeure que l'on connaît, celle de 1941-1945, ce-

PAR

**Emmanuel
LE ROY LADURIE**

de l'histoire

pebdant que l'on parle couramment de nos jours, par ailleurs, sans que nul ne s'en offusque, du génocide cambodgien, kurde, kosovar ou tibétain, sur ce génocide vendéen donc, on dispose désormais de l'excellente recherche démographique qu'ont menée successivement les statisticiens Jacques Hausenet et Jacques Dupâquier dans l'intéressante revue *Recherches vendéennes* (1), animée par Alain Gérard, qui publie aujourd'hui *La Terreur et la Vendée*.

La « Vendée militaire » est celle où s'est déroulée le vaste soulèvement de 1793 ; elle s'est littéralement dévouée à cette insurrection. Elle est à cheval sur quatre départements : Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, Vendée proprement dite et Deux-Sèvres. La « Vendée militaire » comptait en 1793, toute « fourchette » des chiffres étant prise en compte, entre 765 300 et 775 800 habitants à la veille des troubles. Sur ce chiffre, le nombre de morts de

borne à travailler sur les moyennes de ces chiffres, on parvient à 175 000 morts sur 770 000 habitants, soit 22,7 % : un sur quatre ou cinq.

A partir de cette base, une « base de données » qui vaut très largement nombre de grands massacres du XX^e siècle, Alain Gérard, encore lui, donne un très remarquable récit complet et détaillé de la catastrophe, tout en définissant, d'autre part, le socle idéologique à partir duquel a pu s'effectuer cet assassinat de masse. Rappelons à ce propos une évidence, car il faut bien compte tenu de la virulence du débat, enfoncer quelques portes ouvertes : un historien anglais, William Doyle, dans une revue britannique distinguée, estimait qu'évoquer les horreurs de la Révolution française, c'est être a priori hostile à celle-ci. Or rien n'est plus faux : la Révolution française représente une transition légitime entre l'Ancien Régime et la démocratie moderne. Elle s'est néanmoins accompagnée de gigantesques « bavures », qu'il est indispensable d'évoquer, ne serait-ce que pour éviter qu'il ne s'en commette de

ceptable) ? Alain Gérard, Pierre Chaunu, Alain Besançon, fraternellement unis, nous donnent en l'occurrence quelques éléments de réponse. D'abord il y a l'idée ou plutôt le mythe du complot, et de la répression nécessaire, exemplaire, salutaire, à l'encontre des comploteurs. L'ardent révolutionnaire de 1793, en effet, ne conçoit pas qu'il puisse rencontrer d'opposants puisqu'il incarne la Raison raisonnable et rationalisante, la subversion régénératrice du social ; donc réprimons, brûlons, noyons les Vendéens pour donner corps au fantôme... pour métamorphoser en comploteurs, par le simple fait de leur condamnation, des individus qui, au point de départ, n'étaient jamais que des paysans rebelles simplement hostiles à l'idée d'être incorporés dans l'armée républicaine, simplement hostiles à l'idée d'aller combattre, loin de leur province natale, contre les Prussiens des frontières de l'Est.

En second lieu, la surenchère et la fuite en avant jouent un grand rôle ; car l'ennemi de classe, ou, dans le cas qui nous occupe, l'ennemi de groupe, n'est pas



« Prise d'armes en Bretagne », de Julien Le Blanc, épiscouannerie, guerre de Vendée. (Document HD-Violet)

comme trop mous et dont uns (car leurs sentiments, certain nombre subiront ce soissions le, ne sont point, en commun dans la ville quelle période, de la Nantes... (avec des l'odieux que qualité) ; avec des fu-

Doit-on être tellement surpris, des bateaux au fond dans le fond, du fait de ces plus des massacres de femmes nommes monstrueux (tératologiques à l'arme blanche, on giques, comme disait Edgar Mebarrassait une fois pour rin), qui, vus de loie, nous du péril vendéen. La fin paraissent plutôt incompréhensibles les moyens, il y avait en sibles ? Il est aisé d'une certains, disons-le, au risque de manière de leur trouver une jouer, une part authentique tification : avec des esclaves otionalité.

peut toujours bâtir des pyramides, l'édifice antivendéen, mides, disaient dans le temps le il s'exprimait dans les trisme de Léon Blum aussi aux maints et dans les cours usticières de l'époque (ne par-depas des nombreuses exécutions sommaires qui n'ajoutent ser au-delà, a-t-il tellement

disparu ? On ne permettra de rendre compte ici, au même temps que de l'excellent ouvrage d'Alain Gérard, d'un petit livre tout récent signé de Gérard Subervelle (2), qui fut l'un de nos résistants et post-résistants d'ultra-gauche dans l'Hérault de 1944. Et voici ce que nous pouvons lire, en cette fin de millénaire, sous la plume de ce monsieur très respectable. Il raconte, en l'occurrence, la Libération ou plutôt l'immédiat après-Libération héraultais. « Et puis, pour nous occuper, dit-il, on monta les grands procès, les cours martiales ; ce jour-là, c'était le 3 septembre 1944, je présidais une telle cour à Montpellier. Les

accusés : miliciens, lages... A nous dont quinzaine à vingt ans des parents possédés la zaine d'ac ou huit (si passés par verdict « des circons me conflictiale »

Le remorquer M. Gérard tout, il n'aurait pas un « jeunes » par leurs gram de l'cellent M. ment diffi de bonne ville de N diant ve les Vendé nables » pendant q maires augmenta morts jus dérabiles, tables à viennent c vantes pu graphes W

(1) *Recherches vendéennes*, n° 5, n° 2, Association de Résistants et Post-résistants d'ultra-gauche dans l'Hérault de 1944. Et voici ce que nous pouvons lire, en cette fin de millénaire, sous la plume de ce monsieur très respectable. Il raconte, en l'occurrence, la Libération ou plutôt l'immédiat après-Libération héraultais.

PAR PHIL LA TERRE
D'ALAIN
AVANT-PIERRE
PIREAC
Fuyard

Cent soixante-quinze mille morts sur sept cent soixante-dix mille habitants, soit un Vendéen sur quatre ou cinq : une « base de données » qui vaut très largement nombre de grands massacres du XX^e siècle.

semblables à l'avenir. Parmi ces immenses « bavures », la Ven-

simplement un adversaire normal : c'est un contre-révolution-

odieux que l'antagoniste d'en face et doit être sanctionné

L'article d'Emmanuel Le Roy Ladurie, paru dans *Le Figaro*, du 3 juin 1999.

A propos de l'article sur l'école d'Uriage

Lyon, le 19 mars 1999

L'ARTICLE sur Uriage et le texte qui l'accompagne m'intéressent d'autant plus que Lyon semble avoir été une place centrale dans la collaboration de l'Eglise avec Vichy. Je ne sais si tu as entendu parler de l'affaire "Bissuel", en lisant *La Raison*, par exemple ? Je te rappelle qu'il s'agit de 90 millions de francs offerts par les collectivités publiques à l'archevêque de Lyon pour ses facultés catholiques avec le cadeau de l'ex-caserne Bissuel, ancien siège de l'état-major de région en plein centre-ville. Nous avons réussi, pour l'instant, à bloquer l'opération, etc. Mais cette bataille a permis de faire des recherches et des découvertes.

Entre autres, que l'Association des fondateurs et protecteurs de l'Institut catholique de Lyon, qui préside à la gestion et au contrôle canonique des facultés catholiques et qui n'est constituée que des 25 évêques de la circonscription "universitaire" sous l'autorité de l'archevêque de Lyon, a été reconnue d'utilité publique en avril 1942 par Philippe Pétain lui-même ; ce qui autorise encore aujourd'hui cette association à recevoir des subventions publiques (...).

En fouinant chez un bouquiniste, j'ai également mis la main sur un livre publié en 1942 avec le *nihil obstat* de Lyon du 30 mai 1942 et l'*imprimatur* de Toulouse du 24 septembre 1942 aux éditions Apostalat de la prière, du révérend-père Coulet, et qui a pour titre : *Les Catholiques et la Révolution nationale*.

Dans ces pages, le révérend-père se félicite très longuement sur l'œuvre du maréchal, explique et vante les valeurs de la Charte du travail, établit les rapports étroits de cette charte corporatiste avec les enseignements des encycliques. Comme il s'agit de la belle époque d'Uriage, je ne résiste pas au plaisir de te recopier cette citation (il parle des adversaires du maréchal) :

"Lui feront-ils grief de son caractère de gouvernement autoritaire, sous prétexte que certains milieux le qualifient pour cela de fasciste, alors qu'ils n'acceptaient pas qu'on fit grief au précédent de son caractère démocratique, alors que beaucoup le qualifiaient de démagogique, tout simplement ?"

180 pages de cette eau.

Marcel Picquier

Deux lettres à Emmanuel Le Roy Ladurie

Nicole Bossut,
docteur en histoire
Thèse : *Chaumette, porte-parole des sans-culottes*
10, rue de Paradis,
75010 Paris

Paris, le 5 août 1999

C'EST avec une surprise peu à peu mêlée de stupeur indignée que j'ai pris connaissance — avec retard — de l'article "Vérités sur le génocide vendéen", que vous avez donné au *Figaro*, du 3 juin 1999.

Professeur d'histoire aujourd'hui retraitée, ayant pendant sept ans formé des professeurs de collège, j'ai souvent eu l'occasion de leur recommander la lecture des ouvrages du grand ruraliste, *Payans du Languedoc, Histoire du climat depuis l'an mil, Histoire de la France rurale...* C'est donc avec une grande curiosité que j'ai abordé la lecture de votre article : quel éclairage nouveau allait nous apporter un des grands spécialistes de l'histoire rurale de l'ancienne France sur les ressorts de la révolte vendéenne ?

Forcé m'est de constater que vous n'avez pas abordé ce conflit, complexe certes, mais explicable — et qui ne relève ni de la tératologie ni de l'incompréhensible — avec votre méthode d'histo-

Monsieur Emmanuel Le Roy Ladurie,
historien,
membre de l'Institut

rien, mais uniquement avec un talent de polémiste digne d'une meilleure cause. Un historien qui prête sa plume à un journal politiquement engagé doit-il nécessairement abandonner ses scrupules scientifiques et renoncer aux règles déontologiques de son métier pour endosser la robe du procureur ? Pas nécessairement, me semble-t-il.

Vous assenez donc aux lecteurs du *Figaro* vos vérités sur le génocide vendéen.

Génocide... Mot choc, caractérisation de grand inquisiteur et non point concept clairement défini, comme l'exige la méthode historique. Votre énumération fourre-tout, qui mêle aux Vendéens les Cambodgiens, les Kurdes, les Kosovars, les Tibétains..., semble n'avoir pour fonction que de solliciter l'affectivité de vos lecteurs. Légitimement émus par l'évocation de tant de peuples martyrisés, ils en oublieront peut-être d'écouter leur raison critique et de vous demander une définition sémantique précise.

Génocide... Ce mot n'a ici pour seule fonction que de vouer aux gémonies

l'année 1793 — celle qui, à certains égards, a vu culminer l'aspiration démocratique, dont on saisit l'écho dans cette fameuse Constitution de 1793, celle qui formulait le droit à l'instruction, le droit au secours, le droit à l'insurrection contre tout gouvernement violant ces droits fondamentaux ; 1793, qui vit le gouvernement révolutionnaire menacé d'écrasement par la coalition des rois.

Un certain pourcentage de massacres suffit-il pour qualifier un génocide ? C'est ce qui semble ressortir de la première partie de votre article, dans laquelle vous rappelez les conclusions des démographes établissant à 22,7 % le nombre des disparus de la Vendée militaire, du fait de la guerre, de la répression ou des épidémies.

Mais, à ce compte-là, faudra-t-il parler de génocides à propos des pays d'Europe qui ont perdu le tiers de leur population au mitan du XIV^e siècle, du fait des guerres féodales, de la famine réapparue et des pestes "collatérales" ? Et des génocides perpétrés dans l'Allemagne de la guerre de Trente Ans, ravagée par les bandes armées menées par des chefs animés par des passions religieuses et politiques assez féroces pour dépeupler maints endroits à hauteur au moins de ces 22,7 % vendéens ? Ni les médiévistes ni les dix-septiémistes n'usent de ce vocable...

Pouvez-vous utiliser un mot aussi grave que génocide comme une invective politique, au détriment de l'analyse historique, qui distingue les enjeux, s'efforce d'expliquer ?

Vous citez avec éloge les travaux d'Alain Gérard, d'Alain Besançon, qui, selon vous, éclairent le "socle idéologique" qui a servi de justification à la répression jacobine : d'un côté, des "*payans rebelles simplement hostiles à l'idée d'être incorporés dans l'armée républicaine*" ; de l'autre, "*l'ardent révolutionnaire de 1793*", qui croit incarner "*la Raison raisonnante*" et qui, en réalité, poursuit un complot fantasmagorique. "*Réprimons, brûlons, noyons tous les Vendéens pour donner corps au fantôme.*"

Un mythe, le complot contre-révolutionnaire !

Nul, à la tête de l'armée catholique et royale, ne complotait le renversement de la République ? Les insurgés ne se sont-ils pas mis spontanément sous les ordres de ces nobles en qui ils voyaient des spécialistes de l'art militaire ? Les Charette, d'Elbée, La Rochejaquelein ?

Le conseil supérieur de Châtillon-sur-Sèvre ne visait-il pas le rétablissement du "*suprême législateur, le Roi*" ? N'a-t-il pas annulé, par son règlement général du 11 juillet, la vente des biens d'Eglise ? N'a-t-il pas, en l'article 32 de ce même règlement général, prescrit aux fermiers de "*faire une déclaration sincère et exacte de la nature et quantité de fruits qu'ils auraient dû laisser sur leurs terres pour l'acquit des dites dîmes (...) et autres redevances*" ?

Dîmes et redevances qu'on se garda d'exiger en 1793, pour ne pas décourager ces dévouements de paysans qui croyaient combattre pour la Vierge et, en réalité, apportaient à une noblesse jusque-là privée de troupes le renfort qui lui manquait pour transformer ses rêveries contre-révolutionnaires en projet concerté de destruction de la République.

La prise de Noirmoutier, le 17 mars, les vaines tentatives sur Les Sables-d'Olonne, la marche sur Nantes en juin 1793 ne visaient-elles pas à contrôler la côte, à tendre la main aux émigrés et à l'armée britannique ? Projet qui ne prit corps, on le sait, qu'en juin 1795, quand la flotte britannique eut débarqué 4 000 hommes à Carnac. Fantômes, ces milliers d'hommes vaincus à Quiberon par le général Hoche ?

Il ne s'agissait pas d'une bataille purement idéologique, mais d'un conflit social et politique, la passion religieuse des paysans — dont vous ne soufflez mot, pourquoi ? — ayant été judicieusement manipulée par une aristocratie et un clergé consciemment au service de la contre-révolution.

A escamoter ainsi les chefs et leurs programmes, il vous est facile de rejeter la responsabilité des horreurs de la guerre civile — que nul ne songe à dissimuler — sur les seules épaules des Jacobins.

Vous évoquez les Girondins, vous prétendez que, "*révolutionnaires modé-*

rés”, ils auraient été guillotinéés parce que “trop mous” ! Escamotage encore. Pas un mot sur l’appel à constituer à Bourges une Convention-bis, l’appel aux départements à s’armer contre Paris à l’heure où la coalition européenne des rois enfonçait les frontières !

Venons-en enfin à la manière cavalière par laquelle vous terminez votre article, en jetant l’opprobre sur le résistant Suberville, chef des maquis de l’Hérault et défenseur, dites-vous, d’une ligne “ultra-gauche”. Vous l’assimilez aux horribles juges de Nantes, qui ont ordonné les fameuses noyades dans la Loire. Amalgame et calomnie. Ces procédés ont été pratiqués en grand par les staliens — dont vous fûtes. Force est de constater qu’il est dur de se laver de ses péchés de jeunesse...

A la tête d’une cour martiale, G. Suberville condamna à mort la moitié d’un groupe de 15 miliciens. “*Minables ploucs qu’on me donnait en pâture (...). C’était un verdict modéré compte tenu des circonstances. Pourtant, on ne me confia plus de cour martiale.*”

Vous vous indignez, vous fustigez ce qui vous paraît être une scandaleuse absence de remords. Il est pourtant assez clair qu’à évoquer ces jeunes “ploucs” et leurs “parents coupables”, Suberville établit lucidement les comptes : on lui a jeté en pâture les obscurs, les sans-grade, les éternelles victimes anonymes des guerres civiles, cependant qu’étaient protégés les hauts fonctionnaires, le patronat, la hiérarchie ecclésiastique, majoritairement compromis aux côtés des na-

zis et des pétainistes. Cette lucidité l’honore et ne vous donne pas le droit de l’injurier.

Question subsidiaire : ces jeunes miliciens n’avaient-ils torturé ni tué aucun résistant ?

Là encore, vous escamotez les enjeux de cette terrible guerre civile : Suberville combattait pour une révolution sociale (délire d’une “raison raisonnante” à vos yeux ?), ses chefs du PCF en ont décidé autrement. Cela méritait d’être rappelé.

Pour conclure : c’est votre droit de citoyen de haïr 1793, de haïr tous ceux, à toutes les époques, qui nourrissent un projet révolutionnaire... Comme historien, membre de l’Institut, n’était-il pas de votre devoir de rappeler les faits clairement établis, y compris ceux qui dérangent vos certitudes préétablies ?

Dans l’autobiographie-autocritique que vous avez rédigée en 1982, pour régler vos comptes personnels avec votre jeunesse, vous écriviez : “*J’étais sorti de ma coquille de petit chouan. Mais j’étais devenu momentanément un crustacé stalinien*” (Paris-Montpellier, PC-PSU, 1945-1963, p. 109).

Il semble aujourd’hui que certaines pratiques en honneur à l’époque de Staline, la calomnie, l’amalgame, fassent bon ménage avec des nostalgies très certainement chouannes.

Clio y perd. Mais peut-être y gagnerez-vous de nouveaux lecteurs, du côté du Puy-du-Fou.

Nicole Bossut

Gérald Suberville,
7, rue des Fontaines-du-Temple,
75 003 Paris

Ex-commandant Janvier,
chef départemental des Forces françaises de l'intérieur (FFI) de l'Hérault

A Monsieur le Rédacteur en chef
Le Figaro littéraire
Le Figaro

Objet : demande d'un rectificatif

Paris, le 13 juillet 1999

MONSIEUR, j'ai eu l'honneur de voir mon livre, *L'Autre Résistance* (1), commenté par M. Le Roy Ladurie dans *Le Figaro littéraire*, du 3 juin 1999, à l'occasion de sa critique intitulée "Vérités sur le génocide vendéen". Il m'y identifie avec "des juges emplis de bonne conscience, qui, dans la ville de Nantes et ailleurs, expédiaient vers un monde meilleur les Vendéens par milliers".

Mon honneur de résistant se trouve gravement mis en cause par la critique de M. Le Roy Ladurie. Je vous prie d'utiliser les informations contenues dans cette lettre pour porter un rectificatif à la connaissance de vos lecteurs, et de m'en faire tenir le texte.

Le 3 septembre 1944, à Montpellier, libérée depuis huit jours à peine, siégeait une cour martiale. J'avais été désigné pour la présider, en qualité de chef départemental des FFI de l'Hérault, par le colonel Gilbert de Chambrun, chef régional des FFI du Languedoc.

M. Le Roy Ladurie ne signale pas ces circonstances. Pour lui, je suis "un résistant et post-résistant d'ultra-gauche de l'Hérault" : qualités qui faisaient de

moi, paraît-il, un "monsieur très respectable", voire "l'excellent M. Suberville", qui se trouvait président de cour martiale.

Les jurés de cette cour étaient tous des militaires, désignés eux aussi par l'état-major régional, officiers et sous-officiers qui avaient participé à la Résistance, et qui s'apprêtaient à continuer la guerre sur le front, qui allait se dessiner sur l'Alsace et sur le Rhin.

Qui étaient les accusés ? Je les situe d'emblée dans mon livre : "Une brochette de jeunes miliciens, qui avaient cherché refuge dans les convois allemands, mais que ceux-ci avaient laissés en rade."

M. Le Roy Ladurie supprime purement et simplement cette phrase, qui explique la sévérité du verdict. Pour les jurés de la cour, en ces circonstances de lieu et de temps, ces miliciens, qui s'étaient embrigadés dans les colonnes de la Wehrmacht, étaient coupables de trahison, pris en flagrant délit.

Notre "critique" remplace cette information capitale par trois points de suspension, et il enchaîne sa prétendue "citation" : "Des miliciens de village... Minables ploucs qu'on nous donnait en pâture (!) (2) ; une quinzaine de garnements de 16 à 20 ans, qu'un grain de fo-

lie, ou des parents coupables avaient poussés là-dedans...”

C'est là un faux très élaboré.

Voici le texte de *L'Autre Résistance* : « Des miliciens de village, une quinzaine de garnements de 16 à 20 ans qu'un grain de folie ou des parents coupables avaient poussés là-dedans. Le lot était au complet... Sauf un : le seul fils de bourgeois que comptait cette triste cohorte. L'avocat (du "Front national") avait essayé d'abord de me circonvenir : "C'est une bonne famille honorable." Je l'avais assuré que si l'un devait payer, c'était bien celui-là, plus instruit, et donc plus conscient que ces minables ploucs qu'on nous donnait en pâture. L'avocat s'était débrouillé pour faire porter malade son protégé, qui fut donc hospitalisé, et prit la fuite le jour même. »

Voilà rétabli ce texte, que M. Le Roy Ladurie a remplacé par une interprétation de son cru, reprenant des expressions extraites de leur contexte. Il va de soi que le terme de "ploucs", sous ma plume, avait pour objet de situer l'ensemble des accusés à l'opposé de ce fils de bourgeois, qui, lui, échappa à la "justice" grâce à des complicités de classe. On comprend que M. Le Roy Ladurie fasse le silence sur cet épisode

On comprendra aussi que, contrairement à ce que prétend mon illustre censeur, ce procès me posa quelques "problèmes de conscience".

M. Le Roy Ladurie reprend à sa façon le qualificatif de "minables ploucs", que j'affectais, dans mon texte, à un petit groupe bien ciblé de miliciens ignares, hérités d'une colonne allemande en retraite. Mon illustre "critique" affecte ce qualificatif dans un sens élargi à la paysannerie en général, celle dans laquelle se recrutèrent par milliers, en 1793, les

"chouans" de l'ouest de la France, soulevés contre la République (et peut-être surtout — au moins au tout début — contre l'armée et la conscription).

Ayant fréquenté lui-même le Languedoc, aux lendemains de la Libération, un historien qui se voudrait respectable ne devrait pouvoir se livrer à des amalgames historiques aussi pervers que ridicules. Il est bien placé, notre auteur, pour savoir que les "milices" qui foisonnaient dans la plupart des bourgades de l'Hérault, en 1944, ce n'étaient pas celles de Darnand, de Vichy et de la collaboration, mais les milices patriotiques, auxquelles je rends hommage à l'occasion de mon témoignage sur la Résistance.

Cela n'empêche pas M. Le Roy Ladurie, à travers son texte du *Figaro* (je dis bien : à travers, et non "dans") d'identifier les paysans de l'Hérault, en 1944, à ceux de Vendée, en 1793 — les fameux chouans, qui sont, en principe, l'objet de sa rubrique.

Et du même coup, par la grâce de la casuistique de notre censeur, voilà "*l'excellent Gérald Suberville*" identifié à quelque nouveau Carrier, sévissant à Nantes, voici deux siècles, face à la "chouannerie".

La source de l'histoire, telle que l'écrit M. Le Roy Ladurie, historien ("*de l'Institut*"), ne réside-t-elle pas dans ses intimes fantasmes, bien plus que dans des témoignages qu'il ampute, manipule et travestit sans vergogne ?

Gérald Suberville

(1) *L'Autre Résistance*, éditions AIOU, 48330, Saint-Etienne-Vallée française.

(2) Le point d'exclamation est de M. Le Roy Ladurie.

Une lettre de Mark Goloviznine

LE n° 5 des *Cahiers du mouvement ouvrier* a publié mon article consacré à la mort de Léon Sedov dans la clinique Mirabeau, à Paris. L'article repose sur un document découvert dans les archives de Harvard, une histoire de la maladie de Léon Sedov dans les derniers jours de son existence. En même temps, le même numéro publie un commentaire de J.-M. Krivine, intitulé "*La mort de Léon Sedov, assassinat ou décès post-opératoire ?*", dans lequel J.-M. Krivine, chirurgien émérite, défend la thèse du caractère naturel de la mort de Léon Sedov, que "*la maladie a réussi à tuer avant que le Guépéou ne parvienne à le faire*". Les arguments avancés par J.-M. Krivine avaient été déjà publiés dans un article rédigé avec le docteur M.-F. Kahn dans l'article "*La mort de Léon Sedov*" (*Cahiers Léon Trotsky*, mai 1983). En bref, ils se ramènent à l'argumentation suivante : les causes de la mort de Léon Sedov sont :

a) l'incompétence professionnelle notoire du chirurgien qui l'a opéré, Talheimer ;

b) l'absence d'une expérience suffisante et des médicaments adéquats pour effectuer des transfusions intensives dans la période post-opératoire, dont les principes n'avaient pas encore été élaborés dans les années 1930 ;

c) l'ignorance dans laquelle se trouvaient alors les médecins du "syndrome

du cinquième jour", c'est-à-dire du développement d'une péritonite post-opératoire quelques jours après une opération réussie. Pour confirmer sa position, l'auteur cite des extraits du procès-verbal de l'autopsie, qui confirment le diagnostic de "péritonite".

Je regrette de n'avoir que tardivement connu cet article, mais je dois en même temps souligner que les auteurs appuient la majorité de leurs conclusions sur la base des procès-verbaux de l'autopsie et des dépositions des participants à ces événements, tout en regrettant de n'avoir pas eu accès aux procès-verbaux de l'opération elle-même.

Or le document que je citais (si on lui fait, bien entendu, pleinement confiance) apporte sous ce rapport un élément important nouveau, à savoir l'absence chez Sedov de symptômes d'une appendicite aiguë lors de la première opération, qui fut effectuée rapidement et avec succès.

N'étant pas moi-même chirurgien, je ne me prononcerai pas sur les détails du "syndrome du cinquième jour", complication, par ailleurs, selon J.-M. Krivine lui-même, extrêmement rare (0,19 % des cas d'appendisectomie), et dont l'origine est obscure ; mais je rappellerai des faits connus de chaque médecin : les complications tant immédiates que différées de l'appendicite se produisent lors de la présence de formes purulentes et destructrices, ce dont l'histoire de la maladie que j'ai rapportée nie l'existence. La

découverte, lors de l'autopsie, de signes de péritonite ne contredit pas, à mon avis, la possibilité de l'utilisation d'un poison susceptible d'entraîner les perturbations des mouvements péristaltiques de l'intestin et la cicatrisation convenable de la suture de l'intestin.

Les propos de J.-M. Krivine sur l'incompétence professionnelle du chirurgien Talheimer me paraissent marqués d'un certain subjectivisme. Certes, tout chirurgien, même le plus expérimenté, peut commettre des erreurs professionnelles et avoir de bons motifs pour les dissimuler. Mais il est à mon avis impossible d'ignorer les conclusions du conseil médical qui a décidé la seconde opération et qui en a défini les modalités.

Il est néanmoins évident que le docteur Talheimer a fait ensuite des dépositions extrêmement contradictoires sur la maladie de son patient, avant de refuser même complètement de répondre aux questions. On ne peut qu'émettre des suppositions sur les raisons de ce comportement d'un spécialiste connu et respecté.

Mais en rapport avec cette question, je voudrais rappeler un épisode. Peu après la mort de Sedov, le propriétaire de la clinique, le docteur Simkov, perdit

deux fils, victimes d'un accident. Alors que le sort de ses deux fils était encore inconnu, Simkov, dans une interview à un journal français, déclara que si ses deux fils avaient été enlevés, ce ne pouvait être qu'un coup des trotskystes.

"Je dois dire nettement, déclara Trotsky à ce propos, qu'une telle supposition n'a pu venir qu'à la tête d'un individu dont la conscience n'était pas tout à fait tranquille, ou d'un individu qui fréquente des cercles politiques qui sont mes ennemis mortels et ceux de Sedov, et où les agents du Guépéou ont pu pousser la pensée du malheureux père vers cette supposition fantastique et révoltante" (*Bulletin de l'Opposition*, 1939, n° 70, page 14).

A mon sens, on ne peut, en examinant l'affaire de la mort de Léon Sedov, faire abstraction de l'atmosphère d'irrationnel et de peur qui avait été engendrée dans les esprits de l'intelligentsia occidentale par les procès de Moscou. Et dans cette atmosphère, le docteur Talheimer pouvait avoir peur non seulement pour sa réputation, mais aussi pour sa vie, qui n'était pas menacée, bien entendu, par les partisans de Léon Sedov.

Mark Goloviznine

Chronique des falsifications

En 1994, Sergo Beria, le fils de Lavrenti Beria, publiait un volume de souvenirs sur son père, chef du NKVD, et donc du Goulag, de décembre 1938 à 1945, et de la commission atomique de 1945 à son arrestation, le 26 juin 1953.

Les éditions Plon publient aujourd'hui une version française. Si les deux versions ont en commun la volonté acharnée du fils de réhabiliter son père et l'affirmation fantaisiste que ce dernier n'a pas été jugé en décembre 1953, mais abattu le 26 juin, les différences factuelles entre elles sont de taille.

Ainsi, la version russe prétend que Robert Oppenheimer vint en URSS clandestinement avant la guerre proposer au Kremlin de construire la bombe atomique (p. 289). Ce scoop, révélateur des grandes facultés d'affabulation de Sergo Beria, a disparu de la version française, tout comme l'affirmation : *"Mon père était un homme très doux (...). Il a toujours repoussé toute violence"* (p. 16).

D'une édition à l'autre, Sergo Beria multiplie les témoignages à géométrie variable et, même si la vision d'un Beria mauvais génie de Staline relève de la propagande de Khrouchtchev et de Svetlana Staline, sa volonté hagiographique l'amène à des mensonges grossiers. Il ose ainsi prétendre que son père s'*"opposa oralement et par écrit"* (p. 157) à la déportation des peuples du Caucase en 1943-1944, alors que Beria descendit dans son train spécial l'organiser lui-même sur place.

Il aurait même exprimé au lendemain de la guerre sa vive déception devant la passivité des Russes face au gouvernement : *"Mon père en conclut qu'il n'y avait rien à tirer de ce peuple"* (p. 271)... incapable de se révolter, comme l'aurait secrètement voulu le chef du NKVD !

L'un des passages les plus calomnieux concerne bien entendu Trotsky et le trotskysme. La comparaison des versions française et russe est sur ce point très éloquente !

Dans l'édition française, Beria écrit entre autres : *« Mon père essaya bien de persuader Staline que Trotski, exilé, ne représentait aucun danger et n'était qu'un "cadavre politique", non qu'il éprouvât d'ailleurs une quelconque sympathie pour cet homme, qu'il considérait comme un extrémiste. »*

Lavrenti Beria affirmait, selon son fils : *« Nous surveillons chaque geste de Trotski et nous le contrôlons parfaitement. » Le NKVD noyait effectivement tout le mouvement trotskiste. Pour mon père, l'élimination de Trotski réduirait à néant ses efforts. Il estimait qu'il valait mieux s'arranger pour l'entretenir, au lieu de le laisser dépendre financièrement des Américains, des Allemands et des Anglais. Mais Staline s'entêta : "Vous sous-estimez la capacité de nuisance du trotskisme." Finalement, il convoqua Soudoplatov et les autres officiers chargés de l'opération et il supervisa lui-même les préparatifs. Il n'avait pas oublié les objections soulevées par mon père. »*

“Eté 1940 : assassinat de Trotsky”

S ERGO Beria écrit même plus loin (p. 174) : *“Mon père considérait que la lutte contre le trotskysme était nuisible au plus haut point.”*

Ce fatras comporte quatre affirmations :

1. — Trotsky et la IV^e Internationale étaient financés par les gouvernements et services français, anglais et allemands.

2. — La IV^e Internationale était en même temps entièrement noyauté par le NKVD.

3. — Beria proposait que le Kremlin finance la IV^e Internationale à la place des gouvernements et services étrangers ci-dessus nommés (ou en supplément ?).

4. — Beria était politiquement hostile à l’assassinat de Trotsky, et c’est Staline qui dirigea personnellement (et non Beria) l’opération.

Avant de commenter ces quatre affirmations, il est bon de remarquer que le texte de la version originale russe est très sensiblement différent de la version française. Le passage consacré à Trotsky se situe pages 348-349. On y lit qu’après l’exil de Trotsky d’URSS en novembre 1929, « *l’assassinat politique accompli ultérieurement ne répondait à aucune nécessité. Trotsky, bien que conséquent dans sa lutte avec ses anciens compagnons, n’avait plus aucune influence. Et c’est son assassinat qui augmenta sensiblement son autorité. S’il était mort de mort naturelle, on l’aurait oublié depuis longtemps.* »

Ce n’était évidemment pas un espion, mais qu’il n’ait voulu ou non, il était entretenu évidemment par les services étrangers. Il y a des documents qui le confirment. De tels compromis en politique sont une chose habituelle. Après tout, nous ne considérons pas Lénine comme un espion allemand, bien qu’il ait accepté la proposition des services spéciaux allemands de le transférer en Russie.

Mon père fit la connaissance de Trotsky au début des années 20 ; ce dernier vint dans le Caucase avant la mort de Lénine. Il y vint aussi plus tard. Selon mon père, c’était un homme cruel aux ambitions exorbitantes. Comme les fondamentalistes aujourd’hui, Trotsky était absolument convaincu de la justesse de ses conceptions. Il ne voulait rien de moins que la révolution mondiale. Telle était son échelle...

Selon mon père, c’était un individu arrogant, qui ne descendait jamais de son olympe et ne se fatiguait pas à communiquer avec la “canaille”. Les meetings, c’était une chose, mais Trotsky, comme les dirigeants bolcheviks en général, s’intéressait peu au sort des gens ; il fallait à Trotsky le monde entier. Ce fut là précisément son erreur. S’il avait été plus proche des masses, on ne sait pas encore comment les choses auraient tourné dans les années 20... Mais il me semble que si Trotsky s’était trouvé à la place de Staline, le monde aurait tremblé encore plus. Et certainement plus tôt encore. C’est mon père qui m’a appris que

Mais Staline ne voulait rien entendre. « Rappelez-vous l'Espagne. Nous n'avons pas du tout eu affaire à un « cadavre politique » », lui rétorquait-il. « En Espagne, c'étaient les anarchistes et non les trotskistes qui posaient le problème principal, objectait mon père. Nous surveillons chaque geste de Trotski et nous le contrôlons parfaitement. »

Le NKVD noyautait effectivement tout le mouvement trotskiste. Pour mon père, l'élimination de Trotski réduirait à néant ses efforts. Il estimait qu'il valait mieux s'arranger pour l'entretenir, au lieu de le laisser dépendre financièrement des Américains, des Allemands et des Anglais. Mais Staline s'entêta : « Vous sous-estimez la capacité de nuisance du trotskisme. » Finalement, il convo-

тюрмы, потому что суд возложил основную вину на главного виновника случившегося — советское руководство. Собственно, тому и крыть было нечем — Указом Президиума Верховного Совета СССР убийца Бандеры был награжден орденом Красного Знамени.

А кто сделал Героем Советского Союза убийцу Льва Троцкого, испанского коммуниста Рамона Меркадера? Золотую Звезду Героя ему вручили уже в 1961 году. Где же логика? Партия, государство осуждают чисто политические убийства, совершенные в период культа личности, но сами в это время одного убийцу посылают в Мюнхен, а другого награждают Золотой Звездой. Гадкая политика!

Троцкий был выслан из пределов СССР в ноябре 1929 года. Как сообщали тогда газеты, «за антисоветскую деятельность постановлением Особого Совещания при ОГПУ». Лгали и тогда — никакое Особое Совещание при Особом Совещании не могло принять решение самостоятельно высшим руководством, включало, оно было продиктовано высшим руководством, включая самого Сталина. Никакой необходимости в политическом убийстве, совершенном впоследствии, не было. Какого-то влияния Троцкий уже не имел, хотя и был последователем в своей борьбе с бывшими соратниками. Его авторитет заметно возрос как раз из-за этого убийства. Умри он своей смертью, его скорей всего давно бы забыли.

Шпионом он не был, конечно, но на содержание иностранных разведок, хотел он того или нет, был. Есть документы, которые это подтверждают. Компромиссы такие в политике, наверное, вещь обычная. Не считаем же мы Ленина немецким шпионом, хотя он и принял предложение немецких спецслужб о его переброске в Россию. Отец с Троцким был знаком в Закавказье. Бывал и с смерти Ленина тот приезжал в Закавказье. Бывал и с днее. По словам отца, это был жестокий человек и с непомерными амбициями. Сейчас такими принято считать фундаменталистов. Троцкий был абсолютно убежден в правоте своих воззрений. Мировая революция — на меньшее он был не согласен. Такие масштабы...

Отец характеризовал его и как очень заносчивого человека, который никогда не спускается со своего олимпа и не утруждает себя общением с «чернью». Митинги — это одно, но судьбы людей Троцкого, как и большевистских вождей вообще, интересовали мало, Троцкому ну-жен был целый мир. Наверное, в этом и была его

les camps de concentration avaient été construits sur l'ordre de Lénine et de Trotsky. Trotsky a aussi sur la conscience la mort de dizaines de milliers d'otages — parfaitement innocents — fusillés (1). L'institution des commissaires est aussi une invention de Léon Davidovitch. Il constituait son propre appareil punitif dans l'Armée rouge. Chose invraisemblable, mais dans cette période, celui qui combattit contre cela ne fut nul autre que Staline. Aujourd'hui, on préfère ne pas évoquer cet aspect... Par la suite, Staline s'engagea dans la même voie, mais alors, il s'opposa brutalement aux propositions de Trotsky (2).

La lutte entre eux dura des années. Staline en sortit vainqueur parce qu'il s'appuya dans cette lutte sur la "cannaille" que Trotsky traitait de façon sarcastique. Staline se révéla tout simplement plus intelligent et plus perspicace... Et plus tard, quand il vit que même à l'étranger Trotsky ne pouvait pas se calmer, les services spéciaux reçurent un certain ordre.

Dans son dernier article, publié en 1940 par Liberty Library Corporation, Trotsky écrit : "La vengeance de l'histoire est plus terrible que le plus puissant secrétaire général." Ces mots se révélèrent prophétiques...

Il y eut beaucoup d'attentats contre Trotsky, entre 10 et 12. Mon père, en tant que commissaire du peuple au NKVD, était, je l'avoue, mêlé d'une certaine façon à cette affaire. Parce que l'on utilisait les services de renseignements soviétiques. »

(Ensuite, Sergo Beria évoque l'attentat organisé par Siqueiros, puis la tentative réussie de Ramon Mercader, dont il dit : "L'organisateur de cette opération fut le général Naoum Eitingon, gradé des services de renseignement.")

Les différences entre les deux versions sautent aux yeux. Elles méritent toutes deux un certain nombre de remarques :

1. — Dans sa hargne antibolchevique (et pas seulement antitrotskyte), Sergo Beria reprend les plus grossières inventions. Jamais les services secrets allemands n'ont proposé à Lénine de le

transférer en Russie. Lénine, après avoir essayé tous les moyens possibles et imaginables, voire inimaginables, pour retourner dans sa mère patrie (y compris l'idée fantastique de voyager avec un faux passeport suédois en se faisant passer pour un citoyen suédois sourd-muet, car Lénine ne parlait pas un mot de suédois), a fini par solliciter un passage par l'Allemagne, imité en trois fois — faute d'autre solution ! — par 280 émigrés russes de toutes tendances, mencheviks, socialistes-révolutionnaires, "plekhanoviens" partisans de la guerre jusqu'au bout contre l'Allemagne, etc. Plus loin, Sergo Beria accuse Staline d'avoir "aggravé les tares du léninisme", en ajoutant qu' "il n'avait pas l'excuse de désordres mentaux comme Lénine" (p. 205).

2. — S'il y a un point sur lequel on peut croire Pavel Soudoplatov (dont Sergo Beria ne dit mot à ce propos), c'est bien sûr l'assassinat de Trotsky, dont il fut avec Eitingon l'organisateur. Or Soudoplatov est très clair. Il a agi sous la direction immédiate et permanente de Beria. Evoquant la première rencontre avec Beria chez Staline, où fut discuté le plan de l'assassinat, il écrit : "Beria suggéra de me rendre responsable de toutes les opérations antitrotskytes du NKVD afin de porter un coup décisif à la tête du mouvement (...). J'aurais pour mission de mobiliser toutes les ressources du NKVD afin d'éliminer Trotsky, l'ennemi du peuple numéro un" (*Missions spéciales*, Le Seuil, 1994, p. 99). Soudoplatov discute avec Eitingon des diverses modalités de cette opération. Après quoi, dit-il, "nous présentâmes nos options à

(1) Le chiffre de "dizaines de milliers d'otages fusillés" est une invention de la propagande monarchiste de l'époque, que Sergo Beria reprend sans se soucier de rien vérifier.

(2) Les commissaires en question sont les commissaires politiques, militants communistes nommés comme contrôleurs politiques des officiers tsaristes qui servaient dans l'Armée rouge. Il ne s'agissait nullement d'un corps répressif, et Staline — qui haïssait les anciens généraux tsaristes —, loin de s'opposer à cette institution, tenta, là où il eut des responsabilités militaires, de se la subordonner contre les "spécialistes militaires". Sergo Beria étale ici seulement son ignorance crasse.

Beria, en insistant sur le fait que nous n'avions encore dans l'entourage immédiat de Trotsky personne qui fût capable de l'assassiner (...). Beria me prescrivit d'accompagner Eitingon à Paris pour jauger le groupe que nous devions envoyer au Mexique" (p. 104).

L'attaque du groupe de Siqueiros échouant le 24 mai, c'est à Beria que Soudoplatov rend compte de l'échec : *"Furieux, Beria me posa des questions sur la composition de l'équipe à laquelle j'avais donné mon approbation à Paris et sur les détails que je pouvais lui fournir quant aux plans de liquidation de Trotsky (...). Deux jours après, le rapport d'Eitingon nous parvint, via Paris, et j'en avisai Beria"* (p. 108).

Un peu plus loin, il évoque les moments *"lorsqu'Eitingon et moi-même discussions avec Beria des plans d'élimination de Trotsky"* (p. 116).

Bref, si la décision politique revient, bien évidemment, à Staline, la mise en œuvre politique de l'assassinat et la supervision des mesures techniques proposées par Eitingon et Soudoplatov reviennent à Beria.

3. — Les citations ci-dessus font justice de l'affirmation que le NKVD avait entièrement réussi à noyauter la IV^e Internationale. Il avait réussi à y infiltrer quelques agents à des niveaux importants, dont le plus connu est le fameux Zborowski-Etienne et dont une bonne partie furent démasqués au fil des ans. Cette infiltration permit au NKVD certains coups (fabrication d'un faux numéro du journal des trotskystes allemands en 1932, vol d'une partie des archives de Trotsky à Paris en 1937, etc.), mais n'atteignit jamais, et de loin, le niveau du noyautage affirmé par Sergo Beria.

4. — Le reste relève soit de la calomnie la plus grossière, soit de la bouffonnerie pure et simple : si Beria avait osé proposer à Staline de financer la IV^e Internationale, il se serait retrouvé derrière les barbelés du Goulag, qu'il dirigeait alors. Il ne l'a évidemment jamais fait. Peut-être s'agissait-il d'un propos de table en famille, une fanfaronnade bouffonne que le fils a pris au pied de la lettre. On remarquera en passant que, dans l'édition française, l'affirmation que des documents prouveraient que la IV^e Internationale recevait des fonds des divers services étrangers a disparu. On peut supposer que l'organisatrice de cette édition a dû convaincre Sergo Beria qu'il fallait censurer certaines de ses affabulations sous peine de discrédit total...

5. — L'édition française maintient néanmoins un certain nombre d'autres mensonges éhontés, visant à présenter Beria comme un démocrate humaniste... Ainsi, le fils écrit-il à propos de la déportation des peuples du Caucase effectuée d'octobre 1943 à mai 1944 : *"Mon père s'y opposa oralement et par écrit. Il avait eu affaire à ces peuples, qui lui avaient fait confiance"* (p. 157). Mais Beria signa les principaux documents préparant et ordonnant leur déportation, et descendit lui-même, avec son train spécial, flanqué de ses principaux collaborateurs, pour l'organiser. Je me permets à cet égard de renvoyer à mon livre *Les Peuples déportés d'Union soviétique* (édition Complexe), pp. 36, 43, 44, 45, 46, 48, 62, 63, 78, 79, 80, 82, 83, 87, 88, 89, 93, 99, 100, 102, 105, 107, 113, 114, où sont cités les décisions et les décrets pris par Beria lui-même...

Jean-Jacques Marie

**Les Cahiers
du CERMTRI :
“Front populaire
et colonialisme”**

S'il est un domaine systématiquement occulté dans les ouvrages sur le Front populaire de 1936-1937, c'est bien celui de la politique poursuivie par ses gouvernements successifs dans les colonies françaises. Silence total et allusions d'une extrême discrétion constituent l'essentiel de la recherche historique dans ce domaine. Nous en avons déjà dressé un bref état, dans le n° 2 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, en introduction à la republication de deux articles de Daniel Guérin en 1937 sur la dissolution décidée par le gouvernement Blum de deux organisations nationalistes algérienne et marocaine... qui s'étaient par ailleurs rangées dans le camp du Front populaire.

Le CERMTRI comble modestement ce silence complaisant en publiant, sous le titre *Front populaire et colonialisme*, un recueil d'articles tirés de *La Lutte ouvrière*, l'organe du Parti ouvrier internationaliste, des *Cahiers rouges* de la Gauche révolutionnaire de la SFIO (Marceau Pivert), de *La Révolution prolétarienne* (revue syndicaliste révolutionnaire dirigée par Pierre Monatte et Robert Louzon), de *Que faire ?* (organe d'opposants communistes regroupés autour d'André Ferrat et de Pierre Rimbert, qui, après la guerre, rejoindront la SFIO).

"Rien n'a été changé..." (Que faire ?)

LES colons refusent toute concession salariale, sociale et, bien entendu, politique aux "indigènes". Ils exigent que le gouvernement réprime toute revendication par la violence. Et le gouvernement de Front populaire met à leur disposition sa police, voire l'armée, qui l'une et l'autre fusillent systématiquement les grévistes

La revue *Que faire ?* comme les *Cahiers rouges*, quoique dirigés par des partisans du Front populaire qu'ils veulent plus combatif ("*Front populaire de combat*"), dressent un bilan accablant de sa politique coloniale. *Que faire ?* écrit ainsi :

« Rien n'a été changé dans la politique sociale et la législation d'exception coloniale. Aucune des revendications démocratiques des peuples coloniaux n'a été satisfaite (...). De vagues promesses furent faites et une certaine tolérance fut observée, pour un temps, notamment vis-à-vis des mouvements nationaux démocratiques d'Algérie et de Tunisie, qui d'ailleurs, en contrepartie, s'employèrent pendant ce temps à prêcher la patience aux masses. Mais cette attitude ne pouvait durer longtemps. Les masses n'obtenaient aucun avantage concret. Au contraire, le coût de la vie, augmentant considérablement, accroissait leur misère à l'extrême. Le mouvement s'amplifiait. Bientôt, chaque mouvement revendicatif est réprimé de la façon la plus sauvage.

En mars 1937, ce sont, en Tunisie, les fusillades des mineurs grévistes de Met-laoui, suivies de celle du Kouif, en Algérie. C'est, en France et en Algérie, la dissolution de l'Etoile nord-africaine, organisation nationale démocratique et d'ailleurs membre du Front populaire (...). En Algérie, des militants syndicaux sont condamnés, des manifestants condamnés à cinq ans de prison, des oulémas (chefs religieux réformateurs nationaux démocratiques) poursuivis, des camps de concentration organisés dans les territoires militaires du sud. En Tunisie, nouvelle fusillade de grévistes à Djerissa, le 20 juillet dernier. Puis suppression de la liberté de réunion, qui avait été tolérée quelques mois, promulgation de décrets d'exception contre la presse et la liberté d'opinion ; le journal du Destour (1) est interdit.

Au Maroc, on interdit l'entrée de la CGT aux ouvriers indigènes. On persécute et on dissout l'organisation nationale démocratique L'Action marocaine, ou Parti national marocain. Par suite de la sécheresse, la misère des fellahs est affreuse. Comme toujours, le système d'irrigation est dérivé au profit des colons. C'est une mesure administrative de ce genre qui provoque une manifestation populaire à Mekhnès. La troupe tire. Quinze indigènes tués, de nombreux blessés. La répression déborde les mi-

(1) Parti nationaliste tunisien.

lieux indigènes et frappe les éléments français du Maroc qui avaient pris leur défense. Notamment le journal SFIO de Rabat (...). En Indochine, se développe un vaste mouvement ouvrier gréviste (...). Pour fait de grève, des militants ouvriers et paysans sont condamnés jusqu'à cinq ans de prison. A nouveau, se déclenche la chasse policière aux militants ouvriers. Sous les prétextes les plus extraordinaires (publication d'une brochure de Léon Blum, d'articles reproduits de la presse métropolitaine "Front populaire"), des centaines de militants ouvriers et paysans indochinois de toutes tendances sont arrêtés, condamnés à des peines draconiennes, contraints à la grève de la faim. »

Le PCF n'a alors qu'un souci : défendre l'empire colonial français contre les appétits hitlériens ou mussoliniens ! Il soutient donc la répression. Et comme en Indochine, les trotskystes, avec Tathu-Tau (lourdement persécuté à cette époque par l'administration française, et qui sera assassiné par les staliniens en 1945), jouent un rôle important, le PCF envoie son député Georges Honel organiser la chasse aux trotskystes en Indochine. L'article de *La Lutte ouvrière*, du 10 septembre 1937 (pages 109 à 122 de la brochure du CERMTRI), donne de son voyage... et de ses difficultés une description particulièrement éloquente.

Les trotskystes du POI organisent, avec leurs faibles moyens, une solidarité active avec les militants des pays colonisés. Le récit du meeting organisé en commun par le POI et le Parti du peuple

algérien à Saint-Denis, en juin 1937, en donne un exemple très illustratif. La municipalité fasciste de Jacques Doriot refuse de donner une salle municipale pour la tenue du meeting. Les organisateurs louent une salle de cinéma. Les staliniens de Saint-Denis, malgré leurs imprécations antidoriotistes rituelles, font pression sur le directeur du cinéma pour qu'il annule la location de la salle, ce qu'il fait la veille du meeting, dont la date est déplacée. Tout autant que la haine antitrotskyste, c'est la défense de l'empire colonial qui s'exprime dans cette conjonction... Le meeting se tient néanmoins dans une salle privée et rassemble 800 personnes.

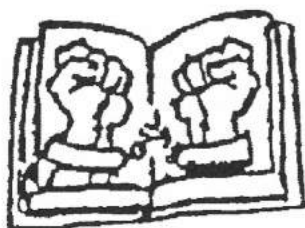
Ces citations n'épuisent pas le contenu de cette brochure. On jugera particulièrement juteuse et révélatrice des mœurs de l'appareil la description que fait Daniel Guérin de la commission coloniale de la SFIO, dont il est membre. Sur quinze membres, huit n'ont jamais assisté à ses réunions, dont Marius Moutet, le ministre des Colonies, Jules Moch, le bras droit de Léon Blum, André Philip, le spécialiste attitré de la morale socialiste, Lagorgette, l'un des exclueurs attitrés d'opposants, etc. Ainsi s'exprime le royal mépris de l'appareil pour les institutions mêmes du parti. Le service de l'Etat impose ses exigences...

Marc Teulin

NDLR : brochure à commander au CERMTRI, pour le prix de 30 F.

Les archives du CERMTRI

**(Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux)**



• Nous continuons, dans ce numéro des *Cahiers du mouvement ouvrier*, la présentation du fonds d'archives que le CERMTRI met à la disposition de ses adhérents. Il s'agit, cette fois, d'une partie du fonds concernant le **mouvement trotskyste en France, et plus particulièrement du Parti communiste internationaliste, de 1944 à 1948**. Rappelons qu'il ne s'agit pas d'un inventaire, mais d'un guide indicatif.

Journaux

Le CERMTRI conserve, en plus de la collection complète du journal *La Vérité*, des bulletins locaux et d'entreprises édités par les militants du PCI dans cette période. Bulletins à faible tirage, qui ont parfois été très peu distribués en raison de la clandestinité du mouvement dans un premier temps ou en raison de la répression policière ou stalinienne, leur collection est plus ou moins lacunaire. Le CERMTRI conserve néanmoins la quasi-totalité des titres édités alors dans ce cadre.

1944 et 1945 :

La Lutte des cheminots, "organe de front ouvrier" ;
Le Proletaire internationaliste, "organe de lutte des groupes ouvriers de l'usine Renondin" ;
Le Soviet de l'IT ;
Le Soviet, "organe de la RP du PCI" ;
La Voix ouvrière de Jumo ;
Le Soviet de Boulogne-Billancourt, "organe du rayon communiste internationaliste de Boulogne-Billancourt" ;
Le Soviet de la SNCAN ;
Le Soviet de chez Amiot ;
Le Soviet du XIII^e ; *Octobre*, "organe du PCI Région du Sud-Ouest" ;
Le Soviet de la Lorraine ;
Le Soviet de Puteaux-Suresnes ;
Le Soviet de Gnome-et-Rhône ;
Le Proletaire de l'Ouest, "organe de la région nantaise du PCI" ;
La Voix de Lénine, "organe du PCI de la Loire" ;
Front rouge, "organe du canton de Villejuif du PCI" ;
Le Soviet du canton d'Argenteuil ;
Le Soviet de l'AAC ;
Le Soviet de Panhard, "organe des ouvriers internationalistes de Panhard" ;
Le Soviet d'Auvergne ;
La Lutte ouvrière, "organe du canton de Vanves du PCI" ;
Le Drapeau rouge, "édité par la région nord du PCI" ;
La Curette, "bulletin mensuel de la cellule des Hospices civils de Lyon du PCI" (13 numéros, d'août 1945 à juillet 1947).

Fin 1945 :

Avec la fin de la clandestinité, la diffusion des organes locaux tend à diminuer, au profit de *La Vérité*, l'organe central du PCI, dont la parution légale vient d'être autorisée.

Le CERMTRI conserve les bulletins, journaux et revues publiées par la suite par le PCI (collections également lacunaires) :

Le Travailleur du canton de Taverny ; *Le Travailleur*, "organe du PCI de Drancy" ;

La Vérité Caudron ;

L'Étincelle, "bulletin du PCI Rayon de Neuves-Maisons" ;

La Vérité Unic ;

Le Militant, "bulletin mensuel de la région bretonne du PCI" ;

La Vérité SNECMA ;

La Vérité Renault ;

La Vérité Chausson ;

La Lutte des cheminots, "organe des cellules cheminots Montparnasse-Montrouge" ;

Jeune Révolution, revue des Etudiants communistes internationalistes ;

La Jeune Garde, journal des Jeunesses communistes internationalistes...

Tracts

Les documents sont très nombreux, mais un inventaire exhaustif n'est pas encore disponible. Outre les tracts à diffusion nationale ou régionale (notamment électoraux), le CERMTRI possède une collection à peu près complète des **tracts diffusés au nom du PCI dans les usines** de la région parisienne de 1944 à 1948.

Brochures

La Lutte des trotskystes sous la terreur nazie (1945) ;

Pourquoi les trotskystes veulent une Constituante unique et souveraine (octobre 1945) ;

Jeune Révolution ;

L'École du militant ;

Avec Maurice Thorez, sur le chemin qui ramène à Vichy (1945)...

Documents

Enfin, le CERMTRI met à la disposition des militants ouvriers et des chercheurs la collection quasi complète des textes publiés par le PCI durant cette période :

— les bulletins intérieurs ;

— les notes aux militants et les circulaires internes ;

— les rapports et procès-verbaux des réunions du comité central et du bureau politique ;

— les textes présentés et débattus aux congrès ;

— les éléments concernant l'implantation du PCI dans les entreprises ;

— les campagnes électorales de l'après-guerre ou encore le combat mené pour la légalisation et contre les calomnies stalinienne sont également classés de façon chronologique avec les documents d'ensemble du parti, ou de façon thématique pour certains d'entre eux.

Notre fonds d'archives a été constitué à partir de dons faits par des militants de diverses organisations et de toutes tendances.

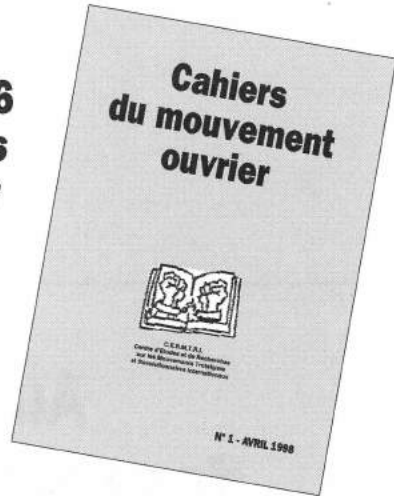
Participez à la défense de la mémoire collective du mouvement ouvrier en confiant vos archives au CERMTRI, qui s'engage à les mettre à la disposition des chercheurs et des militants de toutes tendances.

C.E.R.M.T.R.I.

**Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux**

28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris. Tél. : 01.44.83.00.00.
Ouvert les lundis, mercredis et vendredis de 13 h 30 à 18 heures.

**Les nos 1, 2, 3, 4, 5 et 6
des Cahiers
du mouvement ouvrier
sont toujours disponibles**



Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 160 pages)

Prix du numéro : **50 francs**

Abonnement annuel (quatre numéros) : **180 francs**

Nom, prénom :

Adresse :

Abonnement d'un an : à partir du n° 1 à partir du n° 2 à partir du n° 3
 à partir du n° 4 à partir du n° 5 à partir du n° 6 à partir du n° 7

Commande du n° 1 : Commande du n° 2 :
Commande du n° 3 : Commande du n° 4 : Commande du n° 5 :
Commande du n° 6 : Commande du n° 7 :

Chèques à l'ordre du CERMTRI

(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Au sommaire des prochains numéros

- Vadim Rogovine : l'entourage de Staline : Kaganovitch, Beria, Vorochilov, Malenkov, Khrouchtchev, Idanov ;
- Mikhaïl Panteleiev : le procès du Parti industriel ;
- Blasco : Antonio Gramsci ;
- Brizon : discours contre les crédits de guerre en 1916 ;
- Malatesta : anarchisme, révolution et unité en Italie en 1920 ;
- Durruti : textes de 1936 sur la révolution espagnole ;
- Iouri Lopouhine : la maladie et l'embaumement de Lénine ;
- Petrovski : le groupe et la plate-forme de Rioutine (1932) ;
- Nina Savoieva et Boris Lesniak : souvenirs du Goulag ;
- *La Croix* et ses articles antisémites pendant l'affaire Dreyfus ;
- L'appel de *La Vérité* du mois d'août 1944.

ISSN 1287-25-98
Commission paritaire n° 78 360